



John Adams Library.

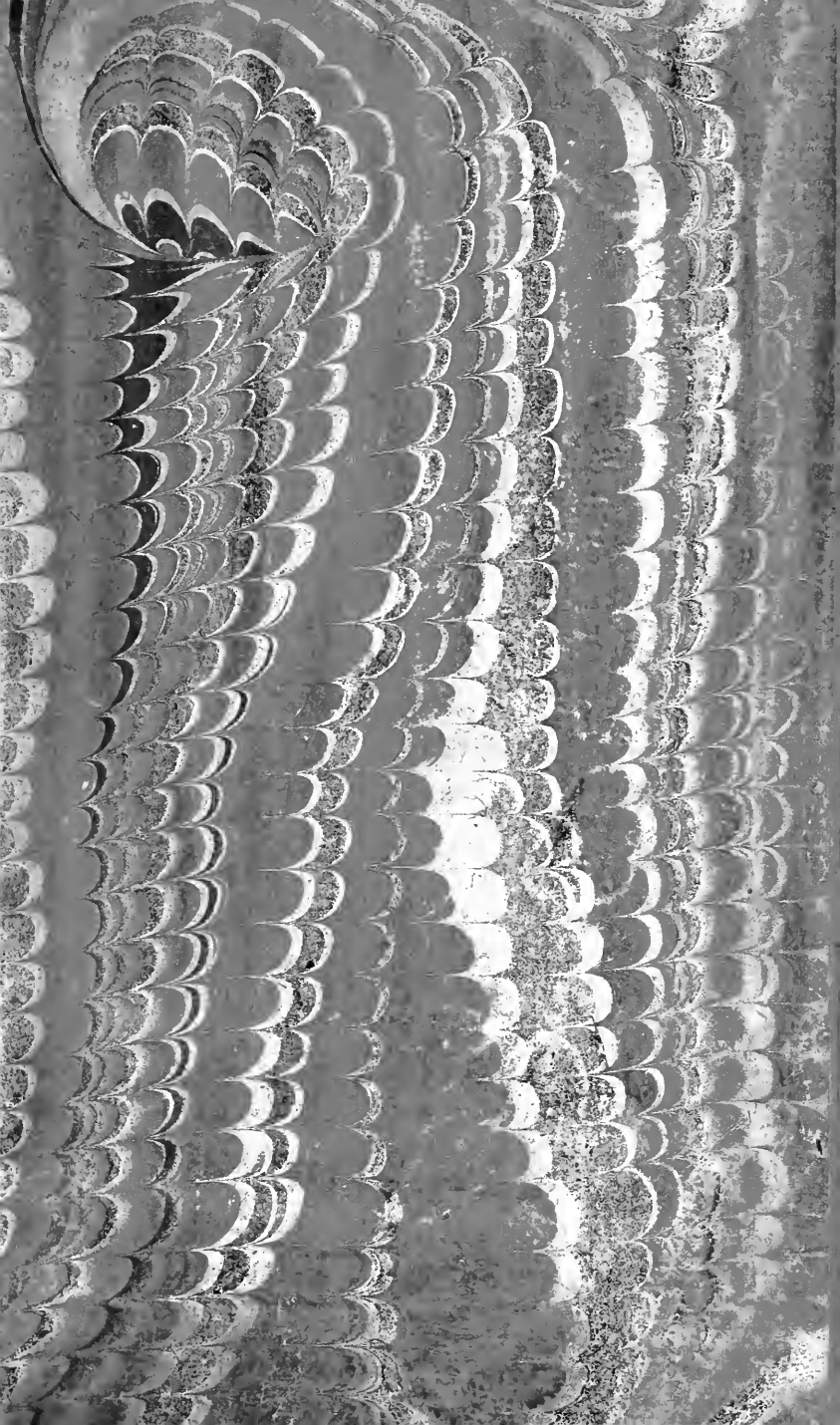


IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

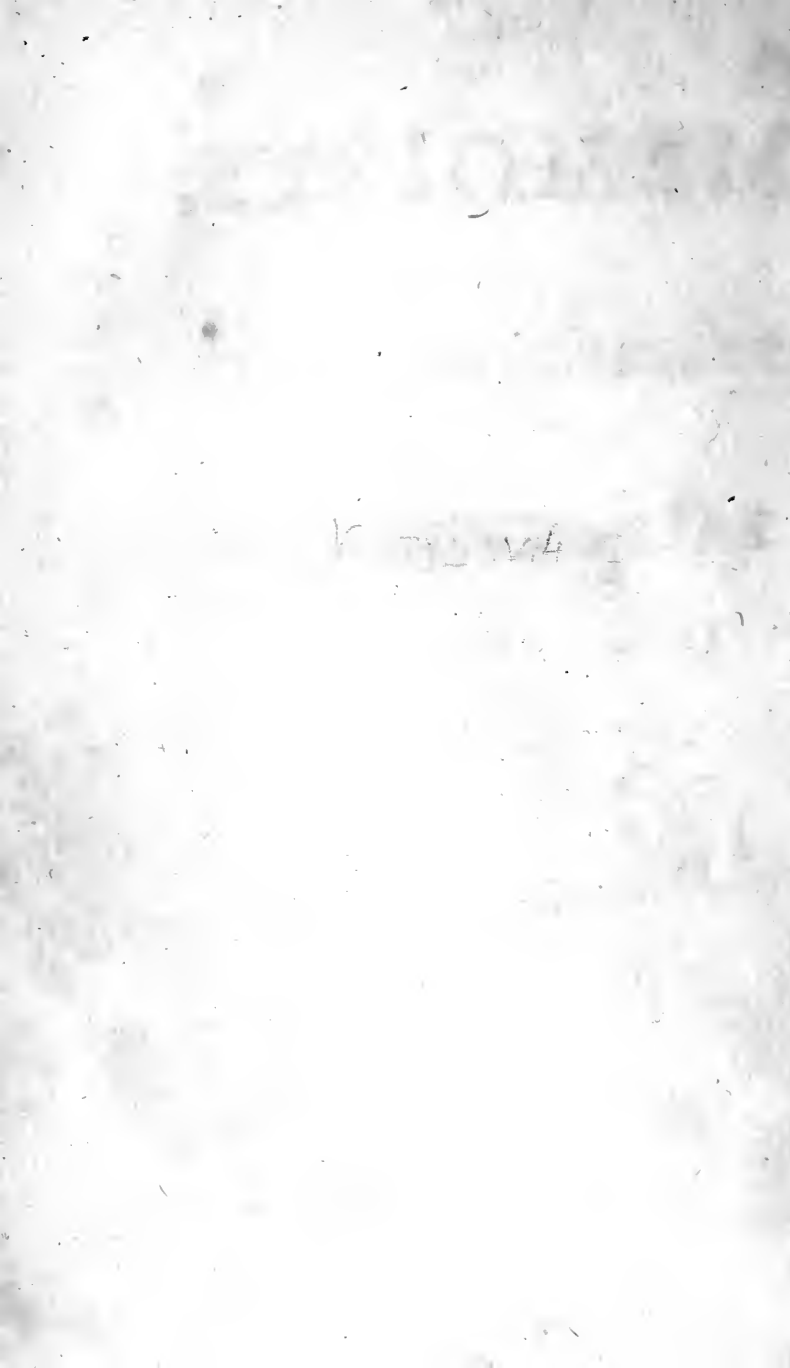


SHELF No:
ADAMS

2 July 10
10/10







ACTES, MEMOIRES,

& autres

PIECES AUTHENTIQUES

concernant la

PAIX d'UTRECHT.

TOME QUATRIÈME.



A UTRECHT,
GUILLAUME VANDE WATER,

ET
JAQUES VAN POOLSUM.

M. D. CC. XIII.

Chez

MEMOIRS

OF THE

ADAMS 224 10

v. 40

THE GREAT XIAO

THE GREAT XIAO

THE GREAT XIAO

THE GREAT XIAO

A V I S.



Voici la Suite des Actes, Memoires, & autres Pieces autentiques de ce qui s'est passé au Congres d'Utrecht, recueillie avec tout le soin & toute l'exaëtitude possible. On se flatte que ce quatriéme Volume ne sera pas moins agreable au Public que les précédens, puis qu'on n'a rien omis de tout ce qu'on a pû recouvrer pour rendre un Ouvrage de cette Nature, & d'une si grande utilité, aussi parfait que le tems & la suite des choses l'a pû permettre. On y trouvera particulièrement, toutes les Protestations, les Memoires, & les Instructions, qui ont été présentées au Congrés, pour servir à la conservation des Droits & des Privileges des Puissances ou des Personnes interressées: Et on peut s'assurer qu'elles ont toutes été Copiées d'apres les Originaux, enregîtrez dans les Archives publics. On en a l'obligation à la civilité extraordinaire du Sieur *Harscamp*, Secretaire de cette Ville.

On a ajouté, à ce Volume, quelques Memoires qu'on n'avoit pû insérer dans

les précédens, & plusieurs autres Pieces par rapport aux Interêts de quelques Princes neutres & autres Seigneurs, comme on le pourra voir dans la Table inferrée à la fin de cette Piece.

Enfin, on trouvera dans un cinquième Volume qu'on se prepare à donner au Public, la conclusion de cet Ouvrage, des Actes, Memoires, &c. De tout ce qui s'est passé ici pendant le cours du Congrès, & ce qui nous reste de ceux qui regardent les Puissances neutres. On aura soin d'y ajoûter aussi les Traités conclus entre l'Angleterre, le Portugal, la Hollande, la Savoye, & l'Espagne, & ce qui se passera entre l'Empire & les autres Puissances interressées dans la presente Guerre.

Au reste, on prie ceux qui auront quelques Pieces ou Memoires que l'on n'a pû recouvrer jusques à present, de vouloir bien nous les communiquer pour les faire inserrer dans cette cinquième partie, & rendre cet Ouvrage d'autant plus parfait.

Utrecht le 18 Octobre 1713.

T A B L E

Des Pieces Authentiques, qui se trouvent dans ce 4. Volume.

Protestation faite par le Duc de Luynes, & de Chevreuses, &c. contre la Paix d'Utrecht, à cause de la Principauté d'Orange, & des autres biens de la Principauté de Châlons, &c. Neufschâtel, Valengin, &c. à Utrecht le 14. d'Avril 1713. p. 1

Protestation pour le Comte de Matignon, touchant Neufschâtel, & Valengin, &c. p. 12.

Memoire concernant le droit de Mr. le Comte de Matignon à la Souveraineté de Neufschâtel & Valengin. p. 20.

Protestation pour la Duchesse de Lesdiguières & le Duc de Villeroy, touchant Neufschâtel & Valengin. p. 33.

Memoire pour Mad. la Duchesse de Lesdiguières. p. 38.

Protestation du Marquis d'Alegre, touchant la Principauté d'Orange, Neufschâtel, & Valengin. p. 42.

Memoire du Marquis d'Alegre Prince d'Orange, sur la Principauté de Neufschâtel & Valengin. p. 48.

Memoire concernant le droit de Mr. le Marquis de Viteaux sur la Principauté de Neufschâtel & Valengin, p. 92.

Memoire concernant le droit de Mr. le Comte de

T A B L E.

- de Barbançon, sur la Principauté de Neuf-
châtel & Valengin. p. 100.
- Protestation du Duc de la Tremouille touchant
le Royaume de Naples, &c. p. 108.
- Memoire concernant le Droit du Duc de la Tre-
mouille touchant le Royaume de Naples. p. 114.
- Protestation de la Princesse & du Jeune Prince
de Condé touchant le Duché de Montferr. p. 213.
- Memoire concernant le droit du Prince de Con-
dé sur le Duché de Montferrat. p. 219.
- Memoire concernant les Prétensions & droits
de Mr. le Duc de Luxembourg, sur le Du-
ché de Luxembourg. p. 229.
- Autre Memoire du Duc de Luxembourg, sur
le Duché de Luxembourg. p. 240.
- Memoire de la part de Son Altesse Guillaume
Hyacinthe, Prince d'Orange & de Nassau-
Siegen, pour la conservation de ses droits in-
contestables & ceux de la Maison de Nassau
Catzenellenbogen, tant sur la Principauté &
Souveraineté d'Orange, & biens situés en
Franche-Comté, que sur tous les autres droits,
noms, & Actions de la Maison de Châlon in-
corporée dans celle de Nassau. p. 253.
- Protestation du dit Prince. p. 259.
- Memoire concernant le Droit de Messire Victor Amé
de Seissel Marquis d'Aix de Chatillon, de la Sar-
ra, & autres Terres en Savoye, Baron de Miglionar
en Bresse, Colonel du Regiment de Savoye Infante-
rie, sur la Principauté d'Orange. p. 277.
- L'Acte de Procuration. p. 288.
- Me-

T A B L E

- Memoire de Messire Joseph Marie d'Alinge, de la
Chambre, de Seissel, Marquis de Condre, &c. sur
la Principauté d'Orange.* p. 293.
- L'Acte de Procuration.* p. 305.
- Memoire pour Louis de Meleun Prince d'Espinoy,
contre Messrs. les Princes de Ligne.* p. 310.
- Protestation de la part de Leurs Alteſſes Messrs. les
Princes de Nassau-Dillenburg & de Nassau-Sie-
gen, reformés, pour la conservation de leurs droits
incontestables, & ceux de la Maison de Nassau-
Catzenellenbogen, en general, tant sur la Principauté
d'Orange, & biens situés en Franche-Comté, que
sur tous les autres droits &c. de la Maison de Châ-
lon, &c.* p. 353.
- Plein-pouvoir accordé par S. A. E. l'Electeur de Ba-
viere, &c. à ses Ambassadeurs pour assister au
Congres d'Utrecht.* p. 363.
- Plein-pouvoir accordé par S. A. E. l'Electeur de Co-
logne, &c. à ses Ambassadeurs pour assister au
Congres d'Utrecht.* p. 365.
- Protestation faite au nom de S. A. R. le Duc de Lor-
raine, contre la Paix d'Utrecht, au sujet du Mont-
ferrat, d'Arches, & Charle-Ville, &c.* p. 367.
- Plein-pouvoir accordé par S. A. S. le Prince de Hes-
sen, &c. pour protester en faveur des Princes Mi-
neurs de la Maison d'Orange-Nassau, au sujet de
la succession du Roy Guillaume, &c.* p. 374.
- Plein-pouvoir accordé par S. A. S. la Princesse d'O-
range, &c. pour la même fin.* p. 377.
- Protestatio facta nomine Pupillorum Principis Auria-
ci & Nassovici Joannis Wilhelmi Frisonis, Here-
dis Magnæ Britanniae Regis, &c.* p. 385.
- Memoire de S. A. S. Monseigneur le Prince de Conti
Prince du Sang, au sujet des Comtés Souverains de
Neuschâtel & Valengin.* p. 390.
- Protestation du dit Prince.* p. 402.

T A B L E.

- Memoire pour Mr. le Comte & Mad. la Comtesse de Vienne de St. Chaumont.* p. 406.
- Declaration en faveur des Eglises Reformées de France, faite par le Marquis de Miremont.* p. 416.
- Acte du Plein-pouvoir du Comte de Matignon, touchant la Principauté d'Orange.* p. 420.
- Resolution de ce qui est passé & conclu par Messrs. les Plenipotentiaires au Congres d'Utrecht, touchant l'arrêt du Prince de Nassau-Siegen, à Utrecht le 3 Aout 1713.* p. 427.
- Memoire de son Altesse le Prince de Nassau-Siegen, à leurs Excellences Messrs. les Plenipotentiaires & Ministres au Congres d'Utrecht.* p. 428.
- Memoire pour le Prince d'Yfenghien contre les Heritiers de Guill. Henry de Nassau, Prince d'Orange Roy de la Grande Bretagne.* p. 435.
- Representation de la Principauté de Catalogne, à S. M. Imperiale, traduite de l'Espagnol.* p. 462.
- Representation de la Principauté de Catalogne, à leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux.* p. 468.
- Memoire pour Leopold Ioseph, Duc d'Aremberg, d'Arfshot & de Croy, au sujet des pretentions que S. A. R. le Duc d'Orleans forme à la charge des heritiers ou biens-tenans de Charles Duc de Croy & d'Arsebot.* p. 476.
- Postulata Specifica Circuli Suevici.* p. 540.
- Representation pour Mad. la Princesse d'Autriche faite aux Plenipotentiaires au Congres d'Utrecht.* p. 546.
- Convention touchant le Commerce, dans les Pais-bas Espagnols.* p. 556.
- Réponse au Memoire qui a été publié sur les affaires de Dom François Pie, ce-devant Duc de Mirandole.* p. 559.

ACTES, MEMOIRES,

*Et autres pieces autentiques,
concernant*

La Paix d'UTRECHT.

T O M. IV.

PROTESTATION

Faite par le Duc de Luynes, & de Chevreuses, &c. Contre la Paix d'Utrecht, à cause de la Principauté d'Orange, & des autres Biens de la Principauté de Châlons, &c. Neufchâtel, Valengin, &c. à Utrecht, le 14 d'Avril. 1713.



Charles Philippes d'Albert, Duc de Luynes, & de Chevreuse, Pair de France, Prince Souverain de Neufchâtel, & Valengin en Suisse, Prince d'Orange, A tous

Tom. IV.

A

tous

tous ceux qui ces présentes Lettres verront, S A L U T. Les Comtés Souverains de Neufchâstel & Vallengin en Suisse nous appartenant à Cause de Madame Louise Leontine de Bourbon, Duchesse de Luynes, Souveraine desdites Comtés, Nostre Epouse, par un titre Juste, Authentique, & Solemnel, tant au moien de la donation particuliere entre vifs qui en a été faite le 18. Février 1694. par Madame Marie d'Orléans Duchesse de Nemours derniere Souverainne desdites Comtés, au profit de feu Monsieur le Chevallier de Soissons, depuis qualifié & connu sous le nom de Prince de Neufchâstel, Pere de Nostre dite Epouse, avec charge de Substitution, que par son Contract de Mariage avec Mademoiselle de Luxembourg, du sixième Octobre ensuivant, portant Confirmation de ladite Donation. Aiant aussi droit de propriété, à titre Légitime, sur la Principauté d'Orange, dont Nostre dite Epouse est Donataire substituée entre vifs par le même Contract de mariage; en vertu duquel la restitution des Fruits des Terres & Biens Scitués en Franche Comté, vénants de Jean de Chalons, Baron d'Arlay, Ligués avec charge de substitution.

stitution graduelle & perpétuelle par son Testament du 21. Octobre 1417. appartenant aussi à Nostre dite Epouse comme Donataire de tous les Biens & Effêts mobiliers, Droits, & Actions qui se trouveroient appartenir à Madame la Duchesse de Nemours, lors de son décès, nous avons résolu sous le bon plaisir du Roi, & apres en avoir obtenu la permission de sa Majesté, de faire représenter nos Droits & Intérests au Congrès qui se tient à Utrecht, en Hollande, pour la Paix générale; à l'effèt de nous conserver lesdites Comtés Souveraines de Neufchâtel & Vallengin en Suisse, & la Principauté d'Orange, & de nous faire restituer les Fruits des Terres & Biens de Franche-Comté, Escheus jusqu'au décès de Madame la Duchesse de Nemours, à laquelle lesdites Comtés Souveraines estoient dévoluës, comme seule Héritiere de la Maison d'Orleans de Longueville, par le décès de Jean Louis Charles d'Orleans de Longueville, Souverain de Neufchâtel & Vallengin, dernier Mâle de cette Maison, laquelle les a possédés sans trouble, & en a joui paisiblement pendant plus de deux Siecles, du Chef de Jeanne de Hochberg Souveraine desdites Comtés, &

seule Héritiere de la Maison de Hochberg, mariée en l'année 1504. à Louis d'Orleans, premier du nom de Longueville, & lesdites Principauté d'Orange, Terres, & Biens de Franche-Comté, du Chef de Marie des Baux Princesse d'Orange seule Héritiere de la Maison des Baux, de Jean de Châlons, Baron d'Arlaix, & d'Alix de Châlons leur Fille; desquels Marie des Baux, Jean, & Alix de Châlons, Ma dite Dame Duchesse de Nemours estoit Issuë en droite Ligne. Et ce en vertu des Testaments, tant de ladite Marie des Baux, Princesse d'Orange, du 22. May 1416. que de Jean Châlons, du 21. Octobre 1417: & en conséquence des Arrêts du grand Conseil, des 20. Novembre 1553. & 25. Juillet 1556. obtenus par François & Leonord d'Orleans, Ducs de Longueville, contre Guillaume de Nassau qui s'en estoit emparé sans titre; & d'un autre Arrest obtenu par Henri d'Orleans, Duc de Longueville, contre Marie Stuard Veuve de Guillaume Comte de Nassau, tant en son nom, que comme Tutrice de ses Enfans, le premier Fevrier 1657. Par tous lesquels Arrests les Comtes de Nassau ont esté condamnés de laisser à la Maison de Longueville la possession libre de la Prin-

cipauté d'Orange & des autres Biens qui ont appartenu a Jean de Châlons, & à Marie des Baux. Ce qui a esté suivi de différentes poursuites & diligences : notamment dans les années 1682. 1684. 1706. & 1707. & pour raison desquelles Principauté d'Orange, Terres, Biens, & Droits de Franche-Comté, il a esté protesté aux Traités de Paix de Ryswich, au nom de Ma dite Dame. Duchesse de Nemours.

A CES CAUSES, Sçavoir Faisons qu'ayant une Entiere & pleine Confiance en la personne du Sieur Jean Robert Sconin, Escuyer, Sieur d'Arginvillier, Nous l'avons nommé & constitué, & par ces présentes le Nommons & Constituons Nostre Procureur general & special, pour en nostre nom se présenter a l'Assemblée de Messieurs les Plenipotentiaires des Princes & Etats Souverains de l'Europe en ladite Ville d'Utrecht en Hollande, ou se tient le Congrèz pour la Paix generale, & là suivant les Instructions particulieres que nous luy en avons fait donner, représenter la justice de nos droits, & demander que nous soyons restitués en la pleine & paisible possession, tant desdites Comtés Souveraines de Neufchastel & Vallengin

en Suisse appartenantes à ladite Dame Duchesse de Luynes , nostre Epouse , comme Donataire entre vifs , & substituée de Madame la Duchesse de Nemours , qui en a joui jusqu'à son décès arrivé le 16. Juin 1707. que de la dite Principauté d'Orange , dont nostre dite Epouse est pareillement Donataire substituée par le Contrat de Mariage du dit Seigneur Prince de Neuchâstel son Pere : comme aussi pour requérir la restitution des Fruits , qui lui appartiennent au même titre , des dites Terres & Biens de Franche-Comté , échûs jusqu'au jour dudit décès , indûment percûs par ceux qui ont détenu les dites Terres & Biens , au préjudice des substitutions portées par le Testament de Jean de Châlons , & nonobstant les Arrêts par lesquels lesdits Seigneurs Ducs de Longueville , Autheurs de Madame la Duchesse de Nemours , ont été maintenus , tant dans les dites Terres & Biens de Franche-Comté , que dans la dite Principauté d'Orange , & les Comtes de Nassau , qui s'en étoient emparés sans aucun prétexte Legitime , condamnés à leur en laisser la possession libre. Comme aussi donnons pouvoir audit Sieur Sconin , en cas quil soit fait refus de prendre connoissance

sance de la justice de nos droits, & de nous comprendre dans le Traité de la Paix générale, pour nous conserver lesdites Comtés Souverains, Principauté, Terres, Biens & Droits, de faire en Nostre nom toutes les protestations nécessaires pour la conservation de nos dits Biens & Droits, & de tout ce qui en peut dépendre. Notamment de protester contre le prétendu jugement du trois Novembre 1707. rendu à Neufchâtel en faveur de Sa Majesté le Roi de Prusse; également nul dans sa forme & contraire aux Lois & Constitutions des Souverainetés de Neufchâtel & Valengin; au préjudice du droit légitimement acquis à la dite Dame Duchesse de Luynes, nostre Epouse, par le plus solennel & le plus favorable de tous les titres; & sans avoir aucun Egard aux Protestations que les Tuteurs de nostredite Epouse avoient faites le premier Octobre précédent, quoy que fondées sur les Principes les plus inviolables de l'ordre Judiciaire. Faire à cet effet toutes les diligences nécessaires, à ce que le laps du tems qui a couru & qui pourroit courir à l'avenir ne nous puisse être imputé; attendu l'impossibilité ou nous avons été, & ou nous sommes encore d'agir d'une

maniere plus efficace: Et à ce que tous les Traités de Paix, generaux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent en aucune maniere déroger, nuire, ni préjudicier à Nous, Nostre dite Epouse, Nos hoirs ou Aians cause, présens, ou à venir, directement ou indirectement. Et de tout ce que dessus en retirer des Actes dans la Meilleure forme que faire se pourra. Et generallyment donnons pouvoir audit Sieur Sconin de faire en cette Négociation & tout ce qui en dépend, ce qu'il jugera Util & Nécessaire pour en procurer le succès: Promettant d'avoir le tout pour agréable, ferme & stable comme si nous y avions été en personne. En foy dequoy nous avons signé ces presentes de notre main, fait contre signer par l'un de nos Secretaires, & y avons fait apposer le Sceau de nos armes. A Paris. l'an mil sept cens douze, le trentième jour de Novembre.

Signé

(L. S.) CHARLES PHILIPPES
d'ALBERT, Duc de LUYNES.

Et plus bas.

Par Monseigneur
signé

GONDUIN Secrétaire.
Nous

Nous Souffignés, nous étant transportés dès le mois de Janvier, de l'An de grace mil sept cens treize, dans la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le pouvoir qui nous avoit été donné par tres haut & tres puissant Seigneur Monseigneur Charles Philippes d'Albert, Duc de Luynes & de Chevreuse, Pair de France, Prince Souverain de Neufchastel & Vallengin en Suisse, Prince d'Orange, &c. le trentième jour de Novembre, de l'Année dernière mil sept cens douze. Et n'ayant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoutumée, par l'Entremise d'aucun Médiateur à qui nous pûssions avoir recours, & auprès de qui nous pûssions faire les diligences convenables; nous n'avons pu faire rien de mieux, afin de faire valoir & conserver les droits confiés à nos soins, que d'en informer les Principaux Ministres des Parties Belligérantes dont le Congrès estoit Composé, & de publier dans le lieu même de son assemblée un Ecrit contenant les raisons & moïens sur lesquels ces droits sont fondés, lequel pût en instruire dans le tems présent & dans l'avenir la Société

des Nations. Ce qui n'ayant pas empêché que par le Traité de Paix signé le onzieme Avril de l'année mil sept cens treize, entre le Roi tres Chrestien & le Roy de Prusse, Sa Majesté Prussienne ne doive rester en possession des Souverainetés de Neufchastel & Vallengin, au préjudice de la Justice des droits du Seigneur notre Commettant, lesquels sont énoncés dans notre Pouvoir, nous avons en vertu de notre susd. Pouvoir protesté, & protestons contre cette disposition, par devant le Venerable Magistrat & la Regence de la Ville d'Utrecht; Declarant que nous n'y acquiescons en aucune maniere, mais que nous en appellons a des tems plus favorables à la Justice, afin que les droits du Seigneur nôtre Commettant n'en puissent estre réputés moins Légitimes. Et pour plus grande Notorieté de cette Protestation, nous la déposons en original, ainsi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht; Requerant le Venerable Magistrat & la Regence de nous accorder Acte dud. dépost, ainsi que des susdites Protestations. Fait à Utrecht le

14. Avril 1713.

*Signé***SCONIN D'ARGINVILLIER.**

Nous

Nous Bourguemaistres & Conseillers de la Ville d'Utrecht, Certifions que le Sieur Sconin d'Arginvillier a déposé dans les Archives de notre Ville en original un plein Pouvoir à lui donné par haut & puissant Seigneur Messire Charles Philippes d'Albert, Duc de Luynes & de Chevreuse, Pair de France, &c. &c. &c. pour protester contre ce qui pourroit se faire au préjudice de ses intérêts; ensemble la Protestation par lui faite devant nous. Enfoy dequoy nous luy avons donné le present Certificat pour servir en tant que de besoin, & l'avons fait signer par notre Secrétaire, & apposer le Cachet de notre Ville. Fait à Utrecht le 14. Avril 1713.

Signé

E: HARSCAMP,

Secrétaire.

PROTESTATION

*Du Comte de Matignon, touchant
Neufchâtel & Valengin, &c.*

Jaques de Matignon, Comte Souverain de Neufchâtel, & Valengin, en Suisse, Prince d'Orange, Comte de Matignon, de Thorigny de Hanbics, Baron d'Arlay & autres Terres en Franche-Comté, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant General de ses Armées & de la Province de Normandie: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront sçavoir Faisons, que comme ainsi soit que par le décez de Madame la Duchesse de Nemours, Comtesse Souveraine de Neufchâtel & Valengin, & appelée à la substitution graduelle & perpétuelle de la Principauté d'Orange, faite par Marie des Baux, Epouse de Jean de Châlons, par son Testament du 22. May 1416; & à la substitution graduelle & perpétuelle portée par le Testament de Jean de Châlons du 21. Octobre 1417. de la Baronie d'Arlay & autres Terres & Seigneuries du Comté de Bourgogne, provenues

nuës du partage fait par Jean Comte de Bourgogne entre ses Enfans, en 1262. du quel Jean Comte de Bourgogne, & Jean de Châlons son Fils nous sommes descendus en Ligne directe. Le Comté Souverain de Neufchâstel & Valengin en Suisse nous appartient de droit comme plus proche parent paternel de son A. S. Madame la Duchesse de Nemours, & descendant comme elle de Jeanne de Hochberg, & de Louis d'Orleans, Duc de Longueville, petite Fille de Rodolphe de Hochberg, Comte Souverain de Neufchâstel, & par son moïen des premiers Comtes de Neufchâstel; Et qu'ainsi le jugement rendu à Neufchâstel le 3 Novembre 1707. contre les regles observées jusques alors, ne puisse être regardé que comme l'effët d'une intrigue secrète & des impressions étrangères dans la conjoncture de la guerre; puisqu'il a été rendu sur le fondement d'une prétension chimérique de Feodalité, & de Reversion, formée par Louis de Châlons en 1457. après la mort de Jean de Fribourg, Comte Souverain de Neufchâstel, & condamnée la même année par un jugement célèbre de l'Official de Besancon, confirmé l'année suivante par le Pape, sur

l'appel que Louis de Châlons en avoit interjetté; que ce jugement a été exécuté durant deux cens cinquante années sans protestation, ni réclamation de la Maison de Châlons, ni même de celle de Nassau qui a prétendu succéder a ses droits, quoi qu'elle soit étrangère : Philibert de Châlons dernier masle de cette Maison estant mort sans enfans en 1530. & Claude de Châlons sa Soeur qui avoit épousé Henry de Nassau, n'ayant eu de son mariage qu'un Fils unique René de Nassau mort sans enfans le 18. Juillet 1544. ayant institué son Héritier Guillaume de Nassau son Cousin Germain; & qu'enfin depuis 1457. que ce jugement a été rendu, la possession paisible & sans trouble dans laquelle a été la Maison de Hochberg & la Maison de Longueville du Comté Souverain de Neufchâstel ait été reconnûë & approuvée par les quatre Cantons Alliés de Neufchâstel, par les treize Cantons, par les Empereurs & l'Empire, par la France, l'Espagne, l'Angleterre, & les Etats Generaux, en un grand nombre de Traitez solennels, dans lesquels le Comté & la Ville de Neufchâstel ont esté compris au nombre des Alliez; laquelle inclusion formelle rend les Souverains

ains qui l'ont admise guarants de la possession de la Maison de Longueville , qu'ils ont approuvée & confirmée tant de fois & pendant tant d'années. A ces causes , puisqu'il a plu au Roi de nous permettre de faire valoir les justes droits que nous avons au Comté Souverain de Neufchastel & Valengin , nous confians en la personne & aux lumieres de Messire Jean Casimir , dit Frischman de Rosenberg , Chevalier Baron de Ransoniere , Seigneur de Changeau , ci-devant Envoié Extraordinaire du Roi en Allemagne ; Nous avons icelui nommé & constitué , & par ces presentes nommons & Constituons notre Procureur General & special pour se transporter en la Ville d'Utrecht, & suivant les instructions particulieres qu'il a de notre part, & le Mémoire que nous avons fait dresser à cet effêt , représenter nos droits sur le Comté Souverain de Neufchastel & Valengin , demander aux Seigneurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires assemblés pour Traiter la Paix à Utrecht, que par leur entremise nous soions mis & installés en pleine & paisible possession du Comté Souverain de Neufchastel & Valengin. Et en cas de refus de prendre connoissance de la

ju-

justice de nos droits, Nous donnons charge & pouvoir au dit Sieur de Frischman de Rosenberg de faire en nostre nom les Protestations nécessaires pour la conservation de nosdits droits, pretensions, dignités, & prérogatives qui en dépendent, & d'en retirer tous Actes en la meilleure forme que faire se pourra ; a ce que tous Traités de Paix generaux & particuliers , faits ou à faire , ne puissent en façon quelconque déroger, ni préjudicier à nous, ni aux nôtres, présents, ou à venir, directement, ou indirectement, promettant d'avoir le tout pour agréable : En foy de quoi nous avons signé ces présentes de nostre main , fait contresigner par un de nos Secretaires & y apposer le sceau de nos armes. Donné à Paris en nostre Hostel, le cinquième Janvier , l'an de grace 1712.

Jacques de Matignon.

Et est contresigné sur le replis

Par Monseigneur

Chevalier.

Au

Au dit Pouvoir écrit sur parchemin, en forme de Lettres patentes, est apposé le sceau des armes du Seigneur Commettant, empraint sur cire rouge.

Nous soubsignés, nous estant transportés dès le mois de Janvier de l'an de grace mil sept cens douze, dans la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le pouvoir qui nous avoit été donné par tres haut & tres puissant Seigneur Jaques de Matignon, Comte Souverain de Neufchastel & Valengin en Suisse &c. le cinquième Janvier de la susdite année; & n'ayant pas trouvé que le Congrez s'y ménageât en la forme accoutumée par l'entremise d'aucun Mediateur à qui nous pûssions avoir recours, & aupres de qui nous pûssions faire les diligences convenables; nous n'avons pû faire rien de mieux afin de conserver & faire valoir les droits confiés à nos soins, que d'en informer les Principaux Ministres des Partiës Belligérantes dont le Congrez étoit composé, & de publier dans le lieu même de son assemblée un Ecrit contenant les raisons & moïens sur lesquels

ces

ces droits sont fondés, le quel Ecrivit en pût instruire dans le tems présent & dans le temps à venir la Société des nations. Ce qui n'ayant pas empêché que par le Traité de Paix signé l'onzième Avril de la présente année, entre tres haut, tres excellent, & tres puissant Prince Louis quatorzieme, par la grace de Dieu Roi tres Chretien de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur & Maître, & tres haut, tres excellent, & tres puissant Prince Frederic Guillaume Roi de Prusse &c. ainsi que par plusieurs autres Actes, le Sérénissime Roi de Prusse ne se trouve maintenu dans la possession de la Principauté de Neuchastel & Valengin, au préjudice des droits du dit Seigneur Comte de Marignon notre Commettant : Nous avons en vertu de nôtre Pouvoir Protesté, & Protestons contre cette disposition, par devant le Venerable Magistrat & la Regence de la dite Ville d'Utrecht, déclarant que nous n'y acquiescons en aucune maniere, mais que nous en appellons à des tems plus favorables à la Justice, afin que les droits du Seigneur notre Commettant n'en puissent être réputés moins légitimes. Et pour plus grande notoriété de cette Protestation
nous

nous la déposons en original, ainsi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, Requerans le Venerable Magistrat & la Regence de nous accorder Acte du dit dépôt, ainsi que des dites Protestations que nous avons signées de notre main propre, & scellées du Cachet ordinaire de nos armes. Fait à Utrecht, le quinzième Avril, l'an de grace mil sept cens treize, étoit

Signé

Frischman de Rosemberg.

Nous Bourguemaistres & Conseillers composant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur Frischman de Rosemberg a déposé en sa qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Protestation dont les Copies collationnées sont ci-dessus, & qu'il a devant nous réitéré sa Protestation: de quoi nous avons bien voulu lui accorder Acte, sous le Sceau de notre Ville & la Signature de notre Secrétaire, le 16 Avril. 1713.

Est Signé *Harscamp*, avec
apposition du sceau.

ME-

M E M O I R E

Concernant le droit de Monsieur le Comte de Maignon, à la Souveraineté de Neufchâstel & Valangein, comme petit Fils de Leonore d'Orleans Longueville, & en cette qualité Héritier & plus proche parent paternel de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Nemours, Princesse Souveraine de Neufchâstel & Valangein en Suisse, descendant comme elle en Ligne directe de Rodolphe Marquis d'Hochberg, Comte Souverain de Neufchatel.

Depuis le 19. Février 1457, que Rodolphe Marquis d'Hochberg a succédé au Comté de Neufchâstel par la mort de Jean de Fribourg, Comte de Neufchâstel son Oncle, le Comté Souverain de Neufchâstel est toujours resté dans la Maison d'Hochberg, & a passé de celle d'Hochberg dans celle de Longueville, & y est demeuré jusqu'au décès de son A. S. Ma-
da-

dame la Duchesse de Nemours arrivé le 16. Juin 1707.

Le trouble que Louis de Châlons fit à ce Prince en 1457. sur une prétension de Réversion, fut condamné par une sentence de la même année, renduë par l'Officiel de Besançon auquel la Connoissance en fut portée, & confirmée l'année suivante par le Pape, auquel l'appel en avoit été déferé par Louis de Châlons; C'est pourtant du chef de Louis de Châlons que son Altesse Electorale de Brandebourg a renouvelé en 1707. cette prétension condamnée 250. années auparavant.

Pendant tout le tems qui s'est écoulé depuis 1457. jusqu'en 1707. le droit & la possession de la Maison d'Hochberg & de la Maison de Longueville ont été reconnus non seulement dans le Comté de Neufchâstel, & par les quatre Cantons Alliez; Mais encore par tous les Louïables Cantons, par l'Empereur, & l'Empire, & dans toute l'Europe; & dans tous les Traités de Paix ou il a été parlé de la Maison de Châlons & des Comtés de Neufchâstel, la Maison de Châlons n'a fait aucune protestation contre la possession & la reconnoissance publique du droit des
Com-

Comtes de Neufchâtel, soit de la Maison d'Hochberg, soit de la Maison de Longueville.

Rodolphe d'Hochberg, Comte Souverain de Neufchâtel, fit une Alliance & Combourgeoisië perpétuelle avec le Canton de Berne, le 6. Avril 1458. & avec le Canton de Soleure le 23. Avril de la même année.

Il fut compris au nombre des Alliez du Canton de Berne, dans le Traité de trêve de neuf ans, conclu à Soleure le 13. Septembre 1475. entre Louis XI. & Charles Duc de Bourgogne.

Ce Prince étant mort le 10. Avril 1487. Philippes, Marquis d'Hochberg, son Fils unique, lui succéda au Comté Souverain de Neufchâtel.

Jean de Châlons qui fut fait Gouverneur du Duché & du Comté de Bourgogne par Charles VIII. en 1492. & qui fut donné pour sûreté de la Paix par Charles VIII. dans le Traité de Paix entre lui & Maximilien, Roi des Romains, du 23. Mai 1493. ne fit ni plainte, ni protestation au sujet de la prétension sur Neufchâtel condamnée dès 1457.

Philippes d'Hochberg, Souverain de
Neuf-

Neufchâtel eut de son mariage avec Marie de Savoye, Fille d'Amedée de Savoye & d'Yolande de France, Jeanne d'Hochberg sa Fille unique qui lui succéda en 1503. dans cette Souveraineté

Elle épousa en 1504. Louis d'Orleans Duc de Longueville.

Dans le Traité de Paix, fait à Cambray le 10. Decembre 1508. entre l'Empereur Maximilien premier, Charles Prince d'Espagne, son petit Fils, & Louis XII. il n'y est fait aucune mention de la prétention de la Maison de Châlons sur le Comté de Neufchâtel, quoi qu'il y ait des Articles pour les droits des particuliers, & que Philbert de Châlons fut alors élevé avec Charles Prince des Espagnes.

En l'année 1512. les Cantons en guerre avec Louis XII. s'étant emparés du Comté de Neufchatel sur Louis d'Orleans & Jeanne d'Hochberg, l'ont possédé en Souveraineté, comme faisoit Louis d'Orleans, & avant lui Philippes & Rodolphe d'Hochberg.

Ils y firent des Lois & des Ordonnances, comme Souverains, en 1513. 1522. & 1536.

Ils ne restituèrent point cette Souveraineté a Jeanne d'Hochberg lors du Traité de
de

de Paix qu'ils firent à Fribourg avec François premier, le 29. Novembre 1516.

Ils en resterent en possession à titre de conquête, & ce ne fut qu'en 1529. le mercredi avant la Pentecôte, qu'ils ont remis Jeanne d'Hochberg Veuve de Louis d'Orléans Duc de Longueville, en possession de la Ville & Comté de Neufchâtel, pour en jouir pour elle, & ses successeurs, en pleine Souveraineté, comme les Cantons l'avoient tenuë & possédée jusqu'alors.

Dans le Traité de Paix qui fut conclu à Cambrai, trois mois après, entre l'Empereur, & François premier, ou Philbert de Châlons qui commandoit l'armée de l'Empereur fut rétabli dans la Principauté d'Orange, par l'art. 38. dans lequel il est parlé de ses autres prétensions, il ne fut fait aucune mention qu'il eût aucun droit sur Neufchâtel; au contraire les Suisses sont compris dans l'art. 43. au nombre des Alliez des deux Princes.

Jeanne d'Hochberg Duchesse de Longueville a joui paisiblement de la Souveraineté de Neufchatel jusqu'à son décès arrivé en 1543. François d'Orleans Duc de Longueville, son petit Fils, succeda à cette Souveraineté il fut compris dans l'Alliance
faite

faite entre Henri second & les onze Cantons des Lignes, du 7. Juin 1549. par la réserve qui fut par eux faite de leurs Alliés, & de ceux qui sont en Bourgeoisie avec eux. Etant mort en 1551. sans enfans, Leonor d'Orléans son Cousin Germain lui succéda au Comté Souverain de Neufchâtel.

Dans la Trêve conclue pour 5. ans, entre Charles V. Empereur, & Henri second Roi de France, le 5. Février, 1555. les XIII. Cantons & tous leurs Alliés sont compris; & par conséquent le Comté de Neufchâtel.

Dans le Traité fait au Château-Cambresis, le 3. Avril 1559. entre Henri second, & Philippes second, où Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, étoit Plénipotentiaire de Philippes second, les Suisses & leurs Alliés sont compris au nombre des Alliés de France & d'Espagne.

Cette inclusion des Louïables Cantons, & de leurs Alliés, au nombre desquels étoient compris le Comte & Comté de Neufchâtel, est encore une reconnoissance publique & solennelle de la possession paisible, où étoit la Maison de Longueville, de la Souveraineté de Neufchâtel.

Après la mort de Leonord d'Orléans, Duc de Longueville, Comte Souverain de Neufchâtel arrivéë en 1573. Henri premier du nom, Duc de Longueville, fut investi du Comté Souverain de Neufchâtel : il mourut en 1595. Henri d'Orléans second du nom, Duc de Longueville, son Fils, lui succéda dans la Souveraineté, & en fut investi par les Etats.

Dans le Traité de Paix, conclu à Vervins, en 1598. entre Henri IV. Roi de France, & Philippes II. Roi d'Espagne, sont compris au nombre des Alliés des deux Rois, les treize Cantons des Liges Suisses, & nommément le Comté de Neufchâtel.

Philippes Guillaume de Nassau, qui suivoit le parti d'Espagne, & qui eut le crédit de se faire comprendre dans l'Article 3. du Traité des particuliers, conclu le même jour, ne fit aucune protestation, ni réserve, contre la reconnoissance publique que firent les deux Rois dans ce Traité, de la possession paisible où étoit la Maison de Longueville du Comté Souverain de Neufchâtel.

Ce qui s'est passé au Traité de Munster prouve encore d'une maniere tres authentique

tique le droit & la possession publique de la Maison de Longueville.

Dans le pouvoir que donna le Roi à Henri, Duc de Longueville, le 30. Septembre 1643. pour assister à la Paix de Munster en qualité de son premier Plénipotentiaire, il est qualifié Prince & Comte Souverain de Neufchâtel : le plein pouvoir fut admis sans opposition ni protestation contre la qualité de Prince & Comte Souverain de Neufchâtel, qui y étoit donnée au Duc de Longueville.

La possession paisible où étoit la Maison de Longueville de la Souveraineté de Neufchâtel, étoit si connue dans l'Europe, que le 12. Septembre 1657. Henri d'Orléans, Duc de Longueville, en qualité de Prince Souverain de Neufchâtel & Valangein en Suisse, fit un Traité avec le Roi, par lequel il est dit qu'il y aura Alliance, Confédération, & Amitié entre le Roi & ses Successeurs, le Roiaume & la Couronne de France, & le Duc de Longueville, Prince Souverain de Neufchâtel & Valangein, ses Enfans & Successeurs, & les Villes, Communautés, Sujets, & Habitans desdites Comtés à perpétuité.

Dans le Traité des Pyrénées conclu en-

tre la France & l'Espagne, le 7. Novembre 1659. sont compris de la part de la France les XIII. Cantons des Liges, & leurs Alliés & Confédérés.

De la part de l'Espagne sont compris ceux qui l'avoient été dans le Traité de Vervins de 1598. Or dans ce Traité sont compris de la part de la France & de l'Espagne les XIII. Cantons Suisses, & nommément le Comté de Neufchâtel.

Henri d'Orléans, Duc de Longueville, Prince Souverain de Neufchâtel, étant mort en 1663. Jean Louis Charles, Duc de Longueville, son Fils, lui succéda à cette Souveraineté: il la remit le 21. Mars 1668. à Charles Paris d'Orléans, Comte de Saint Pol, son Frere puîné, à condition de Réversion, s'il mouroit avant lui sans enfans.

Le Comte de Saint Pol, fut tué au passage du Rhin, en 1672. sans avoir été marié.

Jean Louis Charles d'Orléans, son Frere aîné, rentra en possession de la Souveraineté; & comme il étoit interdit, Madame la Duchesse de Longueville, sa Mere & sa Curatrice, en fut mise en possession, par jugement du 17. Octobre 1672.

Dans

Dans le Traité de Paix conclu à Nimegues le 10. Août 1678. entre la France & la Hollande, sont compris de la part du Roi & de la Hollande, les XIII. Cantons & leurs Alliés, & par conséquent le Comté de Neufchâtel. Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, depuis Roi de la Grande Bretagne, est compris dans l'Article 16. de ce Traité, & dans l'Article séparé confirmé par cet Article 16. sans protestation de sa part contre cette inclusion du Comté de Neufchâtel au nombre des Alliés des Suisses.

Dans les derniers Traités conclus à Ryswick, le droit & la possession paisible, où étoit la Maison de Longueville de la Souveraineté de Neufchâtel & Valangein, ont été pleinement reconnus.

Par l'Article 19. du Traité conclu entre la France & les Etats Généraux, le 20. Septembre 1697. sont compris de la part des Etats Généraux, les XIII. Cantons, leurs Alliés & Confédérés, & nommément la Ville & Comté de Neufchâtel.

Par l'Article 56. du Traité entre l'Empereur & l'Empire, & la France, conclu le 23. Septembre 1697. sont compris de la part de l'Empereur & de l'Empire,

les XIII. Cantons & leurs Alliés, & nommément la Ville & le Comté de Neufchâtel ; de la part de la France dans l'Article 57. sont compris les XIII. Cantons, & leurs Alliés.

Par l'Article 3. de ce Traité, il est expressément convenu que les Traités de Munster & de Nimegues en seront la base & le fondement.

Son Altesse Electorale de Brandebourg présente à ce Traité par ses Ministres, a approuvé, comme les autres Etats de l'Empire, la possession paisible où étoit S. A. S. Marië d'Orléans Longueville, Duchesse de Nemours, de la Souveraineté du Comté de Neufchâtel & Valangein.

Par l'Article 13. du Traité conclu à Ryswick entre la France & l'Angleterre, il est dit que le Roi Guillaume sera rétabli, comme avant la guerre, dans la Principauté d'Orange, & dans les Terres qu'il a en France, & que pour terminer les procès faits au sujet des mêmes Biens, il sera nommé des Commissaires par les deux Rois : Mais il n'est fait aucune mention de prétension sur le Comté de Neufchâtel. Au contraire, loin que Guillaume Roi de la Grande Bretagne, ait protesté
con-

contre le droit & la possession paisible où étoit S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours du Comté souverain de Neufchâtel & Valengin, il l'a approuvée par l'Acte d'inclusion, du 8. Novembre 1697. de ceux qu'il entendoit comprendre dans la Paix ; dans lequel apres avoir compris l'Empereur & l'Empire, il déclare qu'il comprend les XIII. Républiques & Cantons Suisses, & particulièrement les Républiques & Cantons Evangéliques de Zurich, de Bern, de Glaris, de Basle, de Schaffouse, & d'Appenzel, avec tous ceux en général & en particulier qui leur sont Alliés, sçavoir la Ville & Republique de Genève avec ses dépendances, & la Ville & Comté de Neufchâtel. Cet Acte est rapporté au Tome IV. des Actes, & Mémoires de la Paix de Ryswick, page 176.

Il est donc vrai de dire que depuis 1457. que la prétension de Louis de Châlons a été condamnée en faveur de Rodolphe d'Hochberg Aïeul de Jeane d'Hochberg, Duchesse de Longueville, dont est descendu en Ligne directe S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours & Monsieur le Comte de Matignon, le droit & la possession de la Maison d'Hochberg, & ensuite

de la Maison de Longueville, à la Souveraineté du Comté de Neufchâtel & Valangein, ont été reconnus, non seulement dans le Comté de Neufchâtel, & par les quatre Cantons Alliés, mais encore par tous les Louables Cantons, par l'Empereur & l'Empire, par la France, l'Espagne, l'Angleterre, & les Etats Généraux.

On voit clairement par cet Exposé sincere, que la sentence renduë à Neufchatel, le trois Novembre 1707. en faveur de son Altesse Electorale de Brandebourg sur le fondement de la prétension chimérique de Louis de Châlons, condamnée dès 1457. & apres une condamnation Exécutée depuis par la Maison de Châlons, & même par celle de Nassau, quoi qu'étrangere à celle de Châlons, & aprouvée par tous Traités de Paix intervenus dans l'Europe depuis 1457. n'est que l'effêt de la Brigue & de la Caballe, dans les Conjonctures d'une guerre sanglante qui intéressoit les Principaux Etats de l'Europe.

Monsieur le Comte de Matignon a lieu d'espérer que les Plénipotentiaires de ces mêmes Etats qui composent l'Auguste Assemblée qui travaille avec tant de succès à la tranquillité de l'Europe, auront égard
à ses

à ses justes Remontrances, & prendront les mesures convenables pour faire exécuter tant de Traités solennels, dont les Souverains que les Ministres assemblés représentent sont Garands.

PROTESTATION

Pour la Duchesse de Lesdiguieres & le Duc de Villeroy, touchant Neufchâtel & Valangein.

Paule Françoise Marguerite de Gondy de Retz, Duchesse Douairiere de Lesdiguieres, Veuve de tres haut & tres puissant Seigneur Emanuel de Bonne & Créquy, Duc de Lesdiguieres, Pair de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi en Dauphiné : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Sçavoir Faisons que par le décez de tres haute & puissante Princesse Madame Marië d'Orléans, Duchesse de Nemours, arrivé le seizième Juin 1707, Nous nous trouvons en droit de succéder aux Souverainetés de Neufchâtel & de Valangein, comme plus proche

Héritière par la branche ainée de la Maison de Longueville. A ces causes connoissant l'intégrité, capacité, & suffisance de Leandre de Rossi, Chevalier de Saint Jean de Jerusalem, sous le bon plaisir du Roi notre Souverain Seigneur, nous l'avons par ces présentes nommé & constitué notre Procureur Général & spécial, pour se transporter au Congrez d'Utrecht, & là représenter la Justice de nos droits, & demander que nous soions mises en pleine possession des Principautés de Neufchâtel & Valengin, à présent détenues par son Altesse Electorale le Mark-Grave de Brandenbourg, sans autre droit valable que celui du plus fort. Et au cas qu'il soit fait refus de prendre connoissance de la Justice de nos droits, & qu'il s'y passe rien de contraire à notre cause, Nous donnons charge & pouvoir au Sieur Leandre de Rossi, Chevalier de Saint Jean, de faire en notre nom, & au nom de notre Neveu Louis Nicolas de Neufville, Duc de Villeroy, les protestations nécessaires pour la conservation de nos droits, qui suivant l'ordre de la Nature doivent être un jour les siens & ceux de sa postérité. Nous avons requis pour cette fin le dit Seigneur notre
Ne-

Neveu de signer les présentes, afin que le porteur d'icelles puisse agir en son nom ainsi qu'au nôtre. En foi dequoi nous les avons signées de nôtre main, fait contresigner par un de nos Secrétaires, & y apposer le sçeau de nos armes, ainsi qu'a fait notre Neveu. Donné à Paris, l'an mil sept cens treize, le vingtquatrième jour de Février.

*Paule Françoise Marguerite de Gondi,
Duchesse de Lesdiguières.*

*Louis Nicolas de Neufville, Duc
de Villeroi.*

Sur le replis est contresigné

Par Madame

Beaupied.

Par Monseigneur

Le Pescheux.

Et pendent au dit Pouvoir expédié sur parchemin, en forme de Lettres Patentes, avec une queue de parchemin, le sçeau des Armes de la dite Dame Duchesse, & de même le sçeau des Armes du dit Seigneur Duc Commettants & Constituans.

Nous souffignés nous étant transportés, dans le mois de Mars de l'an de grace mil sept cens treize, en la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir à nous donné par tres haute & tres puissante Dame Paule Françoisse Marguerite de Gondi de Retz, Duchesse Douairiere de Lesdiguières, & comme par tres haut & tres puissant Seigneur Nicolas de Neufville, Duc de Villeroy & Neveu de la susdite Dame, principale Commettante, & n'ayant pas trouvé que le Congrez s'y ménagât en forme ordinaire, par l'entremise d'aucun Médiateur à qui nous pûssions avoir recours, & aupres de qui nous pûssions faire les diligences convenables: Nous n'avons pû faire rien de mieux afin de faire valoir & conserver les droits confiés à nos soins, que d'en informer les Ministres des Partiës Beligérantes dont le Congrez étoit composé, & de publier, dans le lieu même de son Assemblée, un Ecrit contenant les raisons & moïens sur lesquels ces droits sont fondés; lequel Ecrit pût en instruire dans le tems présent & dans le tems à venir la société des Nations. Ce qui n'ayant pas empêché que par le Traité de Paix signé en

en cette Ville d'Utrecht, l'onzième Avril de cette même année mil sept cens treize, entre le Roi tres Chretien & le Roi de Prusse, ainsi que par plusieurs autres Actes, sa Majesté Prussienne ne demeure en la possession des Souverainetés de Neufchâtel & Valengein, au préjudice de la justice des droits des Dame & Seigneur nos Commettants: Nous avons en vertu de notre Pouvoir Protesté, & Protestons contre cette possession, par devant le Vénérable Magistrat & la Régence de la Ville d'Utrecht: Déclarant que nous n'y acquiesçons en aucune maniere; mais que nous en appellons à des tems plus favorables à la justice, & que les droits de nos Commettans n'en pourront être réputés moins légitimes. Et pour plus grande Notoriété de cette Protestation, nous la déposons en original, ainsi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, Requérant le Vénérable Magistrat & Régence de nous accorder Acte du dit dépôt, ainsi que des susdites Protestations. Fait à Utrecht, le 13. Avril 1713. & est signé le Chevalier Rossi.

Nous Bourguemaistres & Conseillers composant la Régence de la Ville d'U-

trecht, déclarons que le Sieur Léandre Roffi a déposé en sa qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Protestation dont Copië collationnée est ci-dessus, & qu'il a devant nous réitéré la Protestation. De-quoi nous avons bien voulu lui accorder Acte, sous le Sceau de notre Ville & la signature de notre Secrétaire. Le 16. Avril 1713.

Est signé *Harscamp*,

Et le Sceau apposé.

M E M O I R E

Pour Madame la Duchesse de Lesdiguieres.

Apres la mort de Madame la Duchesse de Nemours, Souveraine de Neufchâtel, Madame la Duchesse des Lesdiguieres, comme plus proche Héritiere par la branche aînée de la Maison de Longueville, qui étoit depuis plus de 250. ans en possession de cette Souveraineté, a crû devoir se présenter pour y succéder.

M.

M. le Duc de Villeroi son Neveu, à qui la Naissance destinoit les mêmes droits apres elle, se transporta dans le Pais pour les faire valoir. Mais comme il trouva les esprits déterminés à suivre d'autres mouvemens que ceux de la Justice, il fit ses Protestations, & se retira.

Ce que Madame la Duchesse de Lesdiguières n'a pû obtenir dans un tems de trouble & de partis, Elle a lieu de l'espérer aujourd'hui que toute l'Europe est assemblée pour remettre la Paix dans les Etats, & avec elle la justice qui en doit être inséparable.

Sa seule Généalogië fait son titre: Elle descend, comme Madame la Duchesse de Nemours, de Leonor d'Orleans qui étoit Souverain de Neufchâtel. Leonor d'Orléans, tige commune, laissa six Enfans; sçavoir, Henri, François, Catherine, Marguerite, Antoinette, & Eleonore. Ces six Enfans ont formé chacun une ligne, & ces six lignes étoient appellées l'une apres l'autre à la même Souveraineté.

Madame la Duchesse de Nemours a fini par sa mort la ligne de Henri, qui étoit la premiere. L'Extinction de la premiere ligne portoit de plein droit la Succession
dans

dans les cinq lignes suivantes ; mais comme il n'y a point de descendans dans les trois premières , qui sont celles de François , de Catherine , & de Marguerite , il faut passer à celle d'Antoinette , où Madame la Duchesse de Lesdiguières tient aujourd'hui le premier rang , & après elle M. le Duc de Villeroi. En sorte que la ligne d'Antoinette qui remplace celle de Henri, forme à présent la branche aînée de la Maison de Longueville ; Et tant qu'il y aura des descendans de cette branche aînée , la branche cadette n'y aura aucun droit.

Si Antoinette d'Orléans vivoit , elle auroit certainement la préférence sur Eleonore sa Sœur cadette. Les descendans d'Antoinette d'Orléans, qui la représentent dans tous ses droits, doivent par la même raison être préférés aux descendans d'Eléonore ; parce que les premiers succèdent à titre d'ainé , & que ce titre se communiquant à toute la suite de la ligne, donne perpétuellement l'exclusion aux autres.

Après avoir fait voir que Madame la Duchesse de Lesdiguières est , parmi les descendans de la Maison de Longueville ,
la

la seule qui ait un droit acquis sur la Souveraineté de Neufchâtel , il seroit inutile d'établir à cet égard le droit de la Maison de Longueville , contre les prétensions de la Maison de Châlons. Ces prétensions n'ont eû pour fondement , que l'espérance de profiter de certaines conjonctures , pour se procurer par la faveur & le crédit , ce qu'on ne pouvoit espérer de la justice. Une possession de 250. ans , autorisée par plusieurs jugemens des Etats mêmes de Neufchâtel , & confirmée par divers Traités de Paix , auroit été plus que suffisante pour mettre hors d'atteinte le droit de la Maison de Longueville , si on eût voulu l'examiner dans les règles , & que d'autres considérations n'eussent pas prévalu.

Mais puis que la décision définitive de cette affaire est renvoyée au Traité de Paix , Madame la Duchesse de Lesdiguières espere qu'Elle trouvera dans les Conférences qui se tiennent à ce sujet , toute la protection qui est due à l'évidence & à la justice de son droit.

PROTESTATION

*Du Marquis d'Alegre, touchant la
Principauté d'Orangé, Neufschâ-
tel, & Valengein.*

Par devant les Notaires à Paris sous-fi-
gnés, fut présent haut & puissant Sei-
gneur Yves, Marquis d'Alegre, Baron
de Flageac, Comte de Meilhand, & au-
tres lieux, Lieutenant Général des Ar-
mées du Roi & de la Province de Lan-
guedoc, Gouverneur pour sa Majesté des
Ville & Chateau de St. Omer, demeu-
rant à Paris, en son Hôtel, Ruë de Gre-
nelle, Paroisse de St. Sulpice; lequel a
fait & constitué son Procureur Général
& Spécial Estienne de Boisdionne, Ecuier,
Sr. de Rivotte, & autres lieux; auquel
le dit Seigneur Marquis d'Alegre donne
pouvoir & puissance de pour lui & en son
nom comparoitre en la Ville d'Utrecht,
où sont les Conférences & le Congrèz pour
traiter de la Paix entre le Roi d'une part,
les Rois, Puissances, & Confédérés de l'au-
tre, & en tels autres lieux qu'il appartiendra,

dra; Réclamer en faveur du dit Seigneur Marquis d'Alegre, la possession des Principautés Souveraines d'Orange, Neufchâtel, Valengein, & de tous les autres Biens provenants de Jean de Châlons, quatrième du nom, premier Prince d'Orange, Souverain de Neufchâtel, & de Marië des Baux Princesse d'Orange son Epouse, dont la propriété appartient au dit Seigneurs Marquis d'Alegre, comme issu en droite ligne de François d'Alegre Seigneur de Preffi, & de Charlotte de Châlons petite Fille de Jean cinquième de Châlons; lequel étoit Fils puîné du dit Jean quatrième de Châlons Prince d'Orange, & de la dite Marië des Baux suivant qu'il est établi par la Généalogië & le Mémoire que le dit Seigneur Marquis d'Alegre a fait imprimer, pour la preuve & justification de ses droits dans les dites Seigneuriës, Principautés, & Souverainetés: Et faire pour raison de ce toutes demandes, réquisitions, & Protestations qu'il appartiendra, en réitérant les Protestations ci-devant faites de la part du dit Seigneur Marquis d'Alegre, en la Ville de Neufchâtel, le vingt sept Octobre mil sept cens sept. Requérant & supliant le dit Seigneur

gneur Marquis d'Alegre tous qui sont à requérir & supplier, de déférer aux demandes, requisitions, & Protestations telles que de raison, qui pourront être faites au nom du dit Seigneur Constituant, par son dit Procureur; Promettant avoir pour agréable ce qui sera fait par le dit Sieur Procureur constitué, le ratifier si besoin est, & du tout le garder & indemniser sous l'obligation de tous & chacun les Biens présens & à venir du dit Seigneur Marquis d'Alegre. Fait & passé à Paris, en son Hôtel sus déclaré, l'an mil sept cens douze, le dixneuvième jour de Décembre, avant midi: Et a signé la Minute des présentes, demeurée en la garde & possession de Mennié, l'un des Notaires sous-signés. Signé *Gallois*, & *Mennié*. Et le certificat du Prévost des Marchands, & Echevins de la Ville de Paris. au Bas,

signé

Bignon, Goros, & Pressi.

Acte

Acte de Protestation faite au nom de Monsieur le Marquis d'Alegre.

Nous soubsignés , nous étant transportés dans la Ville d'Utrecht , afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous a été donné par haut & puissant Seigneur Yves, Marquis d'Alegre, Baron de Flageac, Comte de Meilhand , & autres lieux, Lieutenant Général des Armées du Roi & de la Province de Languedoc , Gouverneur pour sa Majesté de la Ville & Chateau de St. Omer, le dixneuvième jour de Décembre de l'année mil sept cens douze ; Et n'ayant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoutumée, par l'entremise d'aucun Médiateur, à qui nous pussions avoir recours, & auprès de qui nous pussions faire les diligences convenables; Nous n'avons pû faire rien de mieux afin de faire valoir & conserver les droits confiés à nos soins, que d'en informer les Principaux Ministres des Partiës Belligérantes dont le Congrèz étoit composé, & de publier, même dans le lieu de son Assemblée, un Ecrit contenant les raisons &

& moïens sur lesquels ces droits sont fondés, lequel pût en instruire dans le tems présent & à venir la société des Nations. Ce qui n'aïant pas empêché que par le Traité de Paix signé entre tres Haut, tres Excellent, & tres Puissant Prince Louis quatorze, par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre, & les tres Haut, tres Puissant & tres Excellent Prince Frédéric Guillaume, par la Grace de Dieu, Roi de Prusse, ainsi que par plusieurs autres Actes, le Sérénissime Roi de Prusse ne se trouve maintenu dans la possession de la Principauté de Neufchâtel & Valengin, au préjudice des droits du dit Seigneur notre Commettant; Nous avons en vertu de notre Pouvoir Protesté, & Protestons contre cette disposition, par devant le Vénérable Magistrat & Régence de la Ville d'Utrecht: Déclarant que nous n'y acquiesçons en aucune maniere, mais que nous en appellons à des tems plus favorables à la justice, afin que les droits du Seigneur notre Commettant n'en puissent être réputés moins légitimes. Et pour plus grande notoriété de cette Protestation, nous la déposons en original, ainsi que notre Pouvoir, dans les Archives de

de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, Requérant
le Vénérable Magistrat & Régence de nous
accorder Acte du dit dépôt, ainsi que des
sus-dites Protestations. Fait à Utrecht ce
... l'an de grace mil sept cens treize.]

Etoit signé

De BOISDIONNE.

Nous Bourguemaitres & Conseillers
composant la Régence de la Ville d'U-
trecht, déclarons que le Sieur de Bois-
dionne a déposé en sa qualité dans nos Ar-
chives le Pouvoir & la Protestation dont
la Copie collationnée est ci-dessus, & qu'il
a devant nous réitéré sa Protestation. De-
quoi nous avons bien voulu lui accorder
Acte, sous le sceau de notre Ville & la
signature de notre Secrétaire. Le 18. A-
vril. 1713.

signé

H A R S C A M P.

M E.

M E M O I R E

*De M. le Marquis d'Alegre
Prince d'Orange, sur la
Principauté de Neufchâtel
& Valengein.*

Monsieur le Marquis d'Alegre descend en droite ligne de Jean de Châlons quatrième du nom, premier Prince d'Orange de cette Maison, & qui étoit Souverain de Neufchâtel en 1406. C'est de là qu'il tire son droit pour demander l'Investiture de la Principauté de Neufchâtel.

Le droit de la Maison de Châlons sur cette Principauté est établi par plusieurs Mémoires, & entr'autres par ceux de Son Altesse Electorale de Brandebourg, & de Madame la Marquise de Mailly.

On a prouvé par ces Mémoires que les Princes de la Maison de Châlons étoient anciennement Seigneurs

gneurs Souverains de Neufchâtel, qu'ils n'en avoient accordé l'Investiture d'abord à Rolin de Neufchâtel, & ensuite à Conrard de Fribourg, que pour eux & les hoirs de leurs corps capables de reprendre le Fief; que par un Traité solennel du 13, Aoust 1406, Jean de Châlon quatrième du nom & premier Prince d'Orange, a été reconnu Souverain de Neufchâtel par le Conseil & les Habitans de la Ville de Neufchâtel, avec promesse qu'au cas que Conrard de Fribourg ou ses enfans vinssent à décéder sans hoirs, ils ne reconnoîtroient point d'autre Seigneur que Jean de Chalon & ses successeurs. Et par le même Traité il est expressément déclaré que si Conrard de Fribourg ou ses enfans donnoient ou vendoient le Comté de Neufchâtel à d'autres que leurs enfans, les Habitans ne tiendroient point pour Seigneurs ceux à qui le transport, donation ou institution d'héritier en seroient faits; mais qu'ils rendroient toute obéissance à Jean de Chalon & ses hoirs.

Ce Titre que l'on peut regarder comme une Loi fondamentale de l'Etat de Neufchâtel, suffit seul pour établir invinciblement le droit de la Maison de Châlon sur cette Principauté, & pour en exclure les héritiers, donataires, ou légataires de la Maison de Longueville.

Contre
la Maison
de Longue-
ville.

Le Titre sur lequel ils fondent leur prétention est le Testament de Jean de Fribourg fils de Conrard, par lequel il a institué pour son héritier universel Rodolphe de Hochberg son cousin issu de germain, dont les biens ont passé à la Maison de Longueville par le mariage de Jeanne de Hochberg sa petite fille avec Louis d'Orléans en l'année 1504.

Mais il est incontestable aux termes soit des Investitures du Comté de Neufchâtel, ou du Traité de 1406, que Jean de Fribourg étant décédé sans enfans, le Comté de Neufchâtel étoit retourné de plein droit aux successeurs de Jean de Châlon Prince d'Orange, sans que Rodolphe de Hoch-

touchant la Paix d'UTRECHT. § I
Hochberg pût y prétendre aucun droit en vertu du Testament de Jean de Fribourg, puisque par le Traité de 1406. la Souveraineté de Neufchâtel étoit déclarée inaliénable & indisponible par donation, transport, ou institution d'héritier.

Il est donc certain que Rodolphe de Hochberg n'a point été ni pû être possesseur légitime du Comté de Neufchâtel; que sa possession & celle de ses Successeurs, quelque longue qu'elle ait été, ne peut être regardée que comme une usurpation contraire aux Titres mêmes en vertu desquels Conrard & Jean de Fribourg ses Auteurs l'avoient possédé.

Le Comté de Neufchâtel n'avoit été mis hors des mains des Princes de la Maison de Châlon par les Investitures qu'ils en avoient accordées, que pour être possédé par ceux de la Maison ou *Chezaut* de Neufchâtel, par la défaillance desquels il retournoit de plein droit aux Seigneurs directs. Rodolphe

de Hochberg n'étant point de la Maison & *Chezaut*, ni du nom de Neufchâtel, il ne pouvoit sous prétexte d'une institution d'héritier, déclarée inutile & invalide par rapport au Comté de Neufchâtel par le Traité de 1406, se l'approprier au préjudice des Seigneurs à qui le retour en appartenoit dans le cas qui étoit arrivé du décès des Comtes de Fribourg sans hoirs de leurs corps.

La prescription que les représentans la Maison de Longueville allèguent, & dont ils semblent faire leur principal moïen contre la Maison de Châlon, se détruit par les mêmes principes. Car premierement, si le Comté de Neufchâtel est inaliénable soit par sa nature, comme toute Souveraineté, ou en vertu du Traité de 1406, il est imprescriptible, puisque la prescription est une aliénation, & qu'il est des maximes que ce qui ne peut être aliéné, ne peut devenir acquis par le seul titre de la prescription.

En

En second lieu, il est des principes les plus certains que les droits de Feodalité & de Suzeraineté ne peuvent pas être prescrits par le Vassal contre son Seigneur par quelque laps de temps que ce soit ; d'où il s'ensuit que ni Rodolphe de Hochberg ni ses successeurs, qui n'ont tenu leur droit que de Jean de Fribourg auquel Jean de Châlon avoit accordé l'Investiture de Neufchâtel, comme en étant Seigneur direct, n'ont pû acquiescer prescription contre lui ni contre ses successeurs ; leur qualité de Vassal, & leur propre titre qui étoit l'Investiture accordée par Jean de Châlon, ont perpétuellement réclamé contr'eux, & empêché toute prescription.

On ne fait ici que reprendre & toucher sommairement ces moyens, qui sont établis plus au long & avec beaucoup plus de solidité dans les Mémoires de Son A. E. de Brandebourg, & de Madame de Mailly.

Le droit de la Maison de Châ-

lon sur la Principauté de Neufchâtel présumé, il faut examiner qui est celui des Prétendans qui est plus en état de s'en prévaloir, & en un mot à qui de ceux qui soutiennent les droits de cette Maison la Principauté de Neufchâtel doit appartenir.

Contre
S. A. E. M.
de Brande-
bourg.

L'on trouve d'abord entre ceux qui fondent leur prétention sur le droit de la Maison de Châlon Son A. E. de Brandebourg. C'est sans doute un adversaire redoutable par sa naissance, par sa dignité, par les Puissances qui s'intéressent pour lui, enfin par les avantages qu'il prétend que les peuples de Neufchâtel peuvent se promettre de l'avoir pour Seigneur.

Mais si (comme il semble que l'on n'en puisse douter sans manquer au respect & à la vénération que l'on a pour Messieurs des Etats de Neufchâtel) le différent célèbre dont ils sont Juges Souverains, se décide par les regles de la Justice, on croit pouvoir dire que la prétention de Son A. E.
de

touchant la Paix d'UTRECHT. 55
de Brandebourg ne fera nul obstacle aux véritables héritiers de la Maison de Châlon.

Il tire tout son droit du Testament de René de Nassau Prince d'Orange, par lequel il a institué pour son héritier universel Guillaume de Nassau son cousin, avec substitution perpétuelle & à l'infini au profit de ses descendans.

On convient que René de Nassau a été successeur légitime des biens & droits de la Maison de Châlon, & par conséquent du droit de propriété qui lui appartenoit sur Neufchâtel. René de Nassau étoit fils unique & seul héritier de Claudine de Châlon, fille de Jean de Châlon qui étoit petit-fils de Louïs de Châlon Prince d'Orange, héritier universel institué de Jean de Châlon quatrième & de Marie DesBaux Princesse d'Orange, par leurs Testaments de 1416. & 1417. Il avoit recueilli à ce titre, c'est à dire en vertu du Testament de Jean de Châlon quatrième, tous les biens

& droits compris dans l'institution d'héritier faite au profit de Louïs de Châlon son trisayeul.

Mais il n'a pas été au pouvoir de René de Nassau, de se donner par Testament & par une Institution d'héritier, un successeur pour les biens de la Maison de Châlon, ni en particulier pour la Principauté de Neufchâtel.

Premièrement : l'Inaliénabilité de la Souveraineté de Neufchâtel, qui étoit expressément établie par le Traité de 1406, étoit aussi insurmontable à l'égard des Descendans de la Maison de Châlon, qu'à l'égard de Conrard, & Jean de Fribourg que les Princes de la Maison de Châlon en avoient investi.

L'objet que le Conseil & les Peuples de Neufchâtel avoient eu dans ce Traité en excluant toute aliénation & disposition du Comté de Neufchâtel, étoit de s'assurer des Seigneurs certains, qui ne pussent devenir tels que par la voie d'une Succession légitime,
&

& non par celle d'une cession ou disposition qui pût les assujétir à une Domination Etrangere. Ils stipuloient qu'ils n'auroient pour Seigneurs que les Descendans de Conrard & Jean de Fribourg qu'ils regardoient comme étant du *Chez* de Neufchâtel, ou à leur défaut les Descendans de la Maison de Châlon leurs Seigneurs originaires & qui avoient toujours retenu la Seigneurie directe & suzeraine de Neufchâtel.

René de Nassau n'a pas pû contrevenir valablement & avec effet à cette loi. Le droit de propriété sur le Comté de Neufchâtel qu'il avoit trouvé dans la Succession de Claudine de Châlon sa mere, a passé de plein droit par son décès sans enfans, à ceux qui restoient lors de la Maison de Châlon. Il ne pouvoit ni le céder, ni en disposer en faveur d'un Etranger de cette Maison, tel qu'étoit Guillaume de Nassau, qui ne descendoit par aucun endroit de la Maison de Châlon.

Tout ce que Son A. E. a opposé aux Héritiers , Donataires & Légataires de la Maison de Longueville , pour prouver que Rodolphe de Hochberg n'avoit pû devenir Possesseur légitime du Comté de Neufchâtel en vertu du Testament , & de l'Institution d'héritier de Jean de Fribourg , se rétorque ici contre lui-même. Guillaume de Nassau n'étoit pas plus de la Maison & *Chezant* de Châlon , que Rodolphe de Hochberg de celui de Neufchâtel ; & les mêmes principes qui établissent que Jean de Fribourg n'étoit pas en pouvoir de transmettre la Succession au Comté de Neufchâtel dans une Maison étrangere au préjudice des Seigneurs directs , à qui il appartenoit au défaut de la Postérité de ceux qui en avoient été investis , prouvent que René de Nassau dernier Descendant de la Branche aînée de Châlon , n'a pû le transporter dans la Maison de Nassau au préjudice des Descendans de celle de Châlon.

En

En second lieu, René de Nassau n'a possédé les biens de la Maison de Châlon que comme héritier substitué, & en vertu du Testament de Jean de Châlon quatrième du nom, Prince d'Orange, du mois d'Octobre 1416; comme il résulte d'un Arrêt du Parlement de Grenoble du 15 Décembre 1543, par lequel René de Nassau fit déclarer la substitution portée par le Testament de Jean de Châlon, ouverte à son profit.

Il est certain que la substitution établie par le Testament de Jean de Châlon pour tous les biens & droits dans lesquels il avoit institué Louis de Châlon son fils aîné son héritier, étoit graduelle & perpétuelle; il substituoit à Louis de Châlon ses enfans & descendans à l'infini; à leur défaut il appelloit Jean de Châlon son fils puîné, & ses descendans; & au défaut de la postérité de Jean Celle d'Alix, & Marie de Châlon ses filles.

C'est une loi inviolablement attachée aux substitutions, que les

JEAN DE CHALON Sire d'Ar
MARIE DESBAUX Princeſſe

1

1
LOUIS DE CHALON.
JEANNE DE MONTBEIL-
LARD.

1
JEAN DE CHALON
JEANNE DE LA

1
GUILLAUME DE CHA-
LON.

1
CHARLES I
JEANNE I

CATHERINE DE BRETA-
GNE.

1
CHARLOTT
Mariée en premie
nôces avec ADRI
DE Ste. MAURE.

1
JEAN DE CHALON.
PHILIBERTE DE LUXEM-
BOURG.

1
JEAN DE Ste. MA
RE, décédé pluſie
années avant René

1
PHILIBERT DE
CHALON, tué
au ſiége de
Florence en
1540. ſans
enfants.

1
CLAUDINE DE
CHALON.
HENRY DE
NASSAU.

n'ayant pû par con
quent recueillir la ſi
ceſſion. Il avoit époi
ANNE DE HUMIERI

1
RENE' DE
NASSAU, tué
au ſiége de S.
Dizier en
1544.

1
LOUIS DE S
MAURE.
MAGDELAINE (C
LIVIER.

C'eſt de lui que deſce
Madame de Mailly
les femmes.

quatrième du nom.
ange.

	1	1
nième du nom.	HUGUENIN	ALIX DE CHA-
MOUILLE.	& MARIE DE	LON.
	C H A L O N	GUILLAUME
A L O N.	morts sans	DE VIENNE.
NQUETIN.	posterité.	1
		MARGUERITE
		DE VIENNE.
E CHALON.		RODOLPHE DE
n secondes nûces avec FRAN-		HOCHBERG.
S D'ALEGRE Seigneur de Pressy.		1
		PHILIPPE DE
ANNE D'ALEGRE. qui a survêcu		HOCHBERG.
plusieurs années Jean de Ste. Mau-		MARIE DE
on frere, & René de Nassau Châ-		SAVOYE.
s. Elle fut mariée à ANTOINE		1
PRAT Marquis de Nantoûillet.		JEANNE DE
		HOCHBERG,
ANTOINETTE DUPRAT.		décédée plu-
CHRISTOPHLE premier du		sieurs années
n Marquis d'Alegre.		avant René de
		Nassau Châ-
CHRISTOPHLE second du		ion. C'est d'elle
n Marquis d'Alegre.		que sont des-
LOUISE DE FLAGHEAC.		cendus les hé-
		ritiers de la
EMMANUEL Marquis d'Alegre.		Maison de
ARIE DE RAIMOND DE		Longueville.
ODENNE.		
ES Marquis d'Alegre, demandeur.		

biens qui y sont sujets ne peuvent être aliénés par ceux qui sont chargés de les conserver, & de les transmettre, soit à leur posterité ou à ceux qui y sont appelés à leur défaut; ils ne peuvent par conséquent en disposer par Testament, ni y établir une nouvelle succession Fidei-commissaire, parce que pour cela il faut être Propriétaire libre; & que celui qui est chargé de restituer le bien qu'il possède, ne l'est pas.

Il s'ensuit naturellement de là, que René de Nassau n'a point été en état de disposer par Testament des biens qu'il tenoit de la substitution de Jean de Châlon. La même substitution les a transmis après son décès sans enfans, à la branche puîsnée de Châlon, sans qu'il ait été en son pouvoir d'intervertir cette succession établie par un titre dont il avoit lui-même profité, & dont l'autorité subsistoit encore; parce que (comme on l'a déjà dit) le Testament de Jean de Châlon établissoit une substitution perpétuelle

touchant la Paix d'UTRECHT. 63
tuelle en faveur de tous ses descen-
dans qui étoient appelés les uns au
défaut des autres.

Voilà en peu de mots les prin-
cipes qui font obstacle à la préten-
tion de Son A. E. de Brandebourg,
& que l'on croit pouvoir dire qui
ne peuvent recevoir de bonne re-
plique. Il est certain (ainsi qu'il
l'établit lui-même) que le Comté
de Neufchâtel, après le décès de
Jean de Fribourg sans enfans, a
dû, aux termes des Investitures
de 1288, 1357, 1407, & autres,
& du Traité solennel de 1406,
rentrer dans la Maison de Châlon,
au préjudice de laquelle Jean de
Fribourg n'a pû en disposer, ni la
transmettre à Rodolphe de Hoch-
berg par une institution d'héritier;
Son A. E. de Brandebourg n'est
point de la Maison de Châlon.

Il se fonde sur le Testament de
René de Nassau, dernier descen-
dant de la branche aînée de Châlon;
mais René de Nassau qui ne possé-
doit les biens de la Maison de
Châlon qu'à titre de substitution,
qui

qui continuoit encore dans sa personne, n'a pas été en pouvoir de disposer de ces mêmes biens, ni de les transmettre par Testament dans une Maison étrangere de celle de Châlon.

C'est ce qu'il auroit pû faire si (comme on l'a présupposé dans les Mémoires de Son A. E. & dans la Généalogië que l'on y a donnée de Jean de Châlon quatriëme, & de Marie Desbaux Princesse d'Orange) la Maison de Châlon s'étoit trouvée éteinte par le décès de René de Nassau sans enfans, & qu'il n'y eût point eu de postérité de Jean de Châlon cinquiëme, fils puîné des Testateurs.

Mais il est certain que cette présupposition est erronée ; Jean de Châlon cinquiëme a laissé plusieurs enfans, dont la postérité subsiste aujourd'hui dans les personnes de Monsieur le Marquis d'Alegre, & de Madame la Marquise de Mailly; elle subsistoit au temps du décès de René de Nassau en 1544 dans la personne d'Anne d'Alegre fille de

touchant la Paix d'UTRECHT. 65
de Charlotte de Châlon, qui n'est
écédée qu'en 1568.

Si la substitution établie par le
testament de Jean quatrième de
Châlon de 1416, n'avoit été qu'en
faveur des enfans, & descendans
de Louïs son fils aîné, elle se se-
roit trouvée finie dans la personne
de René de Nassau, & il auroit pu
disposer librement des biens de la
maison de Châlon; mais dès-lors
que Jean quatrième de Châlon a
porté sa substitution plus loin, &
à l'au défaut de la branche aînée,
il a appelé les descendans de son
fils puîné, & même ses filles &
leur postérité au défaut des mâles;
il est vrai de dire que les biens de
Jean de Châlon quatrième, n'ont
jamais été libres entre les mains de
ceux qui les ont recueillis; & par
conséquent que René de Nassau
n'a pu en disposer par Testament,
au préjudice de ceux qui étoient
appelés après lui à la substitution.

Monsieur le Prince de Mont-
billard demande l'Investiture du
Comté de Neufchâtel, du Chef
de

Contre
M, le
Prince de
Montbeil-
lard.

de la Maison de Châlon, & comme en étant descendu par Jean de Châlon second, Aïeul de Jean quatrième.

Il prétend être le plus proche héritier de la Maison de Châlon, parce qu'il présuppose que la postérité de Jean quatrième & de Marie DesBaux, est finie, & qu'il n'en reste plus aucuns descendants.

Les Généalogiës qui sont en tête des Mémoires de Madame de Mailly, & celle qui est jointe à ce Mémoire pag. 60. 61., prouvent démonstrativement le contraire. La postérité de Louïs de Châlon Prince d'Orange, fils aîné de Jean quatrième, & de Marie Desbaux, a fini (comme on l'a déjà dit) par le décès de René de Nassau sans enfans; mais celle de Jean cinquième fils puîné de Jean quatrième, a subsisté, & subsiste encore aujourd'hui. C'est de lui que descend Monsieur le Marquis d'Aligre par Charlotte de Châlon petite fille de Jean cinquième.

Il est certain que la postérité de Jean cinquième est dans un degré plus proche de Jean quatrième que celle de Jean second, jusques auquel Monsieur le Prince de Montcaillard remonte pour établir sa filiation & son droit de recueillir les biens de la Maison de Châlon.

Mais d'ailleurs Jean quatrième de Châlon qui étoit Propriétaire des biens de sa Maison, a établi par son Testament de 1416 une substitution graduelle & perpétuelle en faveur de ses enfans & descendans qu'il a appellés successivement, & au défaut les uns des autres.

Il s'ensuit naturellement de là, que tant qu'il restera des descendans de Jean quatrième, ils excludront pour la possession des biens substitués, tous autres prétendus héritiers de la Maison de Châlon, étant des principes les plus certains que tous les degrés de la substitution doivent être puisés & finis avant que les biens
sub-

substitués puissent devenir transmis à d'autres héritiers du sang par la voïë de la succession naturelle & légitime.

Contre
Madame
la Marqui-
se de Mail-
ly.

Après avoir détruit les prétentions de la Maison de Longueville, de Son A. E. de Brandebourg, & de Monsieur le Prince de Montbelliard, il reste à examiner celle de Madame la Marquise de Mailly, qui descend aussi-bien que Monsieur le Marquis d'Alegre de Jean quatrième de Châlon, par Charlotte de Châlon.

Les faits sont ici certains. Madame de Mailly est issue par les femmes de Jean de Sainte-Maure, fils du premier lit de Charlotte de Châlon, avec Adrien de Sainte-Maure.

Monsieur le Marquis d'Alegre descend d'Anne d'Alegre, fille du second lit de Charlotte de Châlon avec François d'Alegre.

Mais il est constant dans le fait, & justifié par les propres Titres de Madame de Mailly, que Jean de Sainte-Maure, fils du premier lit de

de

touchant la Paix d'UTRECHT. 69
e Charlotte de Châlon, est décédé
vant René de Nassau, dernier
descendant de la branche de Louïs
e Châlon, qui est mort en
1644.

Il résulte de là qu'Anne d'Ale-
gre qui étoit lors vivante, & de
la Maison de Châlon, étoit la
plus proche héritière de cette Mai-
son, & la plus capable de recueil-
ir les biens qui s'y trouvoient dé-
volus par le décès de René de Nas-
sau, soit à titre de succession, ou
en vertu de la substitution établie
par le Testament de Jean quatrié-
me de Châlon.

Madame de Mailly prétend ce-
pendant qu'elle doit avoir la pré-
férence sur Monsieur le Marquis
d'Alegre; & il se voit par son der-
nier Mémoire, qu'elle fonde sa
prétention sur ce que Jean de
Sainte-Maure étant l'aîné d'Anne
d'Alegre, ses enfans, quoique
d'un degré plus éloigné que leur
 tante, ont dû l'exclure de la
succession des biens de Jean qua-
trième de Châlon, & par consé-
quent

quent du Comté de Neufchâtel.

Les Principes dont elle tire cette conséquence, sont d'un côté, que la Souveraineté de Neufchâtel étant un bien inaliénable il se transmêt de degré en degré & de ligne en ligne; que l'on suit le même ordre que l'on garde dans un Fidei-commis réel, graduel, & perpétuel, & que les aînés le recueillent préférablement aux Cadets; que cette maxime est conforme à l'usage & aux Coutumes qui s'observent à Neufchâtel.

De l'autre, que la substitution établie par le Testament de Jean quatrième de Châlon est linéale; que ceux de la ligne aînée y sont appelés préférablement aux descendants de la branche puînée; qu'ainsi quoique Jean de Sainte-Maure, fils du premier lit de Charlotte de Châlon, soit décédé avant René de Nassau avec lequel a fini la branche de Louïs de Châlon, son droit à la substitution a passé

touchant la Paix d'UTRECHT. 71
ffé à Louïs de Sainte Maure son
s, qui comme représentant la
ne aînée des enfans de Charlot-
de Châlons, a dû recueillir la
stitution préférablement à An-
d'Alegre qui n'étoit que puis-
sè, & fille du second lit,

Contre ces deux Principes on
établir sommairement deux
opositions; la premiere, qu'il
est pas véritable que le Comté
Neufchâtel soit de soi-même
de droit, une Principauté hé-
ritaire linéale, c'est-à-dire, qui
transmette par le canal de la suc-
cession de ligne en ligne, sans égard
à la proximité du degré.

La seconde, qu'en regardant le
Comté de Neufchâtel comme un
bien qui fait partië de ceux qui sont
compris dans la substitution ordon-
née par le Testament de Jean qua-
rème de Châlon, il n'a pû être tran-
smis par Jean de Sainte-Maure dé-
cédé avant René de Nassau, à
Louïs de Sainte-Maure son fils;
puisque de droit les Fidei-com-
missis ne se transmettent pas; & que
le

le Testament de Jean quatrième de Châlons ne contient aucune disposition qui rende la substitution linéale.

Première Proposition, que le Comté de Neufchâtel n'est pas une Principauté héréditaire linéale.

Le Comté de Neufchâtel est une Souveraineté héréditaire, inaliénable, & indivisible; toutes les Partiës en conviennent, & c'est une vérité incontestablement établie par le Traité de 1406, qui en a assuré la succession d'abord à la postérité de Conrad, & Jean de Fribourg, ensuite & à son défaut à celle de Jean de Châlon.

Mais il ne s'ensuit nullement de là qu'elle soit linéale, & qu'elle doive passer par succession aux descendants d'une branche aînée, au préjudice de ceux d'une autre branche, s'ils se trouvent les plus proches héritiers.

L'indivisibilité fait qu'elle doit

otalement appartenir à un seul des héritiers, sauf à lui à récompenser son Cohéritier en d'autres biens, & que par cette raison l'aîné de la branche y doit succéder.

Mais non qu'elle se transmette perpétuellement à ceux de la branche aînée quand la succession tombe en collatérale, & que ceux de cette branche ne se trouvent pas les plus proches.

Pour établir cette sorte de succession particulière, & qui est contraire au Droit commun, il faut une Loi expresse & spéciale, ou un usage certain & de tout tems observé, qui ait passé en force de loi.

Il y a des Etats où l'usage de plusieurs siècles a introduit cet ordre de succéder, & dans lesquels par cette raison il doit être inviolablement observé, tels que sont les Roïaumes de France & d'Espagne.

Mais on ne doit pas conclure de là, que toutes les Souverainetés héréditaires soient successives li-

neales, & que la nature d'une Souveraineté excluë d'elle-même & de plein droit l'ordre ordinaire des Successions : ce seroit tirer de quelques exemples particuliers une conséquence generale & universelle, ce qui ne peut jamais être autorisé.

C'est donc à Madame de Mailly à prouver ce qu'elle se contente d'alleguer par son Mémoire, sans l'appuier ni d'aucune autorité ni d'aucun exemple, que l'usage & les Coûtumes de Neufchâtel établissent la maxime, que la Succession à ce Comté se transmêt de ligne en ligne. Tant qu'elle ne le prouve point, on doit s'en tenir au droit commun, suivant lequel les Successions se déferent au plus proche du Sang, & non pas à ceux d'une Branche au préjudice de l'autre.

Le Droit qui régit les Peuples d'un Etat, doit s'observer aussi bien à l'égard de la Succession du Prince, que de celle de ses Sujets, à moins qu'il n'y ait été ex
 pres

touchant la Paix d'UTRECHT. 75
pressément dérogé par une loi spé-
ciale, ou par un usage fondé sur
une possession certaine & immé-
moriale.

C'est ce qu'établissent tous les
Auteurs qui ont traité ces impor-
tantes questions, & entre autres
le sçavant Grotius dans son Trai-
té de jure Belli & Pacis, lib. 2^e,
cap. 7^e, nombres 11 & 20, où il
décide que la Succession à un Etat
héréditaire doit se régler suivant
les Loix ou la Coûtume du País,
s'il n'y a point de Loi ou d'usage
contraires, parce que l'on doit
présumer que les Princes ont ad-
mis pour eux-mêmes & pour leurs
héritiers les Loix qu'ils ont faites ou
les Coûtumes qu'ils ont authori-
sées, comme les aiant trouvé les
plus justes dans leurs dispositions.

La Loi qui régit le Comté de
Neufchâtel est celle du Duché de
Bourgogne, ainsi qu'il résulte des
investitures qui en ont été accor-
dées en 1311. & 1357. Or il
est certain qu'en Bourgogne la
Succession par lignes n'a pas lieu,

*Nam et
hi probabili-
ter creden-
tur in rebus
suis acqui-
situm iudi-
casse, quod
aut legibus
sanxerunt
ipsi. aut
moribus
probant.*

même à l'égard des Fiefs, le plus proche y succédant à l'exclusion du plus éloigné quoique de la ligne de l'Aîné, ce qui s'observe aussi à l'égard des Fiefs mouvans de Neufchâtel, & d'où il résulte que la Loi commune & generale qui s'y observe, est celle de Bourgogne, conforme en ce point comme en plusieurs autres au Droit Romain, suivant lequel toutes Successions du moins en Collaterale, se règlent par la seule proximité du degré.

Il n'y a ni Loi particuliere ni usage different pour la Succession au Comté de Neufchâtel.

Le Traité de 1406, dont l'autorité revient & s'applique dans toutes les parties de la présente contestation, établit (comme on l'a déjà dit) le droit de tous les Descendans & Successeurs de Jean quatriéme de Châlon pour posséder le Comté de Neufchâtel au défaut des hoirs de Conrard & Jean de Fribourg que le même Jean quatriéme n'en avoit investis

touchant la Paix d'UTRECHT. 77
vestis que pour eux & leurs hoirs
de leurs Corps.

Mais il n'y a aucune disposition ni dans cette Loi, ni dans aucune autre, qui affecte ce bien à une Branche ou Ligne des Descendans de Jean quatrième plus tôt qu'à l'autre.

L'unique objet du Conseil & des Peuples de Neufchâtel dans ce Traité, a été d'exclure l'aliénation & le partage du Comté de Neufchâtel, & d'en assurer la Succession naturelle & legitime d'abord dans la Posterité de Conrad & Jean de Fribourg, ensuite & à leur défaut à la Maison de Châlon.

Ils n'ont pas entrepris (& l'on peut dire même qu'ils n'étoient pas en pouvoir de le faire) de régler l'ordre de la Succession dans ces deux Maisons, & encore moins de l'intervertir, & en dérogeant au Droit commun & à la Loi generale qui s'observoit à Neufchâtel, de déclarer ceux d'une Ligne préférables aux Héritiers les plus proches.

On a regardé Neufchâtel comme un ancien bien de la Maison de Châlon, qui avant qu'il fût devenu Souveraineté indépendante, étoit un Comté héréditaire de cette Maison: la qualité de Souveraineté n'a point dû en changer la nature ni le droit de succéder, à l'égard des Héritiers de ceux à qui il appartenoit; il se régissoit comme Comté, par les Loix générales de Bourgogne qui déferent la Succession au plus Proche. On n'y a pas établi de nouvelles Loix & un nouvel ordre de succéder depuis qu'il est devenu un Etat Souverain.

Bien loin qu'il y ait un usage & des exemples de la Succession lineale pour le Comté de Neufchâtel, il y en a qui y sont absolument contraires.

Le premier & le plus important se trouve dans ce qui se passa après le décès de François d'Orléans Duc de Longueville, qui étoit mort en possession du Comté de Neufchâtel par une suite de la pos-
ses

cession que les Auteurs depuis Jeanne de Hochberg en avoient eüe.

Comme il n'avoit pas laissé d'enfans, sa Succession tomboit en ligne collaterale. Leonor d'Orléans, & Jacques de Savoie Duc de Nemours ses cousins germains, remanderent l'un & l'autre l'Investiture de Neufchâtel; sçavoir Leonor d'Orléans pour la totalité, comme étant de la branche aînée, & Jacques de Savoie pour moitié sur le fondement que tous les biens de la succession de François d'Orléans se devoient partager par moitié entre Leonor d'Orléans & lui, puisqu'ils étoient ses héritiers en pareil degré.

Ils obtinrent l'un & l'autre l'Investiture chacun pour moitié par un Jugement des Etats du 6 Mai 1552; mais parce que la Souveraineté est indivisible, ce ne fut qu'à condition qu'ils s'accorderoient entr'eux pour donner un seul Chef au Comté de Neufchâtel.

Ils en jouirent de cette manie-

re, c'est à dire par moitié pendant quelques années; après quoi Messieurs les Etats voiant que les deux Princes n'exécutoient point la Clause du Jugement qui les avoit investis, & suivant laquelle ils étoient tenus de s'accorder qui des deux demeurerait seul Comte de Neufchâtel, ils s'adressèrent à Messieurs du Canton de Berne, Juges des différens qui naissent entre le Comte & la Ville de Neufchâtel, pour se plaindre de cette inexécution; & les deux Princes s'étant soumis au Jugement de Messieurs de Berne, Leonor d'Orléans demeura seul Comte de Neufchâtel, mais à la charge d'une récompense qui fut réglée pour Jacques de Savoie.

Il est certain que si la succession au Comté de Neufchâtel avoit été linéale, c'est à dire qu'elle eût dû demeurer dans la branche aînée tant qu'elle auroit subsisté, sans regarder la proximité du degré, Leonor d'Orléans auroit été seul investi de la totalité du Comté,
&

touchant la Paix d'UTRECHT. 81
& qu'il auroit dû le posséder seul,
sans être tenu d'en faire aucune
récompense à Jacques de Savoie,
qui n'étoit que de la branche
puîsnée.

L'Investiture accordée à l'un &
l'autre comme héritiers en colla-
terale dans le même degré, leur
possession indivisée pendant quel-
ques années, & enfin la récom-
pense que Leonor d'Orléans fut
obligé de donner à Jacques de Sa-
voie pour demeurer seul Proprié-
taire du Comté, font connoître
que la succession se régloit sui-
vant le droit ordinaire & general,
avec cette seule différence que le
Comté devoit demeurer à un seul,
comme étant une Souveraineté
indivisible.

Le second exemple qui est plus
récent, se tire du Jugement ren-
du par Messieurs les Etats en 1694.
en faveur de Madame de Nemours
(dans un tems où les Descendans
de la Maison de Châlon n'avoient
point paru) ce qui fait que ce Ju-
gement ne peut point leur faire de
préjudice.

Par ce Jugement Son A. S. Madame de Nemours obtint l'Investiture du Comté de Neufchâtel *comme étant la plus proche Héritière* de Monsieur le Duc de Longueville dernier décédé ; ce motif que Messieurs les Etats ont bien voulu donner de leur décision, forme au moins un préjugé que le Comté de Neufchâtel se défère par Succession au plus proche Héritier, & qu'on n'y suit pas à cet égard d'autre Loi que celle du Droit ordinaire.

Seconde Proposition , qu'en regardant Neufchâtel comme faisant partie des biens substitués par le Testament de Jean IV. de Châlon , il ne peut appartenir qu'à Monsieur le Marquis d'Alegre.

Monsieur le Marquis d'Alegre descend (comme on l'a déjà dit) d'Anne d'Alegre fille du second mariage de Charlotte de Châlon. Madame de Mailly est issue de Jean
de

touchant la Paix d'UTRECHT. 83

de Sainte Maure fils du premier mariage de la même Charlotte de Châlon ; mais Jean de Sainte Maure étoit décédé avant 1536, plus de 8 années avant René de Nassau qui n'est mort qu'en 1544, & par conséquent long-tems avant que la substitution établie par Jean IV. de Châlon en faveur des Descendants de Jean V. son fils puîné au défaut de la branche aînée, fût devenue ouverte pour ceux de cette branche.

L'induction naturelle qui se tire de-là, est qu'Anne d'Alegre qui étoit de la branche de Jean V. de Châlon, & qui a survécu René de Nassau, a seule été en état de recueillir les biens substitués.

Madame de Mailly oppose que Louis de Sainte Maure fils de Jean formoit la branche aînée de Charlotte de Châlon, & elle prétend qu'il représentoit son pere pour recueillir les biens de la substitution.

Mais on lui répond qu'il est des principes les plus certains en ma-

tiere de substitution suivant le sentiment presque general des Docteurs, que la représentation n'y pas lieu, & que les biens substitués appartiennent, le cas du fidei commis arrivant, à celui qui étoit dans le nombre de ceux qui sont appelés à le recueillir se trouvoit alors vivant, & non au fils ou descendant de l'ainé decédé, quoiqu'il soit cet aîné s'il avoit survécu l'institué ou le dernier substitué fût celui qui auroit été préféré.

Cette maxime est fondée sur deux raisons tres solides, & puisées dans les décisions des Loix.

La premiere est que la substitution dont le droit n'est pas encore acquis, ne peut pas être regardée comme un effet ou un droit qui existe, & qui soit *in bonis* de celui qui decede avant que de l'avoir acquis : *Substitutio* (dit la Loi 42. ff. de acquir. rer. Domin.) *quæ nondum competit, extra bona nostra est.* D'où il résulte que celui qui est decédé avant que d'avoir recueilli & pût recueillir la substitution à laquelle

touchant la Paix d'UTRECHT. 85
quelle il étoit appelé, ne peut pas
la transmettre à ses enfans ou des-
cendans.

La seconde est que le fidei-com-
mis auquel on n'est appelé que
sous une condition, tant que l'évé-
nement de la condition est incer-
tain, appartient à l'institué ou au
premier substitué, qui n'en de-
viennent désaisis que dans le cas
dans lequel le Testateur a appelé
un autre à le recueillir. Or si le
fidei-commissaire décède avant
l'échéance de la condition, il est
vrai de dire qu'il n'a jamais eu au-
cun droit au fidei-commis, mais
une simple espérance d'y suc-
céder, laquelle ne se transmêt
point, parcequ'il est des maxi-
mes que *spes fidei-commissi non trans-*
mittitur.

Cette décision est celle qu'éta-
bissent tous les Auteurs qui ont le
plus approfondi la matiere des
substitutions, entre autres *Pere-*
grinus dans son *Traité de Fidei-*
commissis, articles 31. & suivans,
Lenochius dans son conseil 132.

& *Censualius* dans ses Observations sur *Peregrinus* art. 31.

Ces mêmes Auteurs ont traité la question de savoir si le plus proche, pour recueillir les biens substitués, doit s'entendre celui qui est le plus proche parent du Testateur, ou celui qui est le plus proche du dernier possesseur des biens substitués, & ils s'accordent presque tous dans la décision, que la proximité doit se régler par rapport au dernier possesseur, & non pas en remontant jusqu'au Testateur, à moins qu'il n'en ait autrement disposé; par la raison que lorsque le Testateur ne s'est pas expressément expliqué, ou du moins par quelque désignation certaine sur le choix d'un successeur, entre ceux qu'il a appelés à la substitution, l'on doit présumer qu'il s'en est rapporté à la loi & à l'ordre qu'elle a établi pour les successions, duquel on ne doit s'écarter que dans le cas d'une disposition du Testateur.

Cette dernière question devient
en

en quelque maniere inutile ici pour la préférence que Monsieur d'Alegre prétend sur Madame de Mailly, parce qu'il a l'avantage d'Anne d'Alegre qu'il représente, soit tout ensemble & plus proche de Jean IV. de Châlon Testateur, & de René de Nassau dernier possesseur des biens substitués, aiant par raport à l'un & à l'autre un degré de proximité sur Louïs de Sainte-Maure son Neveu.

Madame de Mailly ne peut pas prétendre qu'aux termes du Testament de Jean IV. de Châlon,

Fidei-commis par lequel il a appelé la branche de Jean V. son fils puîné, au défaut de la postérité de Louis son fils aîné, est nul; & qu'ainsi elle se trouve dans le cas de l'exception à la même qui exclut la représentation en matiere de substitution, comme y aiant disposition du Testateur pour préférer les aînés.

Car il est certain que Jean IV. de Châlon n'a point établi de préférence d'aînesse & de primogeniture

ture entre ceux qu'il a appelés au défaut de la postérité de Louïs de Châlon son aîné, à recueillir les biens dans lesquels il l'avoit institué son héritier.

Il est vrai que dans le partage qu'il a fait de ses biens par son Testament, il a préféré son aîné aux puînés ; il n'instituoit ces derniers que ses héritiers particuliers de certains biens, qu'il leur assignoit pour leur partage, au lieu qu'il instituoit Louïs de Châlon son aîné, son héritier universel.

Il est vrai encore que dans les substitutions qu'il a ordonnées, tant en faveur des descendans de chacun de ses enfans, que de la postérité des uns au défaut de celle des autres, il a préféré les mâles tant qu'il y en auroit, aux filles qu'il n'appelle à recueillir les biens substitués que lorsqu'il n'y a plus de mâles.

Mais dans toutes ces dispositions il appelle les mâles, ou à leur défaut les descendans des filles conformément, sans aucune préférence pour

pour les aînés, ou ceux de leur ligne; d'où il s'ensuit qu'il n'a point entendu changer ni intervertir le cours ordinaire de la succession à l'égard de ceux qu'il a appelés à la substitution.

Il n'est point question ici de la préférence de masculinité que l'on convient être établie par le Testament de Jean IV. de Châlon; la ligne masculine de Jean V. fils aîné du Testateur, est finie dans la personne de Charles de Chalon; Monsieur d'Alegre & Madame de Mailly, ne viennent à la substitution que du chef de Charlotte de Châlon, par le décès de René de Massau dernier descendant de Louis de Châlon.

Ainsi il est vrai de dire que suivant le Testament de Jean IV. de Châlon, qui est le titre & la loi commune des Parties, il ne peut y avoir de préférence, soit de ligne, ou de masculinité, entre Monsieur le Marquis d'Alegre & Madame la Marquise de Mailly; point de préférence de

ligne, parce qu'elle n'est pas établie par le Testament; point de préférence de masculinité, parce que Monsieur d'Alegre & Madame de Mailly viennent l'un & l'autre d'une arriere-petite fille du Testateur.

Et il s'ensuit de là que la contestation doit être décidée entre eux sur les seuls principes du Droit general & ordinaire, suivant lequel les biens substitués par Jean IV. de Châlon aux descendans de Jean V, dans le cas qui est arrivé de la défaillance de posterité de Louis de Châlon aîné, ont dû appartenir à Anne d'Alegre qui étoit lors vivante, & la plus proche en degré, tant par rapport au Testateur, qu'à René de Nafsau dernier possesseur des biens substitués.

Il est donc vrai de dire suivant les deux Propositions qui viennent d'être établies, que si la succession au Comté de Neufchâtel se règle par le droit des successions ordinaires, & indépendamment de

touchant la Paix d'UTRECHT. 91
idei-commis porté par le Testa-
ment de Jean de Châlon, il appar-
tient à Monsieur le Marquis d'Ale-
gre comme descendant de l'héri-
ère la plus proche au jour du décès
de René de Nassau; & si on le
regarde comme substitué aux des-
cendants de Jean de Châlon, il lui
appartient encore à l'exclusion de
Madame de Mailly comme repre-
sant Anne d'Alegre, au profit
de laquelle seule la substitution a
été ouverte en 1544.

M. GUYOT DE CHESNE,
Avocat.

ME-

M E M M O I R E

Concernant le Droit de Mr. le Marquis de Viteaux , sur la Principauté de Neufchâtel & Valengein.

Louis Antoine du Prat, Chevalier, Marquis de Viteaux répète la succession entière de la Maison de Châlon-Orange & particulièrement la Principauté d'Neufchâtel & Valengein, à l'exclusion de tout autre, par la raison la plus incontestable en matière de succession, sçavoir celle de la proximité du sang, que nulle possession ou usurpation ne peut anéantir. Ainsi cette proximité de sang prouvée, le droit de Monsieur le Marquis de Viteaux sur les Etats dépendans de la succession de Châlon-Orange l'est aussi.

La succession de Châlon-Orange étoit ouverte par le décès de Philibert de Châlon Prince d'Orange arrivé en 1530. & René de Nassau-Châlon son neveu décédé en 1543. n'ayant point laissé d'enfans ni l'un ni l'autre, Anne d'Alegre tris-aïeu

Mr. le Marquis de Viteaux, femme Antoine du Prat, Baron de Thiers de Houy, Seigneur de Rhosny, se trouva la plus proche Héritière du sang de Châlon. Elle étoit fille unique de Charlotte de Châlon Epouse de François d'Alegre, Comte de Joigny : Charlotte de Châlon Mere étoit arrière-petite fille de Jean de Châlon Prince de Neufchâtel & Valengein, Baron d'Arlai, & de Jeanne des deux Princesses d'Orange ; & ainsi la proximité du sang prouvée, Mr. le Marquis de Viteaux à juste titre est en droit de demander à être préféré à tous autres prétendans à la succession des Biens de la Maison de Châlon, & nommément à la Principauté de Neufchâtel & Valengein, de protester contre la possession que le très-éminent Roi de Prusse en a prise, & dans laquelle il s'est fait maintenir par le Traité qui vient de se conclure à Utrecht.

*Acte de Protestation faite de la part du
Marquis de Viteaux.*

Nous soussignés Nous étant transportés dès le mois de Janvier de l'An de grace
mil

mil sept cens douze dans la Ville d'Utrecht afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous avoit été donné par Haut & Puissant Seigneur Louis Antoine du Prat, Chevalier, Marquis de Viteaux, le cinquième Janvier de la susdite année, & n'ayant pas trouvé que le Congrez s'y ménageât en la forme accoutumée par l'entremise d'aucun Médiateur à qui nous pûssions avoir recours, & auprès de qui nous pûssions faire les diligences convenables : Nous n'avons pû faire rien de mieux afin de faire valoir & conserver les Droits confiés à nos soins, qu'd'en informer les principaux Ministres de Partiës Belligérantes dont le Congrez étoit composé, & de publier dans le lieu même de son assemblée un Ecrit contenant les raisons & moïens sur lesquels ces Droits sont fondés, lequel pût en instruire dans le tems présent & dans l'avenir la société de Nations. Ce qui n'ayant pas empêché qu'par le Traité de Paix signé l'onzième Avril entre tres Haut tres Puissant & tre Excellent Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi tres Chetien de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur & Maître, & tres Haut tres Excellent & tre

es Puissant Prince Frédéric Guillaume
par la grace de Dieu Roi de Prusse, ainsi
que par plusieurs autres Actes, le Sérénis-
sime Roi de Prusse ne se trouve main-
tenant dans la possession de la Principauté
de Neufchâtel & Valengin, au préjudice
des Droits du dit Seigneur Marquis
Viteaux notre Commettant, nous
avons en vertu de notre Pouvoir protesté,
protestons contre cette disposition par
devant le Vénérable Magistrat & Régence
de la Ville d'Utrecht; déclarant que
nous n'y acquiesçons en aucune manière,
mais que nous en appelons à des tems plus
favorables à la justice, afin que les Droits
du Seigneur notre Commettant n'en puissent
être réputés moins légitimes. Et
pour plus grande Notoriété de cette Pro-
testation, nous la déposons en Original,
ainsi que notre Pouvoir, dans les Archives
de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, Requête
au Vénérable Magistrat & Régence
de nous accorder Acte du dit dépôt, ain-
si que des susdites Protestations que nous
avons signées de notre main propre & scel-
lées du Cachet ordinaire de nos Armes.
Fait à Utrecht le quinzième Avril, l'An de
la grace mil sept cens treize. étoit signé
S.) Frischman de Rosenberg. Co-

Copië du Pouvoir donné par Mr. le Marquis de Viteaux,

Par devant les Conseillers du Roi Notaires au Châtelet de Paris sous-signés, fut présent Haut & Puissant Seigneur Louis Antoine du Prat, Chevalier, Marquis de Viteaux, issu en droite ligne par la branche d'Anne d'Alegre sa tris-aïeule femme d'Antoine du Prat, Baron de Thier de Thoury, Seigneur de Rhosny, Garde de la Prévôté de Paris, laquelle étoit fille unique du second mariage de Charlotte de Châlon Epouse de François d'Alegre Chevalier, Comte de Joigny, Seigneur de Precy & de Cadot, Grand Maître de Eaux & Forêts de France, laquelle Charlotte de Châlon étoit arriere-petite Fille de Jean de Châlon Prince de Neufchâtel & Valengein en Suisse, Baron d'Arlai, & de Jeanne des Baux, Princesse d'Orange Et en cette qualité le dit Seigneur Marquis de Viteaux plus habile à succéder tant aux Principautés Souveraines de Neufchâtel & Valengein & de celle d'Orange, qu'à tous les autres Biens de la Maison de Châlon-Orange attendu qu'au ten

du décès de Philibert de Châlon Prince d'Orange dernier Mâle de cette Maison décédé en mil cinq cens trente & de René de Nassau-Châlon son Neveu décédé en mil cinq cens quarante trois, l'un & l'autre sans enfans, la dite Dame Anne d'Alegre étoit la plus proche & la plus ha-
 bile du sang de Châlon à succéder à toute l'Hoirië Châlonnoise, à l'exclusion de tous autres parens collatéraux qui étoient pour lors plus éloignés des dits Seigneurs Princes décédés, le dit Seigneur Marquis de Viteaux demeurant à Paris, en son Hôtel, rue de Grenelle, paroisse S. Sulpice, constitué son Procureur Général & Spécial la personne de Messire Jean Casimir, dit Frischman de Rosenberg, Chevalier, Baron de Ransoniere, Seigneur de Chaney, Conseiller du Roi en ses Conseils, i-devant Envoïé Extraordinaire de Sa Majesté en Allemagne, auquel il donne pouvoir de pour lui & en son nom comparoir par devant qui & en tel lieu qu'il apprendra où il sera traité de la Paix prochaine entre Sa Majesté & les autres Puissances avec lesquelles Elle est à présent en guerre, & là réclamer en faveur du dit Seigneur Constituant la possession des dits

Principautés Souveraines de Neufchâtel, Valengin, Orange, & tous les autres Biens de l'Hoirië Chalonnoise dont la propriété lui appartient incontestablement exhiber sa Généalogië, produire ses Titres & Mémoires si besoin est, soutenir & défendre ses Droits, ainsi qu'il convient en matiere de Souveraineté; & ou le dit Procureur constitué ne trouveroit pas de jour, soit par des raisons d'Etat ou autres supérieures, à procurer au dit Seigneur Constituant l'effët de la justice qui lui est dûë, en ce cas led. Seigneur Constituant donne pouvoir au dit sieur Procureur constitué de faire telles Protestations que de raison pour la conservation de ses Droits, & d'en requérir Acte Priant & Requéran tous ceux qui sont requerir de vouloir bien reconnoître le d. Sieur de Frischman en la dite qualité de Procureur constitué, & d'ajouter pleine & entiere foi à ce qui sera par lui dit, représenté, soutenu, ou protesté au nom du dit Seigneur Constituant; Promettant Obligeant &c. Fait & Passé à Paris le l'Hôtel du dit Seigneur Marquis de Vaux ci-devant déclaré, l'An mil sept cent douze, le cinquième jour de Janvier, avant midi

touchant la Paix d'UTRECHT. 99

*midi. Et a signé, Du Prat de Viteaux,
de Clerzin, de Savigny. Avec le Certificat
du Prévôt des Marchands & Echevins de
la Ville de Paris. Au bas signé Bignon,
Pajot, Brillon, Garest, Pressi.*

Nous Bourguemaîtres & Conseillers
composant la Régence de la Ville d'U-
trecht, déclarons que le Sieur de Frisch-
man de Rosenberg a déposé en sa qualité
dans nos Archives le Pouvoir & la Prote-
station dont la Copië collationnée est
ci-dessus, & qu'il a devant nous réitéré
sa Protestation. De quoi nous avons bien
voulu lui accorder Acte sous le sceau de
notre Ville & la Signature de notre Sécre-
taire. Le 18 Avril 1713.

signé

(L.S.) *Harscamp.*

M E M O I R E

Concernant le Droit de Mr. le Comte de Barbançon, sur la Principauté de Neufchâtel & Valengein.

François du Prat, Chevalier, Comte de Barbançon, Colonel d'Infanterie, répète conjointement avec Louis Antoine, Chevalier, Marquis de Viteaux, la succession entière de la Maison de Châlon-Orange, & particulièrement la Principauté de Neufchâtel & Valengein, à l'exclusion de tout autre, par la raison la plus incontestable en matière de succession, scavoir, celle de la proximité de sang que nulle possession ou usurpation ne peut anéantir; Ainsi cette proximité de sang prouvée, le droit de Mr. le Comte de Barbançon sur les Etats dépendans de la succession de Châlon-Orange l'est aussi.

La succession de Châlon-Orange étant ouverte par le décès de Philibert de Châlon Prince d'Orange arrivé en 1530. & de René de Nassau Châlon son neveu décédé

né en 1543. n'ayant point laissé d'enfans ni l'un ni l'autre, Anne d'Alegre quatriemeule de Mr. le Comte de Barbançon, de laquelle il est issu par la branche aînée en droite ligne, se trouva la plus proche Héritiere du sang de Châlon. Elle étoit fille unique de Charlotte de Châlon, Epouse de François d'Alegre, Comte de Joigny : Charlotte sa Mere étoit arriere-petite fille de Jean de Châlon Prince de Neufchâtel & Valengein, Baron d'Arlai, & de Jeanne Des Baux Princesse d'Orange ; & ainsi la proximité du sang prouvée, Mr. le Comte de Barbançon à juste titre est en droit de demander à être préféré a tous autres prétendans à la succession des Biens de la Maison de Châlon, & nommément à la Principauté de Neufchâtel & Valengein, & de protester contre la possession que le Sérénissime Roi de Prusse en a prise, & dans laquelle il est maintenu par le Traité qui vient de se conclure à Utrecht.

*Acte de Protestation faite de la part de
Mr. le Comte de Barbançon.*

Nous sous-signés nous étant transportés dès le mois de Janvier de l'An mil

sept cens douze dans la Ville d'Utrecht; afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous avoit été donné par Haut & Puissant Seigneur François du Prat, Chevalier, Comte de Barbançon, le cinquième Janvier de la susdite, année & n'ayant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoutumée, par l'entremise d'aucun Médiateur à qui nous pûssions avoir recours, & auprès de qui nous pûssions faire les diligences convenables, nous n'avons pû faire rien de mieux, afin de faire valoir & conserver les Droits confiés à nos soins, que d'en informer les Principaux Ministres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit composé, & de publier dans le lieu même de son Assemblée un Ecrit contenant les raisons & moïens sur lesquels ces droits sont fondés, lequel pût en instruire dans le tems présent & dans l'avenir la société des Nations. Ce qui n'ayant point empêché que par le Traité de Paix signé l'onze Avril de la présente année entre tres Haut, tres Excellent, & tres Puissant Prince Louis XIV. par la grace Dieu Roi tres Chretien de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur & Maître, & tres Haut,

haut, tres Excellent, & tres Puissant Prince
 Frederic Guillaume par la grace de Dieu
 Roi de Prusse, ainsi que par plusieurs au-
 tres Actes, le Sérénissime Roi de Prusse
 se trouve maintenu dans la possession de
 Principauté de Neufchâtel & Valen-
 cin, au préjudice des Droits du dit Sei-
 gneur Comte de Barbançon notre Com-
 mettant, nous avons en vertu de notre Pou-
 voir Protesté, & Protestons contre cette
 disposition par devant le Vénérable Magi-
 strat & Régence de la Ville d'Utrecht,
 déclarant que nous n'y acquiesçons en au-
 cune maniere, mais que nous en apellons
 des tems plus favorables à la justice, a-
 n que les Droits du dit Seigneur notre
 commettant n'en puissent être réputés
 moins légitimes. Et pour plus grande No-
 riété de cette Protestation, nous la dé-
 posons en Original, ainsi que notre Pou-
 voir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville
 Utrecht; Requérant le Vénérable Ma-
 gistrat & Régence de nous accorder Acte
 du dit Dépôt, ainsi que des susdites Pro-
 testations que nous avons signées de notre
 main propre & scellées du Cachet de nos
 armes. Fait à Utrecht le 15. Avril, l'An
 de grace mil sept cens treize. Etoit signé
 L. S) *Frischman de Rosenberg.* Co-

Copie du Pouvoir donné par Mr. le Comte de Barbanfon.

Par devant les Conseillers du Roi Notaires au Châtelet de Paris sous-signés, fut présent Haut & Puissant Seigneur Messire François du Prat, Chevalier, Comte de Barbanfon, Colonel d'Infanterie, issu en droite ligne par la branche aînée d'Anne d'Alegre sa quatrièmè femme d'Antoine du Prat, Baron de Thiers de Thoury, Seigneur de Rosny, Garde de la Prévôté de Paris, laquelle étoit fille unique du second mariage de Charlotte de Chalon Epouse de François d'Alegre, Chevalier, Comte de Joigny, Seigneur de Precy & de Cadot, Grand Maître des Eaux & Forêts de France; laquelle Charlotte de Chalon étoit arrière-petite fille de Jean de Chalon Prince de Neufchâtel & Valengein en Suisse, Baron d'Arlay, & de Jeanne Des Baux Princesse d'Orange. Et en cette qualité le dit Seigneur Comte de Barbanfon plus habile à succéder tant aux Principautés Souveraines de Neufchâtel, Valengein & Orange, qu'à tous les autres Biens de la Maison de Chalon-Orange,

attendu qu'au tems du décès de Philibert de Châlon Prince d'Orange dernier mâle de cette Maison décédé en mil cinq cens trente & de René de Nassau Châlon son Neveu décédé en mil cinq cens quarante trois, l'un & l'autre sans enfans, la dite Dame Anne d'Alegre étoit la plus proche & la plus habile du sang de Châlon à succéder à toute l'Hoirië Châlonnoise, à l'exclusion de tous autres parens collatéraux qui étoient pour lors plus éloignés des dits Seigneurs Princes décédés, le dit Seigneur Comte de Barbançon demeurant en son Hôtel à Paris rue de séve Fauxbourg St. Germain paroisse St. Sulpice, a constitué son Procureur Général & Spécial la personne de Messire Jean Casimir, dit Frischman de Rosenberg, Chevalier, Baron de Ransoniere, Seigneur de Chantegay, Conseiller du Roi en ses Conseils, ci-devant Envoïé Extraordinaire de sa Majesté en Allemagne, auquel il donne pouvoir de pour lui & en son nom comparoir levant qui & en tel lieu qu'il appartiendra où il sera traité de la Paix prochaine entre sa Majesté & les autres Puissances avec lesquelles Elle est de présent en guerre, & là reclamer en faveur du dit Seigneur

Constituant la possession des dites Principautés Souveraines de Neufchâtel, Valengin, Orange, & autres Biens del'Hoirië Châlonnoise dont la propriété lui appartient incontestablement, exhiber sa Généalogië, produire ses Titres & Mémoires si besoin est, soutenir & défendre ses droits, ainsi que convient en matiere de Souveraineté ; & ou le dit Procureur constitué ne trouvera pas de jour, soit par des raisons d'Etat ou autres supérieures, à procurer au dit Seigneur Constituant l'effët de la justice qui lui est dûë, en ce cas-là le dit Seigneur Constituant donne pouvoir au dit Sieur Procureur constitué de faire telles protestations que de raison pour la conservation de ses droits, & d'en requérir Acte. Priant & Requéant tous ceux qui sont à requérir de vouloir bien reconnoitre le dit Sieur de Frischman en la dite qualité de Procureur constitué, & d'ajouter pleine & entiere foi à ce qui sera par lui remontré soutenu, ou protesté au nom du dit Seigneur Constituant. Promettant, Obligéant, &c. Fait & passé à Paris, en l'Hôte du dit Seigneur Comte de Barbançon ci devant déclaré, l'An mil sept cens douze le 15. Janvier avant midi ; Et a signé de

Pra

Prat de Barbançon, le Moyne, & de Savigny,
Avec le Certificat du Prévôt des Marchands
& Echevins de la Ville de Paris,

Au bas signé

Bignon, Pajot, Brillon, Gar-
rest, Pressy.

Nous Bourguemaîtres & Conseillers
composant la Régence de la Ville d'U-
echt, déclarons que le Sieur de Frisch-
an de Rosenberg a déposé en sa quali-
té dans nos Archives le Pouvoir & la Pro-
testation dont la Copie collationnée est
dessus, & qu'il a devant nous réitéré
Protestation. De quoi nous avons bien
v oulu lui accorder Acte, sous le sceau de
notre Ville & la signature de notre Secré-
taire, Le 18. d'Avril 1713.

signé

(L.S.) H A R S C A M P.

E 6 PRO.

PROTESTATION

*Du Duc de la Tremouille touchant le
Roïaume de Naples, &c.*

Charles Duc de la Tremouille, d'Anjou, de Thouars, de Chatellerault, & de Loudun, Prince de Tarente & de Talmonc, Comte de Laval, de Montfort, de Guyenne, de Jonvelles & de Taillebourg, Baron de Vitré, de Mauleon, & de Didonne, Vicomte de Rennes, de Brosse, de Bays, & de Marfillé, Marquis d'Epinay, Pair de France, Premier Gentilhomme de la Chambre du Roi &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront Salut : Comme ainsi soit que du premier mariage de Frederic d'Arragon Roi de Naples avec Anne de Savoie soit issuë Charlotte d'Arragon qui fut femme de Nicolas de Laval dit Guy seizième, Comte de Laval, & Me d'Anne de Laval dont Nous sommes descendus en ligne directe, & que du second mariage du dit Roi Frederic avec Isabel de Baux ne soient sortis aucuns Princes qui aient laissé postérité, à cause de qu

Nous les droits appartenants à ce Roi & notamment la propriété du Roïaume de Naples Nous aient été transmis comme héritier de la dite Charlotte d'Arragon, & que pour la demande & poursuite desdits droits Nous aïons résolu sous le bon plaisir du Roi notre Souverain Seigneur l'envoier à l'Assemblée qui se tient présentement pour la Paix générale. A ces causes étant pleinement informés de l'intégrité, capacité, & suffisance de François de la Faye, Gentilhomme Ordinaire au Roi notre Sire, L'avons nommé & constitué, nommons & constituons par ces présentes signées de notre main, notre Procureur Général & Spécial pour se transporter à Utrecht où se traite présentement la Paix Générale, & là suivant les instructions particulieres que Nous lui avons baillées représenter la Justice de nos Rois, & demander que Nous soions restitués en la pleine & paisible possession du dit Roïaume de Naples pris & occupé par le dit Roi Frederic par les armes du très-érénissime Roi Catholique Ferdinand sixième son plus proche parent, sans aucun prétexte légitime ni dénonciation de Guerre, & à présent possédé par la Mai-

fon d'Autriche fans autre droit que celui du plus fort. Et en cas qu'il soit fait refus de prendre connoissance de la Justice de nos droits, & de prononcer sur notre demande, Nous donnons charge & Pouvoir au dit Sieur de la Faye de faire en notre nom les protestations nécessaires pour la conservation de nos justes prétensions & de tous les droits, dignités, rangs, & prérogatives, qui en dépendent; d'en retirer des Actes en la meilleure forme que se pourra, à ce que tous les Traités de Paix, generaux ou particuliers, faits ou à faire ne puissent en aucune maniere déroger, nuire, ou préjudicier à nous ou aux nôtres, présens ou à venir, directement ou indirectement; & généralement donnons Pouvoir au dit Sieur de la Faye de faire pour raison de ce & de ce qui en dépend tout ce qu'il trouvera convenable pour en avancer le succès. Promettant avoir le tout pour agréable ferme & stable comme si nous y avions été présens en personne: En foi & témoignage de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, icelles fait contresigner par un de nos Conseillers & Secrétaires & y apposer le sceau de nos armes. Donné à Paris le premier
jour

touchant la Paix d'UTRECHT. III
pour de Janvier de l'an de grace mil sept
ens douze.

Charles de la Tremouille.
t sur le replis

Par son Altesse

De La Louisière.

Au dit Pouvoir expédié sur parchemin,
en forme de Lettres Patentes, pend avec
les las de soye rouge le sceau des armes
du dit Seigneur Commettant, empreint sur
cire rouge.

Nous sous-signés nous étant transpor-
tés dès le mois de Janvier de l'an de grace
mil sept cens douze en cette Ville d'U-
trecht, afin d'y agir en vertu & pour les
choses marquées dans le Pouvoir qui nous
avoit été donné par tres haut & tres puis-
sant Seigneur Charles Duc de la Tremou-
ille &c. & n'ayant pas trouvé que le
Congrez s'y ménageât en la forme accou-
tumée par l'entremise d'aucun Médiateur
qui nous pûssions avoir recours & au-
rés de qui nous pûssions faire les diligen-
ces convenables, Nous n'avons pû faire
rien de mieux, afin de faire valoir les
droits

droits confiés à nos soins, que d'en informer les Principaux Ministres des Partiës Belligérantes dont le Congrez étoit composé, & de publier dans le lieu même de son assemblée un Ecrit contenant les raisons & moïens sur lesquels ces droits sont fondés, lequel pût en instruire dans le tems présent & dans le tems à venir la Société des Nations; ce qui n'ayant pas empêché que par plusieurs Traités signés l'onzième Avril de la même année, & autres Actes, le Roïaume de Naples ne doive demeurer en la possession de la Maison d'Autriche, au préjudice de la Justice des droits du Seigneur notre Commettant, Nous avons en vertu de notre Pouvoir Protesté & Protestons contre cette disposition par devant le Vénérable Magistrat & Régence de la Ville d'Utrecht, déclarant que Nous n'y acquiesçons en aucune maniere, mais que Nous en appellons à des tems plus favorables à la justice, & que les droits du Seigneur notre Commettant n'en pourront pas être réputés moins légitimes. Et pour plus grande Notoriété de cette Protestation nous la déposons en Original, ainsi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, Requérant le

Vé

touchant la Paix d'UTRECHT. 113
vénérable Magistrat & Régence de Nous
corder Acte du dit dépôt, ainsi que des
dites Protestations. Fait à Utrecht le
Avril mil sept cens treize.

Et est signé

D E L A F A Y E.

Nous Bourguemaîtres & Conseillers
imposant la Régence de la Ville d'U-
cht, déclarons que le Sieur François de
Faye a déposé en sa qualité dans nos
chives le Pouvoir & la Protestation
et les Copiës collationnées sont ci-
lus, & qu'il a devant Nous réitéré sa Pro-
tation : de quoi Nous avons bien voulu
accorder Acte sous le sçeau de notre
Ville & la Signature de notre Secrétaire.
dixneuvième Avril 1713.

Et est signé

H A R S C A M P, avec
l'apposition du Grand
Sçeau d'Utrecht.

ME-

M E M O I R E ,

Concernant le Droit de Monsieur de la Tremouille au Roïaume de Naples.

Monsieur de la Tremouille étant persuadé que Messieurs les Médiateurs, les Ambassadeurs, Ministres, & Plénipotentiaires, assemblés pour la Paix Générale, ont principalement en vûe l'Intérêt Public, & tâchent de procurer le repos dans l'Europe, en faisant rendre à un chacun ce qui lui appartient, se trouve obligé d'envoier à cette Auguste Assemblée pour remonter le droit qu'il a au Roïaume de Naples, & pour les supplier de vouloir bien lui faire rendre la justice qui lui a été déniée jusqu'à présent.

On sçait les diverses révolutions qu'il y a eû dans le Roïaume de Naples, & les Guerre entre les Maisons d'Anjou & d'Ar

gon causées par les différentes
loptions que fit la Reine Jean-
, après lesquelles Alphonse
Arragon, premier du nom, en
paisible possesseur; il donna
Roïaume à Ferdinand d'Arra- 1420.
n son fils naturel; les Papes 1458.
gène IV. & Nicolas V. leur
donnerent l'investiture.

Alphonse II. succéda à Ferdi-
nd Premier son pere. 1494.

Ferdinand II. qui mourut sans
sans, avoit succédé à Alphon-
II. son pere.

Frederic d'Arragon, Fils de 1495.
rdinand Premier, & Frere d'Al- 1496.
onse II. succéda à Ferdinand II.
Neveu.

Ce Prince après avoir régné
elques années eut le malheur
e Louis XII. Roi de France, &
rdinand Roi d'Arragon, dit le
tholique, firent un Traité pour
déposséder; leurs Armées en-
rent dans ce Roïaume, ils s'en
ndirent les Maîtres, & le par-
gerent.

Ce Roi se voïant dépossédé ai-
ma-

ma mieux se fier à Louïs XII. dont la probité étoit universellement connue, qu'à Ferdinand le Catholique; il se retira en France

1504. où il mourut.

Frederic s'étoit marié deux fois

1478. La premiere, avec Anne de Savoie, Fille d'Amé IX. Duc de Savoie, & d'Yolande de France Soeur de Louis XI. De ce premier mariage il n'eût que Charlotte d'Arragon. Cette Princesse, du vivant du Roi Frederic son Pere, & pendant qu'il étoit paisible possesseur du Roiaume de

1500. Naples, fut mariée en France avec Guy XVI. Comte de Laval, un des plus grands Seigneurs de l'Europe, & d'une des plus illustres Maisons.

Le Roi Frederic épousa en secondes nêces Isabelle de Baux dont il eut trois Fils, Alphonse Cesar, & Ferdinand; & deux Filles, Isabelle, & Julie; de ces cinq Enfans, il n'y en eut que deux qui se marierent; sçavoir, Ferdinand & Julie; cette derniere avec

Ge

ouchant la Paix d'UTRECHT. 117

orges Marquis de Montferrat ; 1533.
mourut le jour que le Mariage
voit être consommé.

Ferdinand, Duc de Calabre,
s'empêcha la Ville de Tarente, con-
tre les Espagnols, qui la prirent,
après un long Siège; & nonob-
stant la Capitulation, qui portoit
que ce Prince pourroit se retirer
où bon lui sembleroit, ils le con-
fisèrent en Espagne, lui firent
épouser deux vieilles Princesses;
la première, Mencie de Men-
dès, veuve d'Henri de Nassau;
la seconde, Germaine de Foix
veuve de Ferdinand le Catholi-
que; il n'eut point d'Enfans de
ces deux Femmes, & mourut en
1559.

Alphonse, appelé l'Infant d'Ar-
ragon, vint de Naples en France, 1512.
Après avoir reçu les honneurs
à sa Naissance, il mourut 1515.
sans Enfans, ainsi que Cesar &
Belle.

De tous les Enfans de l'infor-
mé Frédéric dernier Roi de Na-
ples, il n'y a donc eu que Char-
lotte

lotte d'Arragon fille de son premier Mariage, qui ait laissé postérité; elle eut de Guy XVI. Comte de Laval, un Fils qui fut tué au combat de la Bicoque, (sans avoir été marié; & deux Filles Catherine & Anne de Laval.

Catherine fut mariée avec Claude de Rieux, qui prit le nom de Laval, & dont la Maison a été entièrement éteinte par le décès de Guy XX. Comte de Laval mort sans avoir été marié, 1605.

Anne de Laval, seconde Fille de Charlotte d'Arragon & de Guy XVI. fut mariée à François de Tremoille, Fils de Charles de Tremoille Prince de Talmor tué à la Bataille de Marignan, Petit-Fils de Louis II. de Tremoille, tué à celle de Pavie.

Il est constant que les Filles & leurs Descendans succèdent au Roïaume de Naples; c'est pourquoi Monsieur de la Tremoille a tout le droit à ce Roïaume, comme descendant en ligne directe.

touchant la Paix d'UTRECHT. 119
e Frederic d'Arragon dernier
loi de Naples ; & ce , avec d'au-
nt plus de raison, que par le Con-
ât de Mariage de Charlotte d'Ar-
gon avec Guy XVI. Comte de
aval , cette Princesse s'est réser-
e expressement pour elle , &
s descendans , tous les droits à
succession du Roi Frederic & de
s Enfans , au défaut d'hoirs mâ-
s ; c'est aussi ce qui a obligé Mes-
eurs de la Tremoille d'envoier
urs Plénipotentiaires aux Assem-
ées de Munster & de Nimegue 1648.
our remontrer leur droit , & de 1678.
ander aux Médiateurs la justice
i leur étoit dûë ; mais leur aiant
é déniée , ils ont fait faire des
otestations.

*Pour prouver ce qui est avancé
s ce Mémoire , on joindra ici la
néalogie des derniers Rois de Na-
s , & on rapportera des Extraits
quelques Historiens Italiens &
pagnols ; mais comme les principa-
Pièces sont les Contrats de Ma-
ria-*

*riage de Frederic d'Arragon dernie
Roi de Naples avec Anne de Savoie
de Guy XVI. Comte de Laval ave
Charlotte d'Arragon, & de François
de la Tremoille avec Anne de Lava
on les donnera en entier.*

*Ex Compendio delle Historie del Regno
Napoli do Pandolfo Collenuccio Jurisco
sulto in Pesaro lib. VI.*

Essendo il Re ALFONSO in perfetta po
sessione del Regno, Eugenio Pont
fice deliberò il Re conciliar se, e mand
rò messer Luigi da Padua Cardinale,
Patriarcha di Aquilegia, suo intimo am
ico à Terracina, subito amicitia, e le
col Re concluse. La summa de le co
ditioni fu questa, che'l Papa constitui A
fonso e suoi successori legittimi Re di N
poli, investendolo di questo, e Fernan
suo unico figliolo naturale, per dispe
satione à la successione del Regno hal
lito.

FERDINANDO primo di questo nom
morto Alfonso suo padre, prese la admi
nistratione del Regno per ordinatione ul

ne sua e dispensatione di Eugenio IV. confermato da Nicolao V. Pontefice. Calisto III. subito intesa la morte, il decimo poi pronunciò per Bolla, il Regno di Puglia per la morte di Alfonso essere vacato, e devoluto à la Chieza, & a Fernando commandò sotto comminatione di communica, che douesse relasciare, e non li intromettere, assolvendo tutti li Re-nicoli da la obedientia sua, e questo faceva Calisto, per quanto all'hora la fama publica vulgava, non per rispetto de la libertà Ecclesiastica, ma per investire di quel Regno un suo nipote, ouero figliuolo, che'l fusse chiamato Pier Luigi Borja, alquale il Regno di Cipro, & hora lo Imperio di Constantinopoli prometteuai. Fernando hauuta la bolla delle sua privatione futuro Concilio si appellò, ma la fortuna piu pronto rimedio li presentò a li molestie, pero che' sequeute mese Calisto vecchio già di ottanta anni, pochi giorni firmato morì. Pio II. che nel Pontificato à Calisto era successo mandò messer Latino Ursino Cardinale à Napoli, e fece coronare Fernando di quel Regno.

*Ex Jo. Mariana Historia de Rebus
Hispania, l. 22. c. 18.*

Regem Aragonium VIII. Idus Maii anno LVIII. repente morbus Neapoli invasit ad v. Kal. Julias extinctus est, Princeps sua ætate clarissimus, nulli veterum post habendus, Hispaniæ gentis lumen, decusque perpetuum. Testamentum pridè mortis nuncupavit, quo Joannem fratrem Regem Vasconum, Aragonii Regni heredem scripsit, Neapolitanum imperium quasi armis partum, Ferdinando filio nato legavit.

Ex Epitome Filini Sandei, cap. 30.

ALFONSUS, mortuo Ferdinando, eodem die, (1494.) omni curia, & principum suorum pompa comitatus, regni successionem adeptus est; mox Alexandro (V Pontifici, per Oratores suos supplicat, per executionem Bullæ, quam, cum consensu omnium Cardinalium, superioribus antefecerat Innocentius VIII. immediatus Alexandri prædecessor, in qua recensitis vestituris Eugenii, Nicolai, Pii, & Six

investitus fuit verbaliter, de Regno Apuliae & Siciliae, ALFONSUS ipse, tunc Dux Calabriae, & post eum FERDINANDUS ejus filius, tunc Princeps Capuanus, nunc Dux Calabriae: eo addito, ut, decedente Ferdinando, Alfonsus possessione Regni accepta, actualiter investiretur, & coronaretur per Romanum Pontificem, vel Cardinalem ab eo mittendum, Regiis precibus, & bulla in secreto consistorio per Pontificem saepius propositis, res opportuna discussione agitata fuit: demum sua justitia Regiae petitionis, cui secundum juris necessitatem, nec venia dari poterat nec dilatio, ex sacro Senatusconsulto declaratus est Legatus Johannes Borgia Pontificis nepos, S. Susannae Presbyter, cardinalis, montis regalis nuncupatus, missusque Neapolim, cum ingenti Praetorum, & Curialium comitiva, ad Regem investiendum & coronandum: quod factum est, tanta cum solemnitate, & caeremoniarum omnium exactissima observantia, ut nullum sacrum solemnius unquam in ea urbe celebratum fuisse creda-

Ex Mariana, lib. 26. c. 14.

Cajetam terrâ obsidere parabat Rex Ferdinandus omnibus copiis, cum id cogitantem dissenteria in villa apud Vesævum ac ex eo mors oppressit nonis Octobris Neapoli, quò se deferendum curavit; Quis flos ætatis juvit? quid gaudia & aliæ vitæ jucunditates? quid victoriæ de hostibus partæ, regnumque receptum? omni subvertit importuna mors & sæva, vix degustato primi regni fructu est raptus: miserabile & insigne exemplum humanæ felicitatis inconstantia! luxere extinctur cives verissimis lacrimis. Accurrit Castellanio ubi tunc agebat Fredericus patruus cognito regis periculo, atque ipso die quodecessit, Neapoli Rex proclamatus est quippe proximus sanguine.

Ex Mariana, l. 26. cap. 16.

Fredericus Rex à Romano Pontifice ut sibi regni ejus possessionem suo diplomate confirmaret, enixè contendebat, ut assequatur, Borgiis se multa largiturum pollicitus, ita exorato Pontifice, non mu

o post Valentinus Cardinalis missus Neapolim, jurato in Pontificis verba quasi beneficiario coronam capiti imposuit.

Ex Fr. Guichardini, Hist. Ital. l. 3.

Ferdinando mori senza Siglivoli & per li succedete don Frederico suo zio.

Si demostro egregia verso Frederico non solo la volonta del Popolo di Napoli, ma andio di Principi di Salerno e di Bisignano e del Comte di Cappacio i quali in Napoli furono i primi & lo salutarono come Re che chiamarono il nome suo.

Favori Maximiliano (Cæsare) con lettere la successione di Frederigo.

Ex Mariana, l. 28. c. 11.

Fredericus Rex anxio pectore non cessabat apud animum suum agitare rationes pristinas opes patriamque redeundi. testari reges ut memores rerum humanarum & fortunam suam moderarentur & penam miseriam ne urgerent; desertus enim ab omnibus, ac inani tantum spectatus diu, eam atræ bilis vim toto corpore suscepit venis diffusam, ut labe-

factatâ valetudine in febrim quartanam incidit. Quo pressus morbo Bleffis p[ro]legatorum discessum Turones rediit, ordinario domicilio delectam Urbem propter cæli & agri præcipuam temperiem & amœnitatem. Rei familiaris angustia premebat, propinquorum fides fluxa, inter hostes infensissimos diuturnum exilium. Fieri non posse considerabat, duo reges in unam sententiam conspirarent. Quod de sua restitutione proponebatur meum esse ludibrium ad Orbem ferendum, se distinendum ea dissimulatione. Neque in eo decipiebatur, quando ab utroque eæ conditiones proponebantur, quas alterum non probaturum minime contemnitabant. His anxium curis major excrucians dolor urebat. Filium Calabriae Lucem cui proxima regni spes destinabatur non ea esse magnitudine animi, instructis virtutibus quibus ad emergendum ex angustiis opus erat, ac se defuncto cogitabat faciliè obtemperaturum præsentis rebus statui, haud magno ad superiora conamine; in quam sententiam sub vitæ finem litteras ad filium dedit multis prudentissimis luminibus illitas præcepitque saluberrime distinctas. Debere se eum ita rebus p[ro]p[ri]is

tibus accommodare ut ad majora nite-
ur, neque præposteris voluptatibus ex-
gvi vigorem animi, frangi corpus, ne-
e terreri difficultatibus quamvis maxi-
s oportere. Se fortem & munificum,
præsens fortuna daret, cunctis exhi-
et, corpus idoneis laboribus virile ef-
eret ac militare, modestia animum fir-
ret. Ex quo intelligitur huic Princi-
non consilium non prudentiam defuisse.
tuna aut vis major virtuti obstitit, con-
quam non est satis cauta mortalitas.
ec ejus se conatibus perpetuo adversam
ibuit. Atque ita ut nocte quadam æ-
ubi habitabat improvise igne conce-
lateque fuso incendio conflagrarint,
ut cum uxore & filiis nudus evaserit.
casu recrudescente auctoque vehemen-
morbo in ea Urbe decessit ad quintum
Novembris, morte quam vita feli-
, nihil delato regno assecutus nisi labo-
curaque graves. Duas uxores habuit.
priori Carlottam filiam reliquit eo jam
pore in Gallia nuptam. Ex postero-
ios quinque, Isabellam, Juliam, Al-
osum, Cæsarem, & qui cæteros ætate
stabat Ferdinandum Calabriae Ducem.

Ex Jo. Mariana Hist. lib. 27. cap. 9.

Filium Ferdinandum (Rex Fridericus) Tarentum ablegavit, urbem in extremâ Apulia, atque Italiâ ad mare sitam, firmam imprimis & validam.

Ex eod. Mar. lib. 27. cap. 12.

Affidebat Tarento Gonsalvus cum copiis, in magna spe Ferdinandi Ducis Calabriæ, qui intra eam urbem erat, ad pacis conditiones perducendi. Ita, quo die Hispanorum castra sunt posita, de foedere continuò agi cœpit. Rebus desperatis, conveniunt de conditionibus, eâ lege, Duci Calabriæ discedendi quo vellet libera esset, Regiæ cultum & familiam secum efferendi potestas. Urbs Tarentum dedita Gonsalvo est, deditæ arces, Dux Calabriæ, concessâ eundi quò vellet facultate Barim urbem migravit. Gonsalvus cupiebat apprimè, facili & minima mala juvenem indole, cum Rege suo conciliare, ne in Galliam patris exemplo profecto, in posterum aliquid turbarum existeret eâ causâ. Haud ignarus sæpe ex
par

parva scintilla magnum excitari incendium, nihil in bello negligendum. Agebatur de cedere, triginta aureorum millia annua, quâ in Regno Neapolitano, quâ in Hispania oblata sunt, ditione data, unde ea summa proveniret; ejecto haud contemnenda conditio. Eum promerendi cura, Regis Catholici nomine, denuò conjugium offerebatur, cum Joanna Neapolitana vidua, ex Regis Catholici sorore nata, aut cum filia ejus Catharina Arturi Vallæ Principis item viduâ: conditiones honestissimæ, voto speque majores, quandoque perditis dabatur, quod integris viveret, an ludus erat? Juvenem vanis promissis lætabant. Duci persuasum effectumque prorsus ut Tarentum rediret. Inde in Hispaniam mitti consultum fore sum est; ad id delecta triremis, ac Joannes Concilius qui præesset, missus cum mandatis, daret operam, ne qua arte is princeps evaderet, quam celerrimè navigationem conficeret. Coràm facilius de totâ & conventionis conditionibus contenturos disputabant, accommodatis blandimentis rati juvenis animum victum in se, atque officio erga Catholicos Reges propinquos fore constantem. Id velamen

obtendebatur, ea species pollicitis, haud satis sincera fide servatis. Illicem appulsus Dux Calabriae, inde Madritum abiit, ubi Reges erant, captivo quamvis honores habiti non secus, ac Regis filio, excipiendoque in Urbem Principalis apparatus decretus, exilii molestiam ablati Regni dolorem iis blandimentis mitigare æquum erat.

Ex Fr. Guicciardini Hist. lib. 5.

Il Conte di Potenza sotto la cui custodia era stato dal padre il picciolo Duca di Calabria & fra Leonardo Napoletano Cavalier di Rhodi Gouvernator di Tarento non vendendo speranza di potere piu difendersi, conveneno di dargli (al Gonsalvo) la cita di Tarento, riceveruto da lui juramento solemnamente, su l'hostia consecrata, di lasciare libero, il quale haveva ordine dal Padre, di andarsene, quando piu non si potesse resistere alla fortuna, ritrovarlo in Francia. Ma ne il timor di Dio, il respecto de l'estimatione de gl'hucmini, potesse piu che lo interesse dell' stato. Perche Gonsalvo giudicando che in molti tempi potrebbe importare assai

non essere in potestà del Re di Spagna, la
ua persona, esprezzato il giuramento,
non gli dette faculta di partirsi; me coma
prima potette, lo mando bene accompagna-
o in Spagna, doue dal Re raccolto be-
gnamente, fu tenuto appresso lui; di-
noltrationi estrinseche, con honori quasi
Regii.

*Ex Nobiliario Genealogico de Los Reyes y
titulos de Spagna, lib. 10. p. 325.*

DONA MENCIA de Mendoca, Mar-
quesa de Cenete, Contessa de Cid., caso
os vezes, la primera con Enrigue de Nas-
o, & Camerario major del Emperador
arlos, sin hijos. La secunda veses, con
n FERNANDO de Aragon Ducque de
alabria, Principe di Napoles, que fue
o de Dom Eredrique segundo desse
mbre Rey de Napolos, sin succession.

*trait de l'Histoire de la Maison de France,
des Sieurs de Sainte-Marthe, l. 28.*

cap. 1. pag. 173.

Germaine de Foix Reine d'Arragon, se-
nde femme du Roy Ferdinand II. épouse

en secondes nopces Ferdinand d'Arrago
Duc de Calabre, Fils de Frederic Roy de
Naples, & n'eut enfans de l'un ny de
l'autre.

Ex Mariana Historia Hisp. lib. 30. cap. 6.

Anno 1512. Alfonsus Aragonum, Fr
derici Regis secundum filium, expeter
magnoperè Gallo Regi, mater permisi
quamvis duodecim non amplius annos n
tum.

*Extrait de l'Ordre observé à l'Entrée du R
François I. à Paris, l'an 1515. rapporté
au Ceremonial de France, page 159.*

Après & derriere le Roy, marchere
les Princes du sang, en tel ordre. Mo
seigneur d'Alençon, au costé dextre de
Monseigneur de Bourbon Connestable
France, & à senestre Monseigneur
Vendosme, eux trois de rang. Ap
marcherent plusieurs autres Princes
grands Seigneurs, par rangs, comme
Monseigneur l'Infant d'Arragon, fils de
feu Roy de Naples, Monseigneur le Duc
de Lorraine, Monseigneur le Duc d'A
b.

banie, François Monseigneur de Bourbon,
frere de mondit Seigneur le Connestable,
Monseigneur le Comte de Saint Paul, frere
de Monseigneur de Vendosme, & Mon-
seigneur le Prince de la Roche-Sur-Yon
oncle desdits Seigneurs de Vendosme & de
Saint Paul, Monseigneur le Comte de
Nevers, Monseigneur le Comte de Laval,
& autres, &c.

*Friderici Principi Tarentini, Filii se-
cundo-geniti Ferdinandi Regis Sici-
liæ, Hierusalem, & Hungariæ, Et
Annæ Sabaudicæ Filicæ Amedæi IX.
Ducis Sabaudicæ, & Yolandæ Fran-
ciæ, Ludovici XI. Francorum Regis
neptis ex sorore, Tabulæ Matri-
moniales. A. D. 1478. Septemb.
I. scriptæ.*

In Dei nomine, amen. Pateat universis
quod inter Christianissimum & Excel-
lentissimum Principem & Dominum Lu-
ovicum Dei gratia Francorum Regem
& unâ parte; & Serenissimum ac Illustris-
simum Principem & Dominum Ferdinan-
F 7 dum

dum Dei gratiâ Regem Siciliæ Hierusalem & Hungariæ, seu Magistrum Antonium de Alexandrô utriusque juris Doctorem, Thomæ Tacqui, & Lancelotum Macedonum, Milites, Oratores & Procuratores ipsius Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ (prout de eorum mandato & procuratione constat per litteras patentes ipsius Serenissimi Domini Regis Siciliæ, ejus manu subscriptas & sigillo pendentis sigillatas, quarum tenor cum verbo ad verbum inferiùs in fine præsentis instrumenti inferetur, agentes & instructuents Procuratores ipsos ad subscripta omnia & eorum singula) procuratorio nomine & pro parte ipsius Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ ex parte alterâ, inscripta capitula Matrimonialia, conventiones, & pacta fuerunt inita, firmata & jurata ac vallata solemnibus stipulationibus per utramque partem hinc inde interpositis, & a singula capitula repetitis, super Matrimonio (concedente Domino) feliciter contrahendo, inter Illustrissimum Dominum D. Fredericum ejusdem Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ filium secundogenitum, & illustrissimam Madam Isellam Annam de Sabaudiâ, dicti Christianissimi Domini Ludovici Regis Fran-

ancorum neptem ex sorore, ac filiam
Illustrissimi quondam Domini Amedæi
Ducis Sabaudiaë, & Illustrissimæ Domi-
ne Yolandæ Ducissæ Sabaudiaë ejusdem
Christianissimi Domini Regis Francorum
sororis. Videlicet imprimis præfatus Do-
minus Christianissimus Ludovicus Fran-
corum Rex promisit supradictis Antonio
Alexandro, Thomasio Tacqui, & Lan-
loto Macedono, Oratoribus & Procura-
ribus, recipientibus & stipulantibus pro-
ratorio nomine & pro parte jam dicti
Christianissimi Domini Ferdinandi Regis Si-
ciliaë, seipsum Christianissimum Dominum
Ludovicum Francorum Regem curatu-
m & facturum modis omnibus, & cum
effectu, quod prænominata Illustrissima
Præfata Anna de Sabaudia sua neptis,
videlicet filia Illustrissimæ Dominaë Ducis-
sæ ipsius Christianissimi Domini Regis so-
roris, ad omnem requisitionem dicti Se-
nissimi Domini Ferdinandi Regis Sici-
liaë, seu Præfati Illustrissimi Domini Dom-
inici, eundem Illustrissimum Domi-
num Dom Fredericum in suum verum &
legitimum virum, & maritum accipiet,
cum ipso Illustrissimo Domino Dom-
inico præsentem, vel per medium sui
le-

legitimi Procuratoris, ipsa Illustrissim
Damisella Anna solemniter, & legit
mè matrimonium contrahet per ver
ba apta & congrua, mutuum consensu
exprimentia de præfenti, & successiv
matrimonium prædictum ipsa Illustrissim
Damisella Anna cum eodem Illustrissim
Dom Friderico per carnis copulam cor
summabit secundum usum & consuetud
nem sanctæ Romanæ Ecclesiæ in talibu
observatum. Et è converso præfati An
tonius de Alexandro, Thomasius Tacqui
& Lancelotus Macedonus, Procuratore
videlicet dicti Serenissimi Domini Ferd
nandi Regis Siciliæ, procuratorio nom
ne, & pro parte ipsius Serenissimi Reg
Siciliæ eorum Principalis, promiserun
dicto Christianissimo Domino Ludovic
Regi Francorum recipienti & stipulant
seiplos Antonium, Thomasium & Lancel
otum procuratoriò nomine quò suprà
& præfatum Serenissimum Dominum Fe
dinandum Regem Siciliæ eorum Princ
ipalem, curaturos & facturos modis on
nibus, & cum effectu, quod præfatus I
lustrissimus Dominus Dom Fridericus
jusdem Serenissimi Domini Ferdinan
Regis Siciliæ filius secundò genitus, a
on

anem requisitionem dicti Christianissimi
Domini Ludovici Regis Francorum,
ndem Illustrissimam Damisellam An-
m de Sabaudiâ in suam veram & legi-
nam uxorem accipiet, ac cum ipsâ Il-
trissimâ Damisella Annâ de Sabaudiâ i-
m Illustrissimus Dom Fridericus solem-
ter legitimum Matrimonium contrahet
r verba apta & congrua mutuum con-
sum exprimentia de præsenti, & suc-
sivè Matrimonium prædictum ipse Il-
trissimus Dom Fridericus cum eadem
ustrissima Damisella Anna per carnem
nsummabit secundum usum & consuetu-
nem sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ in
ibus observatum. Item præfatus Chri-
anissimus Dominus Ludovicus Rex
ancorum dictis Antonio, Thomasio, &
anceloto recipientibus & stipulantibus
ocuratorio nomine quo suprâ, promisit
re & assignare dicto Illustrissimo Dom
derico, in dotem, & pro dote Dami-
æ Illustrissimæ Annæ, contemplatio-
dicti Matrimonii, unum statum con-
entem in Vassallis, terris, castris, &
is in iis Regnis ipsius Christianissimi
gis Francorum, cum titulo Comita-
i, qui sit valoris & redditus anno quo-
libet

libet duodecim mille francorum monetæ hujus Regni Franciæ, cum pacto solemni stipulatione vallato, quod cum primum inter ipsum Christianissimum Dominum Ludovicum Francorum Regem ex unâ parte, & Serenissimos Dominos Reges Aragonum & Castellæ, firmari contingat concordiam, per quam Comitatus Rossilionis & Ceritanix sint apud ipsum Christianissimum Dominum Regem Francorum remansuri, ipse Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum teneatur, & ita promisit dictis Procuratoribus stipulantibus quô supra nomine, dare & assignare dicto Illustrissimo Domino Dom Friderico præfatos Comitatus Rossilionis & Ceritanix, cum omnibus juribus, rationibus, & pertinentiis eorum; tenendos quidem Comitatus ipsos, in dotem, & pro dote dictæ Illustrissimæ Domine Annæ uxoris suæ, & eo casu præfatus Illustrissimus Dominus Dom Fridericus teneatur & debeat restituere ipsi Christianissimo Francorum Regi prædictum statum, quem de præsentî recepit: intelligendo semper in quemcunque supradictorum casuum, quod dictus Illustrissimus Dom Fridericus teneatur & debeat præstare & facere hom-

hommagium ipsi Christianissimo Domino
Francorum Regi & suis successoribus, pro
dictis statibus, secundum usum & consue-
tudinem dicti Regni Franciæ, & secun-
dum quod alii Nobiles tenentes in parti-
bus Regni Franciæ consueverunt & te-
nentur facere; & similiter gaudeat privi-
legio aliorum Parium dicti Franciæ Re-
gni; juxta qualitatem status quem ipse
Illustrissimus Dominus Fridericus recipiet,
prout præstant & faciunt alii tenentes
Comitatus in Regnis ipsius Christianissi-
mi Domini Regis Francorum; Et si pla-
uerit præfato Illustrissimo Dom Fride-
rico ante concordiam supra dicto modo
dictis Serenissimis Dominis Regibus
Fragonum vel Castellæ firmatam, dictos
Comitatus Rossilionis & Ceritaniæ acci-
pere, & præstare & facere pro illis hom-
magium eidem Christianissimo Domino
Francorum Regi modo quo supra dictum
est; eo casu dictus Christianissimus Do-
minus Ludovicus Francorum Rex con-
sentus extitit, & ita promisit dictis Pro-
curatoribus nomine quo suprâ stipulanti-
bus, dare & assignare eidem Illustrissimo
Dom Friderico dictos Comitatus Ros-
silionis & Ceritaniæ, & recuperare statum
qui

qui de præfenti eidem Illustrissimo Dom Friderico assignabitur, intelligendo semper quod idem Illustrissimus Dom Fridericus in recuperatione dictorum Comitatum Rossilionis & Ceritanæ, debeat præstare & facere pro illis hommagem ipsi Christianissimo Domino Regi Francorum, & successoribus, ut supra dictum est. Item, præfatus Christianissimus Dominus Ludovicus Francorum Rex promittit jam dictis Procuratoribus recipientibus & stipulantibus quo suprà nomine, quod si contingat fieri aut firmari concordiam inter ipsum Christianissimum Dominum Regem & Reges Aragonum aut Castellæ per quam concordiam dicti Comitatus remaneant loco pignoris apud ipsum Christianissimum Dominum Regem pro aliquo pecuniarum quantitate, quâ solutâ veniant iidem dictis Regibus Aragonum & Castellæ restituendi; Tunc in eo casu (si placuerit eidem Domino Dom Friderico quod illæ quantitates pecuniarum in quibus erit declaratus creditor, ut idem Christianissimus Rex Francorum, convertatur in dotem & pro dote Illustrissimæ Damiellæ Annæ) ipse Christianissimus Rex Francorum assignabit jam dicto Illustrissimo

mo Dom Friderico Comitatus Rossilionis & Ceritanie tenendos in pignus, & eo pignoris, usque ad recuperationem & satisfactionem dictarum pecuniarum. Quos eadem Comitatus Rossillionis & Ceritanie, dictus Illustrissimus Dom Fridericus debeat tenere illis modo & forma, quibus secundum formam dictae concordiae) per ipsum Christianissimum Dominum Regem Francorum tenendi essent, & eo casu dictus Illustrissimus Dom Fridericus restituere debeat eidem Christianissimo Domino Regi Francorum, illum statum quem praesenti recipiet; & teneatur praestare hominagium Domino Regi Francorum, & fidelitatem pro Comitatibus ipsis tenendis usque ad solutionem debiti, soluto debito sit liber à juramento; & pecuniae exigendae ab ipsis Aragonum & Castellae Regibus, debeant conservari ad ordinem homini Regis Francorum, pro emendis terris & statu, pro dote ipsius Illustrissimae Camisellae Annae; pro quo statu emendo se Illustrissimus Dom Fridericus faciet hominagium dicto Domino Regi in plena forma ut supra dictum est: Item praefatus Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum, promisit dictis Antonio, Thoma-

ma-

masio, & Lanceloto procuratoribus recipientibus & stipulantibus, dictam dotem (modo quo suprà consistentem) tradere & assignare prædicto Illustrissimo Dom Friderico infra scripto pacto & conditione; videlicet quod si casu contingat dictum Matrimonium dissolvi per obitum dictæ Illustrissimæ Damisellæ Annæ, superstitute dicto Illustrissimo Dom Friderico; tali casu, existentibus filiis ex dicto Matrimonio, ipse Illustrissimus Dom Fridericus durante vitâ suâ remaneat Dominus dictæ dotis seu dicti statûs, qui pro dote ipsâ assignabitur, & post mortem suam deveniat ad filios seu filias dicti Matrimonii. Si vero ex dicto Matrimonio non remanserint filii, tum ipse Illustrissimus Dom Fridericus remaneat integraliter Dominus dictæ dotis & dicti statûs & accipiendo deinde aliam uxorem & procreando filios, dictus status remaneat apud ipsum Illustrissimum Dom Fridericum & ejus filios ex secundo Matrimonio procreandos; & in casu quo ipse Dom Fridericus moriatur sinè filiis, dictus status revertatur ad coronam Regni Franciæ. Et è converso præfatus Antonius, Thomasius, & Lancelotus Oratores & procu

tores quo suprà nomine, promiserunt
dem Christianissimo Domino Regi Fran-
corum recipienti & stipulanti, constitue-
re, quod præfatus Illustrissimus Dom Fridericus
constituit præfatæ Madamisellæ
annæ uxori suæ dotarium condecens ha-
to respectu ad quantitatem dotis quam
cipiet; quod dotarium constitui debeat
eundem usum Baronum, Comitum &
agnatum Regni Franciæ, & debeat do-
rium ipsi assicurari super bonis & statu-
suis Illustrissimi Dom Friderici, emen-
s ex illis ducentum mille ducatis, quos
ctus Serenissimus Dominus Ferdinandus
ex Siciliæ donare intendit ipsi Illustris-
simo Dom Friderico filio suo: & ad ma-
rem cautelam dictus Serenissimus Domi-
s Rex Siciliæ, pater ipsius Illustrissimi
om Friderici, obligat se ad dictum do-
rium, & suos hæredes, & successores.
em, præfati Antonius, Thomasius, &
ancelotus, oratores & procuratores, quô
prà nomine, jam dicto Christianissimo
omino Regi Francorum recipienti &
pulanti, promiserunt quod ipse Serenif-
nus Dominus Ferdinandus Rex Siciliæ
nabit & donationis titulô irrevocabili-
inter vivos dabit, & solvet dicto Illu-
stris-

strissimo Dom Friderico filio suo, ducentos ducentum mille seu illorum valores in iis terminis, videlicet in continenti adventu ipsius Illustrissimi Dom Friderici ad ipsum Christianissimum Regem, ducatos triginta mille; & deinde in anno quolibet ducatos triginta mille usque ad integram satisfactionem dictorum ducatorum ducentum mille, qui ducentum mille ducati converti debeant ad emptionem terrarum, & statim pro proprio patrimonio ipsius Illustrissimi Dom Friderici. Quæ quantitates pecuniarum deponi debeant & conservari quolibet anno, & curæ in locum, in hoc Regno Franciæ, converti possint in emptionem prædictam. Et quoniam dictus Christianissimus Rex Francorum prætendit dictos ducentum mille ducatos debere esse aureos, dicti oratores dicunt præfatum Serenissimum Dominum Regem Siciliæ intellexisse ducatis currentibus in dicto Regno Siciliæ, scilicet ad rationem Carnilorum litterarum decem pro quolibet ducato, valent unum scutum auri monete Regni Franciæ; Conventum & accordatum inter partes prædictas, quod de valore prædictorum ducatorum ducentum m

ri debeat voluntati & declarationi ipsius
renissimi Regis Siciliae, & demum pro
jori firmitate & securitate dicti Matri-
onii contrahendi quaelibet partium præ-
tarum, una scilicet alteri, & altera al-
i, videlicet, præfatus Christianissimus
ominus Ludovicus Rex Francorum di-
Domino Ferdinando Regi Siciliae,
præfatis Antonio, Thomasio, & Lan-
oto, procuratoribus quô suprà nomine,
præfati procuratores ipsi Christianis-
o Domino Domino Ludovico Regi
ncorum confessi fuerunt ad invicem,
in veritatis testimonio recognoverunt,
episse & manualiter habuisse quaelibet
rum partium ab altera pro arrhis di-
Matrimonii contrahendi ducatos auri
tum mille, tenendos, ut prædicitur,
quamlibet ipsarum partium arrharum
nine & pro arrhis dicti Matrimonii,
stituendos quadruplato per illam ip-
m partium per quam steterit quin di-
n Matrimonium contrahatur & ad ef-
um deducatur, & ita partes ipsæ ad
cem sibi ipsis quô suprà nomine legi-
stipulantibus promiserunt. Quæ
lem suprà inserta capitula & ipsorum
dlibet ac omnia & singula contenta in
m. IV. G eis,

eis, prænominatæ partes, & quælibet
farum sibi ipsi invicem, una videlicet
teri & altera alteri, quibus suprà non
nibus recipienti & stipulanti, & nobis
fra scriptis Notariis, tanquàm personis p
blicis, ab ipsis partibus, & earum quæ
bet, pro omnibus quorum interest aut
rereffe poterit quomodolibet in futurum
prædicta & infra scripta omnia solemniter
& legitimè stipulantibus, sponderunt
& promiserunt prout ad quamlibet ip
rum partium spectat & pertinet, or
futurô tempore attendere, observare
adimplere, & in nullô contrà facere,
cere, opponere, vel venire directè
indirectè aut per interpositam persona
ad poenam & sub poenâ ducatorum qu
gentorum millia per partem contrà faci
tem, aut modô quocumque prædicta
eorum aliquod non implentem, alteri
ti indiminutè & integrè persolvenda
quam poenam partes prædictæ sibi i
quô suprà nomine, & nos prædicti
infra scripti Notarii, tanquàm publ
personæ, pro omnibus quorum interest
interesse poterit in futurum, fuimus
gitimè stipulati: Quæ poena toties co
mittatur petatur & exigatur cum effe

quoties fuerit contraventum; ipsaque exacta, vel non exacta; soluta vel non soluta; aut gratosè remissa, nihilominus prædicta capitula, & præsens instrumentum indè reassumptum, cum omnibus & singulis contentis in eis, in suò semper robore & efficacia perseverent. Ratò semper manente pacto, & cum integra refectione omnium & singulorum damnorum, interesse, & impensarum quæ per adversam partem prædicta observantem & in actis ipsis persistentem fierent propterea quoquo modo, in judicio sive extrà; de quibus quidem damnis, expensis, & interesse, credi debeat, & stari (& ita partes ipsæ ad invicem promiserunt) simpliciter verbo cum juramento, ipsius partis munum passæ: nulla alia probatione quævis, ita quòd reclamari non possit, aut adduci ad arbitrium boni viri. Quamquidem poenam, unà cum damnis, interesse, & expensis, ita ut prædicitur, taxant, præfatæ partes ad invicem promiserunt (in casu contraventionis) solvere Parisiis, Romæ, Neapoli, Avenione, Mediolani, Venetiis, & ubique locorum; & pro observandis prædictis omnibus & eorum singulis, præfatæ partes & earum

quælibet, sibi ad invicem, & nobis Notariis (tamquam personis publicis pro omnibus quorum interest aut interesse poterit in futurum stipulantibus) obligaverunt & hypothecaverunt bona omnia ipsarum partium, & cujuslibet earum, mobilia & immobilia, status & dominia, Regna, provincias, civitates, terras, castra & loca, jura & actiones, debita & nomina debitorum, & alia quæcumque cujusvis vocabuli appellatione distincta, & etiam illa quæ sine speciali pacto obligari non possunt, & in generali non veniunt hypothecâ; Quodque in casu contraventionis prædictorum, aut alicujus ex eis, licet sit parti alteri observanti, & à prædicto non discedenti, autoritate propriâ, alique alicujus judicis, seu superioris licentiâ, capere, & apprehendere tot & tanta bonis alterius partis contrâ facientis, sic supra dicitur, hypothecatis, quod sit de omnibus supradictis, & de dictâ pena, damnis, & interesse, ac restitutione dictarum arrharum (ut supra factum dicitur) quadruplatarum integraliter & plenariè satisfactum; Quæ bona sic (ut prædictum est) capta, liceat capienti absque decreto judicis, aut superioris licentiâ, & absque:

lemnitate quacumque à jure requisitâ ,
um præsentis instrumenti vigore (prout
si melius placuerit) vendere , vel aliter
enare , aut in solutum sibi retinere ;
uoniam sic inter partes ipsas actum ex-
it , & expresse conventum ; lege , con-
tutione , ritu , vel consuetudine aliquâ
nobstante : Quæ quidem bona sic (ut
ædicitur) hypothecata , quælibet ipsa-
n partium , ex nunc pro tunc , consti-
t (in casu contraventionis) se procu-
orio nomine alterius partis possidere
od precarium liceat parti alteri (quan-
cumque sibi placuerit) revocare , &
na ipsa corporaliter apprehendere modo
edicto. Et renunciaverunt partes ipsæ
er omnibus & singulis prænarratis &
omissis , exceptioni doli provenientis ex
posito , vel re ipsa , ratione cujusvis
ormis aut enormissimæ læsionis , vel
ceptioni metûs , simulationis , & rei
non gestæ ut prædictum est ; pecu-
; non numeratæ , vel non solutæ ; ex-
ptioni in factum , condictioni indebiti
sinè causâ ; legi dicenti poenam in con-
ctibus non posse apponi , nec appositam
gi ultrâ certum modum ; legi dicen-
robationis modum non esse angustan-
dum

dum, vel bona hypothecata & capta non posse propria auctoritate, & absque decreto judicis alienari; privilegio fori scripto & non scripto; beneficio restitutionis in integrum; & generaliter omnibus exceptionibus, juribus, privilegiis beneficiis etiam in corpore juris clausis, quibus adversus prædicta, vel aliquod prædictorum, possent mod aliquo se tueri, Certioratæ parti ipsæ (ut diximus) de beneficiis ipsi & affectibus eorundem. Et pro major certitudine & firmitate omnium prædictorum, præfatæ ambæ partes, videlicet dictus Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum proprio nomine, dicti Antonius, Thomasius, & Lanceltus (procuratorio nomine quo supra) animam dicti Serenissimi Regis Siciliae eorum principalis, ad sancta Dei quatuor Evangelia eorum manibus corporali tacta, juraverunt prædicta omnia & singula (prout suprâ narrata & scripta sunt) vera esse, ipsaque & eorum quodlibet tendere, observare, & realiter adimplere; & in nullo contrâ facere, dicere, componere vel venire, directè vel indirectè nec etiam à præsentis juramento absoluti

n petere, sub quocumque colore, li-
o, & illicito, qui dici posset, aut quo-
olibet excogitari. Tenor vero suprâ
minati Mandati, & Procurationis præ-
torum talis est. Ferdinandus Dei gra-
Rex Siciliae, Hierusalem, Hunga-
: Cùm inter Serenissimum & Christia-
simum Principem & Dominum Ludo-
um Regem Francorum ex unâ, & Nos
te ex alterâ, tractatus habitus fuerit,
er Matrimonio (dante Dominô) le-
mè contrahendô inter Illustrissimum
carissimum filium nostrum Dom Fri-
icum de Aragoniâ ex unâ, & Illustris-
am Damisellam Annam de Sabaudiâ
dem Serenissimi Regis Francorum ex
us sorore Neptem ex altera; Nos in-
dentes plurimis justis nobis suadentibus
sis, præsertim ut hinc indè amor &
evolentia atque unio (uti inter Catho-
s Reges decet) expressius cunctis cõ-
junctionis vinculô declaretur clarius-
pateat, confirmetur & augeatur; quod
usmodi tractatus quantocius fieri possit
itum fortiatum effectum: Vos magni-
os viros Antonium de Alexandrô utri-
ue juris doctorem, Thomasium Ta-
, & Lancelotum Macedonum milites,

consiliarios & oratores nostros dilectos, & quemlibet vestrum in solidum; de vestris, virtute, doctrinâ, probitate, animi integritate, prudentiâ, atque fide, ab expertô, plenè, ac plurimum confidentes, absentes quidem tanquàm præsentes, tenore præsentium, de certâ nostri scientiâ, nostros oratores, procuratores actores, factores, negotiorum gestores, & nuncios, speciales ac indubitatos, & (pro melius dici potest ac de jure censi & nuncupari) cum omni quâ convenit & expedit plenitudine potestatis facimus creamus, constituimus & fiducialiter ordinamus, ad tractandum, prosequendum concludendum, & perficiendum tractatum hujusmodi, ut debitum proindè sortiatur effectum dictum Matrimonium propterea contrahendum atque firmandum inter præfatum filium nostrum & præfatam neptem præfati Serenissimi Domini Regis Francorum, cum pactis, conventionibus, capitulis, & obligationibus, quibus melius nostro nomine, & pro parte cum eodem Rege, seu aliis desuper fortè ordinandis & deputandis, conveniri poteritis, seu conveniendum vobis videbitur; & signanter, quod convenire, pasci

isci, & promittere nostrô nomine & pro
arte possitis, & valeatis; quod nos cu-
abimus & faciemus cum effectu, quod
præfatus noster filius per se, vel ejus le-
gitimum procuratorem seu nuntium, ma-
rimonium solemniter & legitimè contra-
et cum præfatâ nepte dicti Serenissimi
legis Francorum; prout, & quemadmo-
um per vos cum eodem Serenissimô Do-
minô Rege Francorum proindè actum,
onventum, atque firmatum proindè fue-
t; & similiter convenire, pacisci, &
omissionem recipere possitis & valeatis
um eodem Serenissimô Rege Franco-
um, & ab ipsô Rege pro nobis & nostrô
omine & pro parte, quod ipse curet, &
ciat cum effectu cum ipsâ ejus nepte,
od ipsa Matrimonium solemniter & le-
timè per verba de præsentî contrahet,
que firmabit, cum eodem filiô nostrô,
er se seu ipsius filii nostri legitimum pro-
ratorum ad hoc specialiter constitutum
a constituendum, prout & quemadmo-
um per vos cum eodem Serenissimô Do-
minô Rege Francorum actum, conven-
um atque firmatum fuerit; & possitis e-
am & valeatis cum eodem Serenissimô
Dominô Rege Francorum, seu aliis for-

tè ut præmittitur desuper ordinandis & & deputandis, convenire, pacisci & concordare de dotibus providè, (contemplatione dicti Matrimonii) constituendis promittendis, dandis, tradendis, seu assignandis præfato filio, seu nobis pro eò in bonis, rebus, quantitatibus, & aliis de quibus cum eodem Rege, vel alio cum quibus vobis conveniendum & concordandum videbitur, & promissiones obligationes, de quibus vobis videbitur proinde pro nobis & pro parte filii nostri recipiendum; nec non nostrò nomine, pro parte præfatæ Neptis, constitui possitis & valeatis (contemplatione dicti Matrimonii, & dotium de quibus, præmittitur, conveneritis, & provide promittendis, dandis, tradendis & assignandis præfato filio, seu nobis pro eò) constitutionem propter nuptias & alias de quibus vobis videbitur, in bonis, rebus, quantitatibus, de quibus cum eodem serenissimò Domino Rege Francorum, & aliis per eum specialiter fortè ordinandis & desuper deputandis, melius convenire poteritis, seu conveniendum vobis videbitur; possitisque atque valeatis (nostro nomine, & pro parte) quolibet alias co-

entiones & pacta, atque capitula inire,
cere, & firmare, de & super dictô Ma-
imoniô proindè contrahendo, dictisque
otibus, aut earum promissionibus reci-
endis, & donationes propter nuptias
(ut prædicitur) constituendas, ac promif-
ones quaslibet, vobis propterea visas
cere, & obligationes firmare; & simi-
er ab ipsô Serenissimô Dominô Rege
rancorum, & aliis, de quibus vobis vide-
tur, nostrô nomine & pro parte, recipe-
re, prout vobis meliùs expedire videbi-
r. Et cùm hætenùs inter præfatum Se-
renissimum Regem Francorum ex unâ,
Serenissimos Dominos Aragonum Re-
m patrem, ac Regem & Reginam
astellæ, &c. Conjuges, fratrem &
torem nostros colendissimos, parte ex
erâ, exortæ fuerint nonnullæ differen-
e, contentiones, discordiæ, offensiones,
stilitates, & guerræ, & alia quibus non-
m finis extitit impositus; & cupiamus
ximè, summoque desiderio desideremus,
jusmodi guerras, dissentiones, & scan-
la tollere, extinguere, & sedare, ac partes
las reconciliare, ad pacem & unionem
ducere pro bonô ipsarum partium, &
tius Christianæ Religionis; speremus-

que propterea partes easdem nostris persuasionibus atque intercessionibus ad pacem perventuras, aut saltem differentias hujusmodi in manibus nostris reposituras ut easdem primo compromisso componeremus, & ad antiquam & veterem amicitiam, benevolentiam, & unionem, reduceremus, & partes ipsas reconciliaremus. Idcirco vos præfatos, Antonium de Alexandrô, Thomassium Taqui, & Lancelum Macedonum, & quemlibet vestrum in solidum, absentes tanquam præsentem Oratores, procuratores, actores, factores, negotiorum gestores, & nuncios speciales nostros, ac quocumque aliò nomine nostrô, & formâ (quibus melius dici potest & de jure censeri) tenore presentium de certâ nostrâ scientiâ constituimus, creamus, facimus, & fiducialiter ordinamus, cum omni quâ convenit expedit plenitudine potestatis; ad tractandum, pratticandum, firmandum, concludendum & perficiendum hujusmodi pacem, concordiam, amicitiam, & benevolentiam inter præfatos Serenissimos Reges; & insuper ut facilius præmissum (prout cupimus & optamus) certius subsequatur, ad recipiendum, & acceptandi

omne onus compromissi in nos nostram
que personam per ipsas partes faciendi, &
quod per ipsas fieri & promitti contigerit
ndè, & super præfatis guerris, differen-
tiis, controversiis inter partes prædictas
actenùs versis, & quomodolibet existen-
tibus, ac pace, concordia, treugâ, ligâ,
unionè, amicitia & benevolentia inter
partes easdem firmandis, ineundis, &
concludendis, cum quibuscumque pactis,
clausulis, potestatibus, auctoritatibus, &
conditionibus, in compromissò desuper
faciendò per partes ipsas apponendis &
tipulandis, & vobis pro assècuratione præ-
dictorum benè visis, inspectis, & consi-
deratis; nec non ad acceptandum, & re-
cipiendum si quæ deposita sive accommo-
data, in nos, sive apud nos, aut nobis, in-
ter partes ipsas fieri convenerit, sive con-
igerit; signanter de Comitatus Rossio-
nis & Ceritanie, cum eorum civitati-
bus, terris, castris, & fortalitiis, quæ in
præsentiarum tenentur per præfatum Se-
renissimum Regem Francorum; & qui-
bus, seu quò vel quavis ex eis, prout
inter partes ipsas melius convenerit, aut
conventum fuerit, seu conveniri contige-
rit; & pro nobis, & nostro nomine con-

veniendum, & promittendum partibus ipsis, & cuilibet earum, quæcumque vobis videbitur pro securitate, five cautela ipsarum partium, & cujuslibet earum, & quælibet alia propterea faciendum, de quibus vobis expedire videbitur; dantes vobis & cuilibet vestrum in solidum (ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus inceperit, alter valeat mediare & finire) tam in præmissis omnibus & singulis superius contentis, super dicto Matrimoniô contrahendô inter præfatum filium nostrum, & præfatam Neptem præfati Serenissimi Domini Regis Francorum, ac dotibus, donationibus propter nuptias, obligationibus, & cautelis, ex nunc (ut præmittitur) faciendis; quàm super debitô sine imponendo præfatis hætenus exortis differentiis, contentionibus discordiis, offensionibus, hostilitatibus guerris, & aliis inter præfatos Serenissimum Regem Francorum ex unâ, & præfatum Regem Aragonum, & Regem & Reginam Castellæ, &c. conjunctim, & divisim vigentibus, ac pace inducendâ compromisso acceptandô, depositô recipiendô; quàm exinde dependentibus, emergentibus, & connexis, plenum possi-

mandatum, cum liberâ, plenâ, omnimodâ, & omni quâ convenit plenitudine potestatis, Nos, nostrosque hæredes, & bona quælibet obligandi, sub pœnis vobis propterea visis, & de quibus propterea conveneritis, conventionibus; pactis, & quibus vobis videbitur; & potestatis providè nostro nomine, & pro parte mandis, & concedendis, in casu contraventionis eorum, aut cujuslibet eorum, & quibus conveneritis, pacti fueritis, & promiseritis; ac renunciandi juribus & exceptionibus, de quibus vobis videbitur, & pro ipsorum & cujuslibet eorum observantiâ, prout per vos conventiona, pacta, & promissa fuerint pro nobis; & nostrò nomine pro parte jurandi, & pro nobis jumentum quælibet in animam nostram præstandi, & alia quælibet agendi & faciendi, pro cautelâ & securitate partium, in & de quibus conveneritis, vobis propterea videbuntur. Et providè rogandi & rogare faciendi, quæcumque instrumenta & cautelas ac scripturas, de quibus vobis debetur, faciendi & fieri faciendi. Ita quod partibus cum quibus propterea contraxeritis, plenè sufficiant ad cautelam; & similiter versâ vice, pro nobis & præ-

fa.

fatô Illustrissimô filio nostrô Dom Frid-
derico, & quolibet nostrum, recipiend
stipulandi, & firmandi quascumque co-
ventiones, pacta, capitula, pœnales si-
pulationes, cum obligationibus, bonoru
quorumcumque, potestatibus vobis no-
strô nomine, & pro parte dandis, tribu-
endis in casu contraventionis cujuslibet e-
rum, de quibus vobiscum nostrô nom-
ne, & pro parte proptereâ conventu
fuerit; renunciationibus quibuscvis, ju-
bus, & exceptionibus; nec non jurame-
ta quælibet pro nobis & nostrô nomin
& cautelas quaslibet, pro nobis & al
(de quibus vobis videbitur) recipiend
atque stipulandi & firmandi, ita quod or-
nia & singula in iis valeatis & possit
(etiam si majora forent expressis, & qu
mandatum exigent magis speciale) qu
nos possemus & valeremus, si personali
interessemus. Promittentes sub hypoth-
câ & obligatione omnium & singuloru
bonorum nostrorum, & ad Deum ejusq
Sancta quatuor Evangelia (corporali
per nos tactis scriptis) jurantes, & ju-
mentum præstantes, omnia & singula qu
vos proptereâ agenda duxeritis, & per v
acta & gesta fuerint, omni futurô ter

re habere rata, grata, & firma; & efficaciter adimplere, & efficaciter observare, prout per vos acta & gesta fuerint, & conventa; & in nullô contrà facere, & in nullô venire: Præsente ad hæc Magnifico Antonellô De Perrutiis milite, publico Notario, Consiliario & Secretario nostro, pro omnibus & singulis quorum interest, sive interesse poterit, à non præmissa recipientibus, & stipulantibus. In quorum testimonium præsentes scripsi jussimus, magno Majestatis nostræ obsequio pendenti munitas. Datum in Castello novo civitatis Neapol. die vicesimô tertio mensis Martii, anno millesimô quingentesimô septuagesimô octavô. Sic natum Rex Ferdinandus. in cujus quinque procurationis Margine inferiori, implicam erant scripta verba hæc.

Dominus Rex mandavit mihi Antonello De Perrutiis. Et suprâ plicam ejusdem marginis inferioris; Registrata in Cancelleriâ, in registro Matrimoniorum primo. atque hujusmodi procuratorio in pergamentis scripta, sigillô Serenissimi Regis auri; sub filis sericeis rubei, croceique colorum, impendendi communita. In quorum omnium & singulorum fidem & testi-

testimonium præmissorum præsens publicum instrumentum, jussu & mandatô ejusdem Christianissimi Francorum Regi dictorumque Ambaxiatorum, & procuratorum itidém petentium, exindè conficimus; & nostris signis, ac subscriptionibus publicis, unà cum ipsius Christianissimi Domini Regis Francorum, dictorum Ambaxiatorum & procuratorum sigillis minivimus, & roboravimus, requisiti & rogati in hospitio Regis, in Villagiô de Landa Carnotensis Diœcesis; suannô Domini millesimô quadringentesimô septuagesimô octavo; indictione undecimâ, die verò primâ mensis Septembris; Pontificatûs in Christô patris & Domini nostri, Domini Sixti, Divinâ Providentiâ Papæ quarti, anno octavo. Præsentibus ad hæc Reverendo in Christopatre & Domino, Domino Guillelmo de Clugny, Dei & Sanctæ Sedis Apostolicæ gratia Apostolico Protonotario; nobilibusque viris Dominis Ludovico Domino de Joyeuse, Harduyno de Maille Domino Castri de Mailley, Guillelmo de Bische D. de Clery, militibus; testibus ad præmissa vocatis specialiter, & rogatis. Et ego Ludovicus Poulain, Presby

Canonicus Beluacensis, in utroque jū-
Baccalaureus, Apostolicâ & Imperia-
uuctoritatibus, in curia conservationis
vilegiorum Universitatis Parisiensis, &
chidiaconalis Blesensis, Notarius jura-
; qui à præmissis omnibus & singulis,
m sic (ut supra) narrarentur, diceren-
, & fierent, unâ cum nobilibus Do-
nis, testibus suprâ, & Notariô infra
ptis, præsens fui. Idcirco hoc præ-
s publicum instrumentum alienâ manu
eliter scriptum, signô & nomine meis,
olicis & solitis, me propria manu sub-
bendo, unâ cum sigillis ejusdem Chri-
nissimi Domini nostri Regis, dicto-
n Ambaxiatorum & procuratorum; si-
oque & subscriptione Notarii prædicti,
navi, in fidem & testimonium præmiss-
um requisitus. Ego Dionysius Themi-
decretis licentiatus, Diœcesis Carno-
sis oriundus, publicus Apostolica &
periali auctoritatibus; Curiaque Archi-
conalis Blesensis, prædictæ Carnoten-
Diœcesis Notarius Juratus, qui præ-
ssis omnibus & singulis, dum sic (ut
rà) narrarentur, dicerentur & fierent;
à cum suprâ nominatis nobilibus Domi-
testibus, venerabilique & discreto No-

tario, præsens interfui; eaque sic fieri dici, vidi, audiui, & intellexi. Idcirco hoc præsens publicum instrumentum alia mânu fideliter scriptum, signo & nomine meis publicis & solitis, me propria manu subscribendo; unâ cum sigillis ejusdem Christianissimi Domini nostri Regis dictorumque Ambassiatorum, & procuratorum; signoque & subscriptione Notarii prædicti, signavi in fidem & testimonium præmissorum requisitus.

Quo quidem Regio privilegio ipsius Christianissimi Domini Regis Francorum in eadem magna curia Vicarius (ut prædicitur) præsentato, illoque viso, lecto & diligenter inspecto; statim præfatus Dominus Leonardus, præsens ibidem dicta regia parte, Nos (qui supra) juxta Notarium & testes requisivit, dictum privilegium seu instrumentum, cautelam, & pro cautela dictæ Regiæ curiæ, & aliorum quorum interest, interesse poterit; cum decretô & auctoritate ipsius magnæ curiæ authenticarum exemplare, transumptare & in publicam formam redigere deberemus: Ut ubi quoties, quandò, ac coràm quibus opus esset, de dicto Regio privilegio, seu i
str

umento & contentis in eô possit & va-
it exindè fieri plena fides. Cujus qui-
m Domini Leonardi (quô suprà nomi-
) requisitioni annuentes, consideran-
que quod justa petebat, & justa petenti-
s non est denegandus assensus, & officium
strum publicum est, illudque nemini
negare possumus, neque debemus, in
maximè quæ honestatem sapiunt &
quirunt. Idcirco prædicto die duode-
no dicti mensis Junii, dicti præsentis
ii quintæ decimæ indictionis, de vo-
tate, conscientiâ, beneplacitô, & man-
ô ac decreto dictorum Dominorum
gum & Judicum ipsius magnæ Curiae;
præsentia quoque dictorum Magistro-
n actorum, & aliorum Officialium
gnæ Curiae supradictæ; ad requisitio-
n ipsius Magnifici Leonardi, quò su-
nomine, certitudinemque & cautelam
tæ Regiæ Curiae, & omnium & sin-
orum aliorum; quorum & cujus indè
erest, & interesse poterit quodmodoli-
in futurum; dictum Regium privile-
m seu instrumentum authenticavimus,
emplavimus, transumptavimus, & in
elementem publicam formam redeginus;
ul in eô additô, mutatô, vel subtractô,
pro-

propter quod facti substantia mutaretur sed de verbo ad verbum, prout in ipsa Regio privilegio, seu instrumento continetur; ipsis Domino regente, Judicibus actorum Magistris, & aliis Officialibus supradictis præsentibus, pro Tribunali studentibus, & ipsam Magnam Curiam regentibus; ac super prædictis auctoritate judiciariam pariter & decretum interpretantibus, præfatum Regium privilegiū ac instrumentum, & capitula in eisdem contenta authenticandi. In cujus rei testimonium factum est exinde de præmissis omnibus hoc præsens publicum authenticè instrumentum, per manus mei Notarii supradicti, signo meo solito signatur subscriptioneque mei præfati Judicis subscriptorum testium subscriptionibus corroboratum. Quod scripsi ego præfatus Felix publicus, ut supra, Notarius, qui præmissis omnibus rogatus interfui, ipsumque meo solito & consueto signo signavi. Felix. Ad latus.

Ego qui suprâ Raymundus de Ponte Surrento, Civis Neapolitanus, ad contractus Judex, me adscripsi.

Ego Notarius Mazeus de Bonocordis ut suprâ, actorum Magister.

Ego prænominatus Notarius Boardus
e Falcô, de Civitate Amalfiæ, actorum
Magister dictæ magnæ Vicariæ, testis
interfui & adscripsi.

Ego prænominatus Notarius Joannes
e Rotundis, actorum Magister magnæ
Vicariæ curiarum, testis subscripsi.

Ego prænominatus Baptista de Auletâ
testis subscripsi.

Ego prænominatus Notarius, Antonel-
s Matrensis, testis subscripsi.

Ego prænominatus Notarius, Bene-
ctus de Brenâ de Neapoli dictarum cu-
rum actorum Magister testor.

Ego Leonardus de Bonellô de Amalfia,
etæ magnæ Curia actorum Scriba, te-
s subscripsi.

Ego prænominatus Angelus Scaramus,
testis subscripsi.

Ego prænominatus Notarius, Nicolaus
arie subscripsi.

Ego Leonardus de Carô de Neapoli,
torum Scriba dictarum Curiarum, testis
scripsi.

Ego Notarius Nicolaus Johannes de
himpis, de Neapoli, actorum Scriba di-
æ magnæ Curia, testis subscripsi.

*Contrat de Mariage de Nicolas de Lav.
& de Charlotte d'Arragon, Fille
Frideric d'Arragon, Roi de Sicile
de Naples, du 27. Janvier 1500.*

A TOUS ceux qui ces présentes Lettres verront : Robert Charlemagne, Licencié en Loix, Garde du Sceau Royal établi aux Contrats de la Baillie Mehun-sur-Evre & Cire-Pollis, Bourgeois de la Ville d'Yffoudun, Garde du Sceau Royal établi à ladite Prevosté du lieu d'Yffoudun, Salut. Sçavoir faisons que és présence de Maître Pierre de Rivière, Bachelier en Loix, Notaire Apostolique & Royal, sous le dit Sceau la dite Prevosté d'Yffoudun, & de la Cour Primatiale & Metropolitaine de Bourges & Scribe des Privileges Apostoliques l'Université du dit Bourges ; & Gabriel de Grosses, Licencié en Loix, Notaire Royal sous le dit Sceau de la dite Baillie Mehun-sur-Evre ; & de Maître Antonio Curto de Cosenza, Notaire Apostolique ainsi qu'il a fait apparoir de prime facie par certaines Lettres d'Institution & Confirmation du dit Office : Pour ce personnel

ment estably Hault & Puissant Seigneur,
Conseigneur Nicolas de Laval, Seigneur
de la Roche, de Belle-Isle, & de Beau-
port: Et Hault & Puissant Seigneur,
Conseigneur François de Laval, Sei-
neur de Chasteau-Briand, d'une part:
Et Illustissime & Clarissime Dame, Da-
me Charlotte d'Arragon, fille du Sere-
nissime & Puissant Prince & Seigneur, le
Seigneur Roy Frederic d'Arragon: Et
Magnifique Seigneur, Messire Antoine
Trison, Cameraire dudit Seigneur Roy:
Trovan de Botunis, Conseiller dudit
Roy, & Legats: & Bernardin de Ber-
nardo Secetaire, au nom & comme Pro-
cureur dudit Seigneur Roy Frederic; spe-
cialement fondé & constitué par vertu de
certain mandement de Procuration con-
tente sous le Scel dudit Seigneur Roy Fre-
deric, & d'iceluy Scel Scellé en cire rou-
ge & lacs de soye rouge & jaune cou-
lés, inserée en la fin de ces Presentes;
lesquelles Parties de-çà & de-là pourvus,
en conseillées & avisées, ainsi comme
elles disoient: ont reconnu & publique-
ment confessé, reconnoissent & confes-
sent avoir fait entr'eux les pactions, pro-
messes, obligations, soumissions, renon-
ciations.

ciations, & autres choses contenuës, & déclarées en quatre feuilles de papier, desquelles la teneur s'ensuit. Sçachent tous presens & à venir, que comme au Traité & Proclamation de Mariage à faire entre Haut & Puissant Seigneur, Monsieur Nicolas de Laval, Seigneur de Roche, de Belle-Isle, & de Beau-Fort Et Illustrissime & Clarissime Dame, Dame Charlotte d'Arragon, Fille de Serenissime & Puissant Prince & Seigneur, Roy Dom Frederic d'Arragon; ait esté délibéré & conclu, que avant la consommation dudit Mariage, ledit Seigneur Roy envoyeroit bonne & seure obligation caution & promesse speciale de payer dot à ladite Dame, & faire & accomplir les autres choses ci-après déclarées: Que Illustrissime Seigneur, le Duc de Calabre, son Fils aîné, avec l'autorité dudit Seigneur Roy son pere, pareillement à ce s'obligerait: & aussi que lesdites Parties, & leurs amis, conviendroient ensemble, afin d'accepter, contracter & prendre sur ce finale conclusion. En ensuivant lesquelles choses pour l'accomplissement du dit Mariage, à l'honneur & loüange de Dieu, & au profit

oye & utilité des deffudits; le dit Sere-
nissime Roi Frederic ait envoié de par de-
à ses Messages, Orateurs & Ambassadeurs,
avec procuration, aiant puissance spéciale
pour lui & le dit Seigneur Dom son Fils,
lesquels sont venus par devant lescits Sei-
gneur & Dame, futurs Epoux, eux é-
tant en la Ville de Viersen, avec leur no-
ble & excellente compagnie de Seigneurs
& Dames, leurs parens; amis & bien vou-
lons, solennellement assemblés pour le
bien de cette matiere; & lescites Parties,
est à sçavoir Monsieur Nicolas de Laval,
d'une part: Et la dite Dame Charlotte
Arragon, & avec elles magnifiques Sei-
gneurs Antoine Grison Camerairc du dit
Seigneur Roi, & Troyan de Botunis Con-
seiller du dit Sieur, les Legats & Ora-
teurs: & Bernardin de Bernando, Secre-
taire & Procureur, pour ce spécialement
désigné & envoié par le dit Seigneur Roi
Frederic, ainsi comme il appert par les
Lettres Patentes du dit Seigneur Roi,
desquelles la teneur est ci-après inserée,
et aussi soi faisant fort de l'Illustrissime
Duc de Calabre, Fils aîné du dit Roi
Frederic, de lui faire avoir agréable le con-
tenu en ces Présentes, d'autre part; Et

H a

avec

avec lesdites Parties Haut & Puissant Seigneur, François de Laval, Seigneur de Chateau-Briand, Oncle du dit Seigneur Nicolas de Laval, pour leur interest ci après déclaré, présens & personnellement établis pardevant Maître Pierre de la Riviere, Bachelier en Loix, Notaire Roial & Apostolique de la Vénérable Cour Primitiale & Métropolitaine de Bourges Notaire Juré, sous le Sçel Roial établi aux Contrats de la Seigneurie & Châtellenie d'Yssoudun, comme en icelledite Cour Roiale d'Yssoudun, & en droit Et Maître Gabriel de Croses, licencié en Loix, Notaire Roial Juré du Roi nostre Sire, sous le Sçel Roial établi aux Contrats de la Baillie, Seigneurie & Châtellenie de Mehun, sur Evre; semblablement comme en la dite Cour Roiale & en droit: Et Maître Antonello Curto Cosenza, Notaire Apostolique, présent à ce soumettant les dits futurs mariez le dit Procureur: Et ledit Seigneur de Chateau-Briand & chacun d'eux; c'est à sçavoir, ceux qui procedent en leur nopce privé, eux, leurs hoirs, & tous & chascuns leurs biens, meubles & immeubles présens & futurs; Et le dit Bernardi

u nom & comme Procureur des susdits, avec tous & chacuns les biens, meubles & immeubles, présens & à venir desdits Seigneurs, és noms desquels il procede, la cohercion, puissance, ressort & Jurisdiction desdites Cours, & de toutes autres Cours Royales de notre Sire le Roi; & tant des Cours du païs de Bretagne que d'autres de ce Roiaume, quant à l'observance, entretenement & accomplissement des choses ci-après écrites : Lesquels dessusdits, de leur bon plaisir, pure & franche volonté, sans aucune contrainte, ou pour à ce les mouvans, ont fait, consenti & accordé; font, consentent & accordent ce qui s'ensuit. C'est à sçavoir, que voienant le conseil & opinion de leurs parents & amis, & bien-vueillans dessusdits, donnant effët au dit traité & prolocution du dit Mariage, le dit Seigneur Nicolas de Laval, le Nom de Jesus à ce appelé, a promis & promet prendre à femme & épouse, en face de notre Mere Sainte Eglise, la dite Dame Charlotte d'Argon: Et semblablement icelle la dite Dame, a promis & promet prendre icele Seigneur Nicolas, à mari & époux: En faveur duquel Mariage, & afin que

iceuxdits futurs époux aient dequoi pl
honorablement entretenir & soutenir le
état; le dit Procureur (pour & au no
du dit Seigneur Roi Frideric) a ordon
& constitué; ordonne & constituë po
le dot & Mariage d'icelledite Dame;
pour & au lieu de tous droits, querel
et actions que icelledite Dame, et po
tous droits, a & peut avoir, ou pourr
demander pour le présent, ou au tem
venir és biens & successions du dit Seign
Roi son pere, la somme de cent m
francs, monnoïe Roiale; de laquelle so
me trente mil francs sortiront nature
meuble, à l'utilité commune et pr
desdits futurs époux: Et le surplus m
tant à la somme de soixante et dix
francs, sortira nature de immeuble
héritage, à l'utilité et profit de la
Dame et de ses héritiers: Laquelle so
me de cent mille francs, ledit Proc
a promis et promet ésdits noms, tant
Seigneur Roi Frederic, que du dit
de Calabre son fils aîné, païer au dit
gneur Nicolas de Laval, aux terme
en la maniere, et sous les conditions
près declarées; C'est à sçavoir trente-
mil francs devant la solemnité des N

s: Et le surplus montant à la somme de
ixante-cinq mil francs, comme dit est,
dits futurs époux dedans trois ans con-
uez, prochains et consecutifs, et à com-
er du jour de la datte de ces présentes. C'est
çavoir que le dit Seigneur Roi Frederic
a tenu envoïer, rendre, païer, ou fai-
payer icelledite somme en la ville de
yon, en la maison du Senéchal dudit
u, ou son Lieutenant, à trois termes
payemens, qui se feront par égale par-
n chacun an desdits trois ans; qui se
onte chacune portion et payement, à
omme de vingt-un mil six cens soixan-
six francs, treize sols quatre deniers de
ite monnoye; et ce sur peine de payer
dommages et interrests, que lesdits futurs
oux pourroient souffrir et encourir par
faut dudit payement, à chacun desdits
mes écheu et passé; et moyennant ladite
me de cent mil francs, icelledite Dame
arlotte a quitté et quitte, renoncé et
once à tous droits qui luy peuvent com-
er et appartenir, en tous les biens, he-
ges et successions dudit Seigneur Roy
pere: Et semblablement des freres
elle Dame, et de tous les enfans du-
Seigneur Roy, et ses heritiers mâles;

„ en reservant toutesfois et retenant ex
„ pressément à ladite Dame, pour elle et se
„ heritiers, toutes successions, hereditie
„ et échoites collaterales, qui luy peuv
„ avenir de ses sœurs, et descendans d'el
„ les, et de ses autres parens; et pareil
„ lement en reservant à elle la successio
„ dudit Roy Frederic et de ses enfans
„ en deffaut d'hoir mâle, descendant d
„ luy et de ses hoirs mâles, procreez e
„ loyal mariage, esquels icelledite Dam
„ et ses heritiers audit cas, succederont
„ pourront succeder, comme il fera d
„ droit, nonobstant la constitution, re
„ nonciation et solution dudit dot; E
des choses dessusdites, ladite Dame fe
faire et expedier le jour ensuivant d
Nopces, lettres et instrumens, quitta
ces et renonciations de l'autorité de se
futur époux, en ratifiant le contenu
ces presentes Lettres; et avec ce, tout
qui est advenu, competē, et apparti
peut et doit competer et appartenir, po
cause de la succession de claire memoir
Dame Anne de Savoye sa feuë mere; et
fera et demeurera de son dot et Mariag
Plus, a esté accordé que s'il advient lad
te Dame mourir et aller de cette vie
l'a

tre, avant sondit époux à venir, sans
irs procreez dudit Mariage, ledit dot
ournera audit Roy Frederic & ses he-
ers et successeurs, selon la disposition
droit. Plus, a esté accordé, promis
promet ledit Seigneur Nicolas de La-
, futur époux, assigner et mettre en
n et suffisant assignat, sur tous & cha-
s ses biens, presens et à venir, tout
qu'il aura eu et receu tant desdits cent
francs à ladite Dame par ledit Roy
gnez comme dessus en dot, que de ce
luy est venu et aviendra de ladite suc-
sion de ladite Anne sa feuë mere, à
e fin qu'il soit puis apres restitué au
Seigneur Roy Frederic, ou autres ses
itiers, ou ayans cause de luy, au cas
ladite Dame aille de vie à trespas,
s hoirs dudit Mariage descendans; ex-
té toutesfois et réservé que ladite som-
, la somme de trente mil francs sera
enblée, et sortira nature de meubles,
i que dessus est touché, au profit et
ité desdits futurs espoux; et à la resti-
on d'icelle somme, ainsi sortissant na-
e de meuble, ledit Seigneur Nicolas
Laval n'y fera point tenu; mais au lieu
elledite somme, les heritiers d'icelle-

dite Dame, prendront la part des biens meubles à elle appartenans, et biens communs desdits mariez, au temps de trespas, selon la coustume des Nobles grands Seigneurs du Duché de Bretagne en tel cas gardée et observée; et s'il vient que au temps de la dissolution du Mariage, le payement de ladite somme de cent mil francs, n'ait esté entierement payé pour la demeure dudit Seigneur Roy; en ce cas, ladite somme de cent mil francs, ja payée et receuë par le Seigneur Nicolas, de et sur la portion dotale, seront censez et reputez meus jouxte ladite coustume dudit Duché de Bretagne; outre a promis et promet sera tenu ledit Seigneur Nicolas par cunctes fois qu'il recevra ladite somme, partie d'icelle, dudit Mariage, de bien suffisamment l'assigner sur aucune portion ou membre de ses heritages; à laquelle restitution, ladite Dame et ses heritiers en cas de restitution de dot, pourront en mesmes de leur propre autorité et decret ou permission de Justice, de leur propre et privée autorité, avoir recouër Et desdits biens baillez en assignation prendre et apprehender la possession, et a

prendre et lever les fruits, profits, reve-
s et emolumens d'iceux, jusques à ce
que ladite somme ainsi par memoires re-
çue, et sur ce assignée, soit entierement
reçue et restituée à ladite Dame, ou à
ses heritiers; sans ce que pour lesdits
fruits et emolumens, aucune chose ne doi-
ve estre descontée et defalquée sur ladite
somme et pecune dudit Mariage, pour lors
payé; laquelle restitution de ladite pecu-
ne, ledit Seigneur Nicolas, ou ses heri-
tiers, seront tenus faire apres la dissolution
dudit Mariage, à semblables termes, es-
quels se fait la solution dudit dot, de ce
qui est sujet à restitution: et en ce fai-
t, ledit Seigneur Nicolas de Laval, ses
heritiers, deschargeront et delivreront cha-
cune fois de et sur leursdites terres et biens
hypotecquez *pro rata* de ce que par eux au-
r'esté rendu et restitué de ladite somme
dudit dot. Et outre a promis et promet ledit
Seigneur Nicolas, qu'il observera et fera obser-
ver lesdites assignations particulieres, les-
quelles il baillera, ou aura baillées, en rec-
tant ladite somme, ou partie, au nom de
ladite Dame, ou de ses heritiers, au cas
que restitution de dot ait lieu: et de ce fe-
ra, ou fera faire, instrumens et lettres,

quand mestier sera. Outre a esté acc
et promis entre lescdites parties, que
chacune somme de vingt escus, qui
receuë par ledit Seigneur Nicolas,
deniers dudit Mariage, il sera tenu
ler à ladite Dame assignation d'un
d'or de rente, qui est (à la raison de v
mil escus) mil escus; et pour vingt es
un escu; pour jouir de ladite assigna
de rente par ladite Dame & ses herit
en la maniere dessusdite; jusques à ce
lesdites assignations ayent esté decharg
lesquelles ledit Seigneur et ses heriti
pourront (toutes-fois et quantes qu'ils v
dront) descharger, en rendant la son
par luy, en la maniere dessusdite: Et qu
aux guains et profits, qu'ont accoustu
prendre les femmes de leurs marys, a
la mort de leursdits marys, selon la c
stume du Duché de Bretagne, lesq
guains on appelle en commun langage
Bretagne, doüaire. Est accordé qu
cas que ledit Seigneur aille de vie à t
pas avant ladite Dame, icelledite Da
sera doüée, et dés à present, comme p
lors, l'a iceluy Seigneur doüée, sur t
et chacuns ses biens, Terres et Seign
ries, selon la coustume gardée entre

ables dudit Duché de Bretagne : Et dès
maintenant comme pour lors, a ordonné
icelledite Dame Charlotte, et ordonne
sur partie dudit doüaire, le Chastel,
maison et Seigneurie de Mont-Fort, avec
droicts et appartenances, lesquels (au-
cas) demeureront à icelledite Dame;
sur celle valeur, à laquelle monte ladi-
te Seigneurie, sans appreciation de ladite
maison et Chastel de Mont-Fort, et le
tout dudit doüaire ou donation sera pris
sur icelle dite Dame, és lieux, et fonds
champs dudit lieu delaissez par le deceds
deluy Seigneur Nicolas de Laval; sur
lesquels il a assigné dès maintenant & speci-
fiquement assigne ledit doüaire et donation :
ce a affecté, hypotecqué et obligé,
ses biens dessusdits. Et avec ce a esté
ordonné et consenty, que tous les biens,
présens et futurs, et à aquerir
ledit Seigneur Nicolas de Laval, soient
doivent estre communs esdits mariez,
eux; et les acquisitions qui se feront
eux selon ladite coustume; Sauf tou-
is et excepté que si ledit Seigneur
Nicolas fait aucuns ou aucunes acquisitions,
redemptions d'heritages, en quelque
maniere que ce soit, de la dessusdite som-

me, ou de partie d'icelle, ainsi à luy lée et payée pour ledit dot; Ce ne moins ladite Dame n'y prendra ou aura ladite acquisition, ou en la chose raptée ou acquitée, et ne pourra pour prétendre, ne demander en icelle chose aucun droit, par tiltre d'acquisition autrement; Mais seulement aura ladite me la dessusdite assignation de dot, forme et maniere dessusdite, excepté réservé que ladite Dame, si elle survit dit Seigneur son mary futur, aura et portera de pur avantage, et avant tout partage et division de biens, tous et choses vestemens, ornemens, bagues et joyaux et tant ceux qu'elle a de present, que qui luy auront esté donnez au temps dissolution dudit Mariage; Et finalement et pour plus ample feureté, ou cautionnement effect de choses dessusdites; ledit Seigneur François de Laval, Seigneur de Chant-Briand, en faveur et contemplation dudit Mariage (comme dit est) present et personnellement estably; a voulu, prononcé et consenty; comme encore veut, prononce et consent, qu'au cas que les biens, possessions et heredité du Seigneur Comte de Laval, duquel ledit Seig

Nicolas est & sera universel heritier pre-
nptif, aviendroit audit Seigneur de Châ-
u-Briand ou à ses enfans, par le deceds
deffaut dudit Seigneur Nicolas dece-
nt, & avant la mort d'iceluy Comte de
Laval, ou autrement, en quelque manie-
que ladite succession luy avienne; en ce
cas, ladite Dame sera & demeurera doüée
dotée du doüaire coustumier, selon la
coustume dudit Duché de Bretagne, de
sur tous les biens qui ainsi adviendront
audit Seigneur de Chasteau-Briand, à ses
enfants & heritiers, par la mort dudit Sei-
neur Comte de Laval: Et que icelle Da-
me jouisse & use de ladite donation, ou
doüaire en iceuxdits biens & succession
audit Comte Laval; Par ainsi, comme
la succession de Laval fust avenue au
Seigneur Nicolas, constant ledit Ma-
ge, nonobstant les droits & Coustumes
Païs, aux choses dessusdites contraires;
et tels, quant à ce, iceluy Seigneur de Cha-
u-Briand, spécialement & expressement,
a donné & a renoncé, pour luy & ses heri-
tiers & successeurs, promettant de jamais
n'en défendre, ny ayder au préjudice de
ladite Dame, & de sondit doüaire Cou-
stumier. Promettant aussi ledit Seigneur
de

de Chasteau-Briand, faire ratifier & avo-
agreable les choses dessusdites, par son f-
aisné & ses autres enfans, en telle mani-
re que toutes ces choses dessusdites, p-
luy promises, fortiront leur effet : & fir-
lement ledit Procureur a promis & pr-
met faire ratifier, & avoir agreable le co-
tenu en ces presentes Lettres, par lesd-
Seigneurs Roy Frederic, & Duc de C-
labre, son fils aisné; & d'icelles envoy-
ausdits futurs mariez Lettres expediee
& Patentes, en forme authentique, ta-
dudit Seigneur Roy, que dudit Duc
Calabre, son fils aisné, authorisé de l-
dedans un an prochainement venant :
au contraire, ledit Seigneur Nicolas, m-
ry, a promis faire diligence avec effet, q-
la Chrestienne Majesté du Roy de Fr-
ce, & de la Serenissime Dame Reyne, qu-
consentiront & autoriseront les dessus-
tes sur lesdites obligations; tant que re-
chent les choses feodales audit Roy nos-
dit Seigneur, & à la Reyne, pour r-
son de la directe & Souveraine Seigneuri-
Lequel consentement & autorité, il p-
met obténir, & à ses despens envoyer
lieu de Lyon, en la maison d'Alexanc-
Capon, ou de ses Commis, dedans un a-

compter du jourd'huy, date de ces presentes. Promettans lesdites parties és noms
dessus, & chacune par leur foy &
ment, pour ce corporellement & ex-
sissement baillé, & mis és mains desdits
notaires, que contre les dessusdits actes,
es, promesses & obligations, & des-
dites, & chacune d'icelles, en tout ne
partie, elles n'iront ne viendront, ne
eux, ou autre, en aucune maniere, ne
ont contre, aller, ne venir, pour le pre-
t, ne au temps advenir; Mais lesdites
oses, & chacune d'icelles, tiendront,
compliront, & observeront fermes & sta-
s; & à leurs heritiers & successeurs,
ont observer, tenir, & accomplir de
nct en poinct, selon la forme & teneur
ces presentes; consentans lesdites par-
(és noms que dessus) que en deffaut,
t du payment, que de restitution dudit
, & accomplissement & observance
autres choses dessusdites, és termes en
maniere dessusdite, que icellesdites par-
& chacune d'icelles, soient contrain-
, & puissent estre contraintes & exe-
cées, par la prise, vente & explectation
leurs biens quelsconques, & outre tous
pens, mises, pertes, interests & dom-

mages, qu'icelles parties, ou l'une d'elles
 endurera, soustiendra, ou encourir po-
 ra, ou pourront, par deffaut d'accompli-
 ment & observances des choses dessus
 tes & chacunes d'icelles, ont pro-
 & promettent rendre, restituer &
 sortir l'une à l'autre; C'est à sçavoir
 la partie defaillante à la partie in-
 ressee & damnifiée, entant que le
 d'une chacune touche & peut toucher
 pectivement. Renonçans lesdites parties
 & chacunes d'elles, à toutes actions,
 ceptions, deceptions, cauteles, & cal-
 lations, oppositions, appellations, rais-
 & deffenses, tant de faict que de dro-
 quelsconques; Et mesmement au dro-
 disant, generale renonciation non valable
 si la speciale n'est precedente. S'ensui-
 teneur des Lettres de Procuration & M-
 demens.

Fridericus Dei Gratia, Rex Sicilia
 Hierusalem; magnifico viro Bernard
 Bernando, Secretario nostro, fidei,
 lecto, gratiam & bonam voluntatem. Qu-
 niam concedente Domino, est contrah-
 dum Matrimonium, inter Illustrissimam
 Carlotam de Arragonia, filiam nostram
 Carissimam, in Galliâ existentem; &

rem Dominum Nicolaum, de Valle, Dominum de Rocciâ, Damisellum Gallicum
trum (tanquam filium) Charissimum; &
per ipsô Matrimoniô, per vos nostrô
nine multa sânt tractanda, promittenda,
cticanda & concludenda; & cum Trac-
bus ipsis presentialiter adesse non possi-
s; confisi de providentiâ, probitate &
egritate vestris, ab expertô; tenore præ-
tium, de certâ nostrâ scientiâ, motu
prio, ac omni meliori viâ, modô, &
mâ, quibus melius & plenius, possu-
s & valemus, & cum omnimodâ juris
facti autoritate & liberâ potestate, ac
& proût nos (si præsentem essemus) facere
semus & valeremus: vos eundem magni-
um Bernardinum, procuratorem, manda-
um, actorem, negotiorum gestorem,
ncium generalem & specialem, & in-
bitatum (ita quod generalitas speciali-
i non deroget, nec contrâ) facimus,
amus, constituimus, & fiducialiter or-
namus; ad practicandum, tractandum,
sequendum, perficiendum, & conclu-
ndum Matrimonium ipsum; dotemque
ontemplatione Matrimonii prædicti)
mittendum, stipulandum, faciendum;
m quibuscumque pactis, promissioni-
bus,

bus, conventionibus, capitulis, & c
gationibus quibuscumque, cum ipsô
lustrissimô Dominô de Roccia, vel
putandis; super dictô Matrimonio c
venire poteritis, & conveniendum v
videbitur; deque eodem Matrimor
quascumque capitulationes, scripturas
blicas & priuatas conficiendum, nol
obligandum tanquam patrem ipsius I
minæ Carolæ; ac ad recipiendum q
cumque cautelas & scripturas, solita
consuetas; ac pro ejusdem Matrimonii c
templatione conficiendas, prout opt
tunum duxeritis. Promittentes, nos
vos pro nobis, curaturos ipsam Illustr
mam filiam nostram, intra tempus c
veniendum, habere rata, grata, & fir
omnia, & quæcumque per vos nostrô
mine concludenda & promittenda eru
& similiter convenire, concordare,
concludere possitis, de dotibus, & a
factô ac juribus dotalibus, modô & for
quibus meliùs videbitur; necnon alias p
missiones, pacta, capitula, contract
scripturas ac obligationes quascumque,
pulandum & faciendum, pro nobis & pr
dictâ filiâ nostrâ; & demùm faciendu
& agendum super ipsô Matrimonio, qu

(si præsentēs essemus) facere melius
remus & possemus: promittentes ha-
tenore præsentium, ac jurantes ad
ta Dei quatuor Evangelia; tactis scri-
tis corporaliter, sub verbô & fide nostra
gia, ac sub hypothecâ omnium bono-
nostrorum, jocalium, burgenfatico-
, & feudalium; ex nunc prout ex
c, & contrâ, nos habere ratum, gra-
& firmum, quicquid per vos actum,
um, tractatum, concordatum, con-
tum, procuratum, obligatum, stipu-
m, promissum, & conclusum fuerit:
c illi modô aliquô, directè vel indi-
cè, aut aliquô quæsitô colore contrai-
vel venire: volentes & declarantes ex-
fè, quod in præsentī mandatô intelli-
ntur pro expressis, omnes & quæcum-
clausulæ, quæ requirentur ad ef-
um, & executionem præmissorum;
quorum fidem præsens mandatum fieri
imus, magnô Majestatis nostræ pen-
te sigillô munitum. Datum in Castel-
nostrô novô Neapolit. Primô Janua-
millesimô quingentesimô, sic signa-
n, Rex Fridericus: *Et dessous est écrit,*
minus Rex mandavit mihi Vito de Pi-
ellô: *Et dessus le ply de la marge est écrit:*
Re-

Registratum in Cancellariâ penes Cancellarium in regestô mandatorum primô.

Et est à sçavoir qu'aujourd'huy date ces presentes, lesdites parties deçà & delà, ont voulu & consenti, veulent & consentent par ces presentes, qu'il soit fait Lettres de ce present Contract par lesdits Notaires en Latin, la substance non mutée si lesdites Parties le requierent : & ce par lesdits Notaires les choses dessus dites c'est été faites & passées publiquement, au Chastel dudit lieu de Vierçon, le vingt-septieme jour du mois de Janvier, l'an mil six cents, Indiction troisiéme : Et du Pontificat de nôtre Saint Pere le Pape Alexandre VI. de ce Nom, l'an huitiéme ; presences de Reverend Pere en Dieu, Monsieur Messire Guillaume Gougault, Evêque de Nantes : Et de Nobles & puissans Seigneurs, Messires Jacques de Tonnon, Chevalier, Seigneur dudit lieu ; Guillaume de Poictiers, Gouverneur Paris, & Seigneur de Clerieux, & plusieurs autres Seigneurs & Dames à ce convoquez & appelez ; si comme lesdits Jurez & Notaires (ausquels nous croyons fermement & ajoûtons pleniére foy) nous en a relaté par cesdites presentes, signées
le

touchant la Paix d'UTRECHT. 191
s seins manuels, estre vrayes, à la
tion desquels, & en témoin des choses
us dites, lesdits Scels Royaux avons
& apposez à ces presentes Lettres,
és à present comme pour lors, l'a ice-
seigneur doüée. Ainsi signé, de la
iere, Riviere C. de Crofles, & G. de
ffles. *Ego Antonellus Curtus, Notarius*
stolicus presentibus interfui & manu pro-
signavi. Et sur le reply, *A Bonnin*
sigillô. Et est écrit *pro sigillo, de Crof-*
e praeceptô Asselin. Et scellé sur dou-
queuë de circ verte.

*Tabularum Matrimonialium Carlota
gonia, à Ferdinando Calabria Duce,
tre, A. D. 1500. 10. Junii, scripta
firmatio.*

FERDINANDUS de Aragoniâ, I
Calabriæ. Reginus primogenitus
Vicarius Generalis, &c. Universis &
gulis præsentium seriem inspecturis
præsentibus quàm futuris: Cum inter
capitula quæ concludentur ac juram
firmabuntur inter Illustrissimum Domi
Nicolaum de Valle Dominum Roc
Bellisolæ & Bellifortis ex unâ; & Ma
ficum Bernardinum de Bernardo Reg
paternum Secretarium, & ejusdem R
Majestatis procuratorem & nuntium
cialem; super conclusione & perfecti
Matrimonii, Deo dante, contrahendi
eundem Illustrissimum Dominum N
laum, & Illustrissimam Dominam C
tam de Aragonia sororem nostram C
mam; sit quoddam Capitulum, qu
vetur de nostra obligatione & promiss
super observatione contentorum in
capitulis; Cupiamusque Nos dicti M
monii (dante Dominô) conclusione

fectionem. Tenore præsentium de
tâ scientiâ, (accedente ad hoc aucto-
te nobis tributâ & concessâ per Sere-
nissimum & Illustrissimum Dominum, Do-
num, Fridericum de Aragoniâ, Sici-
, Hierusalem, &c. Regem, Patrem
Dominum nostrum colendissimum, ac
Majestatis consensu) sub verbô &
nostrâ promittimus & pollicemur
titula ipsa cum omnibus quæ in se con-
tinent: Quorum tenorem præsentibus in-
fecimus, & erat prout est continentia
equentis.

del trattato del Matrimonio che se fera
endo ad Dio tra lo eccellentissimo &
ente Signor Nicolao de la Valle, Si-
de la Roccia de Bellisola, & de Bel-
, & Madamma Ciarlotta de Arago-
donde sono stati, trattati, & avisati,
ero conclusi, li puncti & articoli che
eno: Imprimis chel ditto Signor spu-
la ditta Dama, al piu presto, che bo-
ente se potera, secundo le cose che
esso sono scritte: & in favor, & con-
olatione del detto Maritagio, lo Si-
Re Friderico di Aragona padre de la
Dama, li costituisce in dote & ma-
gio, per tutti li dritti che potesse do-
n. IV. I man.

mandare, & attione che essa al present
o in futuro potesse cercare & domand
in li beni, & successione del detto Re
Patre, la somma de cento milia fran
de moneta de Re, & quella somma pa
re ali termini nel modo seguente; c
trenta cinque milia franchi avant
detto Signor spuse la ditta Dama: &
resto de la ditta somma de cento m
franchi ascendendo a sexanta cinque m
saranno pagati ali detti spusi in tre
prossimi futuri; cominciando dal di,
se fa la solemnita & nozze, per equali
tioni; intendendose omne anno la t
parte de la detta somma che resta, &
la securita & pagamento de la detta s
ma, detto Signor Re fera tenuto dav
la solemnita de le nozze, mandare l
& sicura obligatione; per laquale esso
metterà in parole de Re, & sotto la
gatione de tutti & ciascuno soi beni
fenti & futuri, pagare la detta som
ali termini, & maniera sopradetta,
questo se oblighera similmente lo Si
Duca de Calabria figlio primogenito
ditto Signor Re quanto ad questo,
la sufficiente autorita sua, & media
detta somma de cento milia franchi

touchant la Paix d'UTRECHT. 195
ta Madamma ha renunciato & renun-
ad tutti diritti che li potessero compe-
& appartenere in tutti li beni, he-
ita, & successione del detto Signor Re
patre, & cosi de li soi fratri, & de
oro figlioli masculi. Impero reservan-
le successione & scadentie collaterale,
da qua avante si porriano avvenire de
forelle, o de le descendenti de esse, o
ltri soi parenti, & similmente del pre-
o Signor Re suo padre, o per defet-
e de heredi, masculi descendenti de
o de soi heredi masculi, aliquali essa
edera secundo se de vera de ragione.
le cose supra dette la detta Dama (con
torita del suo marito) passera quittan-
litura el di seguente de le nozze: Item,
e constituisce in dote & Matrimonio
etta Dama tutto quello che li è scadu-
& po competere & appartenere per
a de la trapassata Madamma Anna de
oya sua matre: Item, e trattato & ac-
ato, che lo detto Signor de la Roc-
era tenuto de mettere in apparen-
le sopra tutti & ciascuno soi beni,
nti & d'avvenire, como se sia: & co-
ora que li de Monsignor de Gie Me-
ial de Feanza: loquale ha per questo

obligati & hypothecati soi beni ; & obli
ga per questo presente , tutto quello ch
havera receputo , tanto de li detti cent
milia franchi ad essa constituiti per lo det
to Signor Re sue patre ; come ancora d
quelli che se recuperara de la ditta Madam
ma Annà de Savoya sua matre , riserva
to , che de li detti denari , la somma c
trenta milia franchi , è amobiliata & fo
tera natura de mobile , ad utilita de li de
ti spusi , che non seranno tenuti ad alcun
restitutione esserne fata per lo detto Mo
signor de la Roccia : Item , in casu cl
dote habia loco , detta Dama sera dota
sopra li beni , & case , del detto Signo
secundo lo coustume consueto tra li N
bili in lo Ducato de Bertagna ; & cosi t
ranno quelli futuri Spusi , communi in m
bili & cose acquistate , secundo lo det
coustume ; Reservato che se la detta E
ma supravivera à lo detto Signor de
Roccia , haverà & ne porterà primo or
ne partagio , tutte & ciascune le bagh
& joye , che essa haverà portate con es
& li apperteneranno a lo tempo de del
Nozze.

Semper & omni futuro tempore hab
re , rata , grata , & firma , illaque adi

ere & observare, in omnibus & singulis
æ ad nos spectare & pertinere dignos-
untur; dictaque præinserta Capitula cum
nibus & singulis in eisdem contentis,
nunc pro tunc & è contra, quæcum-
e concludentur, ac juramentô firma-
ntur, ut superiùs exprimitur, laudamus,
probamus, ratificamus & acceptamus,
stræque acceptationis, approbationis &
ificationis munimine roboramus & va-
amus. Promittentes ac jurantes ad sancta
i quatuor Evangelia, manibus nostris
poraliter tactis Sacro-sanctis Scriptu-
, sub obligatione & hypothecatione
nium bonorum nostrorum præsentium
futurorum; Nos ac hæredes & succes-
es nostros, adimpletuos omne totum,
quicquid in dictis præinsertis Capitulis
tinetur. Quod ad nos & dictos hæ-
es & successores nostros spectare & per-
ere dignoscitur. Volentes quoque &
clarantes expressè, quod præsens nostra
missio, obligatio, acceptatio, ratifi-
o & approbatio, illam vim, robur,
efficaciam obtineant omni futurô tem-
e, ac si per nos ipsos præsentis præ-
a omni facta fuissent. In quorum fi-
& testimonium præsentis nostras lit-

teras fieri iussimus, nostrô solitô signi-
munitas. Datum in Castellô Capua
Neapolit. x. Junii, Anno millesimo qu-
gentesimo, FERRANDUS. Et infrâ
gillum dicti Calabriae Ducis.

Et ad latus.

Nos Fridericus de Aragoniâ, Dei gra-
tia Rex Siciliae, Hierusalem, &c. Te-
re praesentium, de certa nostra scientia
deliberatè & consultô, praefato Illustr-
mo Dom Ferdinando Duci Calabriae
mogenito nostro Carissimo & Vicario
nerali; Ut supradicta omnia & singula
mitteret, ratificaret, & approbaret;
se-ipsum, suaque bona obligaret (ut supe-
continetur) auctoritatem & potestatem
istram tribuimus; dictaeque promissioni,
ficationi, approbationi, & obligationi
istram assensum & consensum praestitimus
prout per praesentes potestatem & aucto-
ritatem ipsam damus, ac assensum & con-
sensem nostrum praestamus, pro majori va-
rate & subsistentia omnium & singulorum
per ipsum Illustrissimum Ducem Calat-
promissorum, ratificatorum, & obl-
torum: In cujus rei fidem, praesen-

touchant la Paix d'UTRECHT. 199
ram subscriptionem fierijussimus, nostrâ
u signatam, ac nostrô sigillo pendentem
nitam. Datum in Castello novo Ci-
tis nostræ Neapolis, die x. Junii mil-
nô quingentesimô, Rex Fridericus.
infrâ, Dominus Dux mandavit mihi
ysostomo Columno. Dominus Rex
davit mihi Viro Pisanello. Et indi-
cate, Regesta in Cancellaria penes
cellarium, in Regesto mandatorum
io F. Munitæ sunt litteræ alio majore
lo Regio ex cera rubea confecto & se-
filis appenso.

*Natrimonialium Nicolai de Valle, & Car-
lotæ Aragoniæ, Tabularum Scripta à
Friderico Rege Confirmatio, A. D. 1500.
Jun. 11.*

FRIDERICUS Dei gratia, Rex Si-
ciliæ, Hierusalem, &c. Universis &
illis præsentium seriem inspecturis, tam
entibus quàm futuris. Cùm superio-
diebus accepissemus Illustrissimum
minum Nicolaum de Valle, Dominum
cæ, Bellisolæ, & Bellifortis cupere
rimonium, Deô dante, contrahere
Illustrissima Carlota de Aragonia,
I 4 Ca-

Carissima filia nostra, legitima & naturali, nostroque animo idem Matrimonium pariter insideret, propter multas rationes & causas quas præsentibus exprimere non curamus: Magnificum Bernardinum de Bernardo nostrum Secretarium, Procuratorem, & nuntium nostrum specialem in Galliam transmisiimus, cum satis amplius mandato ad dictum Matrimonium nomine nostro contractandum, paciscendum & concludendum. Cumque impræsentiarum ab eodem Magnifico Bernardino missa sint nobis nonnulla capitula, firmanda, juranda per eundem Dominum de Roia & eundem Bernardinum Procuratorem nostrum pro conclusione & perfectione dicti Matrimonii: Quæ quidem capitula satis accuratè vidimus & legimus: & erant (prout sunt) tenoris & continentiae subsequenti. *Del trattato del Matrimonio che se fara piacendo ad Dio, &c.*

Et velimus capitula prædicta, cum omnibus & singulis quæ in se continentur concludi & firmari juramento debere per dictum Bernardinum Procuratorem nostrum, ad effectum conclusionis & perfectionis dicti Matrimonii: Tenore præsentium, de certa nostra scientia, d

eratè & consulto, ex nunc pro tunc,
è contra; quandocumque dicta præin-
ta capitula concludentur & juramento
mabuntur per eundem Bernardinum no-
um Procuratorem, promittimus & pol-
emur, omni futuro tempore habere ra-
grata, firma & accepta: Illaque (ex
nc pro tunc & è contra) laudamus,
probamus, ratificamus & acceptamus;
itræque acceptationis, approbationis
ratificationis munimine roboramus &
idamus: Promittentes sub verbo & fi-
nostris Regiis, ac jurantes ad sancta
ei quatuor Evangelia (manibus nostris
poraliter tactis sacro-sanctis Scriptu-
) sub obligatione & hypothecatione
nium bonorum nostrorum præsentium
futurorum, nos ac hæredes & succes-
es nostros adimpleturos omne totum &
icquid in dictis capitulis continetur:
iod ad nos & dictos hæredes & succes-
es nostros spectare & pertinere dignos-
ur. Volentes quoque & declarantes
ressè, quod præsens nostra acceptatio,
ificatio, & approbatio, illam vim, ro-
r & efficaciam obtineant omni futuro
npore, ac si per nos ipsos prædicta
einserta capitula coram concluderen-

tur & juramento firmarentur. In quorū fidem præſentes fieri juſſimus, ma-
 Jæſtatis noſtræ pendentī ſigillo, munitas. DATUM in Caſtello novo Neapolitanis die 11. menſis Junii milleſimo quingteſimo, Rex Fridericus. Reſiſtrata Cancellaria penes Cancellarium. Ingeſto mandatorum primò F. Majoriſis ſigillo ceræ rubæ impreſſo, & ſeſilis pendente munitas.

*Nicolas de Laval dénommé és Actes
 deſſus, fut Guy XVI. Comte
 de Laval.*

*Contrat de Mariage de François de la
 moille, Prince de Talmont, avec
 ne de Laval, fille de Nicolas de L.
 qui fut Guy XVI. Comte de L.
 & de Charlotte d'Arragon, du 20
 vrier 1521.*

COMME le bon plaifir du Roy & Sire, & de la Reine & Duchèſſe nòtre ſouveraine Dame; ait été de traiter & parler de Mariage entre hauts & puissans, François de la Tremoille, &

touchant la Paix d'UTRECHT. 203
de Talmond, & Damoiselle Anne de
Laval, fille de haut & puissant Seigneur,
Comte de Laval, de Montfort,
Quintin, Vicomte de Rennes, Sire
de Vitré & de la Roche; Lieutenant ge-
néral du Roy en Bretagne: pour parvenir
à quel plusieurs Princes, Barons, Com-
tes, & autres grands Seigneurs, parens &
consanguins de chacune desdites Parties,
sont assemblez; lesquels ensuivant les
vrais plaisirs desdits Seigneur & Dame,
ont donné leur consentement audit Ma-
gistrat, par les points, octrois & conven-
tions qui s'ensuivent: Et pour ce, sça-
vent tous que par nôtre Cour de Vitré:
il a été aujourd'huy preléns en droit, &
devant nous se sont comparus en person-
nes, ledit Comte de Laval, & ladite Da-
moiselle Anne de Laval sa fille, bien &
légalement autorisée (à son humble
requeste & requeste) de mondit Seigneur le
Comte de Laval, son Seigneur & Pere,
d'une part: Et ledit Prince de Talmond,
dit en son nom, qu'és noms de haut &
puissant Seigneur, Louis Seigneur de la
Remoille, Vicomte de Thouars, & Ba-
ron de Craon, son ayeul paternel: & de
Dame Louise de Coëtivy, Dame de Tail-

lebourg, mere dudit François: & pr
mettant icelui François, soy faire duème
authoriser; quant à tenir, garder & ent
tenir tout le contenu en ces presentes,
icelles faire ratifier par ledit Seigneur
la Tremoille, son dit Ayeul; & aussi (t
tant que touche ladite Dame de Tail
bourg, sadite mere) faire ratifier &
corder celdites presentes par le Curate
d'icelle, les decreter & en faire le fait
lable; & nobles personnes Audet de Cl
zerac Seigneur de Grand Effé; & Ren
de Monsges Seigneur de Piuboulay;
Philippes Louïs, Chevalier, Seigneur
Briente, au nom du dit Seigneur de la T
moille; en tant qu'ils peuvent par le po
voir à eux donné, par la Procuration
dit Seigneur de la Tremoille, cy endi
par eux montrée & apparuë; laquelle
demeurée és mains dudit Comte de Lav
& en a été baillé copie ausdits Procure
signée des Notaires souscripts d'autre pa
soy soumettant & soumettent ledit Cor
de Laval, & ladite Anne sadite fille,
ledit Prince de Talmond; eux, leurs ho
avec tous & chacuns leurs biens, meub
& héritages, presens & futurs; & les
Procureurs soumettant les biens de l

Procuration, au pouvoir, détroit, seigneurie & obéissance de nôtre dite Cour, & toutes autres; si métier est, jurer, servir, fournir à droit, & les y avons condamnés quant à ce qui s'ensuit; & à ce, qui est connu & confessé, & par ces présentes connoissent & confessent de leurs bons & loix, que en traittant, parlant & accordant le Mariage dudit François de la Trelle, & de ladite Anne de Laval; & en faveur dudit Mariage, & à ce qu'il soit consommé & accompli, ce qu'auparavant il ne seroit: Ils ont fait consenti, ordonné; & encores par ces présentes, ils consentent & accordent; les promesses, pactions, accords & convenances qui s'ensuivent. C'est à sçavoir, que ledit Comte de Laval (pour doter sadite femme) a donné, baillé, cédé & transporté & par la teneur de ces Présentes, donne, cede & transporte perpétuellement & héréditairement à ladite Anne de Laval, qui a esté pour elle, ses hoirs, & ayans cause; une somme de trois mil livres tournois de rente annuelle & perpétuelle, en bonne & suffisante assiette, par dû & loyal prisage; & telle rente, ledit Comte lui a baillé assigné, généralement sur tous & chascun de ses héritages, & choses immeubles,

presens & futurs ; & spécialement sur Terres & Seigneuries de Rochedire, Kergorlay & Laz, leurs appartenances, pendances & dépendances quelconques & en affiette desquels trois mil livres rente, ledit Seigneur Comte de Laval baillé, cédé, délaissé & transporté ; encore par ces Presentes, cede, délaissé & transporte dès à présent, à ladite Damselle, ses hoirs & ayans cause, lesdites Terres & Seigneuries de la Roche Kergorlay & Laz, leursdites appartenances, appendances & dépendances quelconques ; réservé audit Seigneur Comte de Laval, l'usufruit de la moitié desdits trois mil livres de rente ; pour lequel usufruit doüera de quinze cens livres de rente transportant, quittant, cedant & délaissant ledit Comte de Laval, à ladite Anne de Laval, ses hoirs & ayans cause ; la droicte, Seigneurie, possession & saisine desdits trois mil livres de rente ; & même desdites Terres & Seigneuries de la Roche Kergorlay & Laz, leursdites appartenances, appendances & dépendances & autres choses qui seront baillées pour affiette d'icelles ; & quant à lui, en baillant la possession réelle & actuelle : Icelui C

de Laval a constitué ses Procureurs ;
voir est
chacun d'eux pour le tout ; & s'est con-
ué ledit Comte de Laval , tenir & pos-
er les choses dudit usufruit , au nom de
ite Anne de Laval , ses hoirs & ayans
se : Et a été dit & expressément accordé
re lesdites Parties , que lesdites Terres
Seigneuries de la Rochedire , Kergor-
& Laz , leursdites appartenances , ap-
ndances & dépendances , seront prises
estimées ; et si elles sont trouvées moins
oir que lesdits trois mil livres tournois
Rente , ledit Seigneur Comte de Laval ,
hoirs , et ayans cause , seront tenus par-
rnir l'affiette desdits trois mil livres
rnois de rente , sur les autres Terres et
gneuries dudit Seigneur Comte de La-
 , et de proche en proche , lesdites
gneuries de Kergorlay et Laz : Aussi si
s en valent , en sera rescindé ; et outre
té accordé ; qu'au cas que ladite Damoi-
e ou ses hoirs , ou ayans cause , seroient
ublez et empêchez par les heritier ou
itiers , ou ayans cause dudit Seigneur
onte de Laval , en la jouissance desdi-
Terres et Seigneuries de la Roche-
e , Kergorlay et Lax , et leursdites ap-
par-

partenances, appendances et dépendances, ou en aucunes d'icelles choses de ladite affiette ; en cela ladite Damoiselle, ses hoirs et ayans cause, pourront (si bon leur semble) faire faire autre affiette desdits trois mil livres tournois de rente, sur les biens et héritages dudit Seigneur Comte de Laval, de ses hoirs, ou ayans cause ; laquelle sera baillée de proche en proche, en telles Seigneuries que lesdites Seigneuries de la Rochedire, Kergorlay et Laz, de valeur desdits trois mil livres de rente : Aussi a été convenu et accordé, qu'en baillant par ledit Seigneur Comte de Laval, ou son heritier principal, au dedans de quatre ans, après le decez de mondit Seigneur, autres Terres et Seigneuries pacifiques de la valeur et estimation susdite desdits trois mil livres tournois de rente, au dedans des Duchez de Bretagne, et d'Anjou Comté du Mayne, ou de Poictou, à dire de Preud'homme, mondit Seigneur le Prince ne pourra refuser les prendre pour recompense de proche, en proche, et une piece, deux ou trois seulement ; et que si par aucun événement lesdites Terres, ainsi baillées à ladite Damoiselle, étoient aliénées durant ledit Mariage : Au
di

cas mondit Seigneur le Prince, ses hoirs ayans cause, seront tenus recompenser ladite Damoiselle, ses hoirs et ayans cause en bons et suffisans lieux, à la raison l'alienation qui en seroit faite; laquelle recompense sera censée et réputée le propre patrimoine de ladite Damoiselle: au parfus ont lesdits Seigneur Prince de Lmoud, et iceux Procureurs dudit Seigneur de la Tremoille, constitué et convenant, doüaire à ladite Damoiselle, sur les biens dudit Seigneur de la Tremoille, qu'à la somme de trois mil livres tournois de rente annuellement, pour en jouir ladite Damoiselle sa vie durant seulement, sans de doüaire choit, en la maniere qui ensuit. C'est à sçavoir de la somme de cinq cens livres tournois de rente, durant la vie dudit Seigneur de la Tremoille, et du tout des trois mil livres de rente après son trépas: Et sera ladite somme de trois mil livres tournois de rente, baillée bonne et suffisante assiette, sur les biens dudit Seigneur de la Tremoille, avec le fief de la Seigneurie et Baronnie de sainte Hermine, et de proche en proche, pour jouir par ladite Damoiselle, par maniere de doüaire, sa vie durant seulement: et

et au regard des autres biens que ceux
dit Seigneur de la Tremoille, ladite E
moisselle y aura, et prendra neanmoins de
aire, si elle survit ledit Seigneur Prin
de Talmond: Et outre a été conven
qu'au cas que ledit Seigneur Prince ai
de vie à trépas, auparavant ladite Da
de Taillebourg sa mere, icelle Damoise
jouïra par usufruit, par forme de pro
fion, de mil cinq cens livres de rente, et
les biens de ladite Dame de Taillebourg
et après le decez de ladite Dame, ice
Damoisselle aura son plein doüaire, sur
en tant que touche lesdites Terres de la
te Dame de Taillebourg: Et a ledit Com
te de Laval donné, et donne par ces Pr
sentes, licence et autorité à Monseigne
le Comte de Montfort son fils, de ratifi
et consentir tout le contenu en ces Présen
tes, à ce que ledit Comte de Montfor
ne ses hoirs, n'y puissent jamais contri
venir, et ausquelles choses, tenir, ga
der, entretenir et accomplir, et mêm
lesdits trois mil livres tournois de rent
baillées et transportées par mondit Seigne
le Comte de Laval à sadite fille, et les ch
ses de l'affiette d'icelle rente à jamais
perpetuel, nonobstant-coutume, gare
ti

défendre , sauver et délivrer , par le Comte de Laval , ses hoirs et ayans se , à ladite Damoiselle , ses hoirs et ns cause , nonobstant que Donateur de it ne soit tenu porter aucun garentage : ont lesdites Parties respectivement obli- s et obligent les uns vers les autres : et ce faisant , délors , comme dès à pre- , et dès à présent , comme délors , le Prince de Talmond , et icelle Damoi- e de Laval , ont quitté et quittent l'outre des biens et successions dudit Comte Laval , et de défunte haute et puissante ne , Charlotte d'Arragon , Pere et re de ladite Damoiselle ; et sont expres- ent reservez à ladite Damoiselle et ses rs , les droits qui leur peuvent et pour- t appartenir és autres successions : Et puis lesdits Seigneur Prince de Tal- nd , et Damoiselle Anne de Laval , tre sont Fiancez , auxquels a été lû et été tout le contenu cy-dessus , lequel et entendu , après que ladite Damoi- e a été autorisée dudit Seigneur et nce son mari , et qu'il a promis et juré Joy de Prince , se faire autoriser dudit gneur de la Tremoille son Pere , au tenu en ces Presentes : Ont promis et
juré

juré lesdits Seigneur et Damoiselle ,
tenir , fournir et accomplir , sans jamais
aller à l'encontre, en renonçant , et ou
renoncé lesdites Parties , et chacune d'e
les , à l'encontre de l'effet et substance d
ces Presentes , à jamais non venir , qua
ne demander terme de parler , jour , Jug
ne exoyne , et à non alleguer à l'encontr
erreur , convention , et à tout autre respi
relevement de Prince et de Princesse , et
aucun en impetrent , à non s'en jouir
aider , en nulle , ne aucune maniere ,
de leurs assentemens , et par leursdits se
ment sur ce fait , et sur les Evangiles , p
lesdits Prince et Damoiselle corporell
ment touchez , les y avons condamnéz
condamnons : donné témoins de ce , l
Sceaux établis aux Contrac̃ts de nôtre di
Cour , & les seings manuels desdits Se
gneurs Comte de Laval , et Prince de Ta
mond , pour fermeté. Ce fut fait et pas
au Château de Vitré , le vingtième Fe
vrier , l'an mil cinq cens vingt et un. Ain
signé Guy , et God ; passé , et Gauc
passé.

Protestation de la Princesse & du Jeune Prince de Condé touchant le Duché de Montserrat.

Par devant les Conseillers du Roi Notaires à Paris sous-signés, furent présents tres Haute, tres Excellente, & tres Puissante Princesse Madame Anne Palatine Baviere, veuve de tres Haut, tres Excellent & tres Puissant Prince Monsieur Henri Jules de Bourbon, Prince de Condé, premier Prince du sang, premier Pair, & Grand-Maître de France, Duc d'Anguien & de Chateaux-roux, Gouverneur & Lieutenant general pour le Roi en ses Provinces de Bourgogne & de Bresse; Et tres Haute, tres Excellente & tres Puissante Princesse Madame Louise Angoise de Bourbon, veuve de tres Haut, tres Excellent & tres Puissant Prince Monsieur Louis Duc de Bourbon, Prince de Condé, Prince du sang, Pair & Grand-Maître de France, Gouverneur & Lieutenant general pour sa Majesté en ses dites Provinces de Bourgogne & de Bresse: Et dite Dame la Duchesse, Tutrice honoree de tres Haut tres Excellent & tres Puissant

Puissant Prince Monseigneur Louis Henri Duc de Bourbon, Prince de Condé Prince du sang, Pair & Grand-Maître de France, Gouverneur general pour sa Majesté en ses dites Provinces de Bourgogne & de Bresse, Héritier de mon dit feu Seigneur Louis Duc de Bourbon son pere. Mes dites Dames les Princesse & Duchesse demeurant en leur Hôtel à Paris, Rue neuve saint Lambert, Paroisse saint Sulpice: Lesquelles ont fait & constitué leur Procureur general & special Messire Jean Baptiste du Bos, auquel mes dites Dames les Princesse & Duchesse ont donné & donnent pouvoir de pour leurs Alte Serenissimes és dits noms & qualités conjointement, se transporter au lieu qui sera indiqué pour les Conférences ou l'on traitera de la paix prochaine, & y faire toutes diligences & instances requises & nécessaires pour conserver & faire valoir tous les droits qui appartiennent à leurs Alte Serenissimes Madame la Princesse & à mon dit Seigneur le Duc au Duché de Monferrat, ouvert par le décez de feu Ferdinand Charles Duc de Mantoue & de Monferrat, dernier possesseur du dit Duché Monferrat, & generalement faire à ce

tout ce que le dit Sieur Procureur trou-
va à propos. Promettant, &c. Fait
passé au dit Hôtel de leurs Alteſſes Se-
ſſimes, l'an mil ſept cens onze, le
ſeptième jour de Décembre, avant Mi-
Et ont Meſdames les Princeſſe & Du-
ſſe ſigné la préſente Procuration en ſa
ſuite étant en la poſſeſſion de Lange
des Notaires ſous-ſignés.

Et ont ſigné avec paraphes.

De SAVIGNI. LANGE

*Et a l'expédition du dit Pouvoir, en forme
Procuration faite ſur parchemin Timbré,
poſé le ſceau public des Notaires de Pa-*

Nous ſous-ſignés Nous étant tranſpor-
tés le mois de Janvier, mil ſept cens
ze, en la Ville d'Utrecht où ſ'asſem-
ble le Congrez pour travailler à la Paix,
d'y agir en vertu & pour les fins du
Pouvoir à Nous donné par Madame la
Princeſſe douairiere de Condé & par Ma-
dame la Duchefſe douairiere de Bourbon,
ſon ayeule & tutrice de ſon Alteſſe Se-
ſſime Monſeigneur le Duc de Bour-
bon,

bon, le dixseptième Décembre de l'année mil sept cens onze : Notre première vûë auroit été d'abord de recourir aux Ministres du Seigneur Suzerain du Fief Duché de Montferrat mouvant immédiatement de l'Empire, à ce qu'il leur plût en levant les obstacles que la guerre apportoit à la poursuite des droits des Vostres Serenissimes nos Commettants, mettre en état de se pourvoir devant Tribunaux compétents contre la prétendue confiscation du dit Fief ouvert leur profit par la mort du dernier possesseur, & en faire déguerpir son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Savoie qui l'occupoit actuellement : Mais aiant connoissance que le Seigneur Suzerain du dit Fief en auroit accordé à son Altesse Royale le Duc de Savoie une Investiture contraire aux droits incontestables de Vostre Princesse & du Prince nos Commettants, lui suffisamment connus par les Investitures que ses Predecesseurs avoient données au Fief de Montferrat, Nous n'avons pas eu de voir recourir à un juge qui si manifestement s'étoit déclaré notre partië. Nous avons considéré, & n'aiant pas trouvé que le Congrez d'Utrecht se ménagât en la fa-

accoutumée par l'entremise d'aucun
mediateur à qui Nous pûssions avoir re-
cours : Nous n'avons pû faire rien de
ceux, afin de faire valoir & conserver les
droits confiés à nos soins, & empêcher
qu'il fût inseré aucune stipulation à leur
préjudice dans les Traités de Paix à faire, que
Nous informâmes les Principaux Ministres des
Parties Belligérantes dont le Congrez étoit
composé, & de publier dans le lieu mê-
me où il étoit assemblé un Ecrit contenant
les motifs & raisons sur lesquels ces droits
sont fondés, pour en instruire dans le tems
présent & dans le tems à venir la société
des Nations: Ce qui n'ayant pas empê-
ché que par plusieurs Traités de Paix si-
gnés l'onzième jour d'Avril dernier en cet-
te ville d'Utrecht, son Altesse Roïale le
Duc de Savoie ne soit maintenuë dans la
possession du Montferrat: Nous avons en
vertu de notre Pouvoir, & au nom de son
Altesse Serenissime la Princesse douairiere
de Condé, comme au nom de son Altesse
Serenissime Louis Henri Duc de Bourbon, protesté, & Protestons contre cette dispo-
sition par devant le Vénérable Magistrat
de la Régence de la ville d'Utrecht; déclara-
nt que Nous n'y acquiesçons en aucune

maniere, que Nous en appellons à
 tems plus favorables à la justice, & que
 droits de nos Commettants n'en seront
 réputés moins legitimes, ni toutes les
 tions qu'ils pourront intenter pour
 poursuivre moins justes: Et pour
 grande notoriété de cette Protestat
 Nous en déposons l'Original, ainsi qu
 Pouvoir à Nous donné, dans les Ar
 ves de l'Hôtel de ville d'Utrecht;
 quérant le Venerable Magistrat & Reg
 ce de Nous accorder Acte du dit dé
 & des susdites Protestations. Fait à Utre
 le quatorzième Avril mil sept cens tre

Et est signé

Jean Baptiste du Bos.

Nous Bourguemaitres & Conse
 composant la Regence de la ville
 trecht, déclarons que le Sieur Jean
 tiste du Bos a déposé en sa qualité
 nos Archives le Pouvoir & la Prot
 tion dont les Copies collationnées son
 dessus, & qu'il a devant Nous réité
 Protestation. De quoi Nous avons
 voulu lui accorder Acte sous le Scea

touchant la Paix d'UTRECHT. 219
notre Ville & la signature de notre Sé-
cretaire. Le dixhuitième Avril 1713.

Et est signé

H A R S C A M P,

Avec apposition du Grand Sceau.

M E M O I R E.

*Concernant le droit de son Altesse Serenis-
sime Madame la Princesse douairiere de
Condé sur le Duché de Montferrat.*

Le Montferrat est un Fief immediat de
l'Empire, auquel les femelles sont ap-
pellées au défaut seulement de tous les
mâles descendus de l'Investi, & de la na-
ture de ceux qu'on appelle *ex pacto &
providentia*, par difference des Fiefs héré-
ditaires

La premiere Investiture de ce Fief dont
on ait une connoissance certaine, est cel-
qui fut donnée par l'Empereur Othon
le premier, le 23. Mars 967. à Alerame Prin-

ce de l'ancienne Maison de Saxe. La postérité masculine d'Alerame s'étant éteinte en 1305., le Montferrat passa dans la Maison des Paleologues ou étoit entrée Violande de Montferrat, Sœur de Jean Marquis de Montferrat dernier mâle de la branche de la Maison de Saxe qui avoit tenu ce Fief.

Le Montferrat demeura jusques en 1532 dans la Maison des Paleologues. Après la mort de Jean Georges Paleologue dernier mâle de la postérité de Violande de Montferrat, Marguerite Paleologue nièce lui succéda & fit entrer le Montferrat dans la Maison Gonzague. Elle avoit épousé Frederic de Gonzague, Duc de Mantoue, qui fut investi conjointement avec elle du Montferrat, par l'Empereur Charles quint, nonobstant les contestations qui furent muës dès lors, & qui ont été terminées depuis à l'avantage de sa Maison.

Il faut faire une attention particulière sur les termes de l'investiture octroyée par Frederic de Gonzague, le dernier jour de Décembre 1532. C'est la première investiture accordée aux Gonzagues. C'est le titre primordial de cette Maison: S

ant les Jurisconsultes c'est la regle & la loi qui doit decider de la succession du Montferrat entre ceux de la Maison. Charles quint dit dans son Diplome : *Qu'il institue Frederic de Gonzague & Marguerite Aleologue du Marquisat de Montferrat, comme d'un Fief noble, ancien, Paternel & Apatril, pour eux & leurs legitimes descendants mâles, & au défaut des mâles pour les femmes; en sorte que les femmes qui en auroient été exclues une ou plusieurs fois, puissent néanmoins être admises à la succession du dit Marquisat.*

Lorsque l'Empereur Maximilien second donna le Marquisat de Montferrat en Duché par son Diplome du huitieme Decembre 1573, il confirma encore l'ordre de succession établi dans l'investiture de Charles quint.

Frederic de Gonzague & Marguerite Aleologue laisserent plusieurs enfans, & le plus né leur succeda au Duché de Mantoue & au Marquisat de Montferrat. Sa postérité masculine étant finie en 1627 par le mort de Vincent second Duc de Mantoue & de Montferrat, le Mantouan & le Montferrat furent censés dévolus à Charles de Gonzague, Duc de Nevers, Fils de Lu-

dovic de Gonzague Duc de Nevers , le
quel Ludovic étoit fils puîné du Duc Fr
deric & de Marguerite Paleologue. Que
ques personnes prétendirent que Marie
Gonzague nièce du Duc Vincent & Fille
Duc François Frere aîné de Vincent auro
dû succeder au Montferrat comme à
Fief féminin ; mais elle demeura exclue
vertu de l'investiture , par Charles Duc
Nevers, qui apres quelques contestations f
investi du Montferrat par l'Empereur Fe
dinand second , le second Juillet 1631
Cette investiture confirme les precedentes
& statuë qu'elles seront exécutées suivant
leur forme & teneur, ainsi que si elles étoient
relatées dans le Diplome mot à mot.

La posterité masculine de Charles invest
sti en 1631 , est finie par la mort de Fi
dinand Charles Duc de Mantoue &
Montferrat, mort à Venise en mil sept cent
huit. Le Mantouan étant un Fief masculin
il sort de la posterité de Charles dont il
reste plus que des femmes ; mais le Fief
Montferrat doit leur demeurer. Voici
descendance du Duc Charles premier.

Charles investi du Montferrat en 1631.

Charles de Gonzague, Duc de
Rhetois, mort avant son
Pere.

Anne de Gonzague, Femme
d'Edouard Prince Palatin
du Rhin.

Charles Second, Duc
de Mantouë & de
Montferrat.

Eleonore de Gonzague, Femme de
l'Empereur Ferdinand
troisième.

Marie Princesse de
Salms, morte avant
Ferdinand

✠ Ferdinand Charles,
&c. mort à Venise
en 1708.

Charles decedé en
1708.

Louis, Duc de Bourbon, mort le 3
Mars 1710.

Eleonore d'Autriche,
Reine de Pologne, & Duchesse
de Lorraine.

Louis Henri, Duc de
Bourbon.

Leopold Duc de
Lorraine.

On voit par cette Genealogie que Duché de Montferrat est dévolu à la Princesse douairiere de Condé par la mort dernier possesseur, attendu que la Princesse de Salms Sœur aînée de son Alte Serenissime étoit morte avant lui. Monsieur le Duc de Lorraine ne peut ici prévaloir de sa masculinité. La regle certaine qu'en matiere de succession a Fiefs, le mâle sorti d'une Fille & qui re d'elle son droit, ne peut alléguer la prerogative du Sexe contre les femmes proches que lui. Il paroît néanmoins, différens Ecrits publiés en faveur de Monsieur le Duc de Lorraine, comme par diligences que ses Envoïés ont faites différentes Cours, que son Altesse Serenissime se porte pour successeur du dernier Duc de Mantoue & de Monferrat au Duché de Montferrat. Le public en juge d'avance sur la Genealogie.

On y remarque d'abord que Madame Princesse douairiere de Condé, est proche de deux degres, que Monsieur Duc de Lorraine, de Charles de Gonzague investi du Montferrat en 1631. & par conséquent de Frederic de Gonzague investi par Charles quint en 1532. Cependant
Mo

Monsieur le Duc de Lorraine n'a d'autre droit au Montferrat que celui qu'il tire de Charles premier investi. Monsieur le Duc de Lorraine ne tire aucun droit de Charles Duc de Rhételois son Bisaïeul qui mourut avant son pere, & qui n'ayant jamais tenu le Fief, n'a pû mettre en Ligne ses descendans ni les rendre habiles à succéder au Montferrat, préféablement aux descendans de la Ligne de la Princesse Anne de Gonzague femme d'Edouard Prince de Salin. Monsieur le Duc de Lorraine n'étant pas descendu de Charles second, ni de Ferdinand Charles qui ont tenu le Montferrat après Charles premier, il n'a point l'avantage d'être d'une Ligne privilégiée; & il faut pour avoir un droit, qu'il ait recours à la descendance de Charles premier. Madame la Princesse douairiere de Condé se trouve alors être plus près que moi de deux degrés de Charles premier investi. C'est cependant cette proximité de degré par rapport au premier investi qui doit décider la question, quand il s'agit de succession à un Fief *ex pacto & providen-* *te*, & accordé au Vassal pour lui & tous ses descendans mâles & femelles. Tous les Jurisconsultes décident qu'en matiere

de succession à de tels Fiefs, c'est à cette proximité du premier investi qu'il faut voir égard, & non à la proximité du dernier possesseur. Ce n'est point du dernier possesseur, c'est du premier investi que le successeur tire son droit, suivant les Loix Feodales.

Monsieur le Duc de Lorraine ne peut point alléguer que son Bisaïeul Charles Duc de Rhetelois ait laissé à cause de sa masculinité un privilège à sa Ligne, en vertu duquel ses descendans doivent exclure toujours les descendans de la Ligne de Sœur Anne de Gonzague mere de Madame la Princesse douairiere de Condé. Suivant les loix de l'Empire, les Fiefs ne se dérogent pas suivant la superiorité des Lignes, mais suivant la proximité des degrés. La succession Lineale n'est établie que pour les Electorats, & c'est seulement en vertu d'une exception au droit commun, statué expressément dans la Bulle d'Or, qu'on permet, pour régler la succession à ces grands Fiefs, la supposition qui fait regarder les morts comme vivans actuellement en la personne de ceux qui les représentent.

Quand le dernier Duc de Mantoue de Monferrat mourut en 1708, la guerre

empêchoit Madame la Princesse Douairière de Condé de faire les diligences convenables pour recueillir toute la portion de succession de ce Prince qui lui étoit échüe, & pour être investië & mise en possession du Montferrat. Il étoit alors tenu par son Altesse Roïale le Duc de Savoie, qui n'avoit encore d'autre titre pour posséder, que celui que donnent les armes. Ainsi son Altesse Serenissime se promettoit qu'à la paix il lui seroit fait raison sur ses droits. Mais peu de tems apres la mort du Duc de Mantoue, son Altesse Roïale obtint de l'Empereur Joseph une investiture du Montferrat, laquelle supposoit que le Fief avoit été valablement confisqué sur le dernier possesseur, & même sur ses héritiers collatéraux. Ce n'est point ici le lieu d'alléguer les moïens de droits qui prouvent que cette confiscation si odieuse est inique, & ne peut subsister: principalement apres la mort du prétendu delinquant qui ne laisse point de posterité, & quand le tems ou le delinquant & sa posterité en auroient pu jouir est ainsi expiré. On se réserve de le faire, & de montrer la nullité des dispositions faites en conséquence, quand les Tribunaux compétens pour

juger cette question auront été ouve
par la paix. On se contentera ici d'al
guer un fait qui préviendra suffisamment
contre la justice de cette confiscation, éte
duê sur des Collatéraux qui ne tirent pas le
droit de reprendre le Fief du dernier p
fesseur, mais du premier investi. C'
que les Puissances Alliées qui ont disp
du Montferrat en faveur de son Alt
Roïale le Duc de Savoie, ont stipulé d
„ leur Traité Qu'il seroit donné un Equi
„ lent à celui qui devroit être le success
„ du dernier Duc de Mantoue, au Duché
„ Montferrat. C'est ainsi que le Traité
nonce, & il ne dit point que cet Equival
doive être donné à Monsieur le Duc
Lorraine, comme reconnu pour Héritier
Monferrat dans la Société des Natio
quoi qu'un Ecrit touchant les droits de
Altesse Serenissime, qui a été publié
cette Ville d'Utrecht depuis que le C
grez s'y est assemblé, veuille l'insinuer.

M E M O I R E

*Concernant les Prétentions & Droits de
Monseigneur le Duc de Luxembourg,
sur le Duché de Luxembourg.*

[e Droit de succéder aux Fiefs est réglé par l'usage dans tous les Etats Souverains. Le Luxembourg est un ancien Comté Souverain, & il est prouvé par les Histoires & les Tâtres particuliers de la Maison de Luxembourg, que les Princes mâles ont été préférez aux Filles, & que la ligne masculine finissant, la Princesse la plus proche du Sang du dernier Prince du Comté de Luxembourg a Hérité de la Souveraineté.

Frideric Comte Souverain de Luxembourg étant mort sans Enfants mâles, Hermanzide sa fille ne lui a point succédé, & Conrad de Luxembourg Frere de Frideric, l'a possédé du consentement de Henry Comte de Namur, Mari d'Hermanzide.

Trois Comtes de Luxembourg descendants de Conrad lui ont succédé, & après la mort de Henri de Luxembourg Evêque

de Liège, dernier des Princes du nom de descendans de Ricuinus premier Comte de Luxembourg, une autre Hermanzide Fille de Henri l'aveugle Comte de Namur est venuë par représentation de la première à la propriété du Comté de Luxembourg.

Par cet exemple, la Fille plus proche de Sang du dernier Prince du nom de Luxembourg, doit Hériter de la Souveraineté en défaut de Mâles du nom.

Hermanzide Comtesse de Luxembourg épousant Valleram de Limbourg, lui donna & à leurs descendans le nom de Luxembourg, qui a continué de mâle en mâle jusqu'à la mort de Henri de Luxembourg Duc de Piney, arrivée en 1616 : mais garda les armes de Limbourg.

Deux branches de Luxembourg se sont forties de Valleram & d'Hermanzide. L'aînée a fini par la mort de Sigismond Luxembourg dernier des six Empereurs & Rois de Bohême du nom de Luxembourg.

Ainsi par l'exemple de Conrard de Luxembourg, Louis de Luxembourg Comte de Saint Paul, aîné de la seconde branche, & seul du nom de Luxembourg

devoit Hériter de la Souveraineté. Il fit ses devoirs pour s'en mettre en possession : mais il trouvoit le Duché occupé par le Duc de Bourgogne, & le Roi Louis XI. qui refusoit sa protection.

Le Comté de Luxembourg a été érigé en Duché par l'Empereur Charles IV. en faveur de Venceslas de Luxembourg son frère en 1354. Les Lettres d'érection ne portent point la clause de reversion à l'Empire au défaut des Mâles descendans de Venceslas ; & après la mort de Venceslas, le Duché est retourné à l'Empereur Venceslas de Luxembourg, qui en a fait l'engagement de six cent mille florins, en faveur d'Elisabeth de Luxembourg Nièce, pour la dot de son Mariage avec Antoine Duc de Brabant, par ses Lettres de l'an 1409., se réservant, & aux Princes de son nom, la Souveraineté & le droit de retrait.

Sigismond de Luxembourg a succédé aux droits de Venceslas, & à l'Empire. Elisabeth sa Fille unique a épousé Albert Archiduc d'Autriche Successeur de Sigismond à l'Empire, laquelle n'a eu qu'une fille mariée à un Duc de Saxe.

La Princesse Elisabeth engagiste de Luxembourg-

xembourg en a joui au titre de son Contrat de Mariage, sans opposition, pendant la vie de l'Empereur Sigismond, quel étant mort en 1437. un Prince Saxe Fils de la Fille de l'Archiduc Albe & de la Fille de l'Empereur Sigismor troubla la Princesse engagiste Veuve & Enfans. Elle eut recours au Duc de Bourgogne Philippe, qui par Traité de 1441. fut fait Gouverneur & Maimbourg du Duché de Luxembourg de la part l'engagiste. Il reçut ensuite le Serment des États assemblés en la Ville de Luxembourg, en cette seule qualité de Gouverneur & Maimbourg.

C'est le seul titre des Ducs de Bourgogne. Ils ont continué cette injuste possession, qui a passé avec le Mariage de l'Héritière dans la Maison d'Autriche ; les Rois d'Espagne prétendent s'être acquis la propriété par un Traité fait avec un Prince de Saxe, qui n'y avoit point de droit ainsi leur possession étant sans fondement légitime, ne peut leur aquerir de prescription.

La propriété du Duché de Luxembourg par l'usage de la Famille du nom de Luxembourg, apartenoit après la mort

gismond de Luxembourg, à Louis de Luxembourg Comte de Saint Paul, lequel eut deux Enfans Mâles, Pierre & Antoine. Pierre l'aîné Héritier des Droits n'a eu qu'une Fille, qui n'a pû porter que les autres biens de son Pere en la Maison Royale, par son Mariage avec François de Bourbon, Comte de Vendôme; la prétention de la Souveraineté de Luxembourg, comme Droit Masculin, ayant passé du Comte Frideric de Luxembourg à Comte d'Idout, de Sigismond à Louis Comte de Saint Paul, de Louis à Pierre. Elle est venue de Pierre à Antoine son Frere, & à ses descendans mâles, desquels Henri de Luxembourg le dernier de son nom, mort en 1616, n'ayant eu qu'une Fille Marguerite Charlotte, elle a été Héritiere de Luxembourg, par l'exemple de la seconde Hermanzide, & Madame la Duchesse de Luxembourg Fille de la Princesse Marguerite Charlotte, est devenuë Héritiere des prétentions de feu Madame sa Mere, qui a obtenu, par la permission du Roi, ses Protections en l'Assemblée du Traité de Paix concluë à Nimégue en 1678. contre l'injurieuse usurpation des Ducs de Bourgogne continuëe par les Rois d'Espagne, sans
Droit

Droit ni titre valable, & * Monsieur le Duc de Luxembourg Montmorenci, Fils de Monsieur le Duc de Luxembourg Montmorenci & de Madame Marie Magdeleine Charlotte-Bonne-Claire de Luxembourg avec la permission de sa Majesté, les réité en l'Assemblée des Seigneurs Ambassadeurs Plénipotentiaires à Ryswick, étant l'aîné mâle du nom de Luxembourg, selon Loi de la Famille, par représentation Henri de Luxembourg, Duc de Piney mort en 1616. dernier mâle des Princes descendans de Valleran de Limbourg

** C'est le mesme Seigneur qui les réitéra
jour d'hui au Congrez d'Utrecht.*

PLEIN POUVOIR

De Monseigneur le Duc de Luxembourg

Charles François Frederic Duc de Luxembourg de Montmorenci & Piney, Pair, premier Baron & premier Chrestien de France, Souverain d'Aigmont, Prince de Tingry, Comte de Ligni, Marquis de Bellenave, Baron de Mello, Gouverneur & Lieutenant General pour Roy en la Province de Normandie
A tous ceux qui ces presentes Lettres

ont scavoir faisons que le Duché de Luxembourg nous appartient de plein droit, comme representans tres haute & tres puissante Princesse Marguerite Charlotte Ducesse de Luxembourg nostre Ayeule Fillegiere de tres haut & tres puissant Prince Henry Duc de Luxembourg, & devant sous le bon plaisir du Roy nostre Souverain Seigneur rentrer en la propre possession & jouissance dudit Duché, & des circonstances & dependances usurpées par les Ducs de Bourgogne & détenues par les Roys d'Espagne jusques à present: Nous suivant la permission que Sa Majesté nous a accordée de représenter & poursuivre nos droits sur ledit Duché & tant Messieurs les Plenipotentiaires assemblez à Utrecht pour traiter de la paix generale, & Nous confiant en la personne Claude de Villiers, Chevalier, Seigneur de Villiers & de Gofolon, Nous avons par ces presentes nommé & constitué, nommons & constituons Nostre Envoyé & Procureur general & special ledit Sieur Claude de Villiers.... Pour se transporter en la Ville d'Utrecht & suivant les Instructions particulieres dont nous l'avons chargé représenter auxdits Sieurs Plenipotentiaires la justice de nos droits

droits & prétentions, & demander
Nous soyons restituez & rétablis en la
ne & paisible possession dudit Duché
Luxembourg, ses circonstances & de
dances; Et en cas qu'il soit fait refu
prendre connoissance de la justice de
droits, & de prononcer sur la nostre
mande, Nous donnons charge & pou
audit Sieur Claude de Villiers de
en nostre nom toutes protestations &
positions nécessaires, & d'en retire
Actes en la meilleure forme que fai
pourra, à ce que tous les Traitez de
generaux ou a faire, non plus que toute
clarations à ce contraires, ne puissent
nuire ni préjudicier, ni aux Nostres, di
tement ou indirectement, & generaler
de faire à cet égard tout ce qu'il juger
cessaire pour en avancer le succez, pro
tant d'avoir le tout pour agreable, fe
& stable, comme si Nous-mesmes y av
esté en personne. En foy dequoi N
avons signé ces presentes, Icelles
contresigner par un de nos Secretaire
y apposer le sceau de nos armes. A F
en, le vingt quatriéme Decembre, mil
cens onze.

Montmorency Luxemb.

Est contresigné sur le replis.

Par Monseigneur

Chaillon.

Auquel Pouvoir expédié en parchemin, forme de Lettres patentes, pend à las de e rouge, bleue, & gridelin, le sceau des es dudit Seigneur Commettant, em- int sur cire rouge.

PROTESTATION.

Nous soubsignez nous estant transportez dès le mois de Janvier de l'an de ce mil sept cens douze dans la Ville trecht afin d'y agir en vertu & pour ins marquées dans le Pouvoir qui nous t esté donné par tres. haut & tres puis- Seigneur Charles François Frederic Luxembourg de Montmorency, & de Pi- , Pair, premier Baron & premier Chre- de France, &c. & n'ayant pas trouvé le Congrez s'y ménageât en la forme outumée par l'entremise d'aucun Media-
teur

teur à qui nous pûssions avoir recours
aupres de qui nous pûssions faire les d
gences convenables : Nous n'avons
faire rien de mieux , afin de faire valoir
conserver les droits confiez à nos soins,
d'en informer les principaux Ministres
Parties Belligerantes dont le Congrez est
composé , & de publier dans le lieu me
ou il estoit assemblé un Ecrit conter
les raisons & moyens sur lesquels ces dr
font fondez , lequel pût en instruire c
le temps present & dans le temps à v
la locieté des Nations. Ce qui n'ay
point empesché que par plusieurs Tra
de Paix signez en cette Ville d'Utre
l'onzieme Avril de cette année mil
cens treize , le Duché de Luxembour
doive finalement demeurer en la posses
de la Maison d'Autriche , comme par
devant , au préjudice des droits incont
bles du Seigneur nostre Commetant : N
avons en vertu de nostre Pouvoir protest
protestons contre cette disposition, pa
vant le venerable Magistrat & Reg
de la Ville d'Utrecht , declarant que N
n'y acquiesçons en aucune maniere ,
plus qu'à toute autre disposition fait
préjudice des droits du Seigneur n
C

commettant ; mais que Nous en appellons des temps plus favorables à la justice , & que les susdits droits n'en pourront estreputez moins legitimes. Et pour plus grande notorieté de la presente Protestation , Nous la deposons en Original , ainsi de nostre Pouvoir , dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht , Requerant le honorable Magistrat & Regence de Nous accorder Acte dudit dépost & des susdittes protestations. Fait à Utrecht le 14 Avril 1713.

Est signé

Villiers.

Nous Bourguemaistres Conseillers commandant la Regence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur de Villiers a déposé sa qualité dans nos Archives le Pouvoir la Protestation dont les Copies collationnées sont cy dessus , & qu'il a devant nous réitéré sa Protestation : dequoi Nous nous bien voulu lui accorder Acte, sous le sceau de nostre Ville & la signature de nostre Secrétaire. le 18 Avril 1713.

Et est signé

Harscamp

Avec l'apposition du grand sceau.

AU-

AUTRE MEMOIRE

De S. A. S. Monseigneur le Duc de Luxembourg concernant le Duché de Luxembourg.

Le Duché de Luxembourg appartient à Monsieur le Duc de Luxembourg Heritier du Nom, des Armes, & Biens de la Maison de Luxembourg, comme Représentant Marguerite Charles Duchesse de Luxembourg son Aïeul Fille & unique Héritiere de Henri I de Luxembourg dernier Mâle de la Maison de Luxembourg, par la loi établie de cette Illustre Maison, suivant laquelle Mâles ont été préférés aux filles, que plus proches du dernier décedé, & défaut des Mâles les filles ont succédé la propriété du Luxembourg.

Pour faire Connoitre ces Verités il nécessaire de représenter la Suite des P. ces de cette Maison.

Sans remonter à son Origine que la part des Historiens tirent de Clodion Chevelu, Roi des François, il suffit commencer par Sigebert fils de Riqui

touchant la Paix d'UTRECHT. 241
de Mozelane , & de Melchide fille
Duc de Franconie , qui a le premier pris
om de Comte de Luxembourg.

Sigibert Comte de Gurrie faisoit sa rési-
ce dans le Château de Gurrie dont le
n est encore connu , mais trouvant dans
voisinage la situation de celui de Lu-
mbourg plus agréable, il l'acquit par con-
t d'échange du 17. Avril 963. de Vikér
é de St. Maximin près de Trêves, & des
igieux de ce Monastere : il y Bâtit une
resse , & donna le nom de ce Château
uxembourg à tout son Comté de Gur-
& à ses descendans. Ce Prince mou-
an 997.

Gilbert son Fils , & d'Hardrvich Fille
ustache Comte de St. Paul & de Gui-
lui succeda. Il fut marié avec Berthe
d'Alphonse Comte de Boulogne , de
elle il eut deux enfans Frederic & Con-

Gilbert étant decédé l'an 1015. Frede-
ainé herita du Comté & n'ayant qu'u-
Fille nommée Hermanzide , de Ger-
e Fille de Gozelon Duc de Lorraine ,
son décès Conrad Fils de celui qui est
essus nommé fut préféré à Hermanzide
la succession du Comté de Luxem-
m. IV. L bourg,

bourg, & cela se fit sans opposition
la part de Godefroy Comte de Namur
mari d'Hermanzide.

Ce Conrard premier aîné mâle de
Maison épousa Clemence Fille de l'Em-
pereur Henri quatrième de laquelle
n'eut qu'un Fils nommé Guillaume,
mourut l'an 1086.

Guillaume Comte de Luxembour
n'eut aussi qu'un Fils nommé Conrard,
Melchide Fille du Duc de Suabe.

Conrard II. Mari d'Elisabeth Fille
Godefroy Comte de Namur, n'eut en-
core qu'un Fils nommé Henri.

Henri I. Comte de Luxembourg per-
dant le service de Dieu aux honneurs
Monde se donna à l'Eglise, fut élu E-
vêque de Liège, & par sa mort la Li-
gèrerie des Comtes de Luxembo-
urg étant éteinte, Henri Comte de Na-
mur nommé l'Aveugle, Fils de Gode-
froy Comte de Namur, & d'Hermanzide
Luxembourg vint à la succession de
Comté comme plus proche de Henri
Luxembourg.

Henri second Comte de Luxembo-
urg n'eut qu'une Fille aussi nommée Herm-
anzide, de son mariage avec Agnes I.
d'

touchant la Paix d'UTRECHT. 243
Otton Comte de Gueldres. Cette Prin-
ce, après la mort de son pere Henri, fut
placée dans la jouissance du Comté de Lu-
embourg, l'Empereur prétendant pou-
voir en disposer faute de Mâles, en donna
la restitue à Otton le Bourguignon; mais
Otton étant informé de la Loi de la famille,
avec le consentement du Bourguignon, cette
Princesse Hermanzide rentra dans la pos-
session de son Comté de Luxembourg,
tant Veuve du Comte de Bar elle é-
pousa Valleram de Limbourg Marquis
duquel on prit le nom de Comte de Lu-
embourg l'an 1214.

L'exemple de Conrad préféré à la pre-
miere Hermanzide, justifie que les Filles
peuvent heriter du Luxembourg quand
il n'y a des Princes du nom; & celui de
la premiere l'Aveugle & de la seconde
Hermanzide, fait voir que les enfans des
Princes & les Filles plus proches du dernier
Comte donnent le nom & le Comté de Lu-
embourg à leurs descendans.

Valleram Comte de Luxembourg eut
deux Fils de la Comtesse Hermanzide
de Luxembourg Henri & Valeram; de
laquelle-ci est descendûe Madame Margue-
rite Charlotte de Luxembourg par les
Lignes qui seront ci-apres raportés.

Henri second Comte de Luxembourg épousa Marguerite de Bar, & n'eut qu'un Fils nommé Henri troisiéme qui lui succéda, & épousa Beatrix, Fille de Jean Comte d'Avesnes.

Henri quatriéme leur Fils unique élû Roi des Romains l'an 1308. & couronné Empereur apres la mort d'Alphonse d'Autriche: il épousa Marguerite, Fille du Duc de Brabant.

Son Fils Jean Comte de Luxembourg & Roi de Bohême, par son Mariage avec Elisabeth seule Héritiere du Roi Venceslas épousa en secondes nôces Beatrix de Bourbon. De son premier Mariage il n'eut qu'un Fils nommé Charles, & du second Venceslas, premier Duc de Luxembourg. Charles son Frere, Empereur en aiant obtenu l'Erection en sa faveur; mais il n'en jouit pas long tems; car n'aiant point d'enfant de Jeanne Duchesse de Brabant, il mourut l'an 1383. & par ce moien le Duc de Luxembourg, retourna dans la Maison des aînés.

Par le Contract de Mariage de Beatrix de Bourbon, Mere de Venceslas de Luxembourg l'an 1334. le Roi Jean confirma la Loi de la Maison, en substituant le Comte de Luxembourg aux Mâles.

Charles de Luxembourg, Roi de Bo-
hême, fut élevé à la dignité Imperiale l'an
1355. il est nommé Charles quatre dans
l'Année des Empereurs, & il a donné la
Couronne d'Or à l'Empire. Il épousa quatre
femmes. Des deux premières il n'eut
rien d'enfans, Vincelas seul Fils de la
troisième Anne de Silesie, hérita du Du-
ché de Luxembourg & du Roïaume de
Bohême; Sigismond, Fils aîné d'Elisa-
beth de Poméranie quatrième femme de
l'Empereur, est devenu avant sa mort
le Seigneur de tous les biens & Roïaumes de
Bohême aînée; Jean de Luxembourg
Fils de Gorticie son Frere & Fils de la même
quatrième femme de l'Empereur,
n'a laissé qu'une Fille nommée Elisa-
beth de son Mariage avec Richard, Fils
de Bertout deuxième Duc de Mekelbourg
Comte de Suède: C'est cette Elisabeth,
de laquelle il sera parlé ci-après, qui a
eu lieu à l'Usurpation faite par le Duc
de Bourgogne.

L'Empereur Charles quatre, étant mort
en 1378. Vincelas lui succéda au Roïau-
me de Bohême & à l'Empire; il avoit été
Comte des Romains pendant la vie de
l'Empereur son Pere, & depuis, comme

il est dit ci-devant, il hérita du Duché de Luxembourg, & n'étant point agréé aux Princes de l'Empire, ils élurent en sa place & de son consentement, Joffe de Luxembourg Marquis de Brandebourg & de Moravie, son Oncle, lequel étant âgé de 50. ans ne vécut que six mois après son élection.

Ces Deux Princes voulant favoriser leur nièce Elisabeth de Luxembourg Fille du Duc de Gortice, & se voyant sans enfants, la marièrent avec Antoine Fils aîné de Gilles Duc de Bourgogne, & par le Contrat de ce Mariage de l'an 1409. ils lui promirent six vingt mille Florins d'or, & lui donnerent la jouissance du Duché de Luxembourg jusques au paiement de cette somme, se réservant le Comté de la Roche, & la Seigneurie de Durbuy & d'autres droits dépendans de la Souveraineté. Cette Princesse apres la mort de son premier mari Antoine Duc de Brabant épousa Jean de Selve, & jouit paisiblement du Duché de Luxembourg aux conditions de son premier Contrat pendant la vie de ses deux Maris desquels elle n'eut point d'enfants, mais comme le trouble n'arriva qu'après la mort de l'Empereur Sigismond,

turner à l'Empereur Vinceſlas devant
entrer dans la ſuite de l'Histoire de cette
neſſe.

L'Empereur Vinceſlas mourut l'an
9. ſans enfans de ſon mariage avec
une Fille du Comte de Hainault. Ainſi
la ſucceſſion de cette Auguſte Mai-
vint à Sigismond de Luxembourg,
el aiant épouſé l'Héritiere du Roïau-
de Hongrie ajouta à cette Couronne
de Bohême, & depuis en l'an 1411.
t élu Empereur. Il mourut l'an 1437.
ant à ſa ſeule Fille nommée Eliſa-
les Roïaumes de Hongrie & de Bo-
e.

ſuivant la pratique de la Famille & la
poſition de Jean de Luxembourg Roi
bohême, Louis de Luxembourg Com-
e St. Paul & Connétable de France de-
entrer en poſſeſſion du Duché de
embourg, étant aîné du nom, & de
branche de Valleram de Limbourg,
te de Luxembourg, & Marquis
lon; mais il avoit les mains liées, ne
vant agir ſans l'autorité & l'aſſiſtance
ſon Souverain, & le Duc de Bour-
ne étoit trop puiffant pour ſouffrir un
ſin de cette conſidération.

Elisabeth de Luxembourg, Fille unique de l'Empereur Sigismond, Reine Hongrië & de Bohême, fut mariée à l'Empereur Albert d'Autriche; de son mariage elle n'eut que deux Filles. L'aînée nommée Anne épousa Guillaume, Duc de Bavière, & la plus jeune Casimir Roi de Pologne.

Ces deux Princes prétendirent à la succession du Duché de Luxembourg: le premier se saisit des principales places, & obligea la Princesse Elisabeth de Gorze qui en jouissoit, de se retirer vers le Duc de Bourgogne Philippe, lequel ne manqua pas une occasion si favorable de se remaîtriser d'une si belle Province. Il porta ses armes dans le Luxembourg sous le prétexte d'assister la Princesse Elisabeth, & bien tôt possesseur de toutes les places; il ne pouvoit les retenir sans un prétexte spécieux. Louis de Luxembourg Comte de France n'avoit garde de lui céder ses droits, & ne le pouvoit au préjudice des Princes de son nom; Elisabeth ne pouvoit lui transporter que sa dot, & l'obligea donc de le faire, moyennant une pension de dix mille Livres, & c'est le titre de son usurpation. Le Duc Ch

Bourgogne son Fils ne se trouvant pas
bien établi sur ce fondement s'est for-
fié depuis d'un délaissement de la part
du Duc de Saxe. Mais outre qu'il n'a
point eu d'effêt, (ce Prince ne pouvoit
disposer d'un Fief appartenant aux Mâles
de la Maison de Luxembourg) il falloit
que Louis de Luxembourg périt pour as-
surer cette usurpation. Le Duc de Bour-
gogne résolut sa perte, & préférant son
intérêt à l'honneur de sa parole, & du sauf-
conduit, il sacrifia Louis de Luxembourg
à la colere du Roi Louis XI. qui le fit
mourir quoi qu'il fût son Beau-Frere, &
oncle du Roi d'Angleterre. Ce Prince
avant sa mort concertée, dit au Chance-
lier Doriolle, que le Duc de Bourgogne
est son capital ennemi, & qu'il le vou-
loit perdre pour retenir injustement son
bien.

Pierre second, Fils de Louis Connéta-
ble de France lui a succédé; mais n'ayant
d'une Fille mariée à François de Bourbon
Comte de Vendôme, Aïeul du grand &
comparable Roi Louis XIV. à présent
régnant, ce Droit imprescriptible fut
transféré à Charles de Luxembourg Com-
te de Brienne, de Ligni, & de Rouffi, Fils

unique d'Antoine, Frere puîné de Pi
re.

Antoine second, Fils de Charles, a f
cédé aux mêmes Droits & aux mêm
Terres.

François premier du nom, Fils d'
toine & de Marguerite de Savoie, a eu
mêmes prétentions, & le Roi Henri t
sième érigeant sa terre de Piney en Pa
les a si bien reconnues, qu'il a voulu
expliquer nettement en ces termes „
„servant aussi que si les Alliances, la fe
„& la vicissitude avoient mis hors de
„illustre Maison l'Empire, les Roïau
„de Bohême & de Hongrie, & le
„ché de Luxembourg, que l'on lui dét
„injustement & sans titre, échû à ses l
„décesseurs par le décès de l'Empe
„Sigismond venu sans hoirs mâles,
„aïant été usurpé par les Ducs de B
„gogne, Philipès & Charles son I
„sous couleur d'un simple usufruit
„leur avoit été accordé, ainsi que nos
„Chers & Honorés Seigneurs,
„re, & Aïeul, & bis Aïeul le G
„Roi François, avoient toujours
„tenû contre l'Empereur Charles
„Pour cela il n'est pas raisonnable que

le dit Cousin qui est du sang de tant d'Empereurs, de Rois, & de Princes, soit constitué de tous les titres d'honneurs de ses Prédecesseurs, même de ceux qu'ils ont distribués libéralement pendant leur Empire, comme Vincelas de Luxembourg qui érigea l'Etat de Milan en Duché, & Sigismond de Luxembourg dernier Empereur de ce nom, les Pais de Savoie & de Cleves, &c.

François étant mort l'an 1613. Henri de Luxembourg Prince, de Tingry, son unique & de Dianne de Lorraine, est le seul & dernier Prince de la Maison & du nom de Luxembourg. Il mourut l'an 1616. ayant épousé Magdelaine de Montmorency, duquel Mariage Madame Marguerite Charlotte Duchesse de Luxembourg est issue, Représentée aujourd'hui par Mr. le Duc de Luxembourg son Fils, Héritier du Nom & des Biens de la Maison de Luxembourg, qui demande en cette qualité la restitution du Duché de Luxembourg, comme il a été du autrefois à la Princesse Herman-

MEMOIRE qui explique nos droits sur le

Duché de Luxembourg & ses dépendances, qui sera présenté à Messieurs les Plénipotentiaires assemblés pour la Paix à Utrecht en Hollande, par le Sieur Claude Villiers, Chevalier, Seigneur de Villiers & de Gofolon, fondé de notre procurator à cet effet que Nous lui avons fait remettre entre les mains. Fait à Rouen le 24. Décembre 1711.

Montmorency Luxembourg,

Par Monseigneur

CHATEL

M E M O I R E

De la part de Son Altesse Serenissime Guillaume Hyacinthe, Prince d'Orange de Nassau Siegen, pour la conservation de ses droits inconstables, & ceux de la Maison de Nassau, Catzenellenbochtant sur la Principauté & Souveraineté d'Orange, & Biens situés en France Comté, que sur tous les autres droits

*nom & actions de la Maison de Châlon
incorporée dans celle de Nassau.*

Il est bien surprenant, que Monsieur le Landgrave d'Hesse-Cassel fasse paroître ses Mémoires & Protestations présentées Messieurs les Plenipotentiaires à Utrecht, par où il prétend, que la succession du Roi d'Angleterre, appartient sans réserve au Prince de Nassau Dietz son Pupille.

Il est sans contestation, qu'il est l'Heritier du Roy d'Angleterre, mais Heritier purement de ce qu'il pouvoit disposer.

Est-il naturel, que le Roy d'Angleterre ait pû disposer à son gré des Biens affectés à la Maison de Nassau, & particulièrement à l'ainé, par le testament, transactions, pactes onéreux & réciproques, & les testaments, qui ont été mis en Execution, & ont eu leur effet jusqu'à présent.

S. A. le Landgrave même dit dans ses Mémoires, que ce sont des Fidei-commis purement Masculins & graduels.

Comment cela s'accorde-t-il avec la libre disposition du Roy, qui n'a reçu les Biens, qu'à charge de fidei-commis, comme il a soutenu lui même de son vivant, au Parlement de Malines & ailleurs.

Il s'ensuivroit donc, que le Prince de Nassau Dietz auroit la même faculté à l'exclusion de tous ceux qui sont substitués avant lui, contre l'ordre & le rang établi. ceci seroit inoui.

Ce n'est pas une conduite, qui se combine, & il n'y a qu'à user de ses propres Argumens, pour détruire tout ce qu'il paraît; & qui est-ce qui conviendra dans le monde, que le Roy d'Angleterre ait le droit de disposer de la Principauté d'Orange, des autres biens de la portion du Prince Philippe Guillaume?

Cela ne peut pas tomber dans le sens commun.

Si ce sont des Fidei-commis, on ne commence pas par le Cadet de la Maison, faut donc suivre l'ordre des Testamens, qui est-ce qui peut nier, que Maurice n'ait adié l'Hérédité, réclamant le testament de Philippe Guillaume, & à quoi servent de tels partages à l'intervention des Ambassadeurs de la France, de l'Angleterre, de l'Etat même, & tous les traités de mille, jurés consécutivement, & observés successivement par les Ancêtres.

S'il ne s'agit, que de force, il vaut mieux ne rien dire; mais alleguer des raisons con-

e soi même, & vouloir s'approprier les
us beaux biens, vinculés à la Maison de
assau, selon l'ordre de substitution, ce-
ne persuade le public, que d'une pure
ce & Avidité du bien d'autrui, en prou-
nt mêmes les droits opposés; voulant
s'obscurcir.

Mais que veut dire cet Article ou le
onseil de Mr. le Landgrave dit, que le
ince Guillaume Hyacinthe ne s'est don-
& ne se donnera aucun mouvement sur
sujet, lui qui cite lui-même les Repon-
s des Universités, que le Prince d'Oran-
a fait publier sous le nom de *Vis non*

Pouvoit-il ignorer les Memoires presen-
s au sujet de la Principauté d'Orange &
autres biens dépendans, tant au Congres,
aux Etats Generaux, qu'on n'a jamais
ngé, de contredire. A-t-il oublié les
oces entamés devant les Cours de Brabant
de Hollande, & contestés dans les formes.

Peut-il ignorer les actes de juridiction
its à Orange même.

Cela ne s'appelle pas avoir les bras croi-
s, à moins, qu'il n'appelle mouvement,
e de se mettre en possession, en faveur de
Conjoncture, & des menagemens qu'on
pour lui.

Ce

Ce sera sans doute un habil homme, qui prétendra prouver par raison, que le Prince de Dietz puisse prétendre ni de loin de près d'être Prince d'Orange par le Testament du Roy, qui ne spécifiant rien n'a fait Heritier le Prince de Dietz, & de ce qui lui appartenoit privativement & quoiqu'il refuseroit de jurer les pactes de famille, il n'est pas moins tenu à observer, & aux faits de ses Predecesseurs.

N'a-t-il pas allegué contre le Roy Prusse, que Frederic Henry ne pouvoit pas alterer l'ordre établi dans la Maison par les Testaments de Philippe Guillaume & de Maurice, son heritier testamentaire qui contenoient une substitution graduée, & masculine, aux faits desquels étoit obligé?

Comment peut-il donc attribuer au Roy d'Angleterre plus de pouvoir qu'à Frederic Henry, qui n'a succédé, qu'en vertu des dits Testaments, & qui n'eût pas été Prince d'Orange sans le même titre, lequel la succession de Philippe Guillaume appartient à présent à l'ainé de la Maison.

Cela suffit, pour montrer au public

elle maniere on en agit presentement au
et de cette succession, & quels biens,
il puisse s'attirer, on n'en sçait pas moins
s le monde, à qui ils appartiennent.

Il est de même bien surprenant, que
gré la verité, la raison, & les genea-
ies, & tous les traités de paix anterieurs,
introduise à present une nouvelle me-
de, de transferer par convenance des
verainetés, telles grandes ou petites,
elles puissent être.

Il suffit donc, de n'avoir ni troupes ni
ent, pour que les droits de naissance,
dre de succession établis dans les famil-
& la nature des fidei-commis, con-
nés par des traités des Roys & des Puif-
es, soient éteints par un trait de plu-

Comment Sa Majesté Prussienne peut-
ceder ou troquer ce qu'elle n'a par au-
titre, ni ombre de droit.

On en prend à temoin ses propres Uni-
ités, outre les plus fameuses de l'Eu-
e.

La Principauté d'Orange apartient à la
ison de Nassau, celle de Neufchatel
Valengin à la Maison de Châlon, on
t bien, qu'il n'est ni l'un ni l'autre; de
plus

plus ou c'est un fidei-commis, ou ce n'est pas?

Si c'en est un, comment peut-il céder ses droits? si ce n'en est pas, quel droit a-t-il? & s'il cede enfin ses droits pretend pour lui & ses Heritiers, quoique l'on prenne les noms & les Armes d'autrui, cela prouve aucun droit.

Il suffiroit donc d'être Roy, d'avoir des troupes sur pié, & faire glisser des Articles de paix, pour changer la nature de tous les droits & successions.

Voila le droit d'à present. Il n'y a plus qu'à fermer les universités, les tribunaux & oublier jusqu'à la verité même, & briser la foy des traités publics & particuliers.

L'on veut garantir le Prince de Nassau Dietz, & le dedommager de ses pretentions, cela sera fort aisé, puis qu'il n'a pas, & s'il en avoit, ces sortes de garanties ne sont ni d'usage, ni de l'honneur de la Maison de Nassau. Ce qui lui appartient, n'est pas sujet au bon plaisir, ni à la convenance du plus fort. Cependant quoi qu'il en puisse arriver, il est bien juste, que de la part de S. A. S. Monsgr. Prince d'Orange, chef & aîné de la M

Nassau & seul successeur aux dites Principautés, & Biens de la portion du Prince Philippe Guillaume, par tous les droits ensemble publics & particuliers, on fasse les protestations suivantes, pour qu'au moins la vérité paroisse aux yeux du public, quoique maltraitée, pour conserver pour lui & sa Maison selon l'ordre établi, les droits, qui sont connus à tout le monde.

PROTESTATION.

Don François d'Ysendoren, Chevalier & Conseiller député de Son Altesse Serenissime le Prince d'Orange & de Nassau Siegen, fondé de son Pleinpouvoir & Commission speciale ci-jointe, declare l'ensuite des justes demandes faites de la part & au nom de son Altesse Serenissime, des instances & informations si souvent reiterées pendant la negotiation de la Paix de ce Congres des Couronnes & Puissances assemblées pour rendre à un chacun ce qui lui appartient, on avoit esperé, que l'on auroit fait une serieuse & equitable reflexion & attention sur l'évidence & la

verité des titres & droits certains, qui a
puient les demandes de Son Altesse Ser
nissime, puisque par les traités de paix d
puis celuy de Madrid de l'An 1525. ju
ques au dernier conclu à Ryswick en l'
1697, & par les declarations de Sa M
jesté le Roy de France, & de ses Aug
stes predecesseurs (à quoi on se tient)
qui sont autant de titres d'une acquisition
legitime, & d'une possession continue
& immuable, il est evident, & hors
toute difficulté & contestation, que la
te Principauté & Souveraineté d'Orange
avec tout ce qui en dépend, & les autres
biens, droits, noms, & actions de
Maison de Châlon incorporée dans ce
de Nassau Catzenelenbogen, ont été con
me par autant de declarations publiques
& suffisantes confirmés inseparablement
pour la Maison de Nassau, ce qui exclut
tout ce qui n'est pas Nassau, & par les traités
particuliers assez connus, qui sont autan
de declarations suffisantes & stables de
la Maison de Nassau, qui donnent l'exclu
sion à tout autre, qui n'est pas l'ainé de
la ligne masculine aînée, & qui reglent
& confirment la succession à la Principau
té d'Orange, & aux autres biens dépendant

touchant la Paix d'UTRECHT. 261
la portion du Prince Philippe Guilla-
(ensuite du traité de partage & de tran-
sition de l'An 1609.) pour celui qui est
né de la ligne aînée, ensuite du per-
uel & graduel fidei-commis compris
sa disposition Testamentaire du 20.
rier 1618, confirmée par l'adition for-
e des Heritiers, par des traités de paix
par des pactes de Famille réitérés, le
de la substitution arrivant, ouverte à
sent par la mort du Roy d'Angleterre
llaume III. de glorieuse memoire sans
erité, en faveur de Son Altesse Sere-
me. Les traités consecutifs de paix
ntrent indubitablement, dans quelle fa-
e se trouve la possession & droit acquis
uis près de deux siècles, par lesquels
és la Principauté d'Orange, & les au-
biens dépendans, droits, noms &
ons ont toujours été rendus à la Mai-
de Nassau Catzenelenbogen, comme
e appartenans, & confirmés, & reser-
au plus proche representant mâle de la
e aînée masculine, comme il a été
rvé jusques au dernier possesseur : La
calogie fait voir, qui en est l'ainé, &
remier substitué, à sçavoir le Prince
ange Guillaume Hyacinthe. Ensui-

te de ces titres publics & particuliers
Roy d'Angleterre, comme ses predece
seurs, a herité & possédé la Principau
d'Orange & les biens de la portion du Pri
ce Philippe Guillaume, aux mêmes eng
gemens, que les autres Princes, d'ou s'e
suit l'évidence des droits de Son Alte
Serenissime, & que les pretensions de
Majesté le Roy de Prusse, qui est ni Ch
lon ni Nassau, ne sont ni legitimes, ni
missibles, & moins capables de transfe
aucun droit, & que celles du Prince
Nassau Dietz provenans de la ligne C
dette, sont imaginaires & sans fondem
contre l'ordre établis, & contre les fi
& engagemens de ses Ancêtres, auxqu
il est inseparablement obligé comme E
ritier mediat & immediat. Dans la ju
confiance des motifs & titres si indubi
bles, & d'un droit acquis, on avoit es
ré de Puissances & Couronnes assemble
pour rendre à un chacun ce qui lui app
tient, qu'on auroit tenu la main au ma
tien des droits & demandes si équitab
& que la foy publique de tant de trai
de paix, & le droit acquis à la Mai
de Nassau Catzenelenbogen resteroi
sans atteinte & prejudice dans cette oc
si

n ; on vient cependant, d'être informé, que par le traité de paix fait & conclu le onzième de ce mois entre leurs Majestés le Roy de France & le Roy de Prusse & Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, il y auroit des Articles & clauses, qui concernent la Principauté d'Orange, & les biens situés en France, qu'il seroit convenu & traité de la part du Roy de Prusse, de se desister & de renoncer à ses pretensions sur la dite Principauté, & Biens de Bourgogne (auxquels cependant Sa Majesté le Roy de Prusse n'avoit aucun droit legitime ni dé) moyennant un équivalent ou échange d'une partie du haut quartier de Guelles, comme il seroit porté par le dit traité : Le sousigné se trouve obligé par ordre express de Son Altesse Serenissime pour la grande conservation de ses droits, & des biens acquis à la Maison de Nassau, de protester, comme on proteste très solennellement par ces presentes, de nullité, insuffisance, & d'incompetence, contre le dit traité de paix, pour autant qu'il pourroit concerner & porter quelque atteinte à ses droits, & que tout ce qui a été conclu, & arrêté, qui pourroit être con-

contraire à ses droits, ne doit, ni ne peut lui avoir préjudicié, ni préjudicier à l'avenir en aucune manière, & qu'ils demeureront en leur entier, pour que Son Altesse Serenissime comme le Prince aîné premier substitué de la Maison de Nassau soit réintégré & laissé sur le pié des précédens traités de paix dans l'entière & paisible jouissance de Sa Principauté & Ville d'Orange, & de tous les autres biens dépendans qui sont sous la domination de la France, & de tous les autres droits, noms & actions qui lui appartiennent & à Sa Maison d'Orléans dite: Protestant aussi contre le trouble de possession interjetté & fait par Monsieur le Prince de Conti en tems de paix & sans aucune juridiction, en préjudice de la possession & de la Souveraineté & indépendance absolüe & indubitable de la Principauté d'Orange, & protestant même contre la détention & sequestre de la dite Principauté, & des autres biens qui se fait de la part de Sa Majesté le Roi de France en préjudice des droits incontestables de Son Altesse Serenissime, déclarant & protestant en même tems, les dits traités faits entre leurs Majestés le Roy Tres-Chretien, & le Roy de P

(sur le piéd que dit est) & la detention ou appropriation, que l'on pretendoit continuer ou legitimer en consequence de la renonciation, cession, ou échange susdit (ne pouvant acquérir ni transférer des droits qu'on n'a pas) avec ses suites, doivent être censés nuls & de nul effet, & comme si les dits traités n'étoient jamais arrivés; & qu'ils ne pourront ni à présent ni à l'avenir porter aucun préjudice, ni la moindre diminution, ou atteinte aux droits acquis & à la possession après de deux siècles, appartenante indubitablement à son Altesse Serenissime à la Maison de Nassau susdite, confirmé & les traités de paix consecutifs (qui doivent demeurer dans leur force & vigueur) reconnue par les Rois Tres-Chrétiens, même par Sa Majesté à présent regnante, n'étant pas dans le pouvoir d'aucune puissance, de disposer, diminuer, ou altérer en aucune manière la possession & les droits acquis dans une Souveraineté particulière, ni moins à celui qui n'avoit aucun droit fondé d'aliéner, ou de mettre en doute des droits si clairement & indubitablement appartenans à un autre. Onouvelle aussi par ces presentes, pour
om. IV. M au.

autant que de besoin, la protestation touchant Neufchatel & Valengin faite de la part de Son Altesse Serenissime à Munster en Westphalie le 5 Decembre l'an 1707 ci-jointe en copie, que l'on tient pour inserée dans le present acte de protestation. Et en cas, que peut-être de la part de la Maison de Nassau Dietz on pourroit avoir consenti en son nom à ce traité de paix susdit, ou signé quelques Articles secrets ou secrets au sujet de la dite Principauté d'Orange & biens dependans, à l'insçu de Son Altesse Serenissime & à son prejudice & à celui de la Maison de Nassau Catzenelenbogen, on proteste de même tres solennellement, le declarant de même nul & de nulle valeur, & directement contraire à l'union de l'An 1607, à la disposition testamentaire à l'ordre y établie aux pactes de famille de l'An 1618. 1621., & à l'obligation, avec laquelle la Maison de Nassau Dietz, est si étroitement & indispensablement par tant de traités engagemens viciuulée; & que par conséquent ses pretensions ne sont, qu'un attentat lequel n'ayant de sa part aucun fondement ni droit, ne peut aucunement subsister & doit être de soi même invalide & sa

un effet : On proteste pareillement de l'illégalité & insuffisance absoluë contre tout ce que par leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces Unies pourroit être traité, convenu, & consenti, soit par des Artic. publiques, ou par des séparés secrets, contre les droits de Son Altesse sérénissime, & de la Maison de Nassau, laquelle n'auroit jamais crû se voir si négligée dans une paix générale, par laquelle on avoit tout sujet, d'espérer qu'on auroit laissé à un chacun, & principalement à un tiers, & à ceux qui n'ont eu de part à la guerre, tout ce qui leur est dû de droit & justice; outre que les services rendus à la Republique meritoient une reconnaissance plus reconnoissante. Afin donc qu'on ne puisse jamais se prevaloir de tout ce qui auroit été traité & conclu entre leurs Majestez le Roi Tres-Chretien & le Roi de Prusse, comme aussi leurs Hautes Puissances les Etats Generaux, & de la part de la Maison de Nassau Dietz par articles séparés ou autrement dans le susdit traité de Paix signé le 11. de ce mois, & que l'un ne puisse pretexter aucune ignorance de cette presente declaration & protestation, on requiert Monsieur Everhard van

Harskamp, Secrétaire de la Ville d'Utrecht, de la vouloir mettre au Protocole public de cette Ville, pourqu'il en coûte à perpétuité (comme aussi des droits & demandes très justes de Son Altesse Sérénissime produites de sa part au Congrès & que l'on consigne de même pour être gardées) afin que Son Altesse Sérénissime puisse s'en servir & prévaloir en temps lieu contre tous ceux qu'il conviendra, pour une marque certaine & preuve permanente, de n'avoir jamais consenti aucune manière à tout ce qui pourroit être contraire & au préjudice de ses droits évidens & de ceux acquis à la Maison Nassau Catzenelenbogen. Donné à Utrecht le 15. du mois d'Avril 1713.

(L. S.) *D. Fr. de Ysendoren*

Nous Bourguemaitres & Conseillers composant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur François d'Ysendoren, Chevalier, en sa qualité a déposé dans nos Archives le Pouvoir & la Protestation, dont la Copie collationnée est-ci-dessus avec les Actes, Mémoires, & Titres, dont en l'Acte de P.

estation, est faite mention & qu'il a devant
ous réitéré sa Protestation; De quoi Nous
ons bien voulu lui accorder Acte sous le
eau de notre Ville, & la signature de notre
écretaire. Fait le même jour 15. Avril 1713.
L.S. Civitavis Ultrajeët.) *E. v. Harscamp.*

Nous Guillaume Hyacinthe, par la gra-
ce de Dieu Souverain Prince d'Oran-
, & de Neufchatel, Prince du St. Em-
re, & de Nassau Siegen, Comte de Catze-
lenbogen, Vianden, Dietz, Buren &
eerdam, &c. Baron de Breda, Dieft,
lay, Grimberg, Renaix, &c. Seigneur
Lannoy, Xantes, Wahaigues, Steen-
rge, Noferoy, &c. Vicomte Héreditai-
d'Anvers & de Besançon.

Etant venu à notre connoissance par les
ouvelles publiques, que malgré les infor-
ations évidentes, que nous avions donnéës
x Messieurs des trois Etats de Neufcha-
, de notre droit incontestable sur leur
at, ils viennent de choisir un Maître,
se donner au Roi de Prusse, le recon-
issant comme l'Héritier de Châlons, ce
i est d'autant plus injuste que la Mai-
n de Nassau a été toujourns reconnuë
ur Héritiere de celle de Châlon, prin-

cipalement dans le traité de paix de We
phalie, Nimegue & Ryswik, & q
l'Héritage entière d'icelle nous a été dev
luë par la mort sans enfans de Guillaum
III. Roi d'Angleterre de glorieuse M
moire, comme Héritier Fidei-commissa
de Philippe Guillaume Prince d'Orang
& plus proche Agnat du dit Roi, de
maniere, que nous en avons informé M
sieurs des trois Etats de Neufchatel, ce
apert par leurs reponces à nos lettres en
te du 16 Août & 26 Septembre 1707.
d'ailleurs étant assuré, que s'il y avoit qu
que doute, pour sçavoir qui est le ve
table héritier de Châlon, ce ne seroit n
lement aux dits Messieurs à decider
dessus, & encore moins à juger pour
Seigneurie directe, qui appartient aux H
ritiers de la dite Maison de Châlons; C
pourquoi nous avons protesté, comme n
protestons solennellement par ces pres
tes en la meilleure forme qu'il se peut, co
tre tout ce qui s'est fait ou se fera par
dit tribunal de Neufchatel, soit en fav
du Roi de Prusse, ou de quelle autre pu
sance que ce puisse être, qui sera à no
préjudice, ou à celui de notre Maison
Nassau, tenant pour nulles & sans effet to

es leurs prétendues sentences en faveur de la Cour de Prusse, vû la conjoncture du tems, l'incompétence des juges, & la possession ou la Maison de Nassau est depuis tant de traités de paix de l'hérédité de celle de Châlons, en appelant à la médiation & à l'équité des Couronnes, & au prochain traité de paix, ou il sera plus libre à chacun, de montrer son droit. Et pour preuve de notre volonté & valeur de la présente protestation l'avons signée de notre main & fait apposer le Cachet de nos Armes, & remise après avoir fait la lecture d'icelle en présence des témoins plus ou moins nommés, au Notaire soubsigné, pour enser dans son protocole public, & si en avons demandé Acte. Donné à Munster en Westphalie le 6. Décembre, l'An de grace 1707.

étoit signé

(L. S.) *Guillaume Hyacinthe*, Prince
d'Orange & de Nassau.

Anno Millefimo Septingentesimo Septimo,
die verò sexta Decembris, altelatus
inceps Auriacus & Nassavicus Sigenen-
M 4 sis,

sis, &c. interposuit ad Protocollum me
 infra scripti Notarii præsentem schedulam
 protestationis & requisitionis, protestatur
 & requirens ut latius in eâdem schedula
 Præsentibus Mathæo Wilhelmo Buren &
 Joanne Theodoro Dickmann Copiistis
 testibus ad præmissum actum interpositis
 protestations specialiter requisitis atque re
 gatis. Actum Monasterii Westphalorum
 in suprascripto tempore & in ædibus vidu
 Wesseleng.

(L. S. Notarialis.) *Antonius Hubertus*
Loyer, in Venerabili Camera
 Imperiali immatriculatus No
 tarius, in fidem subscripsit, &
 signavit requisitus.

Concordat cum Originali.

J. S. Pheiffer, Secret.

Nous Guillaume Hyacinthe, par la gra
 ce de Dieu Souverain Prince d'Oran
 ge & Neufchatel, Prince du St. Empire
 & de Nassau Siegen, Comte de Catzenel
 lenbogen, Dietz, Vianden, Buren & Leer
 dam, Baron de Breda, Diest, Arlay
 Grim

rimberg, Herftall, Sichem, Ifelstein.
Martensdyk, Seigneur de Lannoy,
antes, Wahaigues, Steenberghe, Eind-
oven, Cranendonck, Ruthem, Zeel-
em & Warnefton; Vicomte Héreditai-
d'Anvers & de Befançon.

A tous ceux, qui ces présentes verront
ut : Sçavoir faisons, qu'étant venu à no-
e connoiffance, que par le traité de paix
t entre leurs Majeftés le Roi de France
le Roi de Pruffe, il y auroit un Arti-
e, qui feroit contraire à nos interefts &
oits incontestables fur la Principauté d'O-
nge, & fur les biens dependans situés
la Comté de Bourgogne, & ailleurs
is la domination de la France, à nous
volus par le decés du Roi de la Gran-
Bretagne de glorieufe Mémoire fans
fterité, en fuite du Fidei-commis gra-
el, réel, & perpetuel, introduit par le
estament du Prince d'Orange Philippe
uillaume: Et que nous fommes infor-
és, que Sa Majefté le Roi de Pruffe,
ft defistée par le dit traité de fes pre-
ndus droits fur la dite Principauté d'O-
nge & autres Biens dependans situés en
ance, & qui notoirement nous appar-
nnent, moyennant une cession ou échan-

ge d'une partie du haut quartier de Guedres en sa faveur : Et quoique cette renonciation ou cession ne peut transférer aucun droit, ni selon l'évidence porter préjudice à nos droits incontestables & ceux de notre Maison, acquis & confirmés par les traités de paix consecutifs, qui ont confirmé les Testament & substitution, & est verte à présent en notre faveur, étant l'ainé de la ligne ainée masculine, & que toutes les raisons qui militent pour nous sont appuiées de l'évidence, de la vérité & de la foi publique de tant de traités de paix consecutifs, & d'une possession continue d'environ deux siècles, qui confirment le droit acquis à la Maison de Nassau selon l'ordre & le rang de succession établie qui exclut indubitablement tout ce qui n'est ni Nassau, ni Châlon, & par conséquent Sa Majesté le Roi de Prusse, & aucun autre qui n'est pas l'ainé, ensuite du Testament, comme le Prince de Nassau Dietz provenant de la ligne Cadette : quoique parmi des raisons si solides & si évidentes on pourroit être dans une juste confiance, que l'Article dudit traité conclu entre leurs Majestés le Roi Tres-Chretien & le Roi de Prusse ne pourroit ni deve-

po

porter aucun préjudice, diminution, alteration, ou novation à nos droits indubiables; Cependant étant obligés à donner toute notre attention à la conservation au maintien des intérêts & droits de notre Maison, & des nôtres en particulier, même premier substitué, & le plus proche Agnat du Roi d'Angleterre; Nous donnons par ces présentes à Don François d'Esdoreen, Chevalier, notre Conseil intime & député au Congrès d'Utrecht sur veiller à nos intérêts & droits, en suite de nos ordres & lettres patentes du 30 mars 1712, Pleinpouvoir, Commission Mandement spécial pour la conservation de nos droits acquis, & ceux de notre Maison de Nassau, de protester solennellement en notre nom de toute nullité & insuffisance contre le dit traité de paix fait entre leurs Majestés le Roi Tres-Chretien & le Roi de Prusse, pour autant qu'il pourrait concerner nos droits, & nous préjudicier dans quoi que ce soit, & que tout qui aura été conclu, arrêté & traité, pourra nous préjudicier en rien, ni diminuer en aucune manière nos droits, & qu'ils demeureront dans leur entière force & vigueur sur le pied de tous les précédens

traités de paix & droits acquis, pour l faire valoir ou & contre tous ceux qu conviendrait: & que le dit Sr. François d'Ysendoren, notre Conseiller & député pour faire constater de notre protestation declaration & intention, la remettra entre les mains du Sieur Everhard van Harscam Secrétaire de la Ville d'Utrecht, le requérant de la faire insérer au Protocole public, & d'en tirer Acte & Certificat. A cet effet lui donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement spécial, promettant d'avoir ferme & stable, & de ratifier tout ce que notre dit Conseiller & Député aura fait de notre part & en notre nom. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Donné à Utrecht le 1 d'Avril 1713.

étoit signé.

(L.S.) *Guillaume Hyacinthe de Nassau*
Prince d'Orange.

Collationné à l'Original

J. S. PHEIFFER, Secrétaire

ME

MEMOIRE SOMMAIRE

Concernant le droit de Messire Victor Amé de Seissel, Marquis d'Aix de Chatillon, de la Sarra & autres Terres en Savoie, Baron de Miglionar en Bresse, Colonel du Regiment de Savoie Infanterie au service de son A: R. de Savoie, sur la Principauté d'Orange.

Louis dit le bon, Prince d'Orange, fit son Testament le 8. Septembre 1462. institua Guillaume son Fils aîné en la Principauté, & Louis, & Hugonin, autres Fils, en des autres Terres, & les institua & leurs enfans mâles reciproquement les uns aux autres, & au cas que les Guillaume, Louis, & Hugonin, & enfans mâles d'iceux vinssent à mourir enfans mâles, & que leur ligne masculine manquât, il substitua Jeanne de Châlons fille aînée & les mâles descendans d'Elle & à leur défaut Philippine sa Fille aînée, & les mâles descendans d'Elle; au cas avenant que les dites Filles, & les mâles descendans d'Elle mourussent sans laisser des Enfans mâles, en sorte que mâ-

les faillissent du tout, il substitué les Fils de ses dits Fils & Filles, ou de leurs Femâles ou des enfans de leurs enfans mâle tant que la ligne dureroit, & touûjours premierement les enfans mâles que les Filles & préférablement les aînés.

Louis de Châlons, mourut en 1460 Guillaume son Fils aîné fut Prince d'Orange; Louis & Hugonin ses Freres moururent sans enfans; Philippine leur Soeur fut Religieuse.

Guillaume eut pour Fils Jean de Châlons, qui réunit en lui toutes les Terres de Louis le bon son Aïeul par le décès des dits Louis & Hugonin ses Oncles.

Le dit Jean a laissé Philibert de Châlons qui fut tué près de Florence en 1530; il ne laissa aucuns enfans.

Le dit Philibert avoit une Soeur nommée Claudine, qui fut mariée à Henri Nassau, du quel Elle eut René de Nassau que Philibert de Châlons institua son Héritier universel.

René de Nassau se mit en possession de la Principauté d'Orange.

Mais comme Philibert de Châlons n'avoit pas pû disposer, parce qu'il étoit chargé de la rendre suivant la disposition

dessus de Louis le Bon à Jeanne de Châlons, Fille ainée du dit Louis, qui avoit été mariée à Louis, Comte de la Chambre quel Elle avoit laissé une Fille nommée Françoise, qui fut mariée à Gabriel de Seissel Baron d'Aix.

La dite Françoise, à qui donc la Principauté d'Orange appartenoit en vertu de la dite disposition de Louis le Bon, Prince d'Orange son Aïeul maternel, se pourvint en 1533. au Parlement de Grenoble contre René de Nassau, & demanda qu'il fût déclaré, que la substitution faite par Louis de Châlons étoit ouverte & purifiée à la personne par le decez sans enfans de Louis de Châlons, & que René de Nassau fût contraint à lui relacher la Principauté d'Orange, & les autres Biens délaissés par Louis de Châlons avec restitution de ses biens.

Le proces aiant été noué, & après diverses contestations, Françoise du Seissel mourut en 1537.

Elle avoit institué son Héritier Jean Comte de la Chambre, son Frere d'un second lit de Louis, Comte de la Chambre Pere. Le Testament de la dite Françoise du 21 Septembre 1529, & son Codicille du 5 du Decembre 1537.

Jean

Jean Comte de la Chambre, Héri-
de François sa Sœur, reprit en 1538
procez contre René de Nassau, & ap-
plusieurs contestation il y eut Arrest du
lement de Grenoble, prononcé le 15
cembre 1542. par lequel la Cour dec-
les substitutions mises au Testament.
Louis de Châlon avoir eu lieu en la p-
sonne de François de Seissel de la Cha-
bre par le décez de Philibert de Châl-
sans enfans, & condamna René de N-
sau à délaissier à Jean Comte de la Cham-
comme aiant droit de la dite François
Seissel, la Principauté d'Orange, & au-
Biens demandés au procez, que Le
Prince d'Orange possédoit, avec rest-
tion de fruits depuis le plaid contesté
sous la distraction de droit.

René de Nassau, fut tué le 17 Ju-
de la même année 1544. au siège de St.
zier : il avoit institué son Héritier Guill-
me de Nassau, son Cousin, contre le-
Jean Comte de la Chambre, obtint du É-
lement de Grenoble, un autre Arrest
contumace en 1550.

Il parut ensuite un nouveau pretend-
sur la Principauté d'Orange; ce fut Fr-
çois d'Orleans, Duc de Longueville,

mandoit cette Principauté, comme descendant de Jeanne de Hochberg son Aïeule paternelle, qui étoit descendue d'Alix de Châlon, Sœur de Louis le Bon, Prince d'Orange; & il se fondoit sur les substitutions apposées en faveur de la dite Alix dans le Testament de Marie de Baux, & de son mari de Châlon son Epoux, des 22. May 16. & 21 Octobre 1417.

Le Duc de Longueville, qui avoit obtenu du Roi de France des lettres d'attribution de juridiction au Grand Conseil, fit assigner Guillaume de Nassau, & Jean Comte de la Chambre. Guillaume de Nassau opposa de declinatoire, & obtint ensuite la Requête civile contre l'Arrest de 1552.

Le Grand Conseil rendit ensuite Arrest le 23 Janvier 1552. par lequel il ordonna que l'Arrest du Parlement de Grenoble fût exécuté, & ainsi la Principauté d'Orange fut adjugée à Jean Comte de la Chambre, contre le Duc de Longueville, & contre Guillaume de Nassau.

Le Comte de la Chambre fit ensuite assigner au Grand Conseil Guillaume de Nassau, pour qu'il donnât un Etat de ses prétentions qu'il pouvoit prétendre: Il s'en suivit

Suivit Arrest du Grand Conseil du 11 Mars 1562. qui declara Guillaume de Nassau forclos de donner ses detractions, sans lui d'en former la demande par simplection, & le Conseil ordonna de nouveau que l'Arrest du Parlement de Grenoble soit executé en faveur de Jean Comte de la Chambre.

Il le fut en effet du consentement même de Marie de Lorraine, Mere & Tutrice François d'Orleans, Duc de Longueville. Mr. Bertrand de la Motte Commissaire député se transporta sur les lieux, & le Comte de la Chambre en possession de la Principauté d'Orange, ou il est resté huit années, & jusques à ce qu'il en a été dépouillé par Guillaume de Nassau. Les Princes de Nassau ont du depuis detenu la Principauté d'Orange, par force majeure sans avoir aucun droit particulier; & si les Héritiers, Fidei-commissaires de France de la Chambre, qui sont les prédécesseurs du Seigneur Marquis d'Aix de Castillon, & lui en consequence, n'ont pas pu être rétablis, l'on ne peut rien leur imputer, n'ayant pû resister à la force majeure, fait cesser toute sorte de prescription.

La Maison de Nassau, n'a en effet aucun droit sur la Principauté d'Orange.

Guillaume de Nassau, duquel Elle le meritoit, n'est pas descendu de la Maison de Châlon ni par Mâles ni par Filles, & il n'étoit absolument étranger.

René de Nassau qui en descendoit véritablement par Claudine de Châlon sa Mere n'avoit même aucun droit, parce que Louis le Bon, Prince d'Orange, au défaut de ses descendans mâles avoit appelé Jeanne de Châlon sa Fille, Comtesse de la Champane, Mere de François de Seissel, de laquelle le Seigneur Marquis d'Aix mesure son droit, & Philibert de Châlon qui étoit chargé de rendre la Principauté d'Orange, en avoit pas pû disposer en faveur de René de Nassau, ni celui-ci en faveur de Guillaume de Nassau son Cousin, comme le Parlement de Grenoble l'a reconnu en 1543. en contradictoire de René de Nassau, & le Grand Conseil du Roi de France en 1552. & 1562. contre Guillaume de Nassau.

Il est inutile de dire ici que René de Nassau reconnut la juridiction du Parlement de Grenoble, que quoi que Guillaume de Nassau eût opposé sa declinatoire pour ne pas procéder par devant le Grand Conseil, l'on n'y eut aucun égard, Mr. le
Pro-

Procureur General de S. M. aiant pr
vé que la Principauté d'Orange relev
de la Souveraineté des Rois de Fran
que les Princes leur ont prêté homi
ge & serment de fidelité, & reconnu l
jurisdiction, comme Guillaume de Na
même, par la demande qu'il fit le der
d'Août 1551. d'une Requête civile con
l'Arrest ci-dessus du Parlement de Dau
né de 1543. & dont le Grand Conseil
donna l'exécution par Arrest du 23 Jan
1552.

Les autres Pretendans à la Principa
d'Orange, qui se fondent sur le Testam
de Marie de Baux, Princesse d'Orange
22 Mai 1416. & sur celui de Jean
Châlon son Epoux, du 21 Octobre 14
n'ont aussi aucun droit, parce que le
de la substitution opposé aux sus-dits
stamens en leur faveur, dont ils mesur
leurs droits, n'est pas arrivé; Louis le
Prince d'Orange aiant laissé des enfans
& ses enfans des autres enfans dans t
degrés de generation.

Par l'existence des quels les substituti
faites en faveur d'Alix de Châlon au
de decez de ses Freres sans enfans sont
venües caduques & inutiles.

Aussi le Grand Conseil ordonna par son arrêt du 23 Janvier 1552. rendu en contradiction de François d'Orleans, Duc de Longueville, que l'Arrêt de 1543. du Parlement de Grenoble seroit executé en faveur de Jean Comte de la Chambre. Et jugement obstera en tout tems à ceux qui mesurent leur droit du Duc de Longueville.

Ceux qui mesurent le leur de Jean de Châlon, Seigneur de Vittaux, Fils desdits Jean de Châlon & de Marie de Baux sont pas aussi fondés en aucune maniere que le pré-décez, & le défaut de Mâles descendants du dit Jean de Vittaux avant la mort de Philibert de Châlon, qui a été le dernier mâle descendant de Jean de Châlon & de Marie de Baux.

En maniere que le droit a été uniquement acquis à Françoise de Seissel Fille de Jean de Châlon, & en suite de Jean de Seissel, Comte de la Chambre; & en consequence au Seigneur Marquis d'Aix en vertu des substitutions faites par la dite Françoise de Seissel.

Tout ce que ci-dessus est exactement prouvé par les Testaments, les Arrêts, & autres Actes.

PRO.

P R O T E S T A T I O N

Le foubfigné charge aiant du Seign
Marquis d'Aix, de Chatillon, de
Serra, &c. Pour les fins marquées en la P
curation ci-aprés tenorisée du second M
proche passé, recuë & signée par le No
re Dascalis, n'ayant pas trouvé que le Co
gres de la Paix s'y menageât en la for
ordinaire par l'entremise d'aucun Mec
teur à qui il puisse avoir recours, &
prés duquel il puisse faire les diligences co
venables, il n'a pas pû faire autrement po
faire valoir, & conserver les droits du
Seigneur Marquis d'Aix, que d'en inf
mer les Ministres des Puissances inter
sées en la guerre, & qui sont au Cong
de la Paix, & de rendre publique dans
lieu de son assemblée, un Ecrit conten
les raisons & les moïens sur lesquels
droits sont fondés exclusivement à to
autres Prétendans, pour que par le moi
du sus-dit Ecrit chacun pût être instr
des dits droits dans les tems présens,
dans ceux à venir; & qu'il conste que
Seigneur Marquis d'Aix n'a donné,
donne, ni ne prétend donner aucun co
se

ement expres ni tacite à toutes les positions, Conventions, & Traités, peuvent avoir été, ou être faits concernant la Principauté d'Orange, au préjudice des droits, ainsi que le soussigné propose pour & au nom du dit Seigneur Marquis d'Aix, & que tout ce qui a été, peut, ou sera fait au contraire ne peut, ne pourra lui préjudicier en aucune manière, comme fait à son insçu, sans son consentement, & par force majeure. Déclarant que le dit Seigneur Marquis d'Aix est convaincu de la justice, & de l'équité de Sa Majesté Tres-Chrétienne de la justification de laquelle la Principauté d'Orange relève, qu'il ne doute point que Sa Majesté ne la lui rende sur ces droits & extensions, comme il l'en supplie très humblement.

Et pour plus grande Notoriété de cette prestation le sous-signé la depose avec la dite Procuration en Original dans les archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, & le Sommaire des droits du dit Seigneur. Sur ce, le Vénérable Magistrat & Réceveur, de lui accorder Acte des sus-dites prestations & déposit. Fait à Utrecht le premier Mai mil sept cens & treize.

P. J. MARQUET

PRO-

PROCURATION

*Pour faire les Protestations nécessaires
ne pas laisser prescrire ni prejudicier
droits du Sieur Marquis d'Aix, su
Principauté d'Orange.*

L'an mil sept cens & treize , le
cond jour du mois de Mars à T
dans l'étude de moi Notaire jadis Pro
reur au Souverain Sénat de Piemont
signé , Paroisse des S. S. Jacques
Philipes, deservië par les R. R. P. P
St. Augustin par devant moi dit
taire , & en presence de Temoins c
signés.

Fut present en sa personne établi
& Puissant Seigneur Messire Victor
de Seissel, Marquis d'Aix, de Chatillon
la Sarra, & autres Terres en Savoie,
ron de Migliona en Bresse, Collone
Regiment de Savoie Infanterie, lequel
un droit incontestable sur la Princip
d'Orange, ses droits, & dependances, c
me representant la personne de feu Me
Jean Comte de la Chambre, & cel
aiant droit de la Dame François de

et pour les causes exprimées dans l'Arrêt
entendu contradictoirement par la Cour du
Parlement de Grenoble en 1543. qui fut
exécuté, & eut son effet pour quelques
années, & depuis suspendu par œuvres de
fait, & aiant lui, tant lui, que les Seigneurs
ses Ancestres de tems en tems réclamé
protesté de vouloir faire revivre le dit
Arrêt; comme il craint que dans les con-
junctures du tems present les Puissances ne
prennent quelques mesures qui pourroient
être prejudiciables, & afin quil con-
tinue en tout tems & lieu qu'il n'a jamais
Messieurs ses Antecesseurs entendu de
ceder du dit droit sur la Principauté d'O-
rges, Droits, & dependances; mais qu'il
attend, quand il en aura la liberté, d'agir
en justice contre celui, ou ceux qui oc-
cuperont la dite Principauté pour en obte-
nir l'adjudication avec les revenus depuis
sa due occupation, afin qu'il ne lui soit im-
puté aucun consentement, ni negligence,
jugé à propos de donner pouvoir, &
nommer Monsieur Pierre Ignace Marquer
pour son Procureur quoique absent, moi
notaire pour icelui acceptant, auquel le
Seigneur Marquis d'Aix donne pou-
voir, & autorité de s'opposer par voie de
nom. IV. N ju-

justice, & Actes judiciaels par-devant qu
Seig: ,Juges,ou Magistrats,ou Deputés qu
appartiendra, & en quel lieu que ce soit
l'Europe,à toutes procedures,executions
tablissements,ou reglements qui pourroie
être faits par les Puissances à l'égard de
dite Principauté d'Orange, Droits &
pendances d'icelle, & qu'il proteste d
tous les termes les plus efficaces de dro
que lui Seigneur constituant pour lui, &
Successeurs, ne consent directement, ni
directement, que la même Principauté
accordée à autre personne, qu'a lui m
me comme étant le vrai & légitime S
cesseur à la dite Principauté, qu'il en
agir quand il en aura la liberté, & lui
permis, contre tous possesseurs, & qu
ne lui puisse jamais opposer quelque acqu
cence, ou prescription, ni autre T
qui puisse l'exclure de son dit Droit,
re signifier à toutes les personnes, &
tous les lieux qu'il trouvera bon cette
ne Protestation qu'il déclare vouloir re
veller dans toutes les occasions qui
seront favorables, & permises, & g
ralement agir en tout, & par tout cor
il croira de la justice, & avantage
quand le dit Sieur Pierre Ignace Mar
Procureur sus-dit ne pourroit pas vaqu

que dessus, le dit Seigneur Constituant
il donne pouvoir de substituer tel autre
Procureur qu'il voudra, auquel dès à
présent il donne même pouvoir qu'au Sieur
nommé & constitué, & que tant lui Sieur
constitué, qu'autre à substituer, fassent tout
ce que feroit, ou pourroit faire lui Sei-
neur constituant, quand même il se trai-
roit de fait tel qu'il requît un pouvoir
plus spécifique, que par ce présent n'est
primé. Promettant avoir le tout agreable
à y venir au contraire à peine de tous
pens, dommages, & interets, sous l'obli-
tion de tous ses biens presents, & à ve-
nir avec la clause du constitut posesse par
serment preté, les Escritures touchées,
entre mes mains de moi Notaire souigné
à election de Domicille à la maniere
coutumée, d'ont il m'a demandé Acte.

Lequel je Jaques Pascalis Notaire Du-
Royal & jadis Procureur au Souverain
Etat de Piemont ai accordé, & reçu à
public au lieu que dessus, en presence de
Messire de Pierre André Bò, presché-
brant du lieu de St. Maurice près de
Aurin, & Jean Maurin de la Paroisse de
Trinité en Savoie, temoins appelés &
par le Seigneur constituant signés comme

Seiffel d'Aix.

P. Pierre André,
Jean Maurin témoin.

Pascalis Notaire.

Ignatius Carrocus J. U. D. Colleg
tus Præpositus & Canonicus Ecclesiæ M
tropolitanæ Taurini, ejusdemque civ
tis & Diœcesis, sede Archiepiscopali
cante, Vicarius Generalis Capitularis.
niversis notum facimus & testamur,
prascriptum Dominum Jacobum Pasca
qui suprascriptum actum recepit, &
nuali subscripsit, fuisse & esse Notar
publicum, legalem & fide dignum, e
que scripturis publicis semper adhibi
fuisse, & adhiberi fidem in judicio &
tra. In quorum fidem, &c. Datum T
rini die tertia mensis Martii anni mille
Septingentesimi decimi tertii.

Grosius.

MEMOIRE INSTRUCTIF.

Du droit de Messire Joseph Marie d'Alinge, de la Chambre, de Seissel, Marquis de Coudrée, d'Aix & de Lullin, Comte de Langin, de l'Hullie, d'Apremont, & de Mont-Real, Baron de Larringe & de Montsalcon, Seigneur de la Rochette en Savoie, de la Rochette en Chablais, de Longefan, de la Maison Noble de Mouxy, d'Albens, de Servette, de la Cour, de Greizy, de Publier, de Chessene, & des Chosaux, Chevalier Grand Croix de la Religion des Saints Maurice & Lazare, Gentilhomme de la Chambre de S. A. R., ci-devant Capitaine de la Compagnie des Gentilshommes Gardes du Corps de sa dite A. R. & Commandant Generalement en Savoie, Lieutenant de Mareschal dans ses Armées, Cornette Blanche de la Noblesse de Savoie, Aio, & Gouverneur de leurs Alteesses Serenissimes Messeigneurs les Princes de Piemont & Duc d'Aoste, sur la Principauté d'Orange.

Louis, dit le Bon, Prince d'Orange, fit son Testament le 8. Septembre 1462.

& institua Guillaume son Fils ainé en dite Principauté, & Louis, & Hugon ses autres Fils en des autres Terres, & substitua, & leurs enfans mâles reciproquement les uns aux autres, & au cas que les dits Guillaume, Louis, & Hugonin, leurs enfans mâles, & les enfans mâles d'iceux vinssent à mourir sans enfans mâles & que leur ligne Masculine manquât, substitua Jeanne de Châlon sa Fille ainée & les mâles descendans d'Elle & à l'absence défaut Philippine sa Fille puînée, & les mâles descendans d'elle. Et cas avenant que les dites Filles & les Mâles descendans d'elle mourussent sans laisser des Enfans mâles, enforté que les Mâles faillissent tout, il substitue les Filles de ses dits Fils & Filles, ou de leurs Fils mâles, ou de leurs enfans mâles, tant que la ligne dureroit toujours premierement les enfans mâles que les Filles, & preferant les ainés.

Louis de Châlon mourut en 1463. Guillaume son Fils ainé fut Prince d'Oran. Louis & Hugonin ses Freres moururent sans enfans, Philippine leur Soeur fut Religieuse.

Guillaume eut pour Fils Jean de Châlon, qui réunit en lui toutes les Te

Louis le bon son Aïeul par le decez
s dits Louis & Hugonin ses Oncles.

Le dit Jean a laissé Philibert de Châlons,
i fut tué près de Florence en 1530. &
ne laissa aucun enfant.

Le dit Philibert avoit une Sœur nom-
ée Claudine, qui fut mariée à Henri de
assau, duquel elle eut René de Nassau,
e Philibert de Châlons institua son hé-
ier Universel.

René de Nassau se mit en possession de
Principauté d'Orange.

Mais comme Philibert de Châlons n'en
oit pas pû disposer, parce qu'il étoit
argé de la rendre, suivant la disposition
dessus de Louis le bon, à Jeanne de Châ-
s, Fille ainée du dit Louis, qui avoit
mariée à Louis Comte de la Chambre,
quel elle avoit laissé une Fille nommée
ançoise qui fut mariée à Gabriel de Seis-
, Baron d'Aix.

La dite Françoise, à qui donc la Prin-
auté d'Orange appartenoit en vertu de
dite disposition de Louis le bon Prince
Orange son Aïeul Maternel, se pourvut
1533. au Parlement de Grenoble con-
René de Nassau, & demanda qu'il
déclaré, que la substitution faite par

Louis de Châlons étoit ouverte, & purifiée en sa personne par le décès sans enfans de Philibert de Châlons, & que René de Nassau fût contraint à lui relacher la Principauté d'Orange, & les autres biens délaissés par Louis de Châlons avec restitution de fruits.

Le procès aiant été nouié, & après une verse contestation Françoise de Seissel mort en 1537.

Elle avoit institué son héritier Jean Comte de la Chambre son Frere d'un second lit de Louis Comte de la Chambre leur Pere. Le Testament de la dite Françoise est du 21 Septembre 1529. & un codicille du 25 Décembre 1537.

Jean Comte de la Chambre, Héritier de Françoise sa Sœur, reprit en 1538 le procès contre René de Nassau, & après plusieurs contestations il y eut Arrêt du Parlement de Grenoble, prononcé le 15 Décembre 1543. par lequel la Cour déclara les substitutions mises au Testament de Louis de Châlons avoir eu lieu en la personne de Françoise de Seissel de la Chambre, & le décès de Philibert de Châlons sans enfans, & condamna René de Nassau à laisser à Jean Comte de la Chambre, co

aiant droit de la dite Françoise de Seiss-
la Principauté d'Orange, & autres
ens demandés au proces, que Louis Prin-
d'Orange possédoit avec restitution de
uits depuis le plaid contesté, & sous les
tractions de droit.

René de Nassau, fut tué le 17 Juillet
la même année 1544. au Siege de St.
izier. Il avoit institué son héritier Guil-
me de Nassau son Cousin, contre le-
el Jean Comte de la Chambre obrint
Parlement de Grenoble un autre Arrêt
coutumace en 1550.

Il parut ensuite un nouveau Pretendant,
la Principauté d'Orange, ce fut Fran-
is d'Orleans, Duc de Longueville, qui
mandoit cette Principauté, comme des-
ndant de Jeanne de Hoghberg son Aïeu-
paternelle, qui étoit descendue d'Alix de
âlons, Sœur de Louis le bon Prince
Orange, & il se fondeoit sur les substitu-
ns aposées en faveur de la dite Alix,
ns les Testaments de Marie de Baux,
de Jean de Châlon son Epoux, des 22
ai 1416. & 21 Octobre 1417.

Le Duc de Longueville qui avoit du
oi de France des Lettres d'attribution
jurisdiction au Grand Conseil, y fit

assigner Guillaume de Nassau, & Jean Comte de la Chambre: Guillaume de Nassau opposa de declinatoire, & obtint encor Requête civile contre l'Arrest 1543.

Le Grand Conseil rendit ensuite Arrêt le 23 Janvier 1552. par lequel il ordonna, que l'Arrest du Parlement de Grenoble seroit executé; & ainsi la Principauté d'Orange fut adjugée à Jean Comte de la Chambre contre le Duc de Longueville & contre Guillaume de Nassau.

Le Comte de la Chambre fit ensuite assigner au Grand Conseil Guillaume de Nassau pour qu'il donnât état de la détraction qu'il pouvoit pretendre: il s'en suivit Arrest du Grand Conseil du 11 Mars 1562. qui déclara Guillaume de Nassau forclos de donner les détractions, sans lui d'en former la demande par simulation; & le Conseil ordonna de nouveau que l'Arrest du Parlement de Grenoble seroit executé en faveur de Jean Comte de la Chambre.

Il le fut en effet du consentement de Marie de Lorraine Mere & Tante de François d'Orleans, Duc de Longueville Monsieur Bertrand de la Me
Co

Commissaire député se transporta sur le
lieu, & mit le Comte de la Chambre en
possession de la Principauté d'Orange, ou
il est resté huit années, & jusques à ce qu'il
fut depouillé par Guillaume de Nassau.
Les Princes de Nassau ont du depuis dé-
truit la Principauté d'Orange par force
majeure, & sans avoir aucun droit parti-
culier. Et si les Héritiers Fidei-commissai-
res de François de la Chambre, qui sont
predecesseurs du Seigneur Marquis de
Moudrée n'ont pas pû être rétablis, l'on
ne peut rien leur imputer, n'ayant pas pû
résister à la force majeure, qui fait cesser
toute sorte de prescription.

Cependant Charles Emanuel de Seissel
Marquis d'Aix se pourvut en 1603. au Par-
lement de Grenoble, pour qu'en execution
des Arrêts precedents il fût rétabli en la
possession de la Principauté d'Orange, a-
vec restitution de fruit, & demanda de faire
appeler le Comte de Nassau, détenteur d'i-
celle, qu'il fit adjourner, & le dit Com-
te de Nassau obtint des Lettres du Roi
Henri IV. pour faire évoquer la cause au
Grand Conseil.

La Maison de Nassau n'a en effet eu au-
cun droit sur la Principauté d'Orange.

Guil-

Guillaume de Nassau, duquel elle le tenoit, n'est pas descendu de la Maison Châlons, ni par Mâles, ni par Filles, il en étoit absolument étranger.

René de Nassau, qui en descendoit véritablement de Claudine de Châlons sa Mere, n'avoit même aucun droit, parce que Louis le bon Prince d'Orange, au défaut de ses descendans mâles avoit appelé Jeanne de Châlons, sa Fille Comtesse de Champagne, Mere de Françoise de Seiss de laquelle le Seigneur Marquis de Condé mesure ses droits; & Philibert de Châlons, qui étoit grevé de rendre la Principauté d'Orange, n'en avoit pas pû disposer en faveur de René de Nassau, ni ceci en faveur de Guillaume de Nassau, Cousin, comme le Parlement de Grenoble l'a reconnu en 1543. & en contradiction de René de Nassau, & le Grand Conseil du Roi de France en 1552 & 1553 contre Guillaume de Nassau.

Il est inutile de dire ici, que René de Nassau reconnut la juridiction du Parlement de Grenoble, que quoi que Guillaume de Nassau eût opposé sa declinatoire pour ne point proceder par devant le Grand Conseil, l'on n'y eut aucun égard, Monsieur le Procureur

General de sa Majesté aiant prouvé que la Principauté d'Orange relevoit de la Souveraineté des Rois de France, que les Princes leur ont prêté hommage & serment de fidelité, & reconnu leur jurisdiction; Guillaume de Nassau même par la demande qu'il fit le dernier Août 1551. d'une Requête civile contre l'Arrest ci-dessus du Parlement de Dauphiné de 1543. & dont le Grand Conseil ordonna l'exécution par Arrest du 23. Janvier 1552.

Les autres Pretendants de la Principauté d'Orange, qui se fondent sur les Testaments de Marie de Baux, Princesse d'Orange, du 22 Mai 1416. & sur celui de Jean de Châlon son époux, du 21 Octobre 1417. n'ont aussi aucun droit; parce que le cas de la substitution apposée au sus-dit Testament en faveur de ceux dont ils méritent leurs droits, n'est pas arrivé: Louis bon Prince d'Orange aiant laissé des enfans, & ses enfans des autres enfans dans trois degres de generation, par l'existence desquels la substitution en faveur d'Alix de Châlons, au cas de décès de ses Freres & de ses enfans, est devenuë caduque, & inutile.

Aussi le Grand Conseil ordonna par son

Arrêt du 23 Janvier 1552. rendu en contradiction de François d'Orleans, Duc de Longueville, que l'Arrêt de 1543. du Parlement de Grenoble, seroit executé en faveur de Jean Comte de la Chambre, & jugement obsterà en tout tems à ceux qui mesurent leur droit du Duc de Longueville.

Ceux qui mesurent le leur de Jean Châlons, Seigneur de Vittaux, Fils dits Jean de Châlons, & de Marie de Baux ne sont pas aussi fondés en aucune maniere, par le prédecés, & le defaut des autres descendants du dit Jean de Vittaux, avant la mort de Philibert de Châlons, a été le dernier mâle descendant de Jean de Châlons, & de Marie de Baux.

En maniere, que le droit a été uniquement acquis à Françoise de Seiffel, Fille de Jeanne de Châlons, & ensuite à Jean de Seiffel, Comte de la Chambre; & consequence au Seigneur Marquis de Cadrée, en vertu des substitutions faites à la dite Françoise de Seiffel.

Tout ce que dessus est exactement prouvé par les Testaments, les Arrêts, & autres Actes.

PROTESTATION.

Le soussigné chargé aiant du Seigneur Marquis de Coudrée, d'Aix, & de Lul-, &c. pour les fins marquées en la procuration ci-après ténorisée du 2 Mars proche passé, reçue, & signée par le Notaire Pasca-, n'ayant pas trouvé que le Congrès de la Paix se menageât en la forme ordinaire par l'entremise d'aucun Mediateur à qui il puisse avoir recours, & auprès duquel il puisse faire les diligences convenables; il n'a pu faire autre pour faire valoir & conserver le droit du dit Seigneur Marquis de Coudrée, que d'en informer les Ministres des Puissances intéressées en la Guerre, & qui sont au Congrès de la Paix; & de rendre publique dans le lieu de son assemblée un Ecrit contenant les raisons, & les moyens sur lesquels ses droits sont fondés exclusivement à tous autres prétendants, pour que par le moyen du dit Ecrit chacun pût être instruit des dits droits dans le présent & dans ceux à venir; & qu'il conste que le Seigneur Marquis de Coudrée n'a donné, ne donne, ni ne prend donner aucun consentement exprès, tacite, à toutes les dispositions, conven-

ven-

ventions, & traités, qui peuvent avoir été, ou être faits concernant la Principauté d'Orange, au prejudice de ses droits ainsi que le soubigné proteste pour, au nom du dit Seigneur Marquis de Coudrée, & que tout ce qui a été, pu être ou sera fait au contraire ne peut, ni pourra lui prejudicier en aucune maniere comme fait à son insçu, sans son consentement & par force Majeure. Declare que le Seigneur Marquis de Coudrée est convaincu de la justice & de l'équité. Sa Majesté Très-Chrétienne, de la jurisdiction de laquelle la Principauté d'Orange relève, qu'il ne doute point que Sa Majesté ne la lui rende sur ses droits & prétentions, comme il l'en supplie très humblement. Et pour plus grande notoriété de cette Protestation le soubigné la depose avec la sus-dite Procuration en Original dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht avec le Sommaire des droits du Seigneur Marquis, réquerant le Venerable Magistrat & Regence de lui accorder Actes des sus-dites Protestations & dépôt. Fait à Utrecht le trente de Mai de l'année mille sept cens & treize.

Le Comte de Gros.

PR

PROCURATION

Faite par Messire le Haut & Puissant Seigneur Marquis de Coudrée.

l'an mil sept cent treize, le cin-
quième du mois d'Avril, par devant
le Notaire Ducal Roïal souigné, &
en présence des témoins ci-bas nommés,
et personnellement établi & constitué
le Haut & Puissant Seigneur, Messire Joseph
Marie d'Alinge, de la Chambre, de Seis-
Marquis de Coudrée, d'Aix, de Lul-
Comte de Langin, de l'Hullie, d'A-
mont & de Montreal, Baron de Lar-
gen & de Montfalçon, Seigneur de la
chette en Savoie, de la Rochette en
ablaix, de Longefan, de la Maison
ble de Mouxy d'Albens, de Servette,
la Cour de Greizi, de Publier, de
essene, & des Chosaux, Chevalier Graud
ix de la Religion des Saints Maurice
Lazare, Gentilhomme de la Chambre
S. A. R. ci-devant Capitaine de la Com-
nie des Gentilshommes Guardes du
ps de la dite A. R., & Commandant
neralement en Savoie, Lieutenant de
Ma.

Mareschal dans ses Armées, Cornette Blanche de la Noblesse de Savoie, Ajo & Gouverneur de leurs Alteſſes Sereniſſime Meſſeigneurs les Princes de Piemont Duc d'Aoſte, lequel pour la conſervation de ſes droits ſur la Principauté d'Orang comme descendant en ligne directe côté Maternel du Seigneur Jean Comte de la Chambre, héritier de Dame François de Seiffel, Dame d'Aix, appelée à la Succeſſion de la dite Principauté par les ſubſtitutions contenues dans le Teſtament Meſſire Louis de Chalons Prince d'Orange, déclarée ouverte en ſa faveur par Arrêt du 15 Décembre 1543. a de ſon bon gré pour lui & les ſiens, ſous le bon plaiſir & l'agrément de S. A. R., fait, conſtitué, établi, & député ſon Procureur Spécial & General, l'une des qualités ne dérogeant à l'autre ni au contraire, ſavoir Seigneur Ignace Joſeph François Erma Comte de Gros & de Ville-Neuve.

Absent moi dit Notaire pour lui ſollicitant & acceptant, pour & au nom du dit Seigneur Conſtituant ſe preſenter dans les Aſſemblées qui ſe font dans la Ville d'Utrecht pour la Paix Generale, & ſuivant les inſtructions particulières que

Seigneur constituant lui a données, presenter la justice de ses droits, & demander qu'il soit mis en la pleine & paisible possession de la dite Principauté d'Orange occupée à son prejudice; Et au cas qu'il soit refus de prendre connoissance de la justice de ses droits, & de prononcer sur demande, il donne charge & pouvoir au dit Seigneur Ignace François Ermano mte de Gros & de Ville-Neuve, son procureur, de faire en son nom les Protections nécessaires pour la conservation de justes pretentions, & de tous les droits, dignités, rangs, & prerogatives qui en dependent, & d'en retirer des Actes en la meilleure forme que faire se pourra, afin que tous les traités de Paix generaux, particuliers, faits, ou à faire, ne puissent aucune maniere déroger, nuire, ni prejudicier au dit Seigneur constituant, ni aux siens, directement ni indirectement. Et généralement il lui donne pouvoir de faire sur raison de ce, & de ce qui en depend, tout ce qu'il trouvera convenable pour enancer, & procurer les succes. Promettant avoir le tout pour agreable, ferme & stable, comme si le dit Seigneur constituant y étoit present en personne, &

avec

avec toutes autres dûes promesses, serments & Clausules requises. Fait & prononcé à la Ville de Turin, dans le Palais neuf de A. R., & dans la Chambre du dit Seigneur constituant, Paroisse de St. Jean, les susdits jour & an, l'indiction sixième. De tout moi susdit Notaire & Actuaire Collegié sousigné requis, j'ai reçu le public, instrument à la minute duquel le dit Seigneur constituant, & les susdits moins se sont signés, après avoir reçu droit d'insinuation: Joseph Marie d'Age de la Chambre, de Seissel, Mar de Coudrée, Constantin Bottinger tém Michel Portaz témoin.

Le quel susdit public instrument procure requis, j'ay reçu, & le present son propre Original fait lever, avec le Collationé & insinué dans cette Ville, livre quatrième, & mis au feuillet Comme par reçu fait par le Sieur Rena pour le Sieur insinuateur Rondetto, moy François Dominicq Bonev Actuaire Collegié au Souverain Senat Piemont, Apostolique & Roial Col Notaire. En foi de quoi je me suis manuellement signé

J. V. D. Bonevre Notaire.

natus Carrocus J. U. D. Collegiatus
 præpositus, & Canonicus Ecclesiæ Me-
 politanæ civitatis Taurini, ejusdemque
 atis & diœcesis, sede Archiepiscopali
 vacante, Vicarius Generalis Capitularis. U-
 nis notum facimus & attestamus retro-
 scriptum D. Franciscum Dom. Bonevre,
 retroscriptum Procuratoris instrumen-
 ti recepit, & manuali subscripsit, fuis-
 se esse Notarium publicum, legalem
 de dignum, ac talem qualem se fa-
 ctusque scripturis publicis semper
 bitam fuisse, & adhiberi fidem in ju-
 ris, & extra. In quorum fidem, &c.
 Taurini, 5 mensis Aprilis, 1713.

Grosius.

Nous Bourguemaitres & Conseillers,
 composans la Regence de la Ville
 d'Utrecht, certifions que le *Sieur Pierre*
de Marquet, en sa qualité a déposé dans
 les Archives de notre Ville l'Original du
 pouvoir & des Protestations dont la
 copie bien collationnée est écrite ci-dessus,
 qu'il a devant Nous réitéré la dite Pro-
 testation.

testation, demandant Acte authentique
 son dépôt: sur quoi Nous lui avons acc
 dé le present Acte muni par le Sceau
 notre Ville & la signature de notre Sec
 taire. Fait à Utrecht le 31. Mai 1711

(L.S.) *E.V. Harscamp.*

Ignace Joseph Ermana, Comte de C
 & Ville-Neuve, le 31 Mai 1713.

M E M O I R E S

Pour Louis de Meleun Prince d'Espinoi, contre Messieurs les Princes de la Ligne.

Le Prince d'Espinoi demande à
 rétabli dans la possession des Terres
 d'Antoing, Chysoing, Roubaix, & ses
 dépendances, dont il a été dépossédé pen
 dant la Guerre après la prise de Lille.

Ces Terres sont de l'ancien patrimoine
 de la Maison de Meleun: Elles y en
 rent en 1545. par le mariage d'Yolande
 de Verchin avec Hugues de Meleun
 aïeul du Prince d'Espinoi.

Leur Contrât de mariage contient une substitution graduelle & masculine à l'extinction des filles. La même substitution est confirmée par le testament de Hugues Meleun, & par celui de Pierre de Verin son beau-pere, des mois de Mars & d'Avril 1551. Après le décès de Hugues de Meleun, cette substitution fut encore ratifiée & confirmée par sa veuve & par ses héritiers, & homologuée au grand Conseil Malines le 20. Octobre 1573.

Tels sont les Titres du Prince d'Espinoy qui est l'aîné de sa maison; les pièces sont rapportées, & ces faits ne sont pas contestés.

Hugues de Meleun eut quatre enfans de son mariage, deux fils & deux filles; savoir, Pierre de Meleun l'aîné, bis-aïeul du Prince d'Espinoy, Robert mort sans enfans, Heleine mariée au Comte de Clemoncourt qui ne laissa point de posterité, Marie qui épousa l'Amoral Comte de Seneffe, dont Messieurs les Princes de Liège sont descendus.

Sur la fin du 16^e. siècle, la difference des Religions excita de grands troubles dans les Pais-Bas. L'Archiduc Mathias étant Gouverneur, Pierre de Meleun fut

fut fait Grand Maître de la maison & Gouverneur de Tournai. Les Etats Generaux lui donnerent aussi le premier Septembre 1581. la commission de Chef Capitaine General de leurs gens de guerre, avec des appointemens considérables.

Le Duc de Parme devenu Gouverneur des Pais-Bas se servit de ce pretexte, pour confisquer en 1582. les biens de Pierre Meleun Prince d'Espinoi; & la confiscation fut donnée par les mêmes Lettres tentes à Robert de Meleun son frere né, General de la Cavalerie Legere Philippe second; à la charge de payer 2000. livres de rente à Helaine de Meleun Comtesse de Barlemont, & autre Marie de Meleun ses sœurs, après par le decès d'Yolande de Verchin mere, lesdits biens seroient déchargés de son Doüaire.

C'est-là, la source & le fondement des pretentions de la maison de Ligne. confiscation odieuse faite sans formalité, sans citation, sans accusation, sans jugement, sans condamnation précédente. Titre vicieux & reprouvé par toutes Loix, Titre détruit & anéanti par

s Traités de Paix & de Trêves, qui sont intervenus depuis ce tems-là.

Une seconde observation; c'est qu'une partie des biens qui font aujourd'hui la matière de la contestation, n'étoient point ne pouvoient être compris dans ces lettres de Don; parce qu'ils viennent du chef d'Yolande de Verchin qui vivoit en- re; & que le Prince d'Espinoi son fils ne n'en pouvoit jouir qu'après son dé- s.

Si le Prince de Ligne avoit exposé ces cités dans la Requête captieuse & ob- tice par lui présentée aux Etats Gene- x, au mois de Novembre 1708. S'il n'a- pas dissimulé ces faits essentiels, au- il obtenu la depossession du Prince Espinoi? Les Etats Generaux auroient- puni le petit-fils des services que son ieul leur avoit rendus? auroient-ils au- sé une confiscation remplie de nulli- faite au préjudice des substitutions tenuës dans tous les Actes de la famil- & même contraire à la disposition de coutume de Lille, * où la plûpart des ns sont situés? Auroient-ils donné le Juillet 1709. une resolution directe- m. IV. O ment

ment opposée aux Articles formels
 Traité de Trêves de 1609. & du Trait
 Munster de l'année 1648. ? Il est d
 évident que leur Religion a été surpr
 on le prouvera encore mieux dans la sui

Il faut suivre le récit du fait. Ro
 de Meleun ne crut pas que les Let
 Patentes qui avoient été expédiées à To
 nai, par l'autorité seule du Duc de I
 me, fussent suffisantes pour lui assurer
 biens de son frere: il obtint de nouve
 Lettres à Madrid le 20. Juillet 1584.
 les sont entierement conformes aux
 mieres. La seule chose que Philippe
 cond y ajoute; c'est qu'il déclare qu'il
 donne, *à la serieuse intercession du Du*
Parme.

Robert de Meleun ne profita pas le
 tems de ce don aussi injustement obt
 qu'il avoit été indignement sollicité.
 fut tué à l'Estacade d'Anvers, au mois
 vril 1585. en combattant contre les
 vines-Unies; & il ne laissa point
 fans.

Pierre de Meleun Prince d'Espino
 frere, s'étoit retiré en France dès 158
 il y avoit obtenu des Lettres de natura
 au mois de Mai 1585.

Il y eut une contestation formée à Malines pour la succession de Robert de Meun, entre Yolande de Verchin sa mere, Heleine de Meleun Comtesse de Barlemon sa sœur.

La Comtesse de Barlemont craignant la décision du grand Conseil de Malines, presenta une Requête au Roi Philippe second, où elle exposa que Robert de Meun son frere avoit dit *qu'il la vouloit faire son tierce.* Sur cette exposition Philippe second, sans avoir égard au procès pendu à Malines, déclara par de nouvelles lettres Patentes du 20. Septembre 1585. *Que le don fait à Robert de Meleun des biens de Pierre de Meleun Prince d'Espinoi, pour lui & pour ses descendans, & à leur frere pour ses deux sœurs, en preferant l'aînée sur la cadette, voulant qu'au défaut de descendans des deux sœurs, les biens qui ont appartenu à Pierre de Meleun soient incorporés au frere aîné.*

C'est donc une interpretation, qu'on a fait ici en faveur des filles de la maison de Meleun, du don des biens confisqués sur le frere aîné, à l'occasion de la guerre; & c'est une autorité absoluë, que Philippe second interrompt le cours de la Justice,

en décidant sans connoissance de Cau
un proces qu'on instruisoit devant les Ju
ordinaires.

Encore une fois, voilà l'origine, &
fondement des pretentions injustes de
Maison de Ligne.

La guerre recommença entre la Fra
& l'Espagne en l'année 1588.

La Comtesse de Barlemont mourut
enfans en 1591.

La Comtesse de Ligne se mit en po
sion de tous les biens de ses deux frè
& de sa sœur aînée, au prejudice du P
ce d'Espinoi qui vivoit en France, o
s'étoit retiré.

Yolande de Verchin leur mere mo
en 1593.

Elle avoit fait aussi son testament,
lequel Pierre de Meleun son fils aîné
institué son heritier; mais la Comtes
Ligne s'empara encore de sa succe
dont les Terres principales, qui for
sujet de la contestation, sont situées
la Châtellenie de Lille. Cependant
ne pouvoient être comprises dans les
tres de don: & elles appartenoient inc
testablement à Pierre de Meleun Pri
d'Espinoi par le droit du Sang, pa
c

rs ordinaire des successions, par la sub-
 ution apposée dans le Contrat de maria-
 de Hugues de Meleun & d'Yolande
 Verchin, & par les testamens de l'aïeul,
 pere, & de la mere. Tous ces Titres
 plus sacrés, & les plus authentiques de la
 iété Civile ne purent empêcher, ni
 imer l'usurpation de la Comtesse de
 ne.

le Prince d'Espinoy mourut en France
 594.

la guerre fut terminée entre la France
 Espagne par le Traité conclu à Vervins
 May 1598.

es Articles 7. & 8. de ce Traité por-
 expresslyment, *que les Sujets de part &
 e rentreront dans tous leurs biens immen-
 & dans les successions qui leur sont échûës
 nt la guerre.*

onobstant ce Traité de Paix si for-
 il fut impossible à la veuve & aux
 s du Prince d'Espinoy d'obtenir aucu-
 justice: la haine qu'on avoit conçûë
 e lui en Espagne, subsistoit encore
 e sa mémoire; ainsi la Comtesse de
 e n'eut pas de peine à se maintenir
 l'injuste possession des biens de ses ne-

Les conferences qui furent tenuës

en exécution de ce Traité furent inutiles par les délais & les remises qu'elle se accorder. Cette vérité résulte du procès verbal des Deputés, dans leurs conférences des 3. & 4. Juillet 1600.

La veuve du Prince d'Espinoï, à qui on refusoit de rendre justice pour ses biens, & qui ne jouïssoit de rien, se vit obligée de signer le 19. Avril 1602. une transaction, par laquelle en lui cédant une tres petite partie des biens de la Maison de Meleun, on lui fit abandonner le reste. On exigea même qu'elle fît une renonciation aux Articles, qui pourroient être employés en sa faveur dans les Traités de Paix qui interviendroient.

En 1609. le Traité de Trêves fut conclu entre l'Espagne & les Etats Generaux des Provinces-Unies. On cassa par ce Traité les confiscations, dons, & transactions faites à l'occasion de la guerre; & l'on déclara que ceux qui avoient été dépouillés de leurs biens en prendroient possession de leur ancienne propriété, quelques renonciations qui eussent été mises aux dites transactions. Les Etats Generaux firent encore ajouter un autre Article en faveur de la maison de Meleun, c'est l'Article 28. Il porte, que ceux

touchant la Paix d'UTRECHT. 319
*ont retirés en Pais Neutre pendant la guerre
doivent jouir de ce qui est porté par le
ité.*

C'étoit le cas où se trouvoient les en-
fants du Prince d'Espinoi. Les Plenipo-
tenciaires d'Angleterre, les Deputés des
Etats Generaux, ceux de l'Archiduc, les
Generaux eux-mêmes reconnurent
plusieurs déclarations, que les enfans
du Prince d'Espinoi étoient compris dans
le traité, & qu'il falloit les rétablir dans
les biens de leur Maison. Le grand
Conseil de Malines consulté par l'Archi-
evêque répondit deux fois la même chose
en 1609. & en 1610. Les Etats Gene-
raux allerent même jusqu'à ordonner, que
le Prince d'Espinoi jouïroit de tous les biens
qui appartenoient au Prince de Ligne dans l'é-
tendue de leur domination, jusqu'à ce qu'il
eût rendu au Prince d'Espinoi la possession des
biens qu'il lui retenoit. Cette Ordonnance est
du 10 Octobre 1609.

Pourquoi donc les Princes d'Espinoi ne
sont-ils pas rétablis? c'est que l'autorité
des Archiducs qui protégeoient la maison
de Ligne prévalut. On obligea le Prin-
ce d'Espinoi qui étoit l'aîné, à signer quoi
qu'il fût mineur, & sans assistance de

Tuteurs, une seconde transaction dans Ville de Bruxelles, le 6. Juin 1610. & le d'avoir commencé par le remettre en possession de ses biens, comme il avoit été donné par le Traité, on lui en fit abandonner une seconde fois la plus grande partie: on ajouta seulement quelques Terres à celles qui lui avoient été delaissées dans la premiere transaction. Ainsi les Princes de Ligne transigeoient de la main gènerale, & ils imposoient la loi dans un terrain où ils n'avoient pas même le droit de former une simple action.

Ils exigerent en même tems du Prince d'Espinoi une nouvelle renonciation: ces Articles, qui pourroient être stipulés à son avantage dans les Traités de Paix qui seroient faits à l'avenir; sans considérer que la même renonciation, qui avoit été si inutile dans la premiere transaction ne pouvoit avoir plus de force dans ceci, & qu'elle étoit sujette à être cassée aussi bien que la transaction même. Toutes ces precautions ne peuvent donc servir, qu'à faire mieux connoître la défiance où ils ont toujours été sur l'injustice de leurs pretentions.

La guerre entre l'Espagne, & les E

généraux fut enfin terminée par le Traité de Munster de l'année 1648. On y confirma expressément le Traité de Trêve de l'année 1609. On ordonna que ce qui restoit à restituer en execution de ce Traité, seroit incessamment & sans délai; & on décida à l'égard des particuliers les mêmes choses qui avoient déjà été prescrites en leur faveur: c'est dans l'Article Les termes en sont décisifs, & ils ne laissent rien à desirer.

* *Ceux sur qui les biens ont été confisqués à l'occasion de la guerre, ou leurs heritiers, n'ayant cause, jouiront d'iceux biens, & en auront la possession de leur autorité, en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au fisc, engagements, dons en fief, Traités, accords, & transactions, quel-*
O 5 *quel-*

Quorum bona belli causâ detenta, ac publicaverint, ii ipsi, eorum-ve hæredes, vel quibus id impetit, iisdem bonis opibusque fruentur, eorum-que omnium possessionem propriâ suâ auctoritate, ac vi tantis tractatus capient; neque judicum opem impetere necesse habebunt, nonobstantibus quibuscumque iudicis provincialis possessionibus, oppignorationibus, Donis, contractibus, conventibus, & transactionibus, aut quæcunque tandem renunciationes memoratis transactionibus ad proprietarios à partibus eorum Bonorum excludendos contineantur.

ques renonciations qui aient été mises auxdites transactions, pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir.

Si le Prince de Ligne peut persuader quelqu'un, que cet Article ne soit pas fait pour la cause dont il s'agit, le Prince d'Espagne doit abandonner sa demande : mais quand on voit que l'Article rappelle tout ce qui s'est passé entre la maison de Meleun & celle de Ligne ; quand on voit clairement qu'il porte sur tous les Actes qui ont été faits ; il est évident que les Princes de Ligne trouvent leur condamnation dans ce Traité, & qu'ils ne peuvent se dispenser d'y obéir.

On ajoûta une seconde fois, * *que ceux qui s'étoient retirés en Pais Neutre jouïroient du fruit de ce Traité, & cela regardoit principalement la Maison de Meleun.*

Cependant l'autorité, la force, & la violence empêcherent encore le Prince d'Espagne de profiter de l'avantage du Traité de Munster. La guerre continua entre France & l'Espagne, & elle ne finit que par le Traité des Pirennées du 7 Novembre

165

* Quicumque, durante bello, in neutralium partium regiones commigrarunt, tractatus hujus effectum gaudebunt.

659. De sorte que pendant ce tems de troubles & de confusion, le Prince d'Esnois devenu Sujet du Roi Tres-Chretien eût pût rentrer dans ses biens, qui étoient tués dans un Pais de la domination du Roi Catholique.

On inséra dans le Traité des Pirennées Articles qui sont encore décisifs.

Par l'Article 29. tous les Sujets des deux Couronnes sont rétablis dans la jouissance de leurs biens saisis, & occupés, tant à l'ouverture de la guerre, que pour avoir suivi le parti contraire, & dans tous les droits, actions, & successions à eux survenuees, même depuis la guerre commencée.

Par l'Article 30. il est dit, que ce rétablissement sera fait nonobstant toutes donations, successions, déclarations, confiscations, confiscations, confiscations, Sentences préparatoires ou définitives, lesquelles demeureront nulles.

Par l'Article 107. le Traité fait à Vervins 1598. est confirmé de nouveau & approuvé tous ses points.

Et par l'Article 108. il est dit, qu'à l'égard des choses contenues au Traité de Vervins n'ont pas encore été exécutées, l'exécution sera parachevée.

Ainsi par ce Traité de Paix l'on rappelle

le encore tous les tems de la disgrâce, de l'oppression souffertes par la Maison Meleun. On aneantit tout ce qui s'est fait contre le droit des particuliers, avant après le Traité de Vervins. De quel côté se tournera le Prince de Ligne? appellera-t-il du Traité des Pirennées à celui de Munster? il trouvera par tout la condamnation de son usurpation & de ses injustices.

Il sembloit qu'après le Traité des Pirennées, il n'y auroit plus la moindre difficulté à rétablir la Maison de Meleun dans la possession de son patrimoine. Le Marquis de Caracene Gouverneur General des Pais-Bas declara même par une Commission donnée à Bruxelles le 26. Août 1661. que l'intention de Sa Majesté Catholique, ensuite de ses Lettres Patentes données à Madrid le 3. du même mois, étoit que le Prince d'Espinoi fût compris dans le Traité de Paix des Pirennées, & qu'on lui accordât sa rentrée dans tous ses immeubles, suivant les conditions de ce Traité.

Rien n'est plus clair; cependant le crédit du Prince de Ligne, ses fuites, & ses subterfuges empêcherent encore la Maison de Meleun d'avoir justice; Elle ne p

venir à faire executer la restitution de
biens, quoi qu'ordonnée par quatre dif-
frens Traités solennels depuis 1598. Les
Princes d'Espinoi n'ont pû faire autre cho-
que de protester dans tous les tems contre
surpation de la Maison de Ligne.

La guerre aiant recommencé entre la
France & l'Espagne, elle fut terminée par
Traité d'Aix la Chapelle du 2. Mai
1668. Par l'Article 8. on confirma le Trai-
té des Pyrénées qui ordonnoit l'exécution
celui de Vervins.

Les Villes & Baillages dans l'étendue
desquels sont situés les biens qui font la
matière de la contestation, furent cedés à
la Couronne de France.

Alors le Prince d'Espinoi s'adressa au
Roi Tres-Chretien, & lui exposa ses Ti-
tres & ses droits, pour être rétabli dans
la possession des biens, qu'on lui retenoit
depuis si long tems avec tant d'injusti-

Sur cette Requête, Sa Majesté Tres-
Chretienne envoya un ordre à Monsieur le
Comte Intendant de Flandres, contenant
lui a été représenté par le Prince d'Espinoi
que les Terres d'Antoing en Tournesis,
Antoing & Roubaix dans la Châtellenie de Lil-

le avoient été confisquées sur feu Pierre de Meleun par les Espagnols ; & que s'il lui apparut que lesdites Terres appartiennent à la maison de Meleun, & que ledit feu Pierre de Meleun en a jouï, ou dû jouir : l'intention de Sa Majesté est que le Prince d'Espinoi soit rétabli en la possession d'icelles, & qu'il en jouisse sans difficulté.

Le Roi donna un semblable ordre Monsieur Fautrier Intendant du Haynau qui porte, qu'il lui a été exposé que les Princes de Ligne avoient joui à Titre de confiscation depuis plus d'un siècle de la Terre de Thil le Clateau située entre Sambre & Meuse, au préjudice des Traités de Paix, & que si ces faits sont véritables, il ait à remettre le Prince d'Espinoi en possession. Ce sont les termes de cette seconde Lettre de Cachet.

En consequence de ces ordres, les Intendants après avoir examiné les Titres & pièces dont on vient de faire mention, rétablirent le Prince d'Espinoi en possession des biens qui lui appartennoient. L'ordonnance de Monsieur le Pelletier est du 22. Juillet 1668. & celle de Monsieur Fautrier du 18. Février 1687.

Depuis ce tems-là, les Princes d'Espinoi ont jouï de ces Terres; & la Ju

touchant la Paix d'UTRECHT. 327
de leur possession a été autorisée par les
traités de Nimegue & de Riswik, sans
qu'on ait eu égard aux vains efforts faits
par les Princes de Ligne, pour y donner
suite. En effet on les défie de trouver
seul Article dans aucun des Traités de
Paix ou de Trêves, qui ont été faits de
puis la revolution des Pais-Bas, dont ils
pourroient tirer le moindre avantage, pour
justifier les confiscations & les usurpations
faites sur la Maison de Meleun,
à l'occasion de la guerre.
Mais pour ne laisser aucun doute dans
cette affaire de cette importance; il est à
propos d'expliquer plus au long, quels ont
été les mouvemens & les démarches de
Messieurs les Princes de Ligne.
Ce n'a été qu'en l'année 1678. dans le
cours duquel on traitoit la Paix de Nimegue,
qu'ils ont commencé à agir; pour cela ils
présenterent à Messieurs les Plenipotentiaires
d'Espagne un Memoire intitulé: *Factum*
de Monsieur le Prince de Ligne, contre
Monsieur le Prince d'Espinoi.
Ils disent d'abord dans ce *Factum*, que
les biens dont il s'agit furent confisqués en 1512.
Pierre de Meleun à cause de ses rebellions,
pour être entré dans la révolte des Pais-Bas,
c'est

c'est ainsi qu'ils parlent des troubles que Religion y excita ; ils ajoûtent , que ce confiscation fut donnée à Robert de Meleun son frere , qui en a jouï jusqu'au jour de trépas arrivé au Siège d'Anvers en *A* 1585. qu' Heleine de Meleun Comtesse Barlemont sa sœur aînée lui succeda , en ve de certaines Lettres d'interpretation de la donation , données le 20. Septembre 1585. quelles contenant substitution au profit de *A* rie de Meleun Princesse de Ligne & de enfans ; icelle Dame après le decès de Comtesse de Barlemont a apprehendé tous dits biens.

Les Princes de Ligne conviennent de dans leur exposé , que leur premier T qui sert de baze & de fondement à le pretentions , est une confiscation null odieuse , faite sur Pierre de Meleun l'année 1582. & que cette confiscation suivie de certaines Lettres d'interpreta qui en dépouillant les Juges ordinair en détruisant les substitutions faites d la famille , & en interrompant l'ordre & cours naturel de la succession de Rob de Meleun , attribuent contre tout d & toute Justice , & sans aucune formal à la Comtesse de Ligne , ce qui ne pouv

partenir qu'à sa mere ou à son frere
né.

Le Prince d'Espinoi remit de son côté
Messieurs les Plenipotentiaires assemblés
Nimegue un Memoire servant de réponse au
Factum du Prince de Ligne : Il fit voir par
Memoire les vices & les nullités des
Actes, & des Actes dont Messieurs les
Princes de Ligne vouloient se prévaloir ;
il prouva que son rétablissement dans
la possession des biens de sa Maison étoit
juste, & conforme aux Traités de Paix.

Après l'examen des Factums & Memoires
des Parties, il n'y eut pas deux avis
différens sur le droit du Prince d'Espinoi ;
non seulement le Prince de Ligne ne fut
rien favorisé dans aucun Article du Traité
; mais il paroît au contraire par l'Article
IX. de la Paix conclüe entre la France
& l'Espagne, que l'on confirma en ter-
mes generaux la possession de la Maison de
Bourbon.

Et effët cet Article porte, que toutes les
procedures, Jugemens, & Arrêts donnés par
les Juges & autres Officiers de Sa Majesté
Chretienne, établis dans les Villes &
Places dont elle jouïssoit en vertu du Traité
de la Chapelle, auront lieu & sortiront leur
plein

*plein & entier effêt. Or
 joute dans le même Article: bien sera
 sible aux Parties de se pourvoir par revision
 la Cause, & selon l'ordre & la disposition
 Loix & Ordonnances; demeurant cepen
 les Jugemens en leur force et vertu.*

Il est évident que cet Article a son application au Jugement rendu par M. Pelletier, qui étoit l'Officier de S. T. C. en Flandres.

Delà il resulte que les possessions gées devoient sortir leur plein et entier effet & en même tems que ceux contre qui Jugemens étoient intervenus, avoient tous jours la liberté d'agir pour le fond, et se pourvoir par revision de la Cause, selon l'ordre, et la disposition des Loix et des Ordonnances.

Or c'est ce qui a été reconnu, & exécuté par Monsieur le Prince de Lig. Il se pourvût effectivement au Conseil Roi, qui selon l'ordre et usage de France connoît de la revision & de l'appel des Ordonnances & des Jugemens rendus par les Intendans. Il y forma ses demandes, il y expliqua ses moïens par des Placets & des Memoires imprimés.

Le Prince d'Espinoi se deffendit a

mêmes armes, & après une discussion
acte, après le rapport fait au Conseil du
i par M. de Louvois l'un de ses Secre-
es d'Etat : Sa Majesté Tres-Chretien-
dit de sa propre bouche à Madame la
nceffe de Ligne, *que sa pretention n'é-*
pas bonne, et que les Traités de Paix en
ient décidé; de sorte que la Princesse de
gne abandonna sa demande.

La verité de ces faits résulte des pro-
s Memoires de Messieurs de Ligne,
nt le Prince d'Espinoi eut la précaution
faire déposer des exemplaires chez les
otaires du Châtelet de Paris. On rap-
te une expedition en forme de l'Acte
Dépôt : ainsi cela ne peut pas être con-
é.

Comment est-il donc possible, que les
nces de Ligne puissent revenir contre
possession ordonnéë dès l'année 1668.
conformité des anciens Traités de Paix,
nfirméë par le Traité de Nimegue,
aité approuvé & executé par le Prince
Ligne, qui en conséquence s'est pour-
au Conseil du Roi, où il a expliqué
moïens tant pour le possessoire que pour
petitoire, & où sa pretention a été dé-
rée mauvaise?

De-

Depuis ce tems-là, le Prince d'Espa
a encore jouï paisiblement & sans tri
ble, jusqu'au Traité de Riswik.

Là le Prince de Ligne voulut faire
nouvelles tentatives; mais les Plenipo
tiaires d'Espagne, sur la protection
quels il comptoit, n'insisterent plus,
que les Plenipotentiaires de France eu
dit que *c'étoit une chose jugée et décidée*
qu'ainsi ils n'avoient point ordre du Roi
Maître d'en traiter, ni d'en parler.

Cela fit qu'on n'insera dans ce de
Traité aucun Article, ni particulier
general, dont Messieurs les Princes
Ligne puissent tirer le moindre avant
On y confirma au contraire les préce
Traités. L'Article 29. porte: *le Traité*
Nimegue, et les précédens seront executés
lon leur forme et teneur, & par l'Article
qui le suit immédiatement, on rappela
l'on transcrivit les propres termes de l'
ticle 9. du Traité de Nimegue qui v
d'être cité. Il est donc incontestable
le Traité de Riswik a encore confi
la possession du Prince d'Espinoy, &
Jugemens rendus en sa faveur. Cette
possession a été continuée jusqu'au tems
prise de Lille par les Armes des Alliés.

Messieurs les Princes de Ligne ont profité de cet événement. La conjoncture leur a paru favorable, pour rentrer de nouveau dans la jouissance des biens dont ils agissent.

Le Cadet de leur maison presenta le 5. novembre 1708. une Requête, par laquelle il surprit la Religion de Messieurs Deputés des Etats Generaux.

La même Requête aiant été présentée aux Etats Generaux, il a paru une résolution du 29. Juillet 1709. par laquelle sans qu'il y eut eu aucune communication de part & d'autre, ils ont dépossédé par provision le Prince d'Espinoi mineur, des biens anciens & patrimoniaux de sa Maison; quoy qu'il lui, ou ses auteurs en eussent joui de plus de 40. années, & que leur possession fût fondée sur tous les Traités de Paix intervenus depuis la confiscation nulle & informe de l'année 1582.

Cela présupposé; on va établir trois propositions.

La premiere, que tous les titres, dont les Princes de Ligne pretendent se prevaloir, ont été faits à l'occasion de la guerre, & qu'ils ont été aneantis par les Traitemens subséquens.

La deuxieme, que le rétablissement Princes d'Espinoi en l'année 1668. de possession des biens dont il s'agit, a été j & juridique, & qu'on ne peut l'attribuer à la force ni à la violence.

La troisieme, que la resolution des Generaux de l'année 1709. ne peut subsister; que les Princes de Ligne surpris leur Religion, & que les cl doivent être remises au même Etat o les étoient avant la dernière guerre.

PREMIERE PROPOSITIO

*Tous les Titres dont les Prince
Ligne pretendent se prevaloir,
été faits à l'occasion de la gu
& ils ont été aneantis par les
tés de Paix subsequens.*

Il est constant que les confiscations, dons, les usurpations, & les tractions dont on vient de parler dans l'écrit du fait, ont été faites à l'occasion de la guerre. S'il n'y avoit point eu de guerre entre le Roi d'Espagne & les Etats Generaux, Pierre de Meleun n'auroit porté les Armes contre Philippe sec

touchant la Paix d'UTRECHT. 335
n'auroit point eu la commission de Chef
Capitaine General des Gens de guerre
Provinces-Unies. On ne lui auroit
ni confisqué ses biens : on ne les eût
ni donnés à son frere puîné, & ensuite
Comtesse de Ligne sa sœur ; il n'au-
roit pas été obligé d'abandonner sa patrie,
ni de se faire naturaliser en France ; tous
les Actes qui sont intervenus n'auroient
ni été faits : il eût joui paisiblement
de son pere ; il auroit recueilli sans
interdiction la succession d'Yolande de
Saxen sa mere. Leur Contrat de ma-
riage, & leurs Testamens qui contiennent
une substitution graduelle & masculine au-
roient été executés. Il n'y auroit eu ni
cause de contestation, ni sujet de trans-
action avec la Comtesse de Ligne & ses
descendans ; en un mot le Prince d'Esping-
haem & ceux qui le representent auroient
sans interruption été, & seroient encore aujourd'-
hui en possession des biens de leur ancien
seigneur.
C'est donc la guerre qui a donné lieu
à tout ce qui s'est fait. Or tout ce qui a
eu lieu à l'occasion de la guerre, a été anéanti
par les Traités de 1598. 1609. 1648.
1659. On a remis par ces Traités les
cho-

choses au même Etat où elles étoient paravant, & par conséquent les Princes de Ligne ne peuvent se prévaloir de les confiscations & transactions, qui viciées par elles-mêmes, ont encore leur forme dans des Titres vicieux. C'est vain que pour leur donner quelque valeur, ils ont fait homologuer, ratifié & exécuter ces transactions : tout cela ressent du premier vice, & de la première impressioin de force & de violence & se trouve expressément anéanti par les Traités, aussi bien que les transactions mêmes.

Il y a eu deux transactions, l'une en 1602. & l'autre en 1610.

Celle de 1602. fut détruite par le Traité de Trêve de l'année 1609. nonobstant les renonciations qui y avoient été insérées & les ratifications qui l'avoient suivie. Elle donna lieu à la transaction de 1610. le Traité de Munster de l'année 1648. pareillement détruit & anéanti la transaction de 1610. Quelle raison y auroit-il donc à prétendre la faire valoir au préjudice du Traité de Munster, puisque les Princes de Ligne ont reconnu eux-mêmes, que celle de 1602. n'avoit pû subsister co

touchant la Paix d'UTRECHT. 337
disposition du Traité de Trêve? C'est
Argument simple auquel il ne peut y
ir de réponse, soit qu'on envisage les
nes des deux Articles qui sont entière-
nt semblables, soit qu'on s'attache aux
tifs des deux transactions, & au propre
des Princes de Ligne, qui en ont re-
nu eux mêmes les vices & les nul-

UXIEME PROPOSITION.

*rétablissement des Princes d'Espinoi
e l'année 1668. dans la possession des
iens dont il s'agit, a été juste &
ridique, & on ne peut l'attribuer
à la force, ni à la violence.*

Prince de Ligne a voulu faire enten-
re par la Requête qu'il a présentée
Estats Generaux, que les Princes d'Es-
ne doivent leur rétablissement qu'à
lence & à l'autorité de la Lettre de
et adressée en l'année 1668. par le
Pres-Chretien, à Monsieur le Pelle-
rs Intendant de Flandres, & qu'il n'y
eu aucun examen.

Il est certain au contraire que la Lettre de Cachet contient, que s'il appert à Monsieur le Pelletier, que les biens dont il s'agit aient été ci-devant confisqués sur Pierre de Meleun Prince d'Espinoi, qu'ils appartiennent à la Maison de Meleun, & que Pierre de Meleun en ait jouï, ou dû jouir, l'intention de Sa Majesté est qu'on rétablisse les Princes d'Espinoi en possession d'iceux.

Il falloit donc, aux termes de cet édit du Roi Tres-Chretien, examiner les Titres de la Maison de Meleun, tant par rapport à la propriété, que par rapport à la possession, & approfondir si les biens dont il s'agit, leur avoient été ôtés par une confiscation; parce que dans ce cas, il faudroit les rétablir aux termes des Traités de Paix.

Or cet examen fut fait tres exactement par Monsieur le Pelletier: il rappella son Ordonnance tous les Titres de la Maison de Meleun; il en cite les clauses principales; il parle de la confiscation faite sur Pierre de Meleun à l'occasion de la guerre, & c'est sur cela qu'il se détermine à ordonner le rétablissement du Prince d'Espinoi.

Le Prince de Ligne a donc eu to

puiser qu'on avoit agi par une *autorité vio-*
lente ; puisque cette maniere de proceder
est incompatible avec l'examen des Titres
authentiques & décisifs , qui donnerent
à l'Ordonnance de l'Intendant.

Le Prince de Ligne ajoute dans sa Re-
sponse, que Monsieur le Pelletier a reconnu
même par la Lettre qu'il lui écrivit au mois
d'août 1668. qu'il avoit executé l'ordre du
Prince, sans aucune forme de Justice, & sans
une connoissance de Cause ; Mais il trou-
ve bon qu'on lui réponde, que ce n'est
pas de prendre le veritable sens de la Lettre,
mais de rapporter fidellement les termes.
Monsieur le Pelletier y dit simplement,
qu'il n'est point entré dans le fond des préten-
tions du Prince de Ligne, qu'il a seulement
appréhensé, s'il étoit veritable que l'Aïeul de
Monsieur le Prince d'Espinoi eût jouï des biens
dont il l'a mis en possession ; que cela ne porte
aucun préjudice aux droits du Prince de Ligne,
que cela ne l'empêche point de se pourvoir
par les voies ordinaires de la Justice ; à quoi
il ajoute, qu'il n'a agi que par un esprit de
justice.

De sorte que Monsieur le Pelletier ne
fait autre chose par sa Lettre à Monsieur le
Prince de Ligne, que ce que nous lui di-

sons aujourd'hui. „ La possession étoit
 „ au Prince d'Espinoi, & elle a été jug
 „ en sa faveur ; vous pouvez vous pour
 „ au fond , former telles demandes ,
 „ soutenir telles prétentions que vous
 „ gerez à propos ; mais commencez
 „ laisser la possession à celui qui jouiss
 „ & qui avoit droit de jouir avant la c
 „ fiscation faite à l'occasion de la gu
 C'est-là le sens propre & naturel de la l
 tre de Monsieur le Pelletier : & cela
 absolument contraire à l'interpreta
 forcée, que Monsieur le Prince de Li
 y veut donner.

Mais le plus grand artifice du Prince
 Ligne , c'est de vouloir faire envie
 l'ordre du Roi, & l'Ordonnance de
 tendant , comme le Titre de la posse
 que le Prince d'Espinoi obtint en r
 au lieu qu'on ne peut les regarder ,
 comme le moïen dont on s'est servi
 arriver à l'exécution des Traités de Pai

Ce sont ces Traités qui servent de
 à la reintegrande de la Maison de Mel
 & c'est ce que le Prince de Ligne a
 soin de dissimuler.

Suivant l'Article 24. du Traité de M
 ster, le Prince d'Epinoi pouvoit rentr

autorité privée en possession des biens en question, sans même qu'il lui fût besoin d'avoir recours à la Justice.

Suivant les Articles 28. 30. 107. & 108. du Traité des Pyrénées, il devoit pareillement rentrer dans ses biens confisqués & repris à l'occasion de la guerre.

Voilà la Loi, voilà son Titre de possession.

Cela étant ainsi, fera-t-on un crime à la Maison de Meleun, de s'être adressée au Roi dans la domination duquel les biens sont situés, pour obtenir par son moyen ce qu'elle pouvoit prendre d'elle même, & sans la participation de sa Majesté ? un crime incontestablement acquis par un Traité de Commerce est-il devenu vicieux, est-il devenu criminel, parceque la Justice du Souverain est encouru à faire exécuter ce Traité ? est-ce qui choque les Regles & la raison.

Pourquoi la Maison de Meleun s'adressa-t-elle au Roi très Chrétien ? pourquoi ne fut-elle pas de plein droit en possession des Terres dont il s'agit, puisqu'elle en avoit le pouvoir & la faculté ? ce fut pour éviter les voies de fait, pour empêcher les incursions de la Maison de Ligne, & pour éviter des disputes. Il seroit bien éton-

nant que les Enfans du Prince d'Espinoi fussent punis de la moderation & de la précaution de leur pere.

On ne doit pas croire que ce que Rois font, soit toujours l'effët de leur souveraineté, ni l'attribuer à une force majeure. Lorsqu'ils emploient leur pouvoir à exécuter les clauses d'un Traité solennel ou les ordonnances des Magistrats, ils ne font qu'aider & maintenir la Justice. C'est moins un Privilege qu'une obligation de leur état. Il leur appartient de faire exécuter les Conventions, les Jugemens & les Traités. Leur autorité est dans l'exécution: mais elle n'agit que par rapport à l'ordre & au bien de la Justice qui en est l'objet & le fondement; & c'est ce qui est pratiqué dans l'espèce presente.

Le Prince d'Espinoi ne sçauroit trop repeter, ce n'est point la lettre de cachet qui n'est point l'ordonnance de l'Intendant qui font son Titre de possession; ce sont les cinq Traités de Paix intervenus entre la France, l'Espagne, & les Etats Generaux depuis le Traité de Vervins inclusivement; ce sont entr'autres celui de Westphalie de 1609. & celui de Munster de l'An 1648. dont les Etats Generaux, & to

Puissances ont si grand intérêt de maintenir l'exécution.

Si au lieu de s'adresser au Roi, le Prince d'Espinoi se fût adressé au Juge des lieux; l'ordonnance de ce Juge ne seroit point plus son Titre primitif: ces sortes d'ordonnances ne peuvent, & ne doivent être regardées que comme l'exécution des Traitez de Paix. Il faut remonter plus haut, & considérer s'il n'y avoit point de Titre supérieur.

Enfin le Roi tres Chretien n'avoit ordonné autre chose à ses Intendans, que ce qui avoit été précédemment jugé, décidé & déclaré par les Plenipotentiaires d'Angleterre, les Deputés des Etats Generaux, & de l'Archiduc, & par les Etats Generaux eux-mêmes. Ils reconnurent par leurs declarations que les Enfans du Prince d'Espinoi étoient compris dans le traité, & qu'ils devoient être rétablis dans la possession de tous les biens de leur Mai-

Le Grand Conseil de Malines consulté à trois fois par l'Archiduc répondit la même chose en 1609. & 1610. & le Marquis Caracene Gouverneur des Pais-Bas le déclara expressément par écrit en l'Année

1661. après le Traité des Pirennées ;
joûtant, *que telle étoit l'intention du Roi*
Maître.

Ainsi il est certain que toutes les Puissances ont concouru au retablissement de Maison de Meleun, & il est contre toute verité de dire aujourd'hui, que les Princes d'Espinoi ne doivent leur reintégration qu'à la violence d'une Lettre de Cachet. Il faudroit pour soutenir une proposition si temeraire, soutenir en même tems toutes les declarations, les consultations & les décisions qu'on vient de rapporter, n'ont été que les effets de la violence, de l'injustice ; & c'est ce qu'on n'ose proposer : il faudroit encore aller jusqu'à cet excès de dire, que les Plenipotentiaires de Nimegue, & le Conseil du Roi Très-Chretien, ont en connoissance de cause confirmé & autorisé une possession violente & injuste ; & qu'on a eu tort au Traité de Riswik de confirmer celui de Nimegue, & tous les Jugemens rendus en faveur des anciens propriétaires.

Lorsque le Prince de Ligne y aura reflexion, il n'y a pas d'apparence qu'il s'engage à soutenir de pareilles propositions, ni qu'il veuille attaquer la droi-

l'équité de la plus part des Puissances
l'Europe.

La possession des Princes d'Espinoi a
né été juste & juridique; elle avoit donc
fondement dans tous les Traités de Paix
étoient intervenus. Elle a donc été
firmée par les Traités de Paix sub-
séquens.

ROISIÈME PROPOSITION.

*La Resolution des Etats Generaux du
29. Juillet 1709. ne peut pas sub-
sister. Les Princes de Ligne ont
surpris leur Religion, & l'on doit
remettre les choses au même état,
où elles étoient avant la guerre.*

orsque la possession est une fois acqui-
se, celui qui a des prétentions bon-
ou mauvaises, n'a que la voie de se
voir au fond. C'est une maxime in-
able: bien loin de donner atteinte à
remière possession, il faut toujours la
revivre.

l est contre tous les principes, & con-
l'usage de tous les Tribunaux de l'Eu-

rope de renverser un Jugement de rein grande, & d'en rendre un second contraire au premier.

Une ordonnance rendûë sans communication de pièces, pendant les troubles de la guerre, dans le tems de la division & de l'animosité, ne doit point l'emporter sur un Jugement antérieur rendu dans le tems de la Paix, & de la réunion; tout lorsque ce n'est qu'une suite, & l'exécution formelle des Traités de Paix, & lorsqu'il a été confirmé par les Traités postérieurs.

Pour obtenir aujourd'hui le rétablissement du Prince d'Espinoi, il suffiroit dire qu'il a été dépoussédé pendant la guerre.

En effet ce n'est qu'en 1709. & à la prise de Lille, qu'est intervenuë la résolution des Etats Generaux. S'il n'avoit point eu de guerre, si la Ville de Lille n'avoit pas été prise par les Armes Alliés, il est constant que le Prince d'Espinoi auroit continué la possession oïl étoit depuis plus de 40. années; & les Etats Generaux n'auroient point dû de Résolution pour le dépousséder; il est donc juste d'observer à son égard, ce

touchant la Paix d'UTRECHT. 347
té si justement pratiqué dans tous les
ns, touchant le droit & la possession des
ticuliers.

Lorsque les Souverains terminent leurs
ferens, c'est un usage inviolablement
servé de rendre toujours justice aux par-
uliers, d'effacer autant qu'il leur est possi-
de la memoire des hommes, les in-
tices & les violences faites pendant la
erre, & de reparer les torts qu'on a souf-
ts dans ces tems de désordres & de con-
ion.

Si l'on doit observer en general ces ju-
maximes, on peut encore moins s'en
penfer dans l'espece presente, où il est
estion de l'interêt d'un Mineur, où il est
r que les biens dont il s'agit, font par-
des anciens propres de la Maison de Me-
n; qu'ils en avoient été enlevés par des
nfiscations nulles, par des usurpations
euses, & retenus par des Actes que tous
Traités de Paix ont perpetuellement ré-
ouvés & anéantis.

Lors qu'après toutes ces disgraces, les
itables propriétaires sont rentrés dans
rs biens. Lorsqu'ils en ont été pendant
années en possession paisible, sans qu'on
ait donné atteinte dans deux differens

Congrès, est-il permis d'y revenir, & les dépouiller une seconde fois? & n'est pas sensible que les anciens usurpateurs tendent qu'à rentrer dans une nouvelle surpation?

Si le Prince Ligne avoit exposé dans Requête tous les Titres de la Maison Meleun; s'il étoit convenu qu'elle n'avoit été dépouillée que par des confiscations nulles & informes, & par des usurpations faites à l'occasion de la guerre; avoit fait mention des Articles formels tous les Traités; s'il avoit dit que sa transaction avoit été aneantie, & que la chose avoit été examinée contradictoirement & décidée une seconde fois au Conseil du Roi Tres-Chretien; auroit obtenu la depossession du Prince d'Ennoy? Non certainement, & delà il résulte d'une manière évidente, que la Région des Etats Generaux a été surprenante.

On leur a dissimulé tout ce qui les auroit déterminés à donner une Résolution contraire à celle qu'ils ont renduë; on leur a avancé des faits captieux & directement opposés à la verité. La Requête du Prince de Ligne est en même tems obreptice

reptice. Si on ne leur avoit point im-
é, s'ils avoient été mieux instruits, il
bien certain qu'ils ne se feroient point
rtés des régles ordinaires, ni des prin-
es de la Justice, dont ils sont si rem-
s. Ils auroient laissé la possession à ce-
qui jouïssoit. Un an & un jour suffi-
t selon les Loix, il y avoit ici une pos-
ion de quarante annéës. La fraude ne
t point être utile à celui qui l'a empliée;
on a lieu d'esperer que Messieurs les
nipotentiaires des Etats Generaux se-
t les premiers à opiner pour le rétablif-
ent du Prince d'Espinoi. Ce ne sera
rétracter un Jugement; mais ce sera
nter à toute la Terre, que l'on n'en
t rendre que de justes, & que la guerre
e les Puissances n'est point capable d'in-
er la pensée de faire préjudice aux par-
liers, contre les principes de la raison
de l'équité.

Le Prince de Ligne peut-il montrer
l lui soit survenu quelque Titre nou-
a depuis la reintegrande accordée au
nce d'Espinoi? Peut-il alléguer quel-
Acte qui n'ait pas été détruit par les
ités de Paix subsequens? Dira-t-il que
nouvemens inutiles qu'il se donna à Ni-

meque & à Rîfwik pour tâcher de rentrer dans son usurpation, doivent être regardés comme une interruption legitime? Les deux derniers Traités ne sont-ils pas contraire de nouvelles confirmations Traités précédens, & de nouveaux Traités qui s'élèvent contre lui? Ce n'étoit pas la même chose, lorsque le Prince d'Espagne fut remis en possession de ses biens. Les Traités de Paix étoient survenus depuis ces transactions. Ils aneantissoient les Traités & les Actes vicieux des Princes de Ligurie, ils rapprochoient les tems qui avoient précédé la guerre, & détruisoient tout ce qui s'étoit fait à cette occasion dans le tems intermediaire. C'étoient des Loix générales, absolues, faites par le concours de toutes les Puissances, & ce fut sur ces Titres seulement que le Prince d'Espinoi demanda & obtint son rétablissement. On ne peut donc dispenser de le lui accorder encore aujourd'hui, sans donner atteinte à tous les Traités de Paix, qui ont été faits depuis plus de cent années.

Mais afin d'ôter tout prétexte de contester; il faut reduire la Cause à une grande simplicité. Qu'on supprime un moment les ordres du Roi Tres-C

les Ordonnances de ses Intendans, même les Traités de Nimegue, & de Wik ; qu'on supprime en même tems la solution des Etats Generaux du 29. Juil-1709. & qu'on remonte au tems qui a cédé tous ces différens ordres, Traités Jugemens ; pourroit-on alors se dispenser d'ordonner l'exécution des précédens Traités de Paix ? Messieurs les Plenipotentiaires décideroient-ils le contraire de ce qui a été jugé & déclaré dans les tems en faveur de la Maison de leur, par tous ceux qui les ont précédés dans ces fonctions importantes ?

Après cela, si la Maison de Ligne a quelque prétention contre celle d'Espinoi : Si prouve qu'elle ait païé quelque somme d'exécution des transactions, elle peut encore se pourvoir à l'ordinaire ; on ne refusera jamais de lui rendre justice ; on l'a fait dans tous les tems à Messieurs les Princes de Ligne, & on sera toujours dans la même disposition : mais encore une fois faut commencer par donner la provision en Titre fondé sur des Traités de Paix annuels : il faut rétablir & réintégrer les biens & legitimes propriétaires. Il faut effacer ce qui s'est fait pendant la guerre, lais-

laisser la jouïssance à ceux qui possédoient depuis plus de 40. années, & qui n'auroient point cessé de posséder, s'il n'y avoit point eu de nouvelle guerre, & la Ville de Lille n'avoit pas été prise par les Armes des Alliés.

C'est ici l'affaire de tous les Souverains & de tous les particuliers. Tout le monde a un égal intérêt que les Traités de Paix soient inviolablement observés: & il n'y a pas d'apparence que Messieurs les Ambassadeurs qui forment le Congrès pour rendre la tranquillité à l'Europe, s'écartent aujourd'hui pour la première fois, & contre l'intérêt d'un mineur, de ce qui a été perpétuellement ordonné dans ces occasions en faveur de tous les particuliers.

Ainsi le Prince d'Espinoi conclut à être rétabli dans la possession des anciens domaines propres de sa Maison, dont il jouissoit avant la prise de Lille.

PROTESTATION.

De la part de Leurs Alteſſes, Meſſeigneurs les Princes de Naſſau-Dillenbourg, & de Naſſau-Siegen, réformés, pour la conſervation de leurs droits incontestables, & ceux de la Maïſon de Naſſau-Catzenellenbogen, en general, tant ſur la Principauté d'Orange, & biens ſitués en Franche-Comté, que ſur tous les autres droits, noms, & actions de la Maïſon de Châlon, incorporée dans celle de Naſſau-Catzenellenbogen.

e ſous-ſigné Deputé de Leurs Alteſſes Meſſeigneurs les Princes de Naſſau-Dillenbourg, & de Naſſau-Siegen, réformés, comme plus proches intéreſſés après S. Monſeigneur le Prince Guillaume Hyacthe, Prince d'Orange & de Naſſau-Siegen, dans le graduel & perpetuel Fidei-comis établi par le Teſtament du Prince Philippe Guillaume d'Orange de glorieux-

rieuse Memoire, de l'année 1618. est formé, quoi qu'avec surprise, que par le Traité de Paix, qui s'est fait ici l'ix^e de ce Mois, par sa Majesté le Roi Tres-Chretien, avec sa Majesté le Roi de Prusse Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux, il se trouve entre autres aussi quelques Articles, touchant la Principauté d'Orange & autres biens provenans de la Maison de Châlon incorporée dans celle de la Maison de Nassau-Catzenellenbogen & compris dans le Fidei-commis gradué & perpetuel susdit, par lesquels on prétend de céder à sa dite Majesté Tres Chetienne la dite Principauté & biens dépendants sous la domination de la France. considérant qu'icelle Principauté avec biens dependans appartient incontestablement à la Maison de Nassau-Catzenellenbogen, & suivant le dit Testament l'Ordre de Succession y établi devoit subsister après la mort de sa Majesté Guillaume troisiéme, Roi de la Grande Bretagne de glorieuse Memoire, à l'ainé de la Ligne aînée de Nassau-Catzenellenbogen et non à celle de Nassau-Siegen, & en suite de ce Fidei-commis à sa dite Altesse Monseigneur le Prince Guillaume Hyacinthe, Prince d'

Orange & de Nassau-Siegen, & après dite Altesse sans enfans Mâles de son corps, suivant la clause qu'il y a dans le dit Testament au sujet de la mésalliance, à sa dite Altesse Monseigneur le Prince Frederic Guillaume Adolphe de Nassau-Siegen formé, & après Elle & ses descendans mâles, à sa dite Altesse Monseigneur le Prince Guillaume de Nassau-Dillenburg & ses descendans Mâles & autres Princes de cette Maison, & après toutes ces Lignes premierement à la Ligne de la Maison de Nassau-Diez : de sorte que par là on ôter à la Maison de Nassau-Catzenellenbogen, & par consequence aussi aux Princes des Lignes Protestantes de Nassau-Dillenburg, & de Nassau-Siegen ses Mâles, un droit si connu & si incontestable, tant par le Traité de partage, fait en l'An 1609. par l'intervention même de la France, de l'Angleterre, & des Etats Generaux, entre les trois Princes, fils de Guillaume premier, Prince d'Orange & de Nassau, & par le Testament sus-dit, par tant de Traités de Paix, les pactes de la Maison, & une possession continuelle de près de deux siècles, sans parler des autres droits fondemens & motifs exprimés plus amplement dans

dans la Protestation de sa dite Altesse Monseigneur le Prince Guillaume Hyacinthe Prince d'Orange, & de Nassau-Siegen lesquels on tient comme ici inserés.

Le sous-signé se trouve indispensablement obligé, en vertu de son pouvoir du 13 Ao 1712. pour la conservation du droit évident de la Maison de Nassau-Catzenellenbogen & de celui de leurs dites Altesse Messieurs les Princes des Lignes Protestant de Nassau-Dillenburg & de Nassau-Siegen de protester solennellement contre tout qui pourroit être fait ou Traité à cet égard en prejudice de sa dite Altesse Monseigneur le Prince Guillaume Hyacinthe, Prince d'Orange & de Nassau-Siegen, de leurs Altesse ses Maîtres, & de toute la Maison de Nassau-Catzenellenbogen en general le declarant tout à fait nul, incompetent, insuffisant & non valable. Etant tout fait contre les droits des Gens qu'aucune Puissance puisse ôter à un troisième droit, si solennellement acquis; Et en ce qui peut-être de la part de la dite Maison de Nassau-Diez on pourroit avoir consenti à ces Traités, ou signé quelques Articles séparés sur ce sujet, à l'insçu & en prejudice de la Maison & des Princes susdits; plus
pro

ches au dit Fidei-commis, on le déclare de la même façon directement contraire à l'union de la Maison de l'an 1607. aux Actes de l'an 1618. & 1621. & à l'obligation avec laquelle la dite Maison de Nassau-Diez est si étroitement vinculée par le dit Traité avec les autres Princes de la dite Maison, & par consequence un attentat à quoi on n'a ni droit ni fondement, & qui de soi-même est nul & d'aucune valeur. Et afin qu'en tems & lieu on puisse toujours prouver cette Protestation, & que la Serenissime Maison de Nassau-Catharijnenbogen ne s'auroit jamais attendu qu'Elle auroit été negligée de cette façon une Paix generale, ou on devroit plus avoir lieu d'esperer qu'on auroit laissé à chacun & principalement à un tiers, & à ceux qui n'ont pas part à la guerre, tout ce qui leur est dû de droit & de justice, qu'Elle ne peut & ne voudra jamais accéder à cela, mais plus tôt se réserver de la façon la plus solemnelle que faire se pourra son droit si clair & si évident.

Monsieur Everard van Harscamp, Secrétaire de cette Ville d'Utrecht, est prié de recevoir cette Protestation & Réservation, de la faire registrer & de lui en donner

donner un certificat en forme. Fait
Utrecht le dix-huitième d'Avril 1713.

J: W: Finckgraff Deputé de Leurs Alteſſes Meſſeigneurs les Princes
Naffau-Dillenburg, & de Naffau
Siegen réformés.

Nous Bourgemaitres & Conſeillers
compoſant la Regence de la Ville d'Utrecht
declarons que le Sieur J. W. Finckgraff
Deputé de leurs Alteſſes Meſſeigneurs
Princes de Naffau Dillenburg, & Naffau
Siegen, réformés, a depoſé en ſa qualite
dans nos Archives le Pouvoir & les Pro-
teſtations dont les Copies collationnées ſont
deſſus, & qu'il a devant Nous réitéré ſa Pro-
teſtation. De quoi Nous avons bien voulu
lui accorder le preſent Acte ſous le ſceau
notre Ville & la Signature de notre Sec-
taire. Fait le 18 Avril 1713.

E: V: H A R S C A M

R E M A R Q U E.

Touchant les proteſtations fuſdites
tes de la part des Princes de la Sei-

me Maison de Nassau Catzenellenbo-
n, interessés dans le graduel & perpe-
l Fidei-commis établi par le Testament
Philippe Guillaume, Prince d'Orange
de Nassau, de glorieuse memoire, de
née 1618. il est à remarquer, que le
nce Guillaume Hyacinthe ainé de la
gne ainée de Nassau Siegen a bien trois
es, mais puis que cestrois freres sont
venus d'une mésalliance, & d'un ma-
ge qu'on appelle *ad Morgenaticam*, au-
que les enfans de semblables mésal-
ces sont expressément exclus par le
Testament, la dite succession & fidei-
nmis doit passer, en vertu du Testament
dit, immédiatement après la mort de sa
e Altesse le Prince Guillaume Hyacinthe
s enfans mâles (dont son Altesse pré-
tement est destituée) à S. A. le Prince
deric Guillaume Adolphe de la Ligne
testante de Nassau Siegen, & après
e & ses descendants mâles, à S. A. le Prin-
Guillaume de Nassau Dillenburg, ses
cendants mâles, & le frere de son Al-
se, estant tous ces Princes de la religion
ormée.

PLEIN

PLEIN POUVOIR

Accordé par L. A. S. les Princes
Nassau-Dillenburg, & de Nassau-Siegen, réformés, pour protester au sujet de la Principauté d'Orange, &c. donné en Allemagne comme il suit.

Won Gottes Gnaden wir Wilhelm Fürst zu Nassau / Graff zu Katzenellenbogen / Bianden und Dietz Herr zu Beylstein / etc. Und Friederich Wilhelm Adolph / Fürst Nassau / Graff zu Katzenellenbogen Bianden / Dietz / Limburg und Bronhorst / Herr zu Beylstein / Styrum Wisch und Dorckeloh / Erb Vant Herr des Hertzogthums Geldern und der Graffschafft Zutphen / etc. Für hiermit zuwissen / nachdem unser Herrn Vettern des Catholischen Keyserstems Liebde bey uns / theils durch schreiben / theils auch durch abschickung verschiedentliche Ansuchung getheilt daß wir in ansehung der Dranisch

touchant la Paix d'UTRECHT. 361
cessions-Sache / zu conservation
r bey Unserem Fürstlichem Haus
richteten Pactorum, uns deroselben
nehmen/und durch abschickung eines
eputati, so deroselben in diesen des
ausses Angelegenheiten assistire / in
That bezeigen mögten / daß Wir/
viel an uns ist / diesen aufrechte erhat-
ng suchen thäten / und Wir dann
asse der bey unserem Fürstl: Haus
richteten Erbverein./ und des darauff
eisteten theuern Eydes / uns dessen
he entbrechen können / daß Wir
sem nach/zu solcher verlangten Depu-
tion endlich resolviret / und zu deren
nehmung/Den Hochgelehrten Fürstl:
legen-Evangel: Cantzley Directori,
ern lieben besondern und getreuen
ilhelm Julio Zinckgrüsten der Rechz
Licentiato, gnädigste Commission
und dergestalt aufgetragen / daß
u fordern nach der heut dato ihm
gegebenen Instruction sich regulire/
ort von allem fleissig berichten / und
vorfallenden fernern incidentien
IV.

Q

unz

unsere nähere Instruction gewärtigen / und sich darnach achten solle
 Was nun gedachter unser Abgeordneter solcher gestalt thun und verrichtet wird / ein solches versprechen wir vortuth und genehm / auch Ihn dieses falschschadlos zu halten; Brkund unserer eigenhändigen Unterschrift und beygedruckten Fursil: Insiegel. Geschehen den 13ten Augusti 1712.

Was Onderteekent: Wilhem Furst zu Nassau. Tijden stond het Cachet in rooden Lack uytgedrukt. Voorders was Onderteekent: J. W. F. Z. Nassau. Ter sijden stond het Cachet swarten Lack uytgedrukt.

Volgt Extract uyt de hier voor gementioneerde Instructie.

Clausula concernens.

Allenfalls aber / und wann gegen allverhoffen dermahlen (nemlich bey Friedens Negotiation) nichts ausgerichten wäre / hätte Er Deputat durch einlegung einer glimpflichen Protestation / wie solches am füglichsten sich alsdann schicken will / die Ju Domus Zu reserviren.

Was onderteekent en gecacheteert als voor.

touchant la Paix d'UTRECHT. 363

De voorschreve respectie Copie en Extract door
my ondergesz. met de Originele Commissie en
Instructie gecollationeert zijnde, is bevonden
t'accorderen. By mijn ondergesz. Notaris 'sHofs
van Utrecht, binnen der selver Stad residerende.

Quod attestor

W. V. HEENEN, Notaris, 1713.

PLEIN POUVOIR

accordé par S. A. E. l'Electeur de Baviere, &c. à ses Ambassadeurs pour assister au Congrès d'Utrecht.

nos Maximilianus Emanuel Dei Gra-
tiâ Utriusque Bavariae, superioris Pa-
tûs, Brabantiae, Limburgi, Luxem-
i, & Gueldriaë Dux, Comes Pala-
Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-
er, Elector, & Vicarius, Landgra-
Leichtenbergensis, Comes Flandriaë,
oniaë, & Namurci, Marchio S. R.
ominus Mechliniaë, &c.

r presentes notum facimus, quod
arte nostrâ quidquid ad perpetuam
n conferre potest, pro viribus con-
ere cupientes, fide, prudentiâ, &
ritate Nostri Consiliarii statûs, Joan-
oissi, Liberi Baronis de Malknecht,
Eundem hisce deputemus, ac con-
mus Plenipotentiarium, ac quan-

docunque opus fuerit, Legatum Nostrium tribuentes Eidem omnimodam potestatem, atque mandatum, tam generalis, quàm speciale, cum Plenipotentariis Prætorum diuturno huic bello involutarum ad stabiliendam pacem Ultrajecti congregatis, ac sufficiente ad id facultate præstitis, conjunctim, & divisim tractantibus, & tum pro Nobis, ditionibus, prerogativis, juribus, ac quibuscumque pretensionibus nostris, tum pro Universæ Europæ bono quælibet necessaria, & opportuna cum amplitudine gerendi, ac Nos ipsi, si personaliter ibidem constitutissemus, gereremus, vel gerere possemus, Promittentes in verbo Principis, Nos omnia, & singula, quæ per supradictum Plenipotentiarium, sive Legatum, non nostro gesta, atque signata fuerint, esse festim grata & rata habituros, firmique ac sincerè observaturos. In cujus fidem has Litteras à Nobis subscriptas sigillo nostro Electorali fecimus committi Surennis juxta Parisios, vigesimâ secunda Aprilis, Anni millesimi septingentesimici terti.

(L. S.) *M. Emanuel Elector.*

JGN. WILHELM
PLE

PLEIN POUVOIR

*Accordé par S. A. E. l'Electeur de
Cologne, &c. à ses Ambassadeurs
pour assister au Congrès d'Utrecht.*

Jos Josephus Clemens, Dei Gratiâ Archi-Episcopus Colonienfis, Sacri Romani Imperii per Italiam Archi-Cancel-
lus, & Princeps Elector, S. Sedis A-
policæ Legatus natus, Episcopus ac
nceps Hilvesienfis, Ratisbonnenfis,
Leodiensis, Administrator Berchtols-
ensis, utriusque Bavarix, nec non su-
oris Palatinatûs, Westphaliæ, Anga-
, & Bullonii Dux, Comes Palatinus
eni, Landgravius Leuchtembergensis,
chio Franchi-montensis, Comes Lof-
is, Hornensis, &c.

Omnibus, & singulis, ad quos perti-
, notum facimus, cùm, Deo Auspi-
res eò devenerint, ut inter plerosque
cipes huic bello implicatos, de mu-
Eorumdem consensu, Pax inita; nec
tandum fit, quin horum exemplo,
ri quoque de eâdem inter se propediem

conventuri sint: quòd pro parte Nos
quidquid ad hunc finem utrimque o-
rum conducere potest, omni studio c-
ferre volentes, de fide, industria, &
rum gerendarum peritia Nostri sup-
Cancellarii, ac Ministri statûs, Joa-
Friderici Karg, S. R. J. liberi Baroni
Bebenburg, Domini in Kirch-Schlet
Abbatis Montis S. Michâelis in peri-
Maris, plurimum confisi, Eundem ne-
naverimus, & constituerimus, atque
præsentes nominemus, & constituamus
Plenipotentiarium Nostrium, conce-
tes Eidem plenam facultatem ac auct-
tatem, nec non Mandatum genera-
speciale, cum Plenipotentariis ad eun-
finem Ultrajecti Commorantibus, ac
ficiente ad hoc potestate munitis,
conjunctim, quàm divisim, assump-
tiam, quando & quamdiu opus fu-
Legati Charactere ac nomine, tra-
di, & conveniendi, Nomine Nostri
omnibus & singulis, quæ Nos, &
à Deo Nobis commissos, nostraque
Regalia, & prærogativas quascunqu-
spiciunt, ac universim quælibet nece-
& opportuna gerendi, præstandi,
perficiendi, tam amplis modo & fo-

Nosmet-ipsi, si præsentes essemus, eremus, aut agere possemus. Spondentes in fide ac Verbo Principis, Vigore præsentium, Nos ea, quæ per dictum Plenipotentiarium Nostrium tractata, conclusa, signata fuerint, intrâ tempus hinc inde terminandum, aut citiùs, si fieri poterit, grata & rata habituros; nec iis in aliquam contraventuros; sed quidquid nomine Nostro ab Eodem promissum, & in conventionem deductum fuerit, rectè & inviolabiliter observaturos. In testimonium rei fidem has litteras manu Nostrâ munitas, sigillo nostro Electorali fecimus communiri. Parisiis die decimo tertio Aprilis, Anno Millesimo septingentesimo, primo tertio.

L. S.) *Josephus Clemens Elector.*

FRID. FABION.

PROTESTATION.

Je soussigné, au nom de S. A. R. le Duc de Lorraine, proteste contre la Paix d'Utrecht, au sujet du Montserrat d'Arches, & Charle-Ville, &c.

Tous Envoies, & Plenipotentiaires de son Altesse Roiale Monseigneur le Duc de Lorraine, & de Bar, au Congrès

de la Paix à Utrecht, sous-signés Decla-
rons, que cette Ville d'Utrecht aiant été
désignée pour y former au Mois de Jan-
vier de l'année dernière 1712. l'Assemblée
qui devoit traiter de la Paix Generale,
plus grande partie des Couronnes, Prin-
ces, & Potentats de l'Europe y aiant en-
voïé leurs Ministres, Nous y serions ve-
nus à leur exemple, en vertu de nos Plein-
pouvoirs pour y soutenir les intérêts de
sa dite Altesse Roïale notre Maître, dans
la juste confiance, que cette illustre A-
semblée composée de tant de Ministres
Representans des Puissances si Augustes
travaillans à rendre le repos au Monde
Chretien, procureroit une juste satis-
faction à tous les Princes, tant à ceux
qui avoient été engagés dans la Guerre
qu'à ceux qui auroient souffert des pe-
tes considerables à l'occasion de cette me-
me Guerre, ou qui seroient privés de leu-
justes droits par le fait d'une Puissance si
pericure. C'est ce qui Nous a obligés
dans le tems que tous les Ministres de
Princes ont donné leurs demandes & pro-
tensions pour la Negociation de la Paix, de
donner de notre part un Memoire conte-
nant Celles de S. A. R. lesquelles Nous
avo-

ons dirigées, les unes envers sa Majesté
nperiale, les autres envers sa Majesté tres
hretienne.

Celles, qui regardoient sa Majesté Impe-
riale, & les Principales Puissances Con-
derées avec Elle, tendoient à ce qu'il fût
onné à S. A. R. notre Maître un Pais
gal à la valeur du Duché de Montferrat,
our la juste indemnité qui lui est due
our la privation de ce Duché, dont l'Em-
reur Leopold de glorieuse Memoire fit
ffion à Monsieur le Duc de Savoie, par
Traité passé à Turin le 8 Novembre
03. pour attirer ce Prince dans la Grande
liance, quoique ce Duché appartînt pour
s au Seigneur Ferdinand Charles der-
er, Duc de Mantouë, par le décez du-
el sans enfans, comme il est arrivé peu de
ns apres, ce Duché devoit échoir à S.
R. comme son plus proche, & imme-
t Successeur en icelui; ce qui avoit été
onnu tant par le dit Traité de 1703.
e par divers decrets en faveur de S. A.
tant de l'Empereur Joseph aussi de glo-
use Memoire, du 30 Novembre 1707.
e de sa Majesté Imperiale hûreusement
egnante, du 19 Juin 1709. de sa Maje-
la Reine de la Grande Bretagne, des
septembre 1708. & 14 Mai 1711. & de
leurs

Q 5

leurs Hautes Puissances les Seigneurs Et Generaux des Provinces-Unies des Pais Bas, du 24 Août 1709, lesquelles Puissances ont donné leur Garantie formelle pour l'exécution du dit Traité de Turin de 1703.

Les demandes dirigées envers la Couronne de France tendoient entre autres Chefs, à ce qu'il plût à sa Majesté Chretienne faire rendre, & restituer à l'Altesse Roïale la Principauté Souveraine d'Arche, & Charle-Ville, qui avoit été devolüe par le décez sans enfans du dit Seigneur Duc de Mantouë, & de Montferrat, à S. A. R. comme à son Successeur proche & Immediat en icelle, & qui s'étoit mis en possession du consentement de tous les Ordres de cette Principauté, l'avoient reconnu en cette qualité, & de tous les Officiers lui avoient prêté le serment de fidélité; au prejudice dequoi la Cour de France avoit dejetté S. A. R. de sa Possession; annullé le serment de fidélité, qui lui avoit été prêté, & introduit sans aucun titre valable Madame la Princesse de Condé en possession des Revenus & du Domaine de cette Principauté, retenu à Elle même la Souveraineté, quoiqu'il soit que le dit Seigneur Duc de Mantouë

ses Predecesseurs, en eussent été en possession paisible durant plus de deux siècles, au vû & scû de la Couronne de France, qui l'a reconnue pour telle par une infinité d'Actes Authentiques.

Et quoi que ces deux demandes fussent justes, évidentes, & incontestables, & en particulier pour raison de la Souveraineté de Charle-Ville, S. A. R. ait offert convenir d'arbitres pour les terminer à amiable, néanmoins Nous n'avons pu tenir la satisfaction demandée à cet égard, la Cour de France ayant refusé de convenir d'arbitres, même de délivrer les papiers de la Succession du dit Sieur de Montoüe, concernant cette Souveraineté, de les déposer en Main publique pour en faire Communication.

Et à l'égard de l'indemnité du Duché de Montferrat, par Traité de Paix, fait & signé le onzième du présent Mois d'Avril entre la Couronne de France, & Monsieur Duc de Savoie, ce Prince a été maintenu au dit Duché de Montferrat, & la restitution, qui lui en a été faite, déclarée irrevocable.

Ce qui Nous oblige pour ne point manquer à notre devoir, & à l'ordre exprès que Nous en avons, & pour la Conservation

des droits de S. A. R. tant pour le présent que pour l'avenir, de Protester formellement, comme Nous Protestons contre dit Traité à cet égard, comme fait, conclu sans la participation, & consentement de S. A. R. & que Monsieur le Duc de Savoie ne pourra jamais par quelque laps de tems, que ce puisse être, acquiescer aucun droit de propriété, ni aucune possession valable du dit Duché, jusqu'à ce que S. A. R. notre Maître en ait été pleinement indemnisé par la Cession effective d'un País Equivalent au dit Duché; comme aussi des fruits, qui ont été perçus d'icelui, ou seront perçus à l'avenir, jusqu'à l'actuelle Mise en Possession du dit Equivalent, & paisible jouissance d'icelui. Faite de quoi S. A. R. & ses Successeurs auront droit en tout tems de revendiquer le dit Duché par toutes les voies établies par le droit Naturel & des Gens. Faisant les mêmes Protestations contre la Couronne de France, à l'égard de la Principauté Souveraine d'Arches, & Charle-Ville, tant pour le fond, que pour les fruits, & qu'aucun laps de tems ne pourra nuire ni préjudicier aux droits légitimement acquis à S. A. R. sur cette Principauté, dont Elle retiendra la Possession Civile, & d'intention
faul

de la Naturelle dont Elle a été de-
ttée; Non plus qu'aux autres droits,
foms, raisons, & Actions, dependans de
Succession du dit Sieur Duc de Man-
nie, qui lui sont acquis. A l'effêt de-
moi les sous-signés ont déposé l'Original
la présente Protestation, signé d'Eux, &
ellé de leurs Cachets, és Archives du Ve-
rable Magistrat & Regence d'Utrecht,
ils ont prié de la recevoir, & conser-
r pour perpetuelle Memoire, & y a-
ir recours en tems & lieu, faute de Pro-
colle & Secretariat de Mediation de
Paix, & de leur delivrer une expedition
thentique, tant de la ditte protestation,
e du dépost, & Enregistrement d'icelle
dites Archives. Fait à Utrecht, le 30
ril 1713.

(L.S.) *Le Begue.*

(L.S.) *De Moineville.*

Nous Bourguemaitres & Conseillers de la
le d'Utrecht, composans la Régence de la
Ville, certifions que Leurs Excellences
ffieurs le Baron de Begue, & Moineville,
nipotentiaires de son A. R. Monseigneur le
c de Lorraine, &c. au Congrès de Paix tenû
s notre Ville, nous ont remis entre les mains
te de Protestation dont la Copie bien Col-
onée est écrite ci-dessus, & qu'ils ont devant
nous

vous insisté & réitéré la Protestation y compr
demaudans que le double de cet Acte fut dépo
& gardé, daus nos Archives pour servir
tems, & lieu, & qu'el leur fût livré Acte du
dépôt, lequel est de présent confirmé par
sceau de notre Ville, & signature de notre
cretaire. Fait à Utrecht le 3 Juin 1713.

E. V. H A R S C A M P.

PLEIN POUVOIR

*Accordé par S. A. S. le Prince de Hesse, &
pour protester en faveur des Princes Mine
de la Maison d'Orange-Nassau, au suje
la Succession du Roi Guillaume de la Gra
Bretagne, &c.*

Nous, par la
Grace de Dieu,
Charles, Landgrave,
de Hesse, Prince
de Hersfeldt, Com-
te de Catzenellenbo-
gen, Dietz, Ziegen-
heim, Nidda, &
de Schaumburgh,
&c. Comme nous
nous trouvons obli-
gés, en vertu de la
tutelle dont nous
sommes chargés, à
l'égard de nos pe-
tits

Van Gods Ge-
de, wy Ca
Landgraef van H
sen, Furst van H
feldt, Grave van C
zenellenbogen, Di
Ziegenheim, Nic
en Schaumburgh,
Nademaal wy, als
constitueerde V
over ons Kinds Kin
ren der Furstei
Oranisch Nassau,
kinderen, ons gene
zaekt vinden tot e

s Enfans de la
aison d'Orange
assau , pour la
nservation des
bits qu'ils ont en
alité d'Heritiers
iversels du Roi
uillaume de la
ande Bretagne,
raport à la pleine
cession de la Mai-
d'Orange , de
mettre entre les
ins des Plenipo-
tiaires assemblés
Congres d'U-
cht, une Protesta-
n solemnelle, &
la faire de plus
inuer & déposer
re les mains des
agistrats d'U-
cht , & leur en
mander Acte:
ous avons donné
donnons par ces
esentes ordre &
in pouvoir à no-
tre

*servatie van der selver
regten , die sy, als
'Universele Erfgena-
me van Koningh Wil-
lem van Groot Britta-
nien, tot de Oranische
volle successie, hebben,
eene solemnele Prote-
statie soo wel aen de
op het tegenwoordige
Vredes-Congres afge-
sendene Plenipotentia-
rissen over te leveren,
mitsgaders de voor-
schreve Protestatie aen
de Magistraet der Stad
Utrecht te doen insi-
nueren, te deponeren,
en daer van Acte te
versoeken. Soo heb-
ben wy dien volgens
hier toe speciale magt
opgedragen, en dragen
de selve op by desen,
aen den Hooggeleer-
den onsen lieven ge-
trouwen , en onser
Voogdyen Raedt*

Breut,

tre tres cher & tres Fidel. . . . Breur, Conseiller de notre Tutelle, de se rendre immédiatement de la Haye à Utrecht, pour y remettre la dite Protestation entre les mains du Magistrat de la dite Ville, la leur faire insinuer, & en demander Acte. Et nous nous engageons d'approuver ce que notre susmentionné Conseiller & Plenipotentiaire, fera à cet égard en notre Nom, en qualité de Tuteur, & de l'indemnifier fidèlement & de bonne foi. En foi de quoi nous avons signé les presentes de notre propre main, & y avons fait aposer le sceau de nos Armes. Fait à Cassel le 17. Avril

1713.

Breur, soodanig e dier voegen dat hy aenstonts uyt Haegh naer Utrecht geve, en om de voore Protestatie aen de Landgistraet tot Utrecht over te leveren, selve te laten insinueren, en daer Acte van versoecken. Het geenden voorsz. onser Raedt en Gevolmtigde als voorsz. st. in onsen naem Vooght daer inne een verrigten sal, beloven wy voor aen naem, ende hem wagen schuldeloos sullen houden, getrouwelyk en sonder arglist. Ten oirconde o Furstelyke Handt opgedrukt Zegel. Cassel den 17. April 1713. ende was dertekent Carl, h

ber

13. & signé Char-
 , aiant un sceau
 circ rouge sur le
 é.

*bende een Zegel in
 Root Lak ter zijde
 opgedrukt.*

*dellement traduit
 le l'Allemand , à
 a Haye le 11.
 Mai 1713. par
 noi, & signé*

Getrouwelijk uyt
 het Hoogduytz
 vertaalt, ins'Gra-
 venhage den xi.
 May A°. 1713.
 by my, en was
 ondertekent

P. D. CRETSER,

P. D. CRETSER,

Not: Pub:

Not: Pub:

P L E I N P O U V O I R

*accordé par S. A. S. la Princesse d'Orange,
 &c. pour la même fin que le précédent.*

Marie Louise,
 par la Grace
 Dieu, née Land-
 vinne de Hesse,
 ncesse d'Orange,
 sfeld & Nassau;
 ntesse de Catze-
 ebogen, Dietz,
 Zie-

Maria Louisa by
 der Gratie Gods,
 geboorene Land-Gra-
 vinne van Hessen,
 Furstinne van Oran-
 ge, Hersfveld en Nas-
 sau, Gravinne van Cat-
 zenellebogen, Dietz,
 Zie-

Ziegenheim, Nidda, Schaumburg, Lingen, Meurs, & Spiegelbergh; Baronne de Breda, Beilstein, Liesvelt & Amelandt, Douairiere, Mere & Legitime Curatrice.

Comme Nous
Nous trouvons obligée, en qualité de Mere & de Legitime Curatrice de nos tres chers Enfans Mineurs, pour la conservation & le maintien des justes pretentions que nos dits Enfans ont en qualité d'héritiers *ab intestato* du defunt Seigneur Prince d'Orange & de Nassau, de Glorieuse Memoire, héritier Universel de Guillaume III. Roi de
la

Ziegenheim, Nidda Schaumburgh, Lingen, Meurs, en Spiegelbergh: Baronesse Breda, Beilstein, Liesvelt, en Amelandt, Douairiere, Mere en Wettige Voogdesse

Nademaal wy Moeder en wet Voogdesse over de minderjarige wel liefde Furstelijke Kinderen, ons genezaekt vinden, om conservatie en maintaineringe van de rechtmatige pretensien, welke de voorsz. Kinderen als Erfnamen ab intestato van den Universel Erfgenaem, den geligen Heer Prins van Orange en Nassau Glorieuser memori des Konings van Gr
Br

Grande Bretagne,
 aussi de Glorieuse
 mémoire, à toute la
 succession de sa dite
 Majesté, de faire
 mettre entre les
 mains des Plenipo-
 tentiaires respectifs
 assemblés au Congrès
 d'Utrecht, une Pro-
 testation solennelle,
 de la faire de plus
 signer & déposer
 entre les mains des
 Magistrats d'U-
 trecht, & leur en
 remander Acte :
 nous avons donné
 & donnons, en qua-
 lité comme sus dit,
 ordre & plein pou-
 voir, par & en ver-
 u de cette Procu-
 ration, à notre tres
 cher & tres fidel,
 Monsieur Sieur Adrien
 de Vrederick, Conseiller de
 notre Curatelle, de
 se

*Brittannien, Willem
 den Derden, mede
 Glorieuser gedagtenis,
 tot de gansche Nala-
 tenschap van Hoog-ge-
 dagte sijn Majesteyt,
 zyn hebbende, een so-
 lemneele Protestatie te
 doen overgeven, niet
 alleen aen de respecti-
 ve Heeren Plenipoten-
 tiarissen op het Vre-
 dens Congres tot U-
 trecht, maer ook de
 voorsz. protestatie aen
 de Magistraet der
 Stad Utrecht over te
 leveren, in der selver
 handen te doen depo-
 neren, en daer van
 Acte in forma te ver-
 soeken, soo is 't dat wy
 in de voorsz. onse qua-
 liteyt, daer toe spe-
 cialijk gelaft en ge-
 committeert hebben,
 gelijk wy daer toe la-
 stigen en committeren,
 by*

se rendre immédiatement de la Haye à Utrecht, & d'y remettre la sus-dite Protestation solennelle entre les mains du Magistrat de la dite Ville, pour la faire enregistrer publiquement, & en demander Acte dans les formes. Et Nous Nous engageons de reconnoître, d'approuver, & de ratifier tout ce que notre sus-dit Plenipotentiaire fera à cet égard, en vertu des présentes, en notre Nom, en qualité comme sus dit, & de l'indemnifier & le garantir en cela de bonne foi. Fait & donné à notre Cour, à Leuwarden, le 25 Avril 1713. Signé
de

by ende in kragte v
dese onse Procurat
den Hoogh-geleerd
onsen lieve getrouw
Mr. Adriaen Bre
Raed van de Hooge F
stelyke curatele, sulle
de den gemelden on
geconstitueerden sig
kragte der selven au
stonds uyt den Ha
naer Utrecht begev
en de voorsz. sole
nele Protestatie aen
Magistraet aldaer o
te leveren, om publ
geregistreert te w
den, en daer van A
in forme te versoeke
Belovende van waer
te houden, te app
beren en te ratificere
al 't geen onse Gev
magtigden uyt kra
ten van desen, in on
qualiteyts name g
daen en verrigt j
hebben, ende den se
vi

notre main, & scellé du sceau de nos Armes. M. L. Princesse d'Orange. Contient un sceau de cire noire à côté. plus-bas par ordre de son Altesse. de Hertoghe.

Après avoir comparé cette Copie avec l'Original, signé & scellé comme dessus, on a trouvé qu'elle y est conforme mot à mot. Fait à La Haye ce 11. Mai 1713.

Par moi, & étoit
ré.

ven desen aengaende in alles kost en schade-loos te indemneren en te garanderen, alles ter goëder trouwe. Aldus gedaen en gegeven op ons Hof binnen Leeuwaerden, desen 25 April 1713. onder ons Handt en Furstelyk Zegel, ende was onderteekent M. L. Princesse van Orange, hebbende een Zegel in swart Lak by gedrukt: lager stondt ter oorkonde van haar Hoogheyd, ende geteekent C. de Hertoghe.

Nae gedaene Collatie jegens desselfs Originele, sijnde gedateert, Onderteekend, en Besegelt als boven, is dese Copie daer mede van woorde tot woorde bevonden te accorderen. Actum

Nous

Hage

Hage den 11 Ma
1713.

By my en was On-
dertekent.

Nous les Bour-
guemaitres &
le Senat de la Ville
d'Utrecht, Certi-
fions par les presen-
tes, que le Sieur
Adrien Breur, Avocat
de la Cour de
Hollande, & Con-
seiller de la Curatelle
des Enfans de son
Altesse, le Feu Prin-
ce d'Orange & de
Nassau, Jean, Guil-
laume Friso, de
Glorieuse Memoire,
Stadhouder heredi-
taire, & Capitaine
General de la Pro-
vince de Frise, &
Stadhouder & Ca-
pitaine General de
la Province & Ville
de Groningue, a
comparu devant
nous,

*Wy Borgermee-
sters en Vroedscha-
der Stad Utrecht, cer-
tificeren by desen da-
voor ons compareer-
de de Hr. Mr.
Adriaen Breur, Ad-
vocaet voor den Ho-
ven van Holland
mitsgaders Raed van
de Hoogh Furstelijk
Voogden over de Na-
gelate Furstelijk
wesen van sijne Hoog-
heyt den Heer Prin-
ce van Orange en
Nassau, Johan Wil-
lem Friso, Glorieuze
Gedagtenisse, Erf-
Stadhouder en Capi-
tein Generael van de
Provintie van Vrie-
slandt, ende Stad-
houder en Capitein
Generael van de Pro-
vin-*

touchant la Paix d'UTRECHT. 383
s, par ordre de
s Altesſes les Cu-
urs ſus mention-
, & en vertu des
omiffions re-
tives, & des Pro-
tions, dont il
a montré les
ginaux, & nous
mis entre les
ns une Traduc-
de l'une, & une
de l'autre, tou-
deux autenti-
, dont voici la
ur :

*vintie en Stadt van
Groeningen, alſten de-
ſe door de ſelve Hoog
Furſtelijke Voogden
ſpecialijk gelaſt, vol-
gens de reſpectieve
commiſſien en procu-
ratien, door hem in
Origenelen vertoond,
ende van - de eene
Translaet, ende van
de ander Copie beyde
Authentick overgele-
vert, luydende als
volgt*

Inſerée au B.

Fiat infertie B.

t le dit Compa-
, en vertu des
omiffions & des
urations ſus
tionées, nous a
entre les mains
rotestation La-
ſuivante, pour
dépoſée, & gar-

*Welke voornoem-
den Compt. uyt krag-
te en gevolge van de
voorz. zijne beco-
mene Commiſſien ende
Procuratien, leverde
en deponeerde onder
ons, omme in de
Archiven van onſe
Stad*

dée publiquement
dans les Archives
de notre Ville.

Stad publickelijk
werden bewaerd
navolgende Latij
Protestatie.

Inserée au C.

Fiat insertie

Et de plus, le dit
Comparant a sou-
haité un Acte en
forme de tout ce qui
s'est passé à cet
égard, pour servir
de preuve qu'il s'est
acquité de sa Com-
mission, & pour les
fins marquées dans
la Protestation sus-
dite. En foi de quoi
nous avons fait apo-
ser aux presentes le
sceau des Armes de
notre Ville, & les
avons fait signer par
notre Secrétaire.
Fait à Utrecht le 23
Mai 1713.

E. van Harscamp.

*Ende versogte
Compt. van dit a
gepasseerde Acte
forma, dewelcke
dese, om te strek
tot bewijs van
zijne verrichtinge,
de wiiders ten f
als in de voorsz. l
testatie. Des r'c
konde is dese met
ser Stads Cache
Onderteekeninge
onsen Secretaris
krachtigt. Actum
recht den 23 l
1713.*

E. van Harscamp

PROTESTATIO,

Nomine Pupillorum Principis Auriaci & Nassovici, Joannis Wilhelmi Frisonis, heredis Magnæ Britanniæ Regis, ambo glor. mem., ex Serenissimorum Tutorum speciali Mandato declarata, & tradita illustrissimis ac excellentissimis Dominis, cum plena potestate, ad Tractatum Pacis Trajecti Legatis.

incipatum Auriacum, cæteraque Gallica Bona, a Magnæ Britanniæ Rege, & Serenissimis Majoribus, immemore, justo titulo, & jure domini pos-
sedit, verum post mortem Regiæ illius estatis occasione belli a Galliæ Rege licata, per Pacem reverti ac restitui-
tuisset in hereditatem Regis, qui ante-
um eorum fuit legitimus Possessor,
que restitutionem, dum de Pace in-
la agebatur, nomine dictorum Pupil-
m postulata fuisse summo jure, plus-
manifestum est.

n. IV.

R

At-

Attamen illa tam justa restitutio in
 jus Pacis negotio a duabus Potestatib
 denegata est, nempe a Borussiae Reg
 proprio nomine; nec non à Galliae R
 ge, nomine quorundam ipsius subditoru
 Cæterum ab utroque sine ullo fundam
 to.

Nam quod attinet Majestatem Bor
 sicam, prætensum illud jus fideicommi
 quod est unicum ejus intentionis fur
 mentum, jam sæpius, & plus satis,
 refutatum. Cui præterea accedit *litis*
dentia formalis, etiam speciatim si
 Principatu Auriaco, cæterisque in G
 bonis, legitimo modo introducta per
 tuam petitionem, seu reconventionem
 dicialem, nomine dictorum Pupillo
 adversus Borussiae Majestatem institu
 coram Judice, ab ipsa illa Majestate
 eto; quinetiam adhuc *Celsorum & P*
tentium Procerum Placitum diei 28.
anni 1711., quod Borussiae Rex h
 acceptum & ratum; continens, q
 postquam dicta Majestas ex hereditat
 gia, præter jam tum occupata, adhu
 cepisset provisionaliter bona, ibi desi
 ta, porro omnia manerent in statu
 donec inter Celsas Partes aliter transac

judicatum foret. Cui etiam directe
 & denegatio adversatur.

Galliæ autem Regem, & Antecesso-
 ejus, non tantum prædictam Magnæ
 Britannia Regis, & Serenissimorum illius
 ajorum, justam possessionem semper a-
 ovisse, non obstante quorundam Gal-
 subditorum contentione; sed etiam
 esentem Galliæ Regem in similibus,
 nunc, foederis ineundi casibus signa
 agnitionis plus una vice præbuisse ma-
 esta, omnibus est notum; cum bellis
 tis, non etiam obstante ulla subditorum
 itentione, dictum Principatum, cæ-
 que bona, Magnæ Britannia Regi
 ituere voluit; etiam resarcito damno.
 est videre in art. *separato Pacis Neoma-*
is, diei 10 Aug, 1678., in art. 13. Pa-
Risvicensis, diei 21. Septemb. 1697., in
umento subsecuto 8. Maji 1698., & in
posteriori 28. Julii 1699. Quibus ma-
 stis & geminatis agnitionibus nihil ad-
 opus est, præter hoc unum, quòd
 ius Galliæ subditi possit prætendi con-
 io, quæ non tempore prædictorum
 lerum, & multo ante, fuit mota. Nam
 uno duntaxat considerato; constat,
 madmodum, non obstantibus hujus-

modi antiquis contentionibus, Rex Magnæ Britanniae, æque ac ipsius Serenissimi Majores, fuit usque ad mortem in illa & immemoriali possessione, & quo tempore in Pace ineunda eam meritis Galliae Rege recepit; ita etiam hoc tempore easdem contentiones non magis quam pridem, illam restitutionem potuit impedire, aut hereditatem regiam privare illa, ac semper agnita possessione.

Et quoniam tamen alte memorati Galliae & Borussiae Reges hisce omnibus non obstantibus, justam illam restitutionem negare voluerunt; imo etiam eo usque adversari, ut in contrarium ipsis placuit invita Justitia, super prædicto Principatu Auriaco, cæterisque Gallicis bonis, tuo pacisci, haud secus, ac si ad dictam regiam hereditatem non pertinerent, Borussiae Regi competiissent; subscribitur Minister Serenissimi Domini Landtgraviæ Hessiae, ex mandato speciali Domini nec non Dominae ipsius Filiae, Principis Auriacæ & Nassovicæ, ut Tutorum, testatur de aperta injustitia, quæ est in negata illa restitutione; atque de non nullitate, quâ præteritum illud pactum rebus plane alienis, ac litigiosis, legitur.

Quemadmodum idem Minister porro
testatur de injustitia ac nullitate om-
um & singulorum, quæ in præjudicium
etorum Pupillorum inter alte memora-
s, vel etiam alias Potestates, in hac Con-
gregatione, sive Pacis negotio, pacta re-
riri possent.

Rogans unumquemque Dominorum
egatorum, justam hanc Protestationem
sinuari, quia communia deficient, in
opriis ipsorum Actis hujus Fœderis; ut
ea in posterum, & omni tempore, con-
re possit, ad conservandum Pupillorum,
i omnium merentur auxilium & commi-
ationem, jus incontestabile. Actum
ajecti 22 Maji, anni 1713.

M. W. DE DALVIGH.

Mandatario nomine.

R. 3

ME.

M E M O I R E

*De S. A. S. Monseigneur le Prince
de Conti, Prince du Sang, au sujet
des Comtés Souverains de Neuf-
châtel & Valangin.*

Le Comté de Neufchâtel a appartenu originairement aux Seigneurs de ce nom, d'ou il a passé en la maison de Longueville, ensuite en celle d'Hocberg, enfin en la maison d'Orleans Longueville dont le dernier Seigneur Mâle, Jean Louis Charles d'Orleans, Duc de Longueville, mourut revêtu le 5. Février 1690.

Le Comté de Valangin a pareillement appartenu originairement aux Seigneurs de ce nom, d'ou il a passé en la Maison de Châlons, ensuite en celle de Touraine. Deux Seigneurs de ce nom vendirent le Comté, en 1589. au Comte de Montmorency-Liard : celui-ci le revendit, en 1592. à la maison de Longueville, dont le dernier Seigneur Mâle Jean Louis Charles d'Orleans, Duc de Longueville, mourut revêtu, & jouissant paisiblement, en 1690.

Par son Testament olografe de l'année 1668. il institua defunt Mr. le Prince de Conti, son Cousin Germain son héritier universel.

Mr. le Prince de Conti ne put néanmoins après la mort du Duc de Longueville se mettre en Possession des Comtés de Neufchâtel & Valangin, Madame la Duchesse de Nemours, Sœur Consanguine de Mr. le Duc de Longueville, contesta la validité du Testament de son Frere, elle s'opposa par des voies de fait à la prise de Possession des Comtés de Neufchâtel & Valangin. Mr. le Prince de Conti fit ses Protestations contre cette violence, il obtint un Arrêt du Parlement de Paris, le 13 Decembre 1698. contre Madame de Nemours, par lequel le Testament fut confirmé: il voulut ensuite prendre Possession des Comtés de Neufchâtel & Valangin, Madame de Nemours jouissoit, elle s'opposa par des voies de fait. S. Majesté Guillaume, Roi d'Angleterre, à qui on avoit donné des vûës, quoiqu' injustes, sur ces biens-là, se joignit à l'oposition de Madame de Nemours: la conjoncture des tems peu favorable à Mr. le Prince de Conti, & des rai-

sons d'Etat le forcerent de sursoir à
poursuites, & ne lui laisserent que la
berté de faire de secondes Protestations.
Il renouvela ses instances après la mort
Madame de Nemours, arrivée au mois
Juin 1707. mais inutilement ; S. A. E.
Brandebourg, se prétendant héritier
Roi d'Angleterre, aidé de la brigade & de
Cabale, soutenu d'un Traité du 28 Octo-
bre 1704. par lequel les Puissances Alliées
ennemies de la France, promirent de
faire succéder aux Comtés de Neufchâ-
& Valangin sans aucun droit ni raison
ainsi qu'il paroît par deux Lettres du Sieur
Dupui, l'un de ses Agents, interceptées
rendues publiques par l'impression en date
des 8 & 16 Juillet 1704. envahit la Pos-
session de ces Comtés, & rendit inutile
les poursuites de Monsieur le Prince
Conti, qui protesta la troisième fois pour
la conservation de ses droits.

Après le décès de S. M. le Roi de
Prusse, arrivé le 25. Février 1713. Mon-
sieur le Prince de Conti fit ses diligences
pour se mettre en Possession de ces
Comtés, la même brigade & la même Ca-
bale qui subsiste encore, les mêmes ra-
sons d'Etat dans le moment où l'on tra-

de la Paix, entre sa Majesté T. C. & sa Prussienne, Fils du defunt Roi de Prusse, ont encore empêché que Mr. le Prince Conti n'ait pû apprehender cette possession. S. M. Prussienne a continué l'occupation de son Predecesseur, Monsieur le Prince de Conti a protesté pour la quatrième fois.

Les droits de S. A. S. M. le Prince de Conti, sur ces Comtés sont incontestables: c'est un bien patrimoniel & Disponible. Les Ecrits qui ont été imprimés sur cette matière le prouvent suffisamment, & parmi toutes les preuves l'on se contentera de porter celle-ci.

Après la mort de François d'Orleans, Comte de Longueville, Comte de Neufchâtel, appelé le petit Duc, en 1551. sans que, le Comté de Neufchâtel fut partagé entre Leonor d'Orleans Duc de Longueville, & Jacques de Savoie Duc de Savoie, ses Cousins Germains, (Le Comté de Valangin n'étoit pas pour lors de la maison de Longueville, il ne fut acquis qu'en 1592.) Le Duc de Longueville, pretendoit le tout comme Mâle tenant le nom de la maison, & que le Comté étoit indivisible: le Duc de Ne-

R 5

mours,

mours , en demandoit la moitié comme étant en égal degré : le jugement solennel des Audiencs generales du Comté de Neufchâtel du 6 Mai 1552. termina ce differend.

Prononciation du jugement.

Sur quoi mesdits Sieurs des Audiencs se sont retirés à part , & après avoir sur tout avisé & bien pesé la dite matière , grande & mûre deliberation de Consil sur ce eüe , considéré tout ce qui faisoit considerer, signamment la Coutume de tous tems observée & gardée en ce pais , ont jugé & ajugent diffinitivement la moitié de ce dit Comté de Neufchâtel , avec ses appartenances & dependances , à mondit Seigneur le Duc de Nemours , attendu même que Mgr. le Duc de Longueville , de la Succession duquel est question , est décédé *ab intestat* & sans hoirs de son corps , & parce que Mgr. le Duc de Nemours s'est trouvé être dans un même degré de Consanguinité avec Mgr. Duc Leonor son Cousin Germain.

Reflection.

Ce Comté est divisé, la Division est plus sûre marque de la Patrimonialité; defunt pour empêcher cette Division, devoit disposer: tout cela est écrit dans jugement. Neufchâtel est donc Patrimonial, disponible, & aliénable.

Le Comté de Valangin n'a appartenu la maison de Longueville, que par ce qu'il a été acquis par vente. Il est donc également Patrimonial & aliénable; tout de même que le Comté de Neufchâtel. Le dernier Duc de Longueville, propriétaire de l'un & de l'autre, a donc pû valablement disposer en faveur de Monsieur le Prince de Conti son Cousin Germain.

Moyens de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Il se dit Cousin germain & plus proche héritier de Guillaume Comte de Nassau Roi d'Angleterre. Celui-ci descendit du même Guillaume Comte de Nassau dit taciturne, en faveur duquel René de Nassau Chalon avoit testé en 1544. René de Nassau étoit neveu maternel de Phil-

bert de Châlon Prince d'Orange , q
descendoit des anciens Seigneurs de Ch
lon Barons d'Arlai en Franche-Comt
à l'un desquels, nommé Jean de Châlo
Baron d'Arlai, la mouvance du Com
de Neufchâtel fut cedée en 1288. du co
sentement du Seigneur de Neufchâtel ,
de Rodolphe d'Hapsbourg Roi des R
mains & ensuite Empereur.

L'on pretend qu' après l'extinction
la Branche Masculine des Comtes du no
de Neufchâtel, arrivéë en 13... le Co
té a passé à la Maison de Châlon , à cau
de cette mouvance ; que Neufchâtel ai
consolidé a passé , avec les autres biens
la Maison de Châlons , en celle de N
sau , en vertu du Testament de René
Nassau Châlon , de l'année 1544 ; & q
Sa Majesté le Roi de Prusse est le seul h
ritier de cette Branche de la Maison
Nassau.

Reponses.

1°. Cette mouvance ne subsiste plu
Il n'a plus été rendu d'hommages depu
Jean de Fribourg Comte de Neufchâte
decedé en 1457. La Maison d'Hocber

la maison de Longueville qui l'ont ensuite possédé pendant près de 250 ans, en ont point rendu : grande prescription ! au moien de laquelle, le Comté de Neufchâtel est devenu Souverain. 2°. Dans le titre d'infeudation de 1288, ni dans les subseqvents hommages, il n'y avoit aucune clause qui dît qu'après l'extinction des Seigneurs Mâles du Comté de Neufchâtel, il se feroit une réunion du Fief servant au dominant, au préjudice des descendans par Filles. Il ne s'en fit aucune lors du décès de Louis dernier Comte du nom de Neufchâtel : Isabelle de Neufchâtel sa Fille lui succéda : elle fut receüe à hommage après le décès d'Isabelle sans enfans. Conrad Comte de Fribourg, son neveu, à cause de Varenne de Neufchatel mere de Conrad Sœur d'Isabelle, entra en possession du Comté, il en fit hommage aussi bien que Jean Comte de Fribourg son Fils & successeur audit Comté. Cependant Isabelle de Neufchâtel étoit femelle, & Conrad & Jean de Fribourg n'étoient pas du nom de Neufchâtel. C'est par cette raison qu'après le décès de Jean de Fribourg, Rodolphe d'Hocberg son neveu & héritier,

institué par le Testament de Jean de Fribourg, succeda au Comté de Neufchâtel & ainsi la maison de Longueville succeda au même Comté par le mariage de Jean d'Hocberg petite Fille de Rodolphe, mariée dans la maison de Longueville. Il s'est donc fait ni n'a dû se faire aucune réunion de fait ni de droit après le décès de Jean de Fribourg, arrivé en 1457.

Sa Majesté le Roi de Prusse reconnoit legitime la possession de la maison de Fribourg, il en fait mention dans son Acte d'investiture de 1707. Cependant les Seigneurs de Fribourg n'étoient pas du nombre de Neufchâtel : ils en descendoient par femmes seulement : S. M. P. reconnoit ce fait legitime, & pretend en même temps qu'il n'est pas legitime : il tombe dans une évidente contradiction.

Ces deux raisons Principales suffisoient sans parler de plusieurs autres : elles ont fait avouer aux gens d'affaires de la maison de Brandebourg qu'elle n'avoit aucun droit lequel ne devoit être employé que pour *Decorum*, & que l'on devoit mettre toutes ses ressources dans la Caballe, laquelle est parfaitement bien décrite dans les Lettres du Sieur Dupui.

PLEIN POUVOIR

cordé par S. A. S. Madame la Princesse de Conti pour les Requisitions, Protestations, &c. à faire pour la conservation des droits de S. A. S. Mgr. le Prince de Conti Mineur &c.

ar devant les Conseillers du Roi, Notaires au Châtelêt de Paris, sous-signés, présente très Haute, très Puissante, & s Excellente Princesse Madame Marie-erese de Bourbon, Princesse du Sang, uve de très Haut, très Puissant, & s Excellent Prince Monseigneur François Louis de Bourbon, Prince de Conti, nce du Sang, Mere & Tutrice de très ut, très Puissant, & très Excellent nce Monseigneur Louis Armand de urbon, Prince de Conti, Prince du g, Fils mineur de mesdits Seigneur & me, Prince & Princesse de Conti, & gataire Universel du dit defunt Seigneur nce de Conti son Pere, qui étoit Lega-e Universel de très Haut, très Puissant, Excellent, Prince Monseigneur Jean Lou-

Louis Charles d'Orleans, Duc de Longueville, Prince Souverain de Neuchâtel & de Valengin, en Suisse, d'Orange Comte de Dunois. Madite Dame Princesse de Conti demeurante en son Hôtel à Paris, Quai de Conti, Paroisse Saint Andre des Arcs; laquelle Madite Dame Princesse de Conti, a constitué son Procureur general & special la Personne de M. Silvestre Mars Avocat au Parlement, & es Cours & Conseils, auquel S. A. S. en la dite qualité donne pouvoir de se transporter en la Ville d'Utrecht en Hollande, & par tout où besoin sera, & où se traitera la Paix entre les Puissances Souveraines qui sont de present en Guerre en Europe, & là pour au nom de Madite Dame Princesse de Conti, en la dite qualité faire toutes Requisitions, Protestations, & Actes que besoi-
nera pour la Conservation des droits du Seigneur Prince de Conti sur les dites Principautés d'Orange, Neuchâtel, Valengin, & sur les biens de la maison de Clugny, & generally tout ce qu'au dit affaire appartiendra, substituer en son lieu & place, si besoin est, à l'effêt de ce que dessus. Par ainsi promettant, obligéant &c. Fait & passé à Paris en l'Hôtel de madite Dame Princesse de Conti le 10. de Mars 1678.

inceffe de Conti, l'an mil sept cens trei-
s, le onzième Mars après midi. Et a son
tesse Serenissime signé la minute des
esentes demeurée à Lange l'un des dits
otaires sous-signés.

Signé *Meunier & Lange, Notaires, avec
raphe scellé le dit jour & an.*

C E R T I F I C A T.

*Lieutenant Civil de la Ville de Pa-
ris, concernant la validité de l'Acte
précédent.*

Nous Hierosme Dargouges, Chevalier
gneur de Fleuri, Conseiller du Roi en
Conseils, Maître des Requêtes hono-
e de son Hôtel, Lieutenant Civil de
ille, Prevôté, & Vicomté de Paris,
ifions à tous qu'il appartiendra, que
Meunier & Lange, sont Notaires
Chatelêt de Paris, & que foi doit ê-
joutée, tant en jugement que dehors,
Actes par eux écrits. En foi dequoi
is avons signé ces présentes, icelles
fait

fait contresigner par notre Secrétaire,
aposer le Cachet de nos Armes. le 6
Mars 1713.

signé

D A R G O U G E S.

Par mon dit Seigneur

B A R B I

PROTESTATION

*Faite de la part de S. A. S. le Prince
de Conti, Mineur.*

Nous soub-signés fondé de Pouvoir
S. A. S. Mgr. le Prince de Co
Prince du Sang, Pair de France. De
rons à tous quil appartiendra, que Nous si
mes partis de la Ville de Paris au n
de Juillet 1712. & arrivés en cette V
d'Utrecht le 14 du même mois, à l'e
de procurer à sa dite A. S. la Possess
des Comtés de Neufchâtel & de Val

touchant la Paix d'UTRECHT. 403
n, usurpés & detenus par Sa Majesté
Roi de Prusse, en sollicitant auprès
s Puissances, Belligerantes, Assemblées,
r leurs députés Plenipotentiaires en
te Ville pour conclure la Paix entre
es. Nous n'avons pas trouvé que pour
iter de la Paix, il y eût aucun Me-
teur, ainsi qu'il est de coutume, en-
les mains duquel Nous aïons pû remet-
nos Memoires instructifs & pieces Ju-
icatives de nos droits. Nous n'avons
qu'informer les Deputés Plenipotentiai-
des Parties Belligerantes, entre au-
s ceux de S. M. la Reine de la Grande
tagne, qui se sont principalement
erposés pour la Conclusion de la Paix :
ous lesquels nous avons remis autant
xemplaires du Memoire ci-dessus, le-
el nous avons publié & distribué dans
ieu de l'Assemblée, afin d'en instrui-
le Public pour le tems present & pour
venir. Tous nos soins n'ont pû empê-
er que par le Traité signé entre sa M. tres
retienne d'une part, & le Roi de Prusse,
la maison de Brandebourg, d'autre
t, le 11 Avril dernier, le Roi de
usse n'ait été reconnu pour Comte de
euschâtel & Valangin, sans autre droit

valable, que celui du plus fort & de bienséance, au prejudice de la justice des droits de S. A. S. Ce qui Nous oblige de Protester contre cette disposition & toutes autres faites ou à faire ci-apres contraires aux droits & Prérogatives de la dite S. auxquelles dispositions Nous devons que Nous n'acquiesçons en aucune maniere, mais que Nous en appellons des tems plus favorables à la justice, à que les droits du Seigneur notre Commettant n'en puissent être réputés moins Legitimes. Fait à Utrecht ce 12 Avril 1713. signé *Mars*.

Le 13 Avril 1713. déposé chez *de Coole*, Notaire, qui en a donné le Certificat suivant.

Le 13 Avril 1713. après midi par-devant *Abel de Coole*, Notaire de la Ville d'Utrecht, comme aussi admis par la Magistrature de la même Ville, & les témoins sous-nommés, est comparu Mr. *Silvius Mars* Avocat au Parlement de Paris, & Conseiller de S. M. T. C. lequel a reconnu que la Signature apposée en l'Ecrit ci-dessus est sa propre Signature, & a dep

nos mains les Originaux des sus-dits
emoire, Procuration, & Protestation:
nt Nous lui avons donné Acte és pre-
ce de Antoine Congnard, Ecuier de la
tite Ecurie de S. M. T. C. & de Mi-
el Martin, Maître Chirurgien juré à
ris, l'un & l'autre étant à la suite de
E. Monseigneur le Maréchal d'Uxel-
, Plenipotentiaire de France, de pre-
t en cette Ville, témoins à ce requis, qui,
cte mis en Protocole, avec moi Notaire
t sous-signé au dit tems.

Quod Attestor.

A. DE COOLE, Notaire.

C E R T I F I C A T.

*la Magistrature de la Ville d'Utrecht,
e concernant la validité de l'Acte
précédent.*

Nous Bourguemaîtres & Conseillers de la
Ville d'Utrecht, certifions que A-
de Coole, qui a Signé l'Acte ci-des-
sus,

sus, est Notaire publique, admis par la C
Provinciale d'Utrecht, demeurant d
cette Ville, & que foi soit attribué
tous Actes qui sont passés par dev
lui & deux témoins ; En foi dequoi N
avons fait mettre le Çachet de cette V
& signé par notre Secrétaire. à Utrecht
13 Avril 1713.

E: V: H A R S C A M P.

Secrétaire

M E M O I R E

*Pour Monsieur le Comte, & Mad.
la Comtesse de Vienne de St. Ch
mont.*

La Terre de Miolans, située en l'eten
du Duché de Savoie, appartient inco
stablement à Madame la Comtesse de V
ne. Elle a ci-devant appartenu à ses
teurs & predecesseurs de la maison
Mitte Chevrieres de St. Chaumont,
y ont été maintenus par Arrêt contrac

ire du Senat de Chamberi de 1589. cinq
tres Arrêts du grand Conseil de Sa Ma-
té tres Chretienne, des années 1597. 1598.
1599. 1602. 1604. rendus contre la mai-
n de Saluces, de qui avoit
e-même choisi la Jurisdiction du grand
onseil. Elle acquiesça à tous les Arrêts par
insaction authentique de l'année 1605.
consequence de laquelle la maison de
Chaumont jouit paisiblement de la
erre de Miolans.

La Guerre de 1629. entre la France & la
voie donna lieu à la maison de Saluces de
urde, sujette du Duc de Savoie, d'obtenir
confiscation de la Terre de Miolans sur
Sieur de St. Chaumont, qui etoit pour
s au fond de l'Allemagne en service de
Majesté tres Chretienne, occupé à re-
uer l'Alliance entre les Couronnes de
ance & de Suede. Elle obtint encore
ec la même facilité une Commission du
uc de Savoie, la quelle à l'insu & sans la
rticipation du Sieur de St. Chaumont
ommoit des Commissaires Juges extra-
dinaires à la devotion de la maison de
urdé pour connoitre une seconde fois du
nds des differents au sujet de la Terre
Miolans qui avoient été déjà decidés par
tous

tous ces Arrêts, & terminés par la Transition de 1605. Mais le Traité de Querasque du 30 Mai 1631. porte nommément que *Sieur de St. Chaumont sera remis en la puissance de ses biens, en vertu du Traité sans qu'il soit besoin d'autre déclaration expresse, de sorte qu'il en puisse jouir paisiblement & sans difficulté, ainsi qu'il faisoit paravant la dernière Guerre: & seront à cet effet tous juges tenus & obligés d'en tenir & garder le contenu au présent article.* Le même Traité, Art: cinq, porte que tous jugemens tant souverains que subalternes qui auront été donnés par coutume, sans comparitions ni contentions volontaires de parties, soit en matière civile ou criminelle, demeureront nul de nul effet & valeur, comme non avenus. Au moien de ce Traité la Commission du Duc de Savoie, qui nommoit Commissaires, demeura nulle, & le *Sieur de St. Chaumont* entra en la possession de la Terre de Miolans, dont il jouit paisiblement jusqu'en l'année 1637.

Pour lors les mêmes Commissaires dont la Commission avoit été révoquée par le Traité de Querasque, rendirent sentence à la sollicitation de la maison

Cardé & à l'insû du Sieur de St. Chaumont, par laquelle la Terre de Miolans fut adjudgée à la maison de Cardé, le Sieur de St. Chaumont fut dépossédé par des voies de fait. Il reclama & fit ainsi que ses successeurs, plusieurs Protestations es années 1639. 1666. & 1686. mais inutilement : les descendants de la maison de Caré attachés au Duc de Savoie souverain du Pais ou est située la Terre de Miolans, ont toujours été protégés, au prejudice des Sieurs de St. Chaumont, qui sont demeurés attachés à la France.

Maintenant que les Puissances de l'Europe qui sont en Guerre, sont assemblées avec leur Deputés pour traiter de la Paix, & rendre à un chacun ce qui lui appartient, le Sieur & Dame de Vienne esperent que Messieurs les Mediateurs & Deputés voudront bien prendre connoissance de leurs droits & pretentions legitimes sur le possession de la Terre de Miolans.

Cette possession ne peut être contestée au Sieur & Dame de Vienne, si on compare ce grand nombre d'Arrêts & la transaction de 1605. qui ont maintenu la maison de St. Chamont en la propriété de cette terre, la possession constante & paisible.

m. IV. S *ble*

ble pendant pres de 80 ans, & le Traité Quérasque qui retablit cette possession.

La sentence de 1639. que l'on oppose nulle & vicieuse: elle est renduë par défaut par des Commissaires auxquels les Sieurs de St. Chaumont n'ont jamais consenti sur une procedure commencée en 1631. qui avoit été aneantie par le Traité intermediaire de Quérasque de 1631. vûe racalle, qui rend nul tout ce qui a suivi. D'où leurs comment de simples Commissaires peuvent-ils par un pareil jugement retracer cinq Arrêts du Senat de Chambery & du grand Conseil contradictoirement rendus; juridictions choisies & consenties par la maison de Cardé? Ou sont les titres? N'est ce pas là un tort & un grief insigne que l'on fait à la maison de Chaumont, à la quelle on ne peut justement refuser la réintégrande en la dite Possession: qui sera d'autant plus facile, que depuis le commencement de la presente guerre. La Dame de Vienne, s'est mise en la Possession de la dite Terre avec la permission & l'autorité de sa Majesté tres Chretienne. Elle supplie tres justement Messieurs les Mediateurs & Plenipotentiaires de faire tous leurs efforts de procurer l'execution

Traité de Quérasque & maintenir la paisible possession de la dite Terre en sa faveur. Sousigné de la Vieuville, Comte de Vienne, Mitre de Chevrieres de St. Chaumont.

Nous Haut & Puissant Seigneur Mes-

re, Charles Emanuel de la Vieuville, Comte de Vienne, Marquis de St. Chaumont, Comte de Comfolant, Baron de la Villatte, Arziliere & autres lieux, & Haute & Puissante Dame Marie Anne, Mitre de Chevrieres de St. Chaumont, épouse du Comte de Vienne, donnons pouvoir à Louis Charpentier de se transporter en Hôtels de Messieurs les Mediateurs & Plenipotentiaires des Puissances de Europe, qui sont de present assemblés à la Ville d'Utrecht pour traiter des affaires de la Paix, leur représenter le droit, la pretention legitimes que nous avons être reintegrés en la Possession de la Terre de Miolans, située en Savoie, à Nous appartenante en consequence de nos titres, dont nos Ancestres ont été injustement possédés par la maison de Cardé, au prejudice du Traité de Quérasque du 30 Mai 1631. qui rétablissoit le Sieur de St. Chaumont notre Auteur en la dite Possession; donner les Mémoires & instructions

S 2

qu'il

qu'il conviendra; faire toutes requisi-
 soit au Congrès devant les Mediateurs &
 autres qu'il conviendra, pour l'effèt ci-dessu
 & ou il n'y auroit pas lieu d'obtenir ce q
 dessus, faire toutes Protestations conserv
 toires de notre droit ainsi & de la manie
 qu'il apartiendra; & du tout en requerir A
 te pour nous servir en tems & lieu. F
 à Paris en notre Hôtel sur Rue & Paroi
 de St. Paul: & avons fait sceller les prese
 tes du Cachet de nos Armes, & icel
 fait contre-signer par notre Secretaire:
 sixième Mai, mil sept cent treize. So
 signé *De la Vieuville, Comte de Vien*
Mite de Chevrieres de St. Chaumont. Et pl
 bas. Par mes dits Sieurs & Dames, Con
 & Comtesse de Vienne: *Sibert.*

P R O T E S T A T I O N.

Nous sous signé en vertu du pouy
 ci-dessus, declaron à tous qu
 apartiendra que n'ayant trouvé auc
 Mediateurs dans la Paix qui se traite à p
 sent en cette Ville, entre les Puissan
 de l'Europe qui sont en guerre, au
 quels Mediateurs nous eussions pû
 presenter le droit de Monsieur le Con
 & de Madame la Comtesse de Vienne
 ne

Nous nous sommes transportés en Hôtels
Messieurs les Plenipotentiaires des Puissances
assemblées de present en cette Ville
pour l'affaire de la Paix, auxquels nous
avons expliqué les moiens & raisons, & exhibé
les titres, notamment le Traité de Qué-
bec du 30 Mai 1631. en vertu desquels
nos Commettans prétendent de rentrer en
Possession de la Terre de Miolans, de
laquelle depuis l'ouverture de la présente
guerre, avec la permission & toute l'au-
torité de sa Majesté tres Chretienne, ils
ont mis à present, & dont la maison de Sa-
ves Cardé jouïssoit auparavant indui-
rant, au prejudice du Traité de Quieraf-
sac, & des autres Titres & longue Posses-
sion qui militent en faveur des Auteurs de
ce Commettant. Nous avons donné pa-
reillement aux dits Sieurs Plenipotentiaires
un Memoire dont la Copie est ci-
jointe, & les avons priés de la part & au
nom de notre Commettant, soit dans les
conferences publiques, particulieres, ou au-
rement, de procurer à nos Commettans la
Possession. Cependant quelques dili-
gences que nous aïons pû faire, quelques
sujets que nous aïons pû nous donner, nous
n'avons appris que le onze du mois d'Avril

dernier le Traité de Paix entre la France & la Savoie a été signé, dans laquelle par des raisons d'Etat on n'a eu aucun égard aux droits & prétentions legitimes de nos Commettans : au contraire elle porte que ceux qui ont été dépossédés à l'occasion de la presente guerre, seront reintegrés comme auparavant la déclaration d'icelle ; de sorte que la maison de Saluces Cardé prétendra faire valoir cette disposition à notre prejudice. Ce qui nous oblige en vertu de notre pouvoir, & en execution d'icelui, à protester au nom de nos Commettans que pareille disposition ne pourra nuire & prejudicier à leurs droits & prétentions legitimes, lesquelles ils reservent de faire valoir en tems & lieu. Fait à Utrecht ce 12 Mai mil sept cent treize, sous signé

L. Charpentier

Le 12 Mai 1713. par devant Abel Coole, Notaire de la Cour d'Utrecht comme aussi admis par la Magistrature de la même Ville, & les témoins sous nommés est comparu Louis Charpentier, lequel reconnu, que la signature apposée en l'écrit ci-dessus est sa propre signature,

deposé en nos mains les Originaux des susdits Memoire, Procuration, & Protestation, ont lui avons donné Acte en presence de Jarmanus & Nicolas de Coole, témoins ce requis, qui l'Acte ci-dessus mis en protocolle avec moi Notaire, ont sousigné au dit tems & lieu.

Sous signés

Quod attestor.

ABEL DE COOLE, Notaire.

Nous Grand Baillif Bourguemaitres & chevins de la Ville d'Utrecht, certifions que Abel de Coole, qui a signé l'Acte ci-dessus, est Notaire publique, admis par la Cour d'Utrecht, demeurant en cette Ville, que foi soit attribuée à tous Actes passés avant lui & deux témoins. En vertu de quoi Nous avons fait mettre le Cachet de cette Ville & signer par notre Secrétaire. Utrecht, le 15 de Mai 1713. Sous-
gnés

VERVELST.

DECLARATION

*En faveur des Eglises Réformées
France, remise au Vénérable Ma-
gistrat de la Ville d'Utrecht, par
Très-Haut, & Puissant Seigneur
M^{re}. Armand de Bourbon, Ma-
quis de Miremont, &c. autor-
par une Commission de sa Maje-
Britannique, en date du 9 Ju-
1712. pour travailler à ce
concerne la Religion Reformée
France, & en appuyer les intér-
dans le Congrès d'Utrecht.*

Comme rien ne nous doit être plus c
dans le Monde, que la liberté de
vir Dieu, selon les mouvemens de
Consciences, & selon les règles de sa
role, les Protestans des Eglises Réform
de France, n'ont jamais rien souhaité a
plus d'ardeur, que de pouvoir jouir de c
te douce liberté, laquelle leur a été ra
depuis plus de vingt sept ans, par l'art
ce de leurs ennemis, qui ont trouvé

noïen d'obtenir du Roi, au mois d'Octobre, de l'année 1685. la revocation de l'Edit de Nantes. Nous espérons que sa Majesté voudroit bien se radoucir en notre faveur, & nous faire goûter par l'entremise le plus sensible, qui est celui de la liberté de nos Consciences, dans le rétablissement de nos anciennes prérogatives, & la douceur de cette Paix tant désirée, que sa Majesté fait aujourd'hui avec les autres Princes, & Puissances de l'Europe; Mais nous avons le malheur de nous voir déçus de nos espérances quelque justes qu'elles ont été. Nous supplions donc ici très humblement sa Majesté de prendre en pitié ce grand nombre de familles, qui sollicitent sa justice, & sa Clémence Royale pour en obtenir la Grace la plus préieuse qu'elles puissent jamais recevoir sur Terre. Nous la supplions très humblement, & par les entrailles de la Miséricorde Divine, de nous remettre dans le même état, où Nous, & nos Pères nous sommes vûs dans toute l'étendue de son Royaume, pour y exercer librement notre Religion, & y rendre à sa Majesté les effets de la plus exacte fidélité, & du zèle le plus sincère. Nous la supplions avec toute

l'ardeur, & tout le respect imaginable de permettre, que nous lui Protestions humblement, que nous ne perdrons jamais le désir, ni l'espérance d'obtenir de l'Equité, & de la bonté de sa Majesté, rétablissement de toutes les Concessions qui nous ont été ci-devant faites, pour l'exercice de notre Religion, par les Rois ses glorieux Prédécesseurs, & par Elle-même; Que jamais Nous ne nous désisterons d'une espérance, & d'une prétention si justes, & si bien fondées, & ne ferons jamais ce tort à nos Consciences, & à notre Postérité, que de nous départir de nos Droits, qu'Elle même a bien voulu nous confirmer par tant de Déclaration solennelles; Et comme par le passé nous avons toujours fait sur ce sujet, les instances, les supplications nécessaires, Nous protestons ici à sa Majesté, avec le respect plus profond, dont nous puissions être capables, solennellement, & comme devant Dieu, que les Omissions qui jusqu'à présent ont été faites de Nous, & de nos légitimes intérêts, ou qui se pourroient faire à l'avenir, dans les occasions semblables à celle-ci, ne devront jamais être regardées, comme un abandon, que nous

ns de nos justes demandes, ni préjudi-
r en aucune manière à la bonté de no-
Cause, & à la force de notre Droit, qui
us sera toujours sacré.

D'autant que dans le Congrès assemblé
ur traiter de la Paix, il ne se trouve point
Puissance, qui ait fait l'Office de Mé-
teur: Pour cette cause, & suivant l'u-
e pratiqué, Nous, sous-signé, requie-
ns le Vénérable Magistrat de la Ville
Utrecht, de vouloir recevoir la Décla-
ion ci-dessus, pour servir de témoignage.

A Utrecht le 26 Mai, 1713.

ARMAND DE BOURBON.

M. D. Miremont.

Nous Bourguemaitres & Conseillers de
Ville d'Utrecht, certifions que son Ex-
lence le Marquis de Miremont, en sa
alité & en vertu de son Pleinpouvoir
connu & verifié au Congrès dans notre
lle, a remis entre nos mains la Décla-
ion dont l'Acte bien collationé & trou-
d'accord à sa double demeurée en nos
archives, est écrit ci-dessus. Et puisque le
s-nommé Seigneur a souhaité que le dit

Acte soit déposé en nos Archives pour servir de Memoire & témoignage public & perpetuel en tems & cas de besoin; Nous lui avons bien voulu accorder cette mande, & pour cela le present Acte sous le sceau de notre Ville, & la signature de notre Secretaire. Fait à Utrecht, 26 de Mai 1713.

ACTE DE PLEIN POUVOIR

Du Comte de Matignon, touchant la Principauté d'Orange.

Jacques de Matignon, Comte Souverain de Neuchâtel & Valangin en Suisse Prince d'Orange, Comte de Matignon de Thorigni, de Gournai, de Hambie Baron d'Arlai, & autres Terres en France-Comté, Chevalier des Ordres du Roi Lieutenant General de ses Armées, & de la Province de Normandie. A tous ceux qui ces presentes verront : Sçavoir faisons que comme ainsi soit que par le décès de Madame Marie d'Orleans, Duchesse de Nemours, Comtesse Souveraine de Neuchâ

hâtel & Valangin en Suisse, & appellée à substitution graduelle & perpetuelle de la Principauté d'Orange, faite par Marie de Baux, Epouse de Jean de Châlon, par son Testament du 22 Mai 1416. & à la substitution graduelle & perpetuelle portée par le Testament de Jean de Châlon, du 21 Octobre 1417. de la Baronnie d'Arlai & autres Terres & Seigneuries du Comté de Bourgogne, Provenues du mariage fait par Jean Comte de Bourgogne, avec ses enfans en 1262. duquel Jean Comte de Bourgogne, & Jean de Châlon son Fils, Nous sommes descendus en ligne directe: les dites substitutions de la Principauté d'Orange, & de la Baronnie d'Arlai, & autres Terres en Franche-Comté, aiant été ouvertes en notre personne au 6 Juin 1707. jour du décès de Madame Marie d'Orleans, Duchesse de Nemours, comme son plus proche parent du côté paternel appelé à ces deux substitutions. Et quoi que les descendans de Guillaume de Nassau, Cousin Germain de René de Nassau, mort sans enfans en 1544. puissent rien pretendre à des substitutions, aux quelles ils ne sont point appelés, n'étant point descendus de ceux qui

les ont faites; & qu'elles aient été déclarées ouvertes en faveur des Ducs de Longueville, comme descendus d'Alix de Châlons, Fille de Jean de Châlons, & de Marie de Baux, & appelés à ces deux substitutions, Guillaume de Nassau se fit remettre en Possession de la Principauté d'Orange, & des Terres du Comté de Bourgogne par l'Article I. du Traité du Chateau Cambresis, par le credit de Philippe second dont il avoit suivi le parti; mais afin que ce Traité ne fit aucun préjudice aux droits de la maison de Longueville, il fut ajouté dans l'Article, qu'il seroit pour en jouir tout ainsi qu'il faisoit ou pouvoit faire avant l'Ouverture des dernières guerres commencées en 1551. nonobstant les Arrêts rendus depuis; qui ne lui donnoit pas plus de droit, qu'il en pouvoit avoir. Et comme les Traitemens suivans sont semblables, & que par l'Article XIII. du Traité conclu à Riswick, entre la France & l'Angleterre, il est dit que le Roi Guillaume sera retabli comme avant la Guerre dans la Principauté d'Orange, & dans les Terres qu'il a en France & que pour terminer le proces qu'il a sur le sujet des mêmes biens, il sera nommé

Commissaires par les deux Rois, ce qui n'a
int été exécuté. A ces causes, Nous con-
ns en la personne & aux lumieres de
essire Jean Casimir, dit Frischman de
osemberg, Chevalier, Baron de Ranso-
ere, Seigneur de Changeai, ci-devant
voié Extraordinaire du Roi en Allema-
e, Nous avons icelui nommé & con-
ué, & par ces presentes, nommons &
stituons notre Procureur General & spe-
l, pour se transporter en la Ville d'U-
cht, & suivant les instructions particu-
es qu'il a de notre part, & le Mémoire
Nous avons fait dresser à cet effêt, re-
senter la justice de nos droits sur la
ncipauté & sur la Baronnie d'Arlai, &
res sises en Franche-Comté, com-
les dans la substitution portée au Testa-
ent de Jean de Châlons; demander aux
gneurs Ambassadeurs Extraordinaires &
nipotentiaires assemblés pour traiter
aix à Utrecht, que par leur entremise
is soions mis & installés en pleine &
sible Possession de la Principauté d'O-
ge, & de la Baronnie d'Arlai, & au-
s biens situés en France-Comté, com-
sen la substitution portée dans le Testa-
nt de Jean de Châlons, ou au moins d'or-
don-

donner que suivant l'Article XIII. du dernier Traité conclu à Riswik entre France & l'Angleterre, il sera nommé Commissaires pour regler le proces au sujet des mêmes biens, & que cependant les biens seront sequestrés pour être restitués à celui en faveur de qui les Commissaires decideront, sans prejudice à notre pouvoir contre ceux qui ont perçu indument les revenus des dits biens jusqu'à present. Et en cas de refus de prendre connoissance de la justice de nos droits, Nous donnons charge, & pouvoir au dit Sieur Jean Casimir, dit Frischman de Rosenberg, de faire en notre nom les Protections nécessaires pour la conservation de nos dits droits, Pretentions, dignités, prerogatives qui en dependent, & d'en recevoir tous Actes en la meilleure forme que faire se pourra; à ce que tous les Traités de Paix generaux & particuliers, faits ou à faire ne puissent en façon quelconque deroguer ni prejudicier à Nous ni aux Nostres presents ou à venir, directement ou indirectement. Promettant d'avoir le tout pour agreable. En foi de quoi Nous avons signé ces presentes de notre main, fait contresigner par l'un de nos Secretaires, &

touchant la Paix d'UTRECHT. 425
poser le scel de nos Armes. Donné à
Paris, en notre Hôtel, le dernier Decem-
bre, mil sept cens & onze.

signé

Jacques de Matignon.

Plus-bas, par Monseigneur.

CHEVALIER.

PROTESTATION.

Nous sous-signés, aiant eu connoissan-
ce de l'Article dixieme du Traité
fait à Utrecht l'onzieme Avril de la pre-
miere année mil sept cens treize, entre tres
haut, tres Excellent, & tres puissant Prin-
ce Louis XIV. par la grace de Dieu Roi
Chretien de France & de Navarre, no-
tre Souverain Seigneur & Maitre, & tres
haut, tres Excellent, & tres Puissant Prince
Ferdinand Guillaume Roi de Prusse &c.
par lequel Sa Majesté Prussienne comme
au droit de la maison de Nassau
est stipulé, en supposant que la dite
maison seroit héritiere de la maison de
Bourbon. En vertu du pouvoir special à
nous donné le 31 Decembre 1711. par
tres

tres Haut & tres Puissant Seigneur Jacob de Matignon, Prince d'Orange &c. Nous avons protesté & protestons par devant la Regence & Venerable Magistrat de la Ville d'Utrecht contre la substitution de la dite maison de Nassau Orange Héritiere de celle de Châlons, afin que les droits legitimes de la maison de Longueville à la succession de Châlons, lesquels ainsi que l'expose notre pouvoir sont réservés au Seigneur notre Commettant, ne puissent recevoir aucun prejudice. Pour plus grande notorieté de cette Protestation, Nous en deposons l'Original, & que celui de notre Pouvoir dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, restant la Regence & le Venerable Magistrat de Nous accorder Acte du dit de ainsi que des susdites Protestations. Fait à Utrecht, le second Juin de l'année sept cens treize.

signé

Frischman de Rosenberg

Nous Bourguemaitres & Conseillers composant la Regence de la Ville d'Utrecht

touchant la Paix d'UTRECHT. 427
cht, certifions que le Seigneur Frisch-
n de Rosemberg en sa qualité a de-
é dans les Archives de notre Ville
riginal du plein pouvoir & protestation
et la copie bien collationnée est écrite
dessus, & qu'il a devant Nous réitéré la
protestation, demandant Acte authen-
de son deposit. Sur quoi Nous lui avons
ordé le present Acte muni du Sceau de
re Ville & de la Signature de notre Secre-
e. Fait à Utrecht, le 31 Mai 1713.

R E L A T I O N.

*qui est passé & conclu par Messieurs
Plenipotentiaires, au Congrès d'Utrecht,
touchant le Prince de Nassau-Siegen, à U-
trecht le 3 Août 1713.*

a été verifié dans la Conference des
Ministres du Congrès d'Utrecht, que
Prince de Nassau-Siegen est un Prince
à Voix & Session dans le College
Princes de l'Empire, & en vertu des
ts de Prince, il a celui d'envoier des
nistres qui auront droit de jouir des pri-
ges, & immunités attachées à leur
aractere.

On a conclu dans la dite Conference,
le Prince de Nassau-Siegen se trou-
vant

vant en personne à ce Congrès, & s'ét
adressé aux Ministres du Congrès,
des Mémoires & Représentations, touch
une affaire d'importance qui a été trai
ici, le dit Prince doit jouir de toute
sûreté & autres immunités dont tous
Ministres du Congrès ont droit d'y jouir

Ainsi le Congrès reconnoissant le Pr
ce de Nassau-Siegen, pour une person
qui doit jouir de la sûreté & immuni
qui appartiennent aux Ministres qui on
faire au Congrès, se trouve obligé de
reclamer, & demander qu'il soit mis en p
ne liberté tout incontinent, & quand ap
il soit donné une réparation convenable

M E M O I R E

De Son Altesse le Prince Nassau Siege

*A leurs Excellences Messieurs les
nipotentiaires & Ministres au C
grés d'Utrecht.*

Le sous-signé Conseiller intime,
Deputé de son Altesse S. le Prin
d'Orange & Nassau-Siegen, remercie t
humblement leurs Excellences de la R

tion qu'elles ont bien voulu prendre
sujet de la Violation du droit des Gens,
mise en la Personne de son A. S. con-
la sûreté & immunité ordinaire du
grés.

Mais comme cet événement est un effet
a détention de ses biens patrimoniaux
llemagne, par l'intrigue assés connue,
le ceux situés en Hollande, le sous-
é Deputé a l'honneur de représenter
mairement à cette Illustre Assemblée,
les droits Evidens de S. A. S. sur la por-
du Prince Philippe Guillaume, Prin-
Orange, sont fondés sur transaction,
acte de partage tres solemnellement
entre les trois Princes Freres en 1609.
ntervention des Ministres de France,
ngleterre, & de Hollande; sur le Te-
ent & Fidei-commis du Prince Phi-
Guillaume, dont on reclame à juste ti-
a portion, sur des Pactes de famille
eux & reciproques, & sur une addi-
& reconnoissance du dit Testament
e Prince Maurice, & Frederic Henri,
iers institués & chargés inviolablement
Prestation du dit Fidei-commis, en
de quoi tous les autres Princes ont
édé jusques à sa Majesté Britannique
de

de glorieuse memoire, dont son A. S. le plus proche parent : Et finalement tous ses droits sont soutenus & confirmés les Traités de Paix consecutifs depuis ce de Madrid, jusques à celui conclu à Rikswik; comme tout a été verifié & représenté plus amplement à cette Illustre assemblée.

C'est sur des raisons & des motifs si contestables produits par des Memoires reiterés avec les Pieces justificatives à l'Empereur H. P. que l'on avoit conçu de grandes esperances d'une resolution favorable point pour une extradition réelle des biens de la portion du Prince Philippe Guillaume qui sont sous la Jurisdiction, & Administration de l'Etat, tout au moins pour une juste provisionel proportionné à toutes circonstances selon son Rang, & par rapport à la situation urgente dans laquelle S. A. S. se trouvoit, & qui n'étoit pas connue à leurs H. P.

Mais tous les Memoires étant remis aux Commissorials, les Sollicitations appuyées de tous les motifs les plus justes & urgentes & continuées plus de deux ans, n'ont obtenu que l'on en fit la Proposition & rapport à l'Etat, pour en tirer une

tion finale, comme on esperoit de son
ité.

et quoi qu'à la fin on eût mis le tout à
amen & à la discussion d'un Député
Etats Generaux, qui ne balançoit de de-
er que les droits de S. A. S. étoient in-
estables, & qu'Elle étoit aussi bien
lée pour le provisionel, que tout autre
en jouit grassement, & dont les droits
ne n'étoient point si évidens & one-
cependant tout est resté dans la mê-
inaction, irresolution, & indiffe-
e.

eurs H. P. s'étoient déclarées aupa-
nt par des Resolutions reiterées, qu'El-
ne se departiroient pas de la fonction
ecuteurs Testamentaires, & qu'Elles ne
roient pas suivre les biens ou revenus,
aveur de quelqu'un, sans que par les
s Competens, (pour ce qui depend de
ressort) il seroit décidé qui est celui
droit, ou que par un accommodement
niable, il seroit convenu entre les par-
nteressées sur ce dont Elles seroient en
de transiger.

conste cependant qu'à l'exclusion &
idice de S. A. S. leurs H. P. ont
vé à propos de s'écarter de leurs pre-
mie-

mieres Resolutions, & de l'engagement d'Executeurs Testamentaires, en faveur des autres, leur accordant des provisions tres considerables, païant des dehors des revenus de la portion de Philippe Guillaume qui n'y est pas obligée, & une extradition provisionnelle, à la concurrence de 150 mille florins des Principaux biens de la même portion appartenante notoirement à S. A. S.

A la vue d'une demarche pareille on auroit pû se persuader que le Prince Guillaume Hyacinthe ne seroit admissible à une gratification semblable, en attendant denouïement.

Si donc leurs H. P. ont trouvé à propos d'user de leur pouvoir pour favoriser & gratifier provisionnellement les autres, pourquoi rendre ces mêmes autorités condescendances inutiles lors qu'il s'agit par les motifs d'une équité naturelle (première & regle principale de L. H. P.) de ceux d'une verité examinée & connue, de droits de son A. S., de decerner & accorder un provisionnel proportionné; Le respect que l'on doit ne permët pas de montrer la contrariété dans toute son étendue. Les services rendus à l'Etat par les Anciens

res de S. A. S. aussi bien que sa situation
hagrinante, faisoient esperer des égards
plus indulgens pour la secourir hors des
evenus de ses propres biens dans ses be-
oins assés connus.

Vos Excellences ont été témoins de l'é-
venement qu'a produit cette longue irreso-
lution, puisqu'il n'est pas étonnant qu'un
Prince, troublé depuis sept ans dans la
jouissance de ses biens & revenus en Al-
magne, contracte des dettes pour sa nou-
ture, pendant qu'il sollicite un provi-
sionnel proportionné à son Rang hors du
venu des biens qui lui appartiennent.

Etant aussi à considerer que si L. H. P.
toient dès le commencement déclarées
sur la negative, plus tôt que de faire en-
voyer des esperances d'une affirmative,
se seroit pourvû ailleurs, & on auroit évi-
de contracter des dettes pour la nouritu-
& le vêtement, dans un endroit ou on
endroit toujours avec raison l'accomplis-
sant de ce que la verité, & l'équité exi-
gent, particulierement de L. H. P. qui
sont toujours éclater dans les occuren-
dans lesquelles Elles font gloire de té-
moigner leur fermeté contre tout ce qui
n'est pas juste.

Si on allegue les Loix & la justice en faveur des creanciers particuliers, elles doivent de même militer pour S. A. S. qui est un Creancier Testamentaire du Prince Philippe Guillaume, pour sa Portion Fidei-commissee; c'est un Creancier qui merite préférence, & l'attention de L. H. P. pour obtenir du moins un provisionnement hors du revenu des dits biens, étant le seul qui depuis la mort du Roi d'Angleterre de glorieuse memoire n'a rien touché de ce qui lui appartient.

Le sous-signé Deputé prie donc très instamment cette Illustre Assemblée de se flechir sur des motifs si solides; & de s'employer au maintien du Traité de Partage de l'an 1609. afin que L. H. P. veuillent determiner en faveur de S. A. S. à l'execution réelle des biens de la portion Prince Philippe Guillaume, qui sont sous leur Domination & Administration, bien que leur L. H. P. se resolvent promptement à lui discerner un juste provisionnement proportionné & selon son Rang pour être en état de poursuivre ses droits en justice, & de s'entretenir avec la sagesse qui convient, en attendant l'issue & il n'y sera plus question de creancier.

C

touchant la Paix d'UTRECHT. 435
ette demande est si juste que cette Illu-
e Assemblée y joindra sans difficulté
attention & bons offices, pour disposer
H. P. à une prompte & favorable re-
ution pour le provisionnel. C'est ce
qu'on espere & implore.

signé

D. F. de Ysendoorn.

senté le 7. Août 1713.

E M O I R E

*le Prince d'Yfenghien con-
re les héritiers de Guillau-
e Henri de Nassau, Prince
'Orange, Roi de la Grande
retagne.*

le Prince d'Yfenghien, tire
son droit de deux Contracts
Mariage.

le premier passé, le 15 d'A-
1537. entre Maximilien d'E-

T 2 gmond,

gmond, Comte de Buren d'une part, & Françoise de Lannoi d'autre, il est stipulé que si son Mari mouroit avant elle (ce qui est arrivé) elle remporteroit tous biens quelle avoit apportés en Mariage, s'ils se trouvoient encore Nature, ou bien leur valeur à prendre sur les biens de Maximilien d'Egmond son Mari.

Pendant ce Mariage Maximilien d'Egmond a vendu la terre de Tronchiennes faisant partie de la dotte de sa femme, & a continué des rentes sur les autres biens de sa dite femme.

Le 2 Mars
1551.

Par le second Contract de Mariage, passé le 2 de Mars 1551 entre Anne d'Egmond, Fille unique du dit Maximilien d'Egmond & de Françoise de Lannoi d'une part, & Guillaume de Nassau Prince d'Orange d'autre, il est porté que si Anne d'Egmond meurt sans Enfants avant Françoise de Lannoi, ou les Enfants de la dite Anne d'Egmond, sans descendre Enfants legitimes, les biens

cedantes du Chef de François de Lannoi, lui reviendront si elle vit encore en vie, sinon, à ses proches héritiers de son côté & Ligne.

Anne d'Egmond est morte avant François de Lannoi, elle a eu deux enfans sçavoir Philippe Guillaume, & Marie de Nassau, & cédés tous deux sans posterité.

Françoise de Lannoi est décédée avant Philippe Guillaume de Nassau, son petit Fils, lequel a été héritier non seulement de Guillaume de Nassau, & d'Anne d'Egmond, ses Pere & Mere, mais encore de Maximilien d'Egmond, de François de Lannoi, ses oncles.

Philippe Guillaume de Nassau, a rendu les terres venantes du Chef de François de Lannoi, & des de Fidei-commis, sçavoir la Baronnie de Rollencour, la Vicomté de Wahagnies, & les terres de Comptise & Cocquenplus, lesquelles avoient été données à Anne d'Egmond sa Mere avec une

clause de substitution & retour
cas marqué ci-dessus.

1618.

Philippe Guillaume & M.
de Nassau étant décédés sans
sans, le Fidei-commis ou substi-
tion desdites terres vendues
trouvé ouvert en l'année 1618
profit de Philippe de Mero
Comte de Middelbourg, Bisai-
maternel du Prince d'Yfenghi
& le plus proche parent de Fi-
çoise de Lannoi fidei-comi-
tante.

En cette qualité, le dit Co-
de Middelbourg] intenta son
tion en 1621. contre Mauric
Nassau, Prince d'Orange, F-
consanguin & héritier de Phil-
Guillaume de Nassau, tant
la restitution des terres ven-
par le dit Philippe Guillaume,
pour celles vendues par Max-
lien d'Egmond, & pour l'ind-
nité des Rentes par lui co-
tuées sur lesdites terres pen-
son mariage avec François
Lannoi.

Après la mort du Comte

touchant la Paix d'UTRECHT. 439

Middelbourg, la Comtesse d'Ysenghien sa Fille, Aïeule du Prince d'Ysenghien moderne, reprit ses erremens de ce procès, & elle obtint le 22 de Fevrier 1657. une sentence en la Cour Feodalle de Middelbourg, par laquelle les Dames Princesses d'Orange, Aïeule & Mere du feu Roi d'Angleterre, furent condamnées à paier.

Primo la valeur de la terre de Ronchiennes venduë par Maximilien d'Egmond, avec les intérêts au denier 16 depuis l'année 1621. 1621.

Secundo à restituer avec les fruits les terres venduës par Philippe Guillaume de Nassau, ou à paier la valeur de ces terres avec intérêt aussi au denier 16, depuis le décès du dit Philippe Guillaume, arrivé en 1618. 1618.

3. A rembourser, décharger, indemniser la Comtesse d'Ysenghien de tout ce qu'elle auroit païé, dont elle se trouveroit chargée, cause des rentes & pretensions mentionnées au procès, dont li-

quidation seroit faite par deva
Commissaire de la Cour.

Le Conseil & les Gens d'aff
res des Dames Princesses d'Or
ge mirent tout en usage pour en
pêcher l'effêt de cette sentenc
mais toutes leurs tentatives furent
vaines.

Lesdites Dames Princesses
pouvurent au Conseil privé
Roi Catholique, à Bruxelles, po
faire casser & annuler la dite se
tence; mais par Arrêt de ce mêm
1659. Conseil du 19. Juillet 1659. el
furent déclarées non fondées.
leur pretention de nullité d'ice
sentence, & condamnées aux co
pens.

Par autre Arrêt du dit Con
1659. privé, du 18. Janvier 1659. les
tes Dames Princesses sont déc
rées non fondées en leur oppo
tion à l'exécution de ladite sente
ce du 22. de Fevrier 1657. sur
terre de Montfort située au Pa
de Gueldre.

Par autre Arrêt de ce mêm
1660. Conseil, en date du 8. de Juin 1660.

touchant la Paix d'UTRECHT. 441

est permis à la Comtesse d'Ysenghien d'exécuter la dite sentence sur les biens de la maison d'Orange situés en Brabant.

Par autre Arrêt encore du même Conseil du 10 de Juin 1661. 1661.

Les Dames Princesses d'Orange, joint avec elles le Procureur General de la Chancellerie de Brabant, sont déclarées non fondées recevables en la prétendue cassation de la sentence du dit Jour de Février 1657. & condamnées aux dépens moitié par moitié avec ledit Procureur General.

Les Dames Princesses d'Orange voiant qu'elles ne pouvoient donner aucune atteinte à la dite sentence du 22 de Février 1657. elles proposerent à la Dame Comtesse d'Ysenghien d'entrer en accommodement, & avant d'y parvenir, il fut fait des procès verbaux dans lesquels les intérêts de toutes parties furent discutés avec la dernière exactitude, après quoi on fit une transaction le 31 Mars 1662.

1662.

T 5

Par

Par cette transaction Madam la Princesse d'Orange, tant en son nom, que comme tutrice de Monsieur son petit fils autorisée par Charles II. Roi de la Grande Bretagne, & par son A. E. de Brabant, ses Contuteurs, s'obligea paier six cens mille florins en termes égaux d'année en année, avec l'interêt à cinq pour cent qui diminueroit à proportion des paiements.

Nota que la maison d'Yserghien fit par cet accommodement une moderation de plus de quatre cens mille florins.

Que cette transaction fut décrétée, à la requisition des parties contractantes, par les Commissaires du dit Conseil privé & du Conseil Souverain de Brabant, par devant lesquels elle fut passée.

Qu'outre ce elle a été reconnue réalisée & homologuée dans tous les tribunaux & lieux où les biens y obligés sont situés.

Qu'elle a été approuvée & ratifiée par la dite Dame Princesse d'Orange, sur l'avis de ceux du
Con

touchant la Paix d'UTRECHT. 443
Conseil & Chambre des Comptes
du Seigneur Prince d'Orange
son petit Fils, par Acte passé à
Haye le 20 de Juin 1662.

1662.

Qu'elle a été executée en partie
pour le paiement de cent mil flo-
rins, faisant le premier terme d'i-
celle.

Que le feu Roi d'Angleterre
Prince d'Orange, aiant été héri-
tier de la Dame Princesse, sa gran-
de Mere, s'est trouvé obligé de
tout Chef à executer ladite trans-
action; parcequ'il y a eu une con-
tinuation d'héritiers universels de
lui en Fils depuis Guillaume de
Nassau, Prince d'Orange, Mari
Anne Egmond, jusques au dit
seigneur Roi.

Que par icelle transaction il a
été stipulé qu'à faute de paiement
de tout ou de partie de la dite
somme de six cens mil florins, les
seigneries & décrets des Terres de la
maison d'Orange, soit qu'ils fus-
sent achevés ou seulement com-
mencés, demeureroient en leur for-
ce & vigueur, & que la maison

T 6 d'Y.

*Herstal est
aux portes
de Liege.*

d'Yfenghien retiendrait avant tout la Terre & Baronnie de Herstal au pied de l'achapt qu'elle en avoit fait, pour soixante dix mille Ecus qui seroient diminués de la dite somme de six cens mille florins.

Et comme on est demeuré en faute de paier les autres termes, la maison d'Yfenghien a resumé les poursuites des Decrets commencés avant la dite transaction, & s'est remise en possession de la Baronnie de Herstal; mais les Officiers qu'elle y établit lors en furent depuis expulsés par des voies de fait, par les ordres du Seigneur Prince d'Orange, le 3 d'Octobre

1672. 1672.

Comme les Espagnols avoient besoin de ce Prince, à cause du grand credit qu'il avoit auprès de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux, la maison d'Yfenghien fut arrêtée dans le cours de ses poursuites, par des surseances qui furent accordées audit Prince par les Gouverneurs des

touchant la Paix d'UTRECHT. 445
les Pais-Bas, ſçavoir par le Comte
le Montereï, & le Duc de Vil-
ermoza.

Cela obligea le Prince d'Yfen-
ghien, Pere du Prince moderne,
à avoir recours à ſa Majeſté Tres
Chretienne, pour avoir Juſtice du
dit Seigneur Prince d'Orange,
ſur les biens ſitués dans ſon Roi-
ume.

Sa dite Majeſté fit premiere-
ment examiner par ſon Conſeil ſi
la pretention du Prince d'Yfen-
ghien étoit juſte & bien fondée,
comme il lui fut rapporté qu'el-
le l'étoit effectivement, ſa dite
Majeſté avant de rien accorder é-
crivit deux fois au dit Seigneur
Prince d'Orange, pour l'avertir
de païer & donner ſatisfaction à
ſa maiſon d'Yſenghien ſur ſes
juſtes pretentions, & qu'à faute de
ce qu'il ne pourroit pas refuſer la
Juſtice qu'on lui demandoit; le
Comte d'Avaux, Ambaſſadeur de
ſa dite Majeſté près de Leurs Hau-
tes Puiffances, fut chargé des Let-
tres du Roi.

Surquoi le dit Seigneur Prince d'Orange envoya à Bruxelles Conseiller de son Conseil Chambre des Comptes, lequel fut accompagné par le Secrétaire du Comte d'Avaux.

1681. Mais le dit feu Seigneur Prince d'Yfenghien, n'ayant vu d'autre accord que la susdite transaction du 31 de Mars 1662. il question des Interêts échus depuis & compris le premier d'Avril 1662. à raison de vingt cinq mille florins par an, jusques à présent Jour de l'année 1681. dequoi fut fait rapport au dit Seigneur Prince d'Orange, qui renvoia le mois de Septembre de la dite année 1681. le même Conseil avec le Greffier Meerhant, lesquels declarerent aux Gens d'affaires du Seigneur Prince d'Yfenghien, que le dit Seigneur Prince d'Orange, & son Conseil, trouvoit plus à propos dans la conjoncture d'alors d'abandonner ces Terres au Prince d'Yfenghien, que de lui compter la somme qu'il

ouchant la Paix d'UTRECHT. 447
mandoit, & que de l'argent lui
oit plus utile que leſdites Ter-
; & que ſi on venoit à les de-
eter avec le prix d'icelles ſa dé-
ſe païeroit en tout ou en partie.

Sur cette Réponſe le Prince
Yſenghien demanda és Parle-
ens de Metz, de Tournai, & de
zançon, l'exécution de la dite
nfaction de 1662. ſur les Ter-
du Prince d'Orange, ſituées
ſ leurs reſſorts : ce qui aiant été
donné, il fit ſaiſir & decreter leſ-
es Terres.

Après quoi il fut paſſé outre au
cret de la Terre de Warneton
ns le Parlement de Tournai ou
e eſt ſituée, & elle fut adjudgée
Prince d'Yſenghien, comme
ſ haut Offrant & dernier En-
erifleur, le 26 de Juin 1682.
ur ſoixante ſix mille deux cens
atre vingt ſix florins, treize ſols.
Enſuite on fit la même choſe
égard des Terres de Vianden,
ſbourg, & St. Vith, ſituées au
ſ de Luxembourg, par devant
Parlement de Metz, d'ou elles
ref-

1682.

1683. reffortiffoient, elles furent adjudgées comme dessus, le 25. de Janvier 1683. pour la somme de deux cens quatre vingt dix mille Livre monnoie de France.

1684. On avoit encore fait saisir les Terres de Franche-Comté, par-devant le Parlement de Bezançon, elles furent aussi adjudgées comme dessus au Prince d'Yfenghien, 17 de Mai 1684. pour la somme d'un million trois mille francs, monnoie de la dite Comté, qui font en monnoie de France, six cens soixante huit mille six cens soixante six livres, treize sols.

Lesdites 3. sommes se monte ensemble à un million trente cinq mille huit cens quatre vingt livres dix neuf sols dix deniers, dite monnoie de France.

Nota qu'au 17 de Mai 1684 Jour de l'adjudication par Decret desdites Terres & biens de Bourgogne, il étoit échu cinq cent cinquante trois mille deux cent soixante un florins, dix neuf sols neuf deniers, lesquels Jointes à son

omme Capitale de cinq cens mil-
florins, le tout portoit ensemble
ors un million cinquante trois
ille deux cens soixante un flo-
n dix neuf sols neuf deniers, qui
nt en monnoie de France, un
illion trois cens seize mille cinq
ns soixante dix sept livres dix
ls cinq deniers.

*Le debet é-
toit de
1316577.
10. sols.*

Et après deduction faite des
ferentes sommes & parties, pour
uelles les opposans aux De-
ets & adjudications desdites Ter-
s avoient été colloqués utile-
ent, tant sur le prix desdites ad-
dications, que sur les fruits &
ées des baux Judiciaires desdi-

Terres, il n'a resté de boni
prix desdites Terres adjudgées
Compte & en diminution de la
e somme Capitale & Interêts,
un million cinquante trois mil-
trois cens soixante trois livres, dix
t sols, onze deniers, monnoie de
ance.

*Le boni du
prix des
Terres pour
diminuer la
dette est de
1053363.
17. sols 11^o*

En sorte qu'il restoit encore
ub au Prince d'Ysenghien en
ite année un Capital de la som-
me

*Restoit deub
en Capital
263214. ff.
col. 6.*

me de deux cens soixante trois mille, deux cens quatorze livres, dix sols, dix deniers, suivant l'Arrêt de liquidation generale, donné à Metz en Parlement, le 27 de Juillet 1686. dont les Interêts ont couru depuis le dit Jour 17. Mai 1682. jusqu'à present, au denier 20 suivant la transaction susdite, & ont porté par an treize mille cent cinquante Livres quatorze sols sept deniers monnoie de France, dont il étoit échu au mois de Mai de l'année 1712. vingt huit années qui portent ensemble la somme de trois cents soixante huit mille deux cents vingt livres, huit sols quatre deniers.

En 1712. les interets de ce dernier Capital portoit
368220.
8. sols 4.

Le Prince d'Yfenghien est demeuré en la réelle & actuelle possession des terres & biens à lui adjudgés en tems de Paix, sçavoir les années 1682. 1683. & 1684. jusques & comprise l'année 1697. aiant fait les fruits siens pendant le tems de la jouissance.

Au commencement de l'année 1698. 1698. les Sieurs d'Appelter, Biever,

touchant la Paix d'UTRECHT. 451
er, Barringh, & Roemer, se qua-
fians Officiers du Prince d'O-
ange, lors Roi d'Angleterre, de-
offederent par voie de fait &
orce majeure les Officiers du
Prince d'Yfenghien des terres
e Vianden, S. Vith, & Das-
bourg.

Et pour ce qui est de la Terre
: Seigneurie de Warneton, &
es terres situées dans la Franche-
comté, d'autres personnes soi di-
nts aussi Officiers dudit Roi
Angleterre, s'en emparerent en
ertu d'un ordre particulier de sa
Majesté tres Chretienne.

Le Prince d'Yfenghien se
oiant dépossédé par violence des
rres de Vianden, Dasbourg, &
Vith, situées au Pais de Luxem-
bourg alors cédé à l'Espagne, se
ourvut au grand Conseil de Ma-
nes, ou il leva des lettres de Com-
plainte, le 17. d'Avril 1698. pour 1698.
tre remis en possession desdites
rres.

Ensuite, sçavoir en l'année 1701.

Majesté tres Chretienne écri- 1701.
vit

vit au Gouverneur General de Pais-Bas, que les propositions d'acc commodement qui avoient été faites à Paris en l'année 1699. au sujet des pretentions que la maison d'Ysenghien avoit à la Charge du Roi d'Angleterre Prince d'Orange n'avoient eu aucun effët, & que son intention étoit que cette affaire fut remise au grand Conseil pour y être décidée en Justice au sujet de la depossession des terres situées sous l'Espagne, ce qu'il se justifie par la lettre que le Gouverneur General écrivit au grand Conseil, en datte du 22. d'Aôu

1701. 1701.

L'affaire étant portée au grand Conseil de Malines tant en vertu desdites Lettres de Complainte de l'année 1698. que de celles du Roi tres Chretien & du Gouverneur General des Pais-Bas de l'an

1701.

née 1701. le Prince d'Ysenghien y obtint un Arrêt en date du 15 Decembre 1701. par lequel on rejette les soutenus desdits Sieurs d'Appelter, Barringh, Biever, & Roe.

Roemer qui avoient depossédé par
voïë de fait avec des troupes les
Officiers du Prince d'Yfenghien,
& par ce même Arrêt il leur est
ordonné de repondre & contester
à toutes fins.

Par autre Arrêt du dit grand
Conseil du 24. Mars 1702. on ad-
juge au Prince d'Yfenghien la re-
credence desdites Terres de Vian-
den, St. Vith, & Dasbourg, &
ce sans prejudice du plein posses-
soire; en vertu duquel Arrêt il
est encore actuellement en posses-
sion desdites Terres. A l'égard
des Terres de Warneton, & de
celles situées en Franche-Comté,
que sa Majesté Tres Chretienne
avoit renduës par un Ordre parti-
culier, sur les instances que Milord
Portland, lors Ambassadeur en
France, lui en fit, avec promesse
de la part du Roi d'Angleterre de
paier à la maison d'Yfenghien,
ce qui lui seroit du; il fut nom-
mé des Commissaires de part &
d'autre pour accommoder, liqui-
der, & paier; sçavoir de la part
du

1702.

du Roi d'Angleterre, Mr. de Vreybergh, & le Sieur de Normandie, & de la part du Prince d'Yfenghien, Mr. de la Ferriere Me. de Requêtes de l'Hôtel du Roi, & le Sieur de Vernot.

Il y eut plusieurs Conference en la dite année 1699. entre les dits Commissaires, & on y discuta l'affaire selon toutes les différentes idées de Mrs. Vreyberg & de Normandie: on y fit un Compte de tout ce qui pouvoit être dû au Prince d'Yfenghien soit sur le pied de la sentence de la Cour Feodalle de Brabant, du 22 de Fevrier 1657. ou bien sur le pied de la transaction du 31 Mars 1662.

Mrs. de Vreybergh, & de Normandie, voyant que ce compte alloit fort haut, au lieu de se trouver à la dernière assemblée dans laquelle on devoit terminer toutes choses, s'en allerent sans rien conclure.

C'est pourquoi sa Majesté Tres Chretienne eut la bonté d'écrire
au

Gouverneur General des Pais-
s, comme il a été dit ci-dessus,
en outre par deux Arrêts du
Conseil d'Etat de sa dite Majesté
le 15 d'Avril, & du 4 Mai 1702.
Le Prince d'Ysenghien a été remis
en possession de la Terre de War-
ton, & de celles situées en
Franche-Comté, exceptés les biens
pretendus reversibles au Domaine
des Comtes Souverains de Bour-
gogne; mais depuis le Prince d'Y-
senghien a obtenu un Arrêt pro-
hibitoire contre cette pretention, &
par là il a plaidé la cause & de-
fendu les droits des héritiers du
Roi d'Angleterre, du moins
pour autant qu'ils étoient obligés
de lui fournir la valeur desdits
biens prétendus reversibles.

On voit clairement par tout ce
qui a été avancé ci-dessus, que
le Roi tres Chretien n'a rendu les
Terres de Franche-Comté & cel-
les de Warneton; après la Paix
de Ryswick, au Roi de la Gran-
de Bretagne, qu'à condition de
payer tout ce qu'il devoit à la
maison

maison d'Yfenghien selon la parole qui en fut lors donnée par Milord Portland de la part du Seigneur Roi.

1701. Puisqu'à faute de paiement Majesté tres Chretienne écrite en l'année 1701. au Gouverneur General des Pais-Bas au regard des terres situées au Pais de Luxembourg, & que par deux Arrêts son Conseil d'Etat du 15. d'Avril & du 4. Mai 1702. la dite Majesté rendit au Prince d'Yfenghien la Terre de Warneton & celles situées en Franche Comté ce que certainement ladite Majesté n'auroit point fait si Elle avoit auparavant rendu lesdites terres au Roi d'Angleterre absolument & sans condition.

De tout cela il résulte que le Prince d'Yfenghien est toujours demeuré maître & propriétaire de toutes les terres à lui adjugées par les Decrets susmentionnés, que la possession de celles situées sous la France a été seulement en suspens pour quelque tems

parcequ'il a ainsi plu au Roi sans enamoins que sa Majesté ait retendu prejudicier aux droits du Prince d'Yfenghien puisqu'elle n'a rendu lesdites terres qu'à condition de paier.

Et comme cette condition n'a point été accomplie, le droit du Prince d'Yfenghien sur lesdites terres est demeuré en sa force & vigueur, sans prejudice cependant des Fidei-commis de Louis & d'Orléans de Châlon, que ceux qui prétendent iceux exister & être ouverts à leur profit pourront faire valloir en Justice envers & contre qui ils trouveront convenir.

Il est bon de remarquer que toutes les sentences & Arrêts mentionnés au present Memoire, & encore quantité d'autres qui n'y ont point inferés pour éviter la prolixité, ont été rendus contraictoirement, toutes les parties ont reconnu volontairement la Jurisdiction des Tribunaux d'où sont émanés, & en cas qu'elles fussent declinéë, elles auroient pû
om. IV. V. être

être contraintes à plaider par devant eux , parcequ'elles y étoient soumises tant par le Contract de Mariage d'Anne d'Egmont avec Guillaume de Nassau Prince d'Orange passé le 2. de Mars 1558 que par la transaction du 31. dudit mois de Mars 1662.

Ainsi les héritiers du Roi d'Angleterre ne seroient point tout fondés, s'ils alleguoient aujourd'hui l'incompétence soit la Cour Feodalle de Brabant, ou du Conseil privé du Roi Catholique ou autres Tribunaux.

Le Prince d'Yfenghien prévoyant qu'il pourra survenir grandes difficultés, & même voies de fait, comme il en est arrivé au sujet de la succession du Roi de la Grande Bretagne Philippe d'Orange entre les héritiers & les créanciers de ladite succession.

Il supplie très humblement le Roi de les vouloir prévenir, en clarant au présent Traité de P

touchant la Paix d'UTRECHT. 459
que la transaction passée le 31
Mars 1662. entre la Dame Prin-
cesse d'Orange grande Mere de
Guillaume Henri de Nassau Prin-
ce d'Orange & Roi de la Grande
Bretagne d'une part, & la Dame
Comtesse Douairiere d'Ysen-
ghien d'autre, sera executée se-
lon sa forme & teneur; que les
arrêts & adjudications par Decret
obtenues par le Prince d'Ysen-
ghien, en vertu de ladite trans-
action, scavoir au Parlement de
Paris Journal de la terre & Chatellenie
de Warneton en l'année 1682, au
Parlement de Metz des Comtés,
villages, & Seigneuries de Vianden,
Sierbourg & St. Vith en l'année
1683, & au Parlement de Bezan-
con en 1684. des terres situées
dans la Comté de Bourgogne &
procedantes du Chef de la maison
de Châlon, demeureront en leur
force & vigueur au profit du
Prince d'Ysenghien, en diminu-
tion de ses pretensions sur ladite
cession.

Sans prejudice neanmoins aux

héritiers dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne de se pourvoir contre lesdites adjudications par Decret dans lesdits Parlements de Tournai, de Metz & de Bazançon, ou elles ont été données s'ils croient y être fondés, & s'il y a quelque ouverture de droit contre icelles.

Sans prejudice aussi des Fidei-commis de Louis & Jean Châlonneux que ceux qui prétendent iceux exister & être encore ouverts leur faveur, pourront faire valoir en Justice réglée envers & contre qui ils trouveront convenir.

Et en cas que lesdits Fidei-commis existent, & qu'ils viennent à être déclarés bons & valables non prescrits en Justice, le Prince d'Yfenghien pourra attaquer pour son indemnité & pour ce qui restoit dû après l'adjudication toutes les terres susmentionnées suivant la liquidation faite au Parlement de Metz le 27. de Juillet

1686. 1686. tant Capital qu'intérêt échus depuis jusqu'au présent Tr

é & à écheoir jusqu'a l'entier paiement, les autres biens de la succession dudit feu Seigneur Roi, & n poursuivre le paiement dans les Cours & Tribunaux de la situation d'iceux.

Et en cas que ledit Prince d'Yngghien vienne à être troublé par voie de fait ou force majeure, dans paisible possession des terres à lui adjudgées & à adjuger jusqu'a concurrence de son dû, le Roi qui est toujours attentif à protéger ses sujets & à les maintenir dans leurs droits, est encore tres humblement supplié de declarer qu'il prendra cela pour une rupture de la part de celui ou ceux qui donneront, autoriseront, ou permettront le trouble, & le fera parer par les voies convenables.

Comme aussi sadite Majesté est obligée de declarer aux mêmes que dessus, que l'article 13. du Traité de Paix conclû à Riswick 1697. entre la France & l'Angleterre ne pourra nuire ni pre-

judicier au Prince d'Yfenghien dans les adjudications desdites terres, données esdits Parlements de Tournai, de Metz & de Bezançon, es années 1682, 1683, & 1684.

REPRESENTATION

*De la Principauté de Catalogne à
M. Imperiale & Catholique, tra-
duite de l'Espagnol.*

La Ville de *Barcelonne*, la Députation le Bras Militaire de la Principauté de Catalogne, aiant appris la Suspension d'Armes conclüe entre l'Angleterre & la France, & les autres dispositions qu'il a plu l'Imperatrice & Reine, notre Maîtresse de nous communiquer, touchant la Paix generale dans les Conférences d'*Utrecht* & qu'on avoit proposé certain Projet de Plan de Négociation, contraire au service de V. M. C. & à la liberté de la Monarchie d'Espagne; Nous avons crû qu'il étoit de notre devoir & obligation enve

V. M. comme notre Pere légitime & Roi naturel, de lui faire la tres humble Représentation suivante :

V. M. C. est informée de la maniere glorieuse dont vos Augustes Prédecesseurs ont contribué à élever cette Monarchie, & à la défendre contre les violences de ses ennemis, qui ont toujours voulu traverser sa grandeur. Dans la suite, le bonheur de l'Espagne a toujours été affermi sous la domination des Princes de votre Auguste Maison, Prédecesseurs de V. M. par une correspondance & union étroite avec l'Empereur pendant plus d'un Siecle; en sorte que ses Tâtres d'honneur & de Souveraineté ont formé le Corps de la Monarchie d'Espagne, sont dûs à cette heureuse union & correspondance, laquelle se trouveroit détruite & renversée, si le Ser. Duc d'Anjou demouroit en possession du Corps de cette Monarchie; qui, par là, se trouveroit en des interêts opposés à ceux de l'Auguste Maison d'Autriche, à laquelle la Nation Espagnole est redevable de sa Gloire & de sa Renommée.

D'ailleurs, il seroit bien difficile de défendre les Etats séparés du Corps de l'Espagne, & de parvenir au but qu'on s'est pro-

posé, en déclarant cette Guerre, de rétablir la tranquillité de l'Europe, en empêchant l'Union des deux Monarchies de France & d'Espagne, laquelle les Rois vos Prédecesseurs ont eu si fort à cœur de prévenir, par les Renonciations dont la France ne tient aucun compte: De sorte que le fondement de la Guerre subsiste toujours, & qu'une Paix, par laquelle le Corps de l'Espagne est cédé à la Maison de France, ne peut être regardée que comme l'occasion d'une nouvelle Guerre; puisque cela fourniroit à la France une augmentation de moïens, pour pousser le progrès de ses Armes, & venir à bout de ses Desseins formés depuis si long-tems contre l'Auguste Maison d'Autriche, ses Pais Héreditaires, l'Empire, & l'Europe.

Ce Péril est d'autant plus évident, que la malice de vos Ennemis ne manquera pas d'emploier toutes sortes d'artifices pour diminuer la réputation des Armes de la Puissance, & de l'Auguste Personne de V. M. C. si Elle étoit obligée d'abandonner une Monarchie, où Elle a été appelée par ses fidèles Sujets, qui l'ont reconnu pour leur Seigneur légitime; où Elle est entrée avec des succès éclatants; & dont

V. M. a soutenu la possession, en s'exposant aux plus grands dangers, & même à ceux d'un Siège très-périlleux, qui s'est tourné en Triomphe pour Elle. Et certainement, ce seroit une fatalité bien déorable, si tant de fidèles Sujets de ces Roïaumes étoient sacrifiés à la haine de leurs irréconciliables Ennemis, & si cette Province en particulier, qui la première a appelé V. M. & l'a reconnu volontairement, étoit exposée à l'Esclavage, & *Barcelone* sa Capitale en danger de devenir une seconde *Troie*.

Les Ordres de la Generalité de Catalogne croient que la magnanime Résolution que V. M. C. a prise, de continuer la guerre, est fondée sur les motifs marqués dessus, & sur la tendresse que V. M. C. conserve pour ses Peuples. Nous lui en rendons nos très-humbles actions de grâces, & prenons la liberté de lui représenter, que le moïen le plus efficace pour recouvrer votre Monarchie, seroit qu'il plût V. M. de revenir en Personne dans le Continent de l'Espagne, où sa présence Roïale seroit d'un très grand encouragement pour ses Sujets, qui sont toujours prêts à renouveler leurs efforts, & à se

sacrifier pour son service. Cependant Nous sommes infiniment redevables à bonté de V. M. qui continuë de Nous consoler par l'Auguste présence de l'Imperatrice & Reine, notre Maîtresse, & fait les délices de cette Province.

SIRE, Nous supplions V. M. C. avec le plus profond respect, de vouloir persévérer dans la Résolution si importante si nécessaire qu'Elle a prise, de maintenir & établir l'Espagne sous la Domination V. M. par la force des Armes : Et arrivoit que la Fortune en décidât autrement par la disposition d'un Traité de Paix & qu'il fallût partager les Domaines de cette Monarchie, Nous prions respectueusement V. M. de protéger la Catalogne & les Provinces adjacentes de tout son pouvoir, en telle sorte que si elles ne peuvent pas se sauver avec le Corps entier de la Monarchie, elles puissent du moins se soutenir en particulier.

Nous n'interrompons pas d'avancer V. M. en lui repetant l'importance des services rendus par cette Province, qu'elle si bien mérité de la Cause commune, en lui représentant l'état où elle se voit réduite pour avoir fait son devoir : Mais Nous

voirions manquer à notre zèle & à l'obligation que Nous avons à V. M. si Nous ne prenions la liberté de la supplier d'avoir la haute considération l'état où les choses sont être reduites, à moins d'une conduite en ferme & bien entenduë dans cette conjoncture.

Nous offrons donc à V. M. toutes les forces de la Catalogne, nos Biens & nos vies, pour l'accomplissement des desseins de Votre Sacrée Majesté I. & C, & pour Ser. Imperatrice notre Souveraine; car nous considérons que Nous y sommes obligés suivant notre devoir envers Dieu & envers V. M. pour la sûreté & la tranquillité de l'Europe, la liberté de l'Espagne, & la délivrance de la Nation catalane.

REPRESENTATION

*De la Principauté de Catalogne ,
Leurs Hautes Puissances les Sei-
gneurs Etats Generaux.*

Hauts en Puissans Seigneurs

La Ville de Barcelone, la Députation & la Noblesse de Catalogne ont en-voié & chargé le sous-signé de s'adresser à vos H. P. dans la désolation extreme, où ils se trouvent, & de représenter de leur part avec tout le respect possible :

Que par le moïen, & l'assistance de V. H. P. la Catalogne étoit parvenue à son plus grand bonheur, en voïant arriver l'année 1705. sur la Flotte de la Reine de la Grande Bretagne, & de V. H. P. le Roi son Maître Charles trois, à présent Empereur, glorieusement regnant, avec une Armée commandée par le Général Comte de Peterboroug, qui par plusieurs Manifestes imprimés, & publiés au nom de la Reine de la Grande Bretagne, & de V. H. P. declara, que le Roi Charles trois étoit

toit le légitime Roi, & Seigneur naturel de la Monarchie d'Espagne : Menaçant des exécutions Militaires ceux qui manqueroient à leur devoir, & offrant sa protection avec toute sorte de faveurs à tous les autres qui seconderoient les justes desseins de la Grande Alliance.

Le siège de Barcelone fut entrepris ensuite par l'Armée des Alliés, & pendant qu'elle étoit occupée à cette expedition, toute la Province de Catalogne, dégarnie alors des troupes de son dominant, a reconnu sa Majesté sans aucune opposition, parce qu'elle voïoit non seulement les Puissances Principales de l'Europe engagées en faveur de la juste cause; mais se trouvoit aussi honorée de la Présence d'un Prince de l'Auguste maison d'Aûtriche, aux Glorieux Monarques de laquelle, aussi bien la Catalogne que l'Espagne est redevable de tout son lustre & de tous ses avantages, depuis plus de deux siècles.

La Ville de Barcelone s'étant rendue aussitôt, sa Me. le Roi Charles commença d'y prendre possession de son Roïaume, & les Etats de Catalogne joints dans une Assemblée générale, suivant l'exemple de V. H. & des autres Alliés, & voulant satisfai-

re à leurs souhaits, ont déclaré, & reconnu sa Majesté pour légitime Successeur de la Couronne d'Espagne.

La Flotte d'Angleterre & de V. H. P. s'étant retirée de la Méditerranée, laissant la Personne Royale de sa Majesté à Barcelone, les naturels y donnerent la première épreuve de leur fidélité, & d'attachement, par la défense de cette Capitale attaquée par Mer & par Terre des Ennemis, dans le tems qu'un petit nombre de Troupes des Alliés se trouvoit au soutien de ce dangereux siège, dont la Glorieuse levée fraia le chemin à tous les autres progrès que sa Majesté & ses Alliés ont remporté par après en Espagne.

Comme les Roïaumes d'Arragon & de Valence n'ont pas manqué de profiter d'abord de l'occasion à témoigner leur fidélité inviolable envers l'Auguste maison d'Autriche, s'étant avancés eux mêmes à recevoir & reconnoître sa Majesté, qui avec les Armes Victorieuses de la Ligue a pénétré jusqu'à Madrid, les autres grands succès de Mahon, Sardaigne, & Majorque, avec la conclusion hûreuse de la Guerre d'Italie, étoient les fruits que les Alliés ont tirés de la glorieuse délivrance de sa Majesté à Barcelone, à laquelle les Catalans ont employé avec plaisir leur sang & leur substance. La

La Principauté de Catalogne, pour eux soutenir l'engagement de V, H. P. de la Ligue, a formé & païé pendant plusieurs années un Corps considerable de troupes, composé des Regimens de la Ville de Barcelone, de la Députation, & de la Province, commandés par les Princes de la Noblesse; un grand nombre de milices entretenues aux dépens du Pais, a toujours secondé les operations de l'Armée; & non seulement les Etats de Catalogne en General, ont fourni des grosses sommes en dons gratuits, & avances volontaires; mais aussi les particuliers ont témoigné leur grand zèle en envoyant leurs Vaisselles à la Monnoie; & quand les paiemens des Troupes Etrangères manquoient quelque fois, par le retardement de leurs remises d'Argent, les Communautés ou elles étoient logées chercherent à satisfaire leurs intérêts les sommes nécessaires.

La Catalogne a répandu à son attachement au Legitime Roi, & à la Ligue, beaucoup de sang dans les Actions Militaires, & souffert des supplices indignes dans les persecutions criminelles. Les malheurs de la Guerre ont entraîné dans la Province des ravages & embrasemens pi-

toïables, & pendant huit ans que la guerre y dure, non seulement les Troupes Alliées ont été toujours à couvert, dans les quartiers d'hiver, que la Province a fournis; mais aussi quatre corps d'Armée aient agi à l'ordinaire en Compagne, tout ce que la nature & l'industrie y avoient produit, fut consumé.

Le grand demembrement & les pertes des places principales de Lerida, Tortose & Gironne, avec d'autres de moindre conséquence, étant survenus, le reste, dans lequel se trouvent les Places de Barcelone, Tarragone, Cardone, Bergue, Ostarque, & Urgel, s'est maintenu jusqu'à présent, & persiste encore dans la même fermeté inébranlable; la Nation étant déterminée de sacrifier le tout pour satisfaire pleinement aux mouvemens de sa fidélité.

Dans les événemens fâcheux de la Guerre, & après les Actions d'Almanza & de Brihuega, les Troupes Alliées ont toujours trouvé une retraite sûre, & reçu tous les accueils favorables, qu'elles pouvoient souhaiter, dans la Province de Catalogne.

La Nation Catalane s'est pourtant en

g

agée, & fit tous ses efforts possibles, non seulement en consideration de la juste cause, pour laquelle V. H. P. & la Reine de la Grande Bretagne s'étoient si hautement déclarés; mais aussi en regard des promesses solennelles qui lui ont été faites, & renouvelées bien souvent par les Generaux & les Ministres d'Angleterre & de V. H. P. d'un soutien reciproque, & de retours favorables qu'elle se pouvoit promettre de la qualité de ses services, rendus à la Cause commune, & je dois prendre la liberté de mettre devant les yeux de V. H. P. avec la Copie de la Lettre, qu'ils firent l'honneur d'écrire aux Etats de Catalogne, plusieurs autres Déclarations authentiques, afin que V. H. P. à la vue de leurs propres assurances & témoignages, regardent avec une juste compassion le terrible revers, auquel la Catalogne se voit à present exposée, & ou elle a le plus à craindre, parce qu'elle s'est le plus distinguée en faveur de la Cause Commune.

Le Roïaume d'Arragon est déjà dépouillé de ses Privileges, en punition de la delité & affection qu'il a témoignée à son Roi. Au Roïaume de Valence ont été

été pratiquées des rigueurs inexprimables & en Castille même doivent être sensibles des persecutions, que les bien intentionnés ont essuies & souffrent encore qu'un grand nombre de familles de la premiere qualité, avec beaucoup d'autres personnes de distinction, Religiées en Catalogne, y doivent perir entièrement, à moins que V. H. P. & les autres Alliés ne leur procurent quelque soulagement & remède à leurs misères.

Mais pour surcroit de Malheurs qui accablent ma Patrie, je trouve à mon arrivée ici, la Paix de la Reine de la Grande Bretagne & de V. H. P. faite, qui met la Catalogne d'une ruine & d'une perte sans ressource. Elle s'attendoit avec justice à la jouissance d'une liberté Privilegiée, & se voit en échange exposée à l'esclavage déplorable. Aiant suivi les exhortations & demandes de V. H. P. & des Alliés, pour être hûreuse, Elle doit craindre à present le sort le plus triste; il paroît que les applaudissemens que la Province avoit reçus de tous côtés, pour sa fidélité & constance, tourneront à cette heure à sa plus grande confusion & opprobre deshonorante.

C'e

C'est pourquoi je prens au nom de la Province de la Catalogne, mon tres humble recours à V. H. P. qui apres avoir donné de si grandes épreuves de leur générosité & bonté dans le Monde, ne pourront regarder la condition malheureuse à laquelle la Catalogne se voit reduite, sans se touchées de pitié & compassion; & je les supplie avec une profonde veneration d'honorer de leur protection, & assistance favorable, la Nation Catalane, dans ces pressans besoins, ordonnant aux Plenipotentiaires & Ministres de vos H. P. au Convent d'Utrecht, d'appuier fortement, ou conviendra, par leurs bons officés, les intérêts de Catalogne, afin qu'elle ne soit pas si impitoyablement livrée en sacrifice de Cause commune. Et comme ni l'honneur ni la gloire de V. H. P. ne peuvent permettre que la Catalogne soit entierement abandonnée, je me promets de leur pitié & générosité connue, que le Traité de V. H. P. n'étant pas encore terminé avec l'Espagne, V. H. P. m'accorderont la grace, que je demande bien humblement, de leur puissante interposition, afin que l'honneur, & la liberté de Catalogne soit mise à couvert, & que les consolations, & soulagemens équitables

bles soient accordés à la Nation Catalane qui ne manquera pas de conserver, & témoigner en échange à V. H. P. une reconnaissance parfaite, & éternelle.

M E M O I R E

Pour Leopold Joseph, Duc d'AreMBERGH d'Arſchot , & de Croy , au ſujet de prétentions que S. A. R. le Duc d'Orleans forme à la charge des héritiers ou bien-tenans de Charles Duc d'Arſchot & de Croy.

Le 27. de Juillet 1519. Germaine d'Albret, Reine Doüaniere d'Arragon, diſpoſa au profit de Guillaume de Croy Seigneur de Chevres, de dix ſept terres conſiderables qu'elle avoit en France, & ce par deux Contrac̃ts du même Jour.

L'un eſt un Contrac̃t de vente des terres de Beaufort, Soulainne, Largicourt, Vicomté de St. Florentin, Bois & Forest de Dunois, Baronnie d'Ervy, Chatellenie d'Anemoine, Vilers, Vaires, d'Huiſon, Beſlebat, Baronnie de St. Pierre de Rediepont, & Bour-

ourgbaudoin; moïenant le prix de 125^m. Ducats, dont quarante cinq mille furent païés comptant, trente mille furent assignés à des creanciers que ladite Reine avoit en France, & les cinquante mille restans furent remis à l'acquireur, par le même contract.

L'autre est un Contract de donation des terres de Coulomiers, Baronnie d'Hauteville, & Baronnie de Gesbec & Aspec.

Dés le moment que Guillaume de Croy fut propriétaire desdites terres, il y eut deux procès differens intentés contre lui.

Le premier fut une action de Retrait lignager, poursuivie par Messire Thomas de Boix, Marechal de l'Escun, pour rentrer dans la propriété desdites terres en remboursant le prix qui avoit été païé.

L'autre fut une instance de saisie Feodale poursuivie sous le nom de Mr. le Procureur General, en consequence de laquelle la saisie Feodale ledit Messire Thomas de Boix fut establi Commissaire par Lettres patentes, & mis en possession desdites terres, & depuis il intenta encore une autre action de Retrait Feodal sous le nom du Roi tres Chretien & comme aiant les droits de Sa Majesté par d'autres Lettres patentes bien dûment verifiées.

Mes-

Messire Guillaume de Croy mourut vers la fin du mois de Mai de l'an 1521. il seroit inutile de rapporter ici ses différentes dispositions de dernière volonté, ni les conditions ou stipulations de son Traité de mariage avec Dame Marie de Hamal, laquelle l'a survecû, ni les deux transactions faites le 6. de Juillet 1521. & 22. Janv. 1522. entre ladite Dame Marie de Hamal & Messire Philippes de Croy neveu & principal héritier du feu Sr. de Chevres : ces faits & ces circonstances ne peuvent servir qu'à faire régler quelle quotité il a dû appartenir audit Messire Philippes de Croy, de ses terres acquises de la Reine Germaine de Foix : il suffit pour le sujet que l'on se propose d'exposer que le Sr. de Chevres légua ces terres à ses deux neveux, Philippes qui fut depuis Duc d'Arschot, & Charles Comte de Seneghem.

Le Sieur de Chevres étant mort, les instances de saisie Feodale & de Retrait continuèrent contre sa Veuve & ses Héritiers, & cependant le Marechal de l'Escu jouissoit toujours du revenu de ces terres. Après sa mort arrivée en l'an 1525. Oda de Foix Sr. de Lantrec son Frere & son héritier, continua cette Jouissance; ce qui doit

onna lieu à l'Article particulier qui fut inséré dans le Traité de paix fait à Madrid, le Janv. 1526. comme sensuit.

„ Que Messire Philippes de Croy Marquis d'Arſchot sera reintegré & restitué en toutes ses Comtés & Baronnies, terres & Seigneuries estant au Roiaume de France, qui lui appartiennent tant par le trépas de ses feu Pere & Mere, que par celui de Guillaume de Croy son Oncle, & des terres acquises de la Reine Germaine de Foix, en tels droits tant petitoirs que possessoirs que le dit feu Marquis son Oncle y avoit en l'an 1520. sans avoir egard aux empêchemens mis alors & depuis, par faute de reliefs non païés & devoirs non faits, qui sont levés à son proffit, & pourra ledit sieur Marquis les relever du Roi, ou d'autres Seigneurs dont elles peuvent être tenues en Fief, & que le proces que feu M. de l'Escun avoit commencé avant la Guerre pour le Retrait lignager par lui pretendu auxdites terres acquises de la Reine Germaine de Foix, seroit repris en l'état qu'il étoit au commencement de ladite Guerre : demeurant toutes procédures faites en l'absence & contumace dudit

„ Sieur

„ Sieur Marquis d'Arschot, cassées, null
„ & mises à neant ; ensemble toutes senten
„ ces si aucunes y a renduës à son pr
„ judice.

Mais nonobstant ce Traité, & quoiqu
le Duc d'Arschot en eût fait sollicitu
l'exécution, par une personne envoiée e
pres vers le Roi François premier apr
son retour en France, il ne put obten
d'entrer en Jouissance desdites terres,
être reçu à en faire le relief.

Par les Lettres patentes dudit Seigne
Roi, en date du 22. Mai 1526. comm
aussi par un Arrêt de son Conseil d'Estat, c
1. de Juillet 1528. en expliquant l'Artic
du Traité de Paix, on reserva tous les en
pêchemens procedans des saisies Feodal
& des poursuites du Sieur de Lantrec,
l'on ôta seulement les empêchemens q
procedoient du fait de la Guerre : ain
ledit Sieur de Lantrec continua toujourn
Jouissance desdites terres, comme aupara
vant le Traité de Paix.

Les choses étant en cet état, il se f
le 7 de Mars 1628. partage entre lesdi
deux Freres Philippes Duc d'Arschot, &
Charles Comte de Seneghem ; & pa
ce partage les terres acquises de la Rei
n

ne Germaine, ou plus tôt le droit que le Sr. Chevres avoit eu à ces terres, demeura au Duc d'Arfchot, lequel fut encore tenu quelque tems en proces par les tuteurs des enfans du Sr. de l'Antrec, & sans pouvoir être reçu en foi & homage, ni entrer en possession.

En l'an 1529. Mesdames l'Archiduchesse d'Autriche tante de l'Empereur Charles cinquieme, & la Duchesse d'Angoumois Mere du Roi François premier, tant assemblées a Cambrai pour traiter de la paix entre ces deux Monarques, le Duc d'Arfchot s'y trouva, & leur porta ses plaintes de l'inexecution du traité de Madrid, insistant a ce qu'en vertu du dit traité, il fut reçu a faire relief & mis en possession des susdites terres, reservant les portions du Sr. de l'Escun en l'état qu'elles étoient l'année 1520. Les tuteurs des enfans du Sr. de l'Antrec s'y trouverent aussi & insisterent a l'execution du don fait par le dite Seigneur Roi aux feu Sieurs de l'Escun & de l'Antrec, & demandant qu'en consequence les terres leur fussent adjudgées tant par retrait lignager que tenue feodale.

Et d'autant que ce different apportoit l'empêchement & du retardement à la

conclusion du traité, les Dames représentant les susdits deux Princes s'advisernt, pour le bien de la paix, d'ordonner aux parties de part & d'autre, de s'en remettre à leur décision par compromis.

A quoi les parties aiant dû obeir, les Dames rendirent leur Jugement arbitral, par lequel apres avoir amplement entendu & fait entendre les parties en leurs faits & raisons & en avoir communiqué à bon & notables personages (comme le Jugement le porte en termes expres) & le tout vû, entendu, & bien considéré elles dirent & ordonnerent *que lesdits tuteurs seroient tenus bailler & paier au dite Sieur Du d'Arshot, la somme de soixante dix mille écus d'Or au soleil, aux termes & ainssi qu'est porté par le Jugement, & en ce faisant les terres acquises par le dite feu Sieur de Chèvres de la Reine d'Arragon seroient & demeureroient aux dits mineurs.*

Le Duc d'Arshot ne pû se dispenser d'obeir à ce Jugement, non plus que de passer en conformité & en execution d'celui un contract en forme de transaction portant date du 3 d'Août 1529.

Et afin qu'il fut notoir que la dite transaction avoit été faite par commandement desdites Dames, & qu'elles avoient rei

du leur Jugement comme représentant les deux Princes Souverains de leur pleine puissance & pour le bien de la paix, comme aussi afin qu'à l'avenir il n'y pût être contrevenu, l'on inséra dans le traité conclu a Cambray le 5 du dit mois d'Août 1529. un Article conçu en ces termes.

„Quant au fait de Messire Philippes de Croy Marquis d'Arfchot touchant les terres que feu Messire Guillaume de Croy Marquis d'Arfchot, Sr. de Chevres son Oncle avoit acquis de la Reine Germaine de Foix, Douïariere d'Aragon, & dont au traité de Madrid est fait mention, duquel affaire & different lesdits Messire Philippes d'une part, & les Sieurs de Chateaubriand & l'Evêque de Cousseran, tuteurs des enfans du feu Sieur de l'Antrec, d'autre part, se sont soumis au dit & ordonnance desdites Dames Archiduchesse & Duchesse, lesquelles durant le pour-parler de ce present traité de paix & apres avoir fait ouyr lesdites parties, les ont appointées selon certain Acte par elles signé & un contract & appointment pour ce, fait & passé pardevant les Eschevins de la cité

„ & Duché de Cambray, le 3^e Août dernier lequel appointment sortira son
„ plein & entier effêt selon sa forme &
„ teneur.

En consequence de cette sentence arbitrale du traité particulier fait entre les parties, & de l'Article du traité de paix de Cambray, les soixante dix mille écus d'Or furent payés au dit Philippes de Croy (cette somme revenoit a peu près a celle de quarante cinq mille Ducats déboursée par le Sr. de Chevres) & la propriété des terres fut laissée aux enfans du Sr. de l'Antrec qui en ont toujours Jouy depuis lors & apres eux leurs heritiers, & entre autres Madame Catherinne de Cleves, Princesse de Porcien, depuis Duchesse de Guise, dont il sera parlé c'y apres.

Il est a propos de faire observer que Charles de Croy, Comte de Seneghem, s'étoit retiré en France & en suivoit le parti, qu'il se trouva lors a Cambray ayant accompagné la Duchesse d'Angoumois, qu'il vit & reconnu comme le tout se passa, mais qu'il ne fut pas parlé de lui ni dans le compromis, ni dans le Jugement des Dames, n'y dans l'Article du
trai-

touchant la Paix d'UTRECHT. 485
traité de paix, a cause que par le partage
fait peu auparavant entre lui & son frere,
les droits aux terres acquises de la Reine
Germaine, étoient demeurés a celuy cy :
Mais voici ce qui a fait naitre les differens
qui sont survenus.

En l'an 1532. ledit Comte de Seneghem,
obtint des Lettres de rescission contre le
fusdit partage fait en sa minorité, luy é-
tant né l'an 1504. & pretendait qu'il a-
voit été lezé dans le partage des biens de
la succession directe, comme aussi qu'il
avoit droit a la moitié en la propriété des
terres acquises de la Reine Germaine de
Foix, au lieu que par le partage l'on ne
l'étoit réglé que sur un quart, il deman-
da la nullité du partage, & en outre a
entrer en la moitié de la propriété desdi-
tes terres, ou en tout cas payement de la
moitié du prix, que Philippes de Croy son
frere en avoit touché ensuite du Jugement
des Dames, la transactions & le traité de
Cambray.

Quoique le dite Jugement des Dames,
n'eut pas besoin d'approbation des parties,
il est évident que par cette conclusion Al-
ternatifue, le Comte de Seneghem l'ap-
prouva, & qu'ainssi il n'auroit pû être

reçû a revenir contre quand bien même il y auroit eu quelque droit auparavant, attendu qu'en la dite année 1532. il estoit âgé de vingt huit ans.

Mais le trentiesme de Decembre de la mesme année il pris des secondes Lettres de rescission, par lesquelles changeant les conclusions qu'il avoit prises dans les premières, il demanda la moitié des Terres de la Reine Germaine de Foix, ou le payement de leur valeur suivant l'estimation qui en seroit faite.

L'on ne peut pas desavoüer, que semblables conclusions pouvoient estre prise contre les occupeurs des Terres, si le Comte de Seneghem croyoit d'estre en droit de revenir contre le Jugement des Dames & contre le Traité de Cambray, mais l'on ne concevra jamais qu'elles ayent pû concerner le Duc d'Arfshot, pour l'obliger de donner a son Frere, ou la moitié de Terres ou la moitié de leur valeur, lui qui n'avoit jamais pû parvenir a la possession des mesmes Terres, qui avoit esté contrain d'en passer par le Jugement des Dames & de se contenter de la somme de soixant dix mille escus, neantmoins le Comte d'Arfshot ne laissa pas de les poursuivre

tan

tant contre son Frere, que contre les oc-
cupeurs ou tiers detenteurs des susdites
Terres.

Comme dans ce proces il y avoit plu-
sieurs conclusions, la premiere sur ce que
le Comte de Seneghem pretendoit d'avoir
esté lezé dans le partage des biens de la
succession directe, le Duc reconnu le Ju-
ge a cet egard & plaida pardevant le Par-
lement de Paris.

La seconde sur ce que le Comte de Se-
neghem, pretendoit d'avoir droit a la moi-
tié au lieu du quart dans les Terres acqui-
ses de la Reine Germaine, le Duc d'Ar-
schot, soutint qu'il n'avoit eu droit qu'au
quart, pour des raisons qu'il n'est point ne-
cessaire d'exposer icy.

Et la troisieme sur ce que ledite Comte
de Seneghem pretendoit de faire condam-
ner son Frere, a luy delivrer la moitié des-
dites terres ou a luy en payer la valeur: a
l'egard dequoy le Duc d'Arschot ne voulu
jamais reconnoitre le Parlement de Paris,
l'excipia tousjour constamment sur le
traicté de paix.

Pendant ce proces la Guerre estant sur-
venuë, & la paix faite ensuite a la ferre,
le 29. de Novembre 1538. les Plenipoten-

tiaires des deux Monarques convinrent d'un Article qui fut inseré dans le traite comme sensuit.

„ Sur ce que Philippes de Croy Duc
„ d'Arfchot s'est plaint qu'au prejudice du
„ Jugement arbitral des Dames Archiduchesse
„ chesse d'Autriche tante de l'Empereur
„ & la Duchesse d'Angoumois Mere du
„ dite Seigneur Roy, confirmé par le traité
„ té de Cambray, pour raison des terres
„ de la Reyne Germaine de Foix, il est
„ pousuivy par Charles de Croy Comte
„ de Seneghem son frere, est accordé &
„ appointé que ledit Jugement arbitral
„ sera executé conformément au traité de
„ Cambray, & que tous proces intentés
„ au prejudice dudit Jugement arbitral
„ seront abolis & cesseront, réservé audit
„ Charles de Croy son action qui luy
„ peut competer pour les deniers que le
„ dit Duc d'Arfchot a receu en vertu du
„ dit Jugement, si desia n'en est satisfait
„ sur lequel different sera procedé du contentement
„ dudit Duc d'Arfchot sommairement la seule verité du fait regardée,
„ pardevant aucuns conseillers & presidens de la Cour de Parlement de
„ Paris, qui seront commis & deputez par
„ le-

„ledite Seigneur Roy pour en Juger en
„ladite Ville de Paris.

Après le traité de Cambray, il n'avoit certainement pû rester au Comte de Seneghem d'autre action (du moins contre son frere) que pour sa part dans le prix sur pied du remboursement qu'en avoit reçu sondite frere le Duc d'Arſchot, en consequence la seule question qui restoit a decider, étoit si le Comte de Seneghem pouvoit pretendre la moitié du prix ou le quart seulement, & s'il n'en avoit pas déjà été recompensé: & par le susdite traité de la ferre il est arreté, statué, & par ainsi passé en droit publicque & incommutable, que cette question même, ne seroit pas decidée & jugée par le Parlement, mais par des Commissaires a denommer par le Roy tres Chrestien, & ce encor parce que le Duc d'Arſchot y avoit consenti, circonstance qui meritte attention.

Conformement au susdite traité & en la même annéë le Roi Francois premier decerna ses lettres patentes de declaration, portant qu'il vouloit & entendoit que l'appointement fait par les Dames soit & demeure valide, sorte son plein & entier effect selon le traité de Cambray, sans qu'il puisse

être entreint ni impugné par le Comte de Seneghem , auquel pour ce regard le Roi de sa pleine puissance & autorité Roïale auroit imposé silence perpetuel & mis a neant, tous proces, procédures & querelles intentées contre & au prejudice desdites appointement & traité, pour raison des choses susdites, en interdit & defend toute connoissance aux cours de Parlement & tous autres juges, sauf & réservé au Comte de Seneghem son droit & action qu'il pouvoit pretendre sur la somme de deniers receus par le Duc d'Arschot en conformité dudite jugement & appointement, pour connoître de laquelle action Sa Majesté auroit commis les juges qui sont denommez par lesdites lettres patentes.

Il y a deplus, que le Comte de Seneghem reconnoit au proces, qu'avant l'expedition de ces lettres de declaration du Roy Francois premier, il fut amplement ouy en ses raisons au conseil privé de sadite Majesté par Mr. le Chancelier de Bourg & autres dudit conseil, & que sur le raport que ledite Sr. Chancelier en fit au Roy, il decerna ses lettres, lesquelles par consequent & pour cette raison, ne
peu

euvent estre regardeés comme une simple
eclaration , ou une simple depeche obte-
ue par faveur , mais pour un vray juge-
ement contradictoir rendu parties ouyes,
& confirmatif du jugement des Dames &
es traittez de Cambray & de la ferre : tant
ue la paix fut bien observée les choses
emeurerent en cet estat & le Comte de
eneghem acquiesca au jugement.

Mais quelque temps apres , scavoir vers
fin de l'an 1540. voyant que les choses
toient disposeés a une rupture , ou plutot
paix ou la treve , estant effectivement
ompuë quoyque la Guerre ne fut pas en-
or ouvertement declarée , il presenta re-
uette audite Seigneur Roy a ce qu'il luy
lû lever les deffences portées par ses let-
es patentes de l'an 1538. & luy permettre
e faire poursuite de ses droits , & obtint
es lettres de cachet adresseés au Duc
Arschot par lesquelles Sa Majesté l'aver-
soit de la requette présentée par le Com-
e de Seneghem.

L'on a desia fait remarquer & pour bien
emesler toute la suite & les pretextes
ont le Comte de Seneghem , se servoit
our estre renvoyé au Parlement il est
ecessaire d'y faire particuliere attention

que les conclusions qu'il avoit prises par les lettres de rescission , tendoint a deux fins , la premiere a ce que le partage concernant les biens de la succession directe fut cassé a raison qu'il avoit esté fait pendant sa minorité & la seconde a ce que le Duc d'Arschot son frere fut condamné de luy ceder la moitié des terres acquises de la Reyne Germaine de Foix ou de luy en payer la valeur , a l'égard de quoy il est deplus nécessaire d'observer qu'il avoit aussi fait assigner & pris a partie les occupeurs ou tiers detenteurs desdites terres.

Le Duc d'Arschot ayant donc esté adverty de la requette présentée par le Comte de Seneghem son frere , il envoya a la Cour de France le Sr. Cambry official de Tournay , lequel ayant esté ouy au conseil privé du Roy & ayant déclaré qu'il pour le regard du partage des successions de Pere & Mere & autres , le Duc d'Arschot ne vouloit empescher les poursuites & procédures que son frere le Comte de Seneghem faisoit au Parlement , mais qu'il insistoit seulement qu'a l'égard des terres acquises de la Reyne Germaine de Foix, les traittez de paix & les lettres de declaration

ration donneés par le Roy en consequence desdits traittez , fussent executez & observez.

Dans toute la suite des procedures le Duc d'Arſchot & ses heritiers se sont tousjours tenus dans les mesmes termes , c'est a dire qu'au sujet du partage ils ont plaidé dans les formes , mais qu'au sujet des terres de la Reyne Germaine ils s'en sont tenus a la disposition des traittez sans vouloir mettre la chose en contestation par-devant le Parlement.

Sur ces remontrances faictes de part & d'autre ledit Seigneur Roy ordonna par un premier arrest que les parties mettroint pardevant luy pour leur estre fait droit & par un second , Sa Majesté renvoya les parties en la Cour du Parlement, *reservant neantmoins au Duc d'Arſchot ses fins de non recevoir.*

Quoyque l'on ait voulu dire que par la & par les procedures qui s'en sont ensuivies au Parlement , il auroit esté derogé aux traittez , & que le Duc d'Arſchot s'en feroit departy , il est evident qu'il n'y a rien de moins vraysemblable.

Premierement l'arrest par lequel le Roy Francois premier renvoya les parties au

Parlement, bien loin de déroger aux traittez de paix les confirma en réservant au Duc d'Arſchot ſes fins & exceptions de non recevoir fondées ſur leſdites traittez, au ſurplus ledit arreſt de renvoy eſtoit fondé ſur des tres bonnes & des tres equitables raiſons , le Comte de Seneghem ſoutenoit au proces qu'il avoit eſté lezé par le partage qu'il avoit fait avec ſon frere des biens de leurs Pere & Mere & autres, & le Duc d'Arſchot reconnoiſſoit a cet egard la Jurisdiction du Parlement, par le meſme proces ledit Comte de Seneghem ſoutenoit qu'il eſtoit en droit de revenir contre le Jugement arbitral rendu par les Dames Archiduchefſe d'Autriche & Duchefſe d'Angoumois, pendant ſa minorité & ſans ſon intervention, par conſequent de redemander ſa part dans les terres de la Reyne Germaine, en reſtituant la meſme quotité de la ſomme de ſoixante dix mille eſcus d'Or, payée au Duc d'Arſchot par les heritiers du Sr. de Lantrec : le Duc d'Arſchot n'avoit aucun intereſt d'empêcher que ſon frere ne pourſuivit ſes droits pour parvenir a ſe faire adjuger ſa part dans leſdites terres, ſauf a luy a ſe deffendre ſur la quotité dont

dont il devoit faire ou avoir fait raison audit Comte de Seneghem dans la somme recuë des heritiers du Sr. de Lantrec ce qui se devoit decider par des Commis-
saires suivant le traité de la ferre.

Et d'autant que ledit proces estoit absolument une affaire de Jurisdiction contentieuse il n'y a eu que de la justice de la renvoyer au Parlement, pour par le Comte de Seneghem y poursuivre ses actions scavoir contre le Duc d'Arſchot au fait du partage, & contre les tiers detenteurs au fait des terres : mais affin que le Comte de Seneghem ne se prevalu pas de cet arrest de renvoy pour poursuivre les conclusions qu'il avoit prises contre le Duc d'Arſchot a ce qu'il seroit condamné de luy restituer la moitié desdites terres ou de luy en payer la valeur, le Roy par le mesme arrest reserva expressement au Duc d'Arſchot ses fins de non recevoir fondées sur les traittez.

Secondement dans toute la suite des procedures le Duc d'Arſchot & ses heritiers ne se sont jamais departys desdits fins de non recevoir, & ils ont tousjour insisté sur les traittez de paix sans vouloir reconnoitre n'y proceder devant le Par-
le-

lément au fait des terres de la Reyne Germaine.

Il est bien vray que le Comte de Seneghem ne laissa pas de poursuivre au Parlement les susdites conclusions prises contre son frere, il y obtint le 6 Aout 1644 arrest par lequel, l'instance qui estoit pendante pardevant les Commissaires qui voient esté nommez par le Roy en 1633 fut evocquée au Parlement & par un autre arrest rendu le 4. Mars suivant il ordonna au Duc d'Arschot de venir defendre a toutes fins: ce dernier arrest prouve bien evidemment que le Duc d'Arschot, n'avoit pas reconnu la Jurisdiction du Parlement au fait des terres de la Reyne Germaine, & qu'il y avoit uniquement soutenu ses exceptions & fins de non recevoir fondées sur les traittez de paix auxquelles le Parlement n'avoit pourtant pas fait toute l'attention qu'il devoit, que qu'il ne rejetta pas aussi les fins de non recevoir; sujet que ledit Duc d'Arschot s'adressa aux Plenipotentiaires qui conclurent la paix a crespuy en 1544. & eu égard a l'injustice de cette persecution de la part du Comte de Seneghem, il fut stipulé dans le traité de paix comme sensuit.

, Item Messire Philippes de Croy, Duc d'Ar

d'Arfchot demeure au droit & titre qui luy compete & appartient par vertu de l'appointement & acte passé & fait par feu de tres recommandée memoire les Dames Archiduchesse d'Autriche, & la Duchesse d'Angoulesme, & le contract ensuivant iceluy passé pardevant la justice de Cambray, de meurent cassées & annullées toutes impetrations & procedures faictes durant la Guerre.

Le Duc d'Arfchot voulant chercher quelques moyens de faire absolument terminer les differens d'entre luy & son frere, & craignant avec quelque apparence de raison que le Parlement n'eut pas les gardes qu'il devoit pour les exceptions & fins de non recevoir fondées sur les traittez de paix, (cette crainte estoit fondée sur ce que le Parlement auroit du avoir desia decidé & prononcé definitivement a l'égard desdites exceptions) il s'adressa audit Seigneur Roy en consequence dudit traitté de Crepy, & demanda par sa requete du 7 May 1545. que les susdits differens fussent jugez en son conseil & que les traittez de paix fussent executez, & qu'il plût a Sa Majesté d'imposer silence au Comte de Seneghem, conformément auxdits traittez, ou bien casser & annuller le

le Jugement des Dames, avec tout ce s'en estoit ensuivy, en le remettant en estat qu'il estoit avant lesdits jugement traitez: mais comme l'on ne pouvoit dire que le Parlement eut effectivement contrevenu, ny aux traitez de paix n l'arrest de renvoy dont on a parlé c'y avant, l'affaire fut encor renvoyée au Parlement a ce que l'on dit & apparamment pour les mesmes raisons: sans pourtant accorder l'imposition de silence demandé n'y la cassation du Jugement des Dames mais seulement des lettres de requette civile pour la cassation dudit Jugement.

Dans ce temps la arriva la mort du Duc d'Arschot Philippes de Croy, & Charles son fils continua ses deffences au Parlement de la mesme maniere qu'elles avoient esté commencées par son Pere, sçavoir au sujet du partage des biens de succession recte il plaida a fond, & au sujet de conclusions prises par le Comte de Serghem son oncle, pour avoir la moitié des terres de la Reyne Germaine de Foix ou la valeur, il persista tousjour dans ses fins de non recevoir fondées sur les traitez de paix sans vouloir acquiescer audit arrest de renvoy n'y plaider au Parlement pour raison desdites terres. L

Le 7. Septembre 1549. le proces fut jugé en Parlement, & par l'arrest les lettres de rescission obtenues par le Comte de Seneghem furent enterinées, en consequence le partage qui avoit esté fait en 1528. pendant sa minorité fut cassé, & il se fit par le mesme arrest un nouveau partage des biens de Pere & Mere, frere & sœur &c. adjugeant au Comte de Seneghem une troisieme portion dans lesdits biens entre autres le tiers de la Comte de Portien & de la Srie. de Montcornet, & au surplus l'arrest porta qu'avant faire droit sur la liquidation de la part pretenduë par ledit Comte de Seneghem dans les biens de la succession de Guillaume de Croy, les tiers detenteurs produiroient plus amplement.

Il est icy a propos de faire observer que les biens de la succession de Guillaume de Croy, auxquels le Comte de Seneghem, pretendoit & pouvoit pretendre part, ne consistoient point en autre chose que dans l'acquisition des terres de la Reyne Germaine de Foix, car ledit Guillaume de Croy avoit disposé de tous ses autres biens en faveur de sa femme & de Philippes de Croy qui estoit l'ainé de ses neveux.

Après

Après cet arrest il ne resta plus aucune procédure, entre le Duc d'Arschot & Comte de Seneghem au sujet dudit partage, il ne se fit mesme plus aucune poursuite de la part du Comte de Seneghem n'y du Prince de Portien son fils contre le Duc d'Arschot, au sujet des conclusions prises par le Comte de Seneghem, afin de faire condamner le Duc d'Arschot, luy ceder la moitié des terres de la Reyne Germaine, ou de luy en payer la valeur. Charles de Croy Duc d'Arschot mourut en 1559. Philippes son frere luy succeda & en sa faveur fut inseré un Article comme ensuit dans le traitté de paix conclü au Camp de Cambrésis le 3. Avril 1559.

„ Messire Philippes de Croy Duc d'Arschot sera remis & reintegré en la possession & jouissance des choses que feu Duc son frere possédoit au Royaume de France au commencement & a l'ouverture de cette Guerre, & luy sera observé & entretenu tout ce qu'en sa faveur & de ses predecesseurs a esté disposé par les traittez precedens.

Mais pour lors cet Article fut en quelque facon inutile, a cause que de sa part on trouva bon de se conformer a l'arrest d

1549. en ce qui le concernoit, scavoir au sujet du partage des biens de Pere & Mere, meres & sœurs &c. & que de la part du Comte de Seneghem qui ne deceda qu'en 1558. n'y de la part du Prince de Portien son fils qui mourut sans Generation le 15 May 1567. il ne s'estoit fait depuis l'arrest de 1549. n'y ne se fit depuis jusques leur mort, aucune poursuite contre le Duc d'Arschot au sujet des terres de la Reyne Germaine.

Bien au contraire le susdite Comte de Seneghem ayant présenté requette au Parlement, exposant que par le predict arrest il luy avoit adjugé dans sa part des biens des successions directes, le tiers de la terre de Montcornet, que cependant cette terre luy appartenoit entierement a titre particulier, & luy tenoit lieu, en vertu du partage de l'an 1528. de la part qu'il avoit à pretendre dans la somme de soixante mille escus payée au Duc d'Arschot pour raison des terres de la Reyne Germaine de Foix, ayant en consequence demandé (affin de se conserver la terre de Montcornet entiere audit titre particulier, & le lieu qu'en vertu de l'arrest les deux tiers appartinrent au Duc d'Arschot) rembour-

bourfement du tiers qui luy en devoit appartenir pour fa part dans les fuccellions directes, & que pour faciliter ledit remboursement il luy fut adjugé fur Chate Portien dont il avoit auffi un tiers, il obtint par arrest rendu le 6. Mars 1551. la fadite requette, recompense fur la terre de Portien jufques a la concurrence de la Valeur du tiers de Montcornet, & par vertu de cet arrest le Comte de Seneghem & le Prince de Portien fon fils ont joint & poffédé les terres de Portien & de Montcornet en entier, au lieu qu'il ne leur devoit appartenir qu'un tiers par l'arrest de 1549. pour la part du Comte de Seneghem dans les biens des fuccellions directes.

Mais comme le Comte de Seneghem, apres luy le Prince de Portien fon fils, confideroient cette recompense qui estoit faite par Philippes de Croy Duc d'Arfchot, que fur le pied du remboursement du prix qu'il avoit touché des heritiers de Sr. de l'Autrec, & qui estoit la feule chose a quoy ledit Duc d'Arfchot pouvoit estre obligé, que neantmoins tant ledit Comte de Seneghem, que le Prince de Portien pretendoient de rentrer dans la proprie-

es terres de la Reyne Germaine de Foix, lesquelles terres estoient en la possession des anciens detenteurs, ils poursuivirent l'un & l'autre successivement le proces qui avoit esté commencé contre lesdits tiers detenteurs, en special contre le Duc de Nevers qui possédoit les terres comme estant aux droits des heritiers de l'Autrec, ce qui donna lieu aux clauses & conditions du contract de mariage, arrêté le 4. Septembre 1560. entre Anthoine de Croy fils du Comte de Seneghem & Catherinne de Cleves fille du Duc de Nevers, sur pied desquelles ladite Dame qui fut depuis Duchesse de Guise a intenté les actions qui donnent lieu aux pretentions immenses que l'on veut depuis quelques années faire valloir, contre les heritiers ou biens-tenans des Ducs d'Arschot, & a la ruine d'un grand nombre de familles des paysbas, quoy qu'il n'y ait rien de si certain, que non seulement apres l'arrest de 1551. il n'est resté aucune action, au Comte de Seneghem, n'y au Prince de Portien son fils, a la charge du Duc d'Arschot, au sujet des terres acquises de la Reyne Germaine, mais aussi que le Prince de Portien, n'a cédé n'y pretendu gratifier ladite

dite Dame son épouse par son traité de mariage, d'aucune prétention ou action contre le Duc d'Arſchot, comme il ſe reconnoitra évidemment dans la ſuite, par les Articles du contract que l'on rapportera.

Mais avant que d'en venir là, il conviendrait de faire quelques réflexions ſur l'arrest rendu au Parlement de Paris, en 1549. à raſon que de la part de Madame la Duchefſe de Guiſe l'on a prétendu, qu'il renferme une deciſion ou un prejugué au deſavantage du Duc d'Arſchot.

Cette ſuppoſition eſtoit neceſſaire pour donner quelque apparence de Juſtice, tout ce que l'on a voulu pratiquer depuis pour attribuer à Madame la Duchefſe de Guiſe quelque action à la Charge de Maïſon de Croy.

Car à moins que de ſuppoſer que le Duc d'Arſchot avoit reconnu la Juſdiſdiction du Parlement, & qu'il avoit par conſequent renoncé à la diſpoſition des traittez de paix, à moins que de ſuppoſer encor qu par ledit arrest il a eſté prejugué que le Comte de Seneghem avoit part aux terres, que c'eſtoit le Duc d'Arſchot qui luy devoit donner, & que ce proces n'eſtoit pas compris dans les traittez, il n'au
roi

roit jamais esté possible d'amesner les choses au point ou elles sont , quoy qu'elles n'y soient encor qu'au moyen de quelques arrests rendus, contre toute equité pendant la Guerre & pendant les troubles & par une partie du Parlement , qu'en ce temps la, la Duchesse de Guise faisoit agir comme elle vouloit.

Mais il n'y a qu'à lire l'arrest mesme, sur lequel on a fait rouler toute cette trame pour estre convaincu, que rien n'est moins soutenable que les predittes suppositions, que les procedures de la Duchesse de Guise n'ont esté fondées que sur des fausses couleurs & de fausses apparences, & que ce n'a esté qu'une longue suite d'injustice & d'iniquite.

C'est un fait veritable que par le mesme proces le Comte de Seneghem avoit attaqué le Duc d'Arschot son frere & les tiers detenteurs des terres que le Sr. de Chevres avoit acquises de la Reyne Germaine de Foix , en faisant neantmoins des poursuites differentes tellement qu'il y avoit en effect deux proces.

Contre son frere il avoit pris deux conclusions, par l'une il avoit demandé d'estre reintegré du prejudice qu'il avoit souffert

dans le partage des biens de leurs Pere & Mere, freres & sœurs &c. a cet egard le Duc d'Arſchot avoit reconnu la Jurisdiction du Parlement, & il n'a pas pretendu de s'opposer au jugement qui a esté rendu.

Et par l'autre il avoit conclu a ce qu'il fust condamné de luy céder la moitié des susdites terres ou de luy en payer la valeur, a quoy le Duc d'Arſchot a toujours constamment opposé le jugement arbitral des Dames & les traittez de paix par ses exceptions de non recevoir, sans vouloir jamais soumettre cette prétendue question a la décision du Parlement ; ce qui fait est prouvé par le proces mesme.

L'arrest rendu sur ledit proces en 1541 contient deux décisions, la premiere au sujet du partage des biens de la succession directe, qui a esté definitive & executée, s'a esté de là lors une affaire finie, de laquelle il n'a plus esté n'y pû estre parlé.

La seconde au sujet des terres de la Reine Germaine, qui a esté interlocutoire portant qu'avant faire droit sur la liquidation de la part prétendue par le Comte de Senghem dans les biens de la succession de Guillaume de Croy, les tiers detenteurs produisissent plus amplement.

Si cette decifion contient un prejuge, comme il y a bien de l'apparence, c'eft certainement en faveur du Duc d'Arfchot, la Cour ordonnant aux tiers detenteurs de produire plus amplement, prejuge que ce n'eftoit que contre eux, que le Comte de Seneghem avoit pû diriger fes actions de propriete, par confequent fait vertuellement droit fur les exceptions & fins de non recevoir alleguées par le Duc d'Arfchot.

De cette decifion l'on reconnoit mefme la raifon pourquoy la Cour n'a pas ouvertement prononcé par le mefme arrefl fur lefdites fins de non recevoir, c'eft qu'elle a voulu plus declairciflement pour decider fi le Comte de Seneghem devoit eftre adjudgé a une partie des terres ou non, au premier cas elle auroit par confequent décidé qu'il n'avoit rien a pretendre a la Charge de fon frere, non pas mefme une partie dans les foixante dix mille efcus qu'il avoit receu des heritiers du Sr. de l'Autrec, & au fecond elle auroit condamné le Duc d'Arfchot a luy fournir une quotité defdits foixante dis mille efcus, en quoy le Parlement auroit a la verité excédé fon pouvoir, puisque cette queftion devoit

estre décidée par des Commissaires a de nommer par le Roy, suivant les traittes de paix, mais au fond le plan de ce jugement estoit equitable.

Le Comte de Seneghem reconnut fort bien l'esprit de cette decision, & apparemment qu'il reconnut aussi le sentiment du Parlement touchant la quotité qu'avoit jamais pu pretendre dans lesdites terres, ce pourquoy voyant qu'il n'avoit d'aucun endroit rien a demander a son frere pour le regard desdites terres, dont ne fut fourny & au de la, il prit le parti de s'en tenir a ce qui luy avoit esté assigné a ce sujet par le partage de l'an 1528. si quoy il obtint l'arrest de l'an 1551. c. devant mentionné, reservant de poursuivre ses actions contre les tiers detenteurs parmy se soumettant a leur faire raison pour la mesme quotité de la somme de 70000. elcus, & par la il termina tous les differens entre le Duc d'Arschot & luy.

Quand tout ce que l'on vient de dire seroit pas aussi positivement veritable qu'il l'est, quand on pouroit croire contre ce qui saute aux yeux, que par l'arrest de l'an 1549. il auroit esté préjugé quelque chose au desavantage du Duc d'Arschot, sur

fait des terres de la Reyne Germaine, & quand on pouroit supposer qu'il seroit resté au Comte de Seneghem des pretentions ou des actions a poursuivre a la Charge de son frere, au sujet desdites terres, encor seroit il indubitable que la Princesse de Portien depuis Duchesse de Guise n'y auroit eu aucun droit.

Elle a fondé tout son pretendu droit sur ses conventions matrimoniales avec le Prince de Portien, & voicy ce que ce contract contient.

„ A esté convenu & accordé en faveur dudit Mariage que le proces pendant en la Cour de Parlement entre ledit Sieur Duc de Nivernois d'une part, & ledit Sieur Comte de Portien & Dame Comtesse sa Mere d'autre, pour raison du Comté de Beaufort, colommiers & autres tetres qui avoint appartenu a feu Madame Germaine de Foix Reyne Douïeriere d'Arragon & par elle alienées a feu Monsieur de Chevres, sera jugé en ladite Cour le plutot que faire se pourra, & ou par l'evenement d'iceluy proces, la moitié que ledit Sieur Comte demande & pretend par ledit proces, ausdites Comtez & terres luy seroit adju-

„ gée, en ce cas sur les restitutions de
„ fruits, & coupes des bois de haute fu
„ staye, qui pourront intervenir au proffi
„ du dudit Sieur Comte ou de ladite Da
„ me sa Mere, iceux Dame Comtesse &
„ Sieur Comte, ont quitté, cédé & remi
„ audit Duc de Nivernois a ce present &
„ acceptant la somme de cent cinquante
„ mille livres tournois, & au cas que la
„ dite adjudication ne fut faite que d'un
„ quarte partie desdites Comtez & terres
„ la somme de soixante quinze mille livre
„ tournois, & ou ladite adjudication sero
„ moindre que dudit quart la somme c
„ cinquante mille livres tournois, icell
„ sommes a prendre ausdits cas sur lesdi
„ depens, fruits & coupes qui pourro
„ estre adjudgées comme dit est, & ou le
„ dits depens, fruits & coupes qui seroi
„ adjudgez ne se monteroient & ne vie
„ droient jusques a la somme de cent cin
„ quante mille livres tournois audit cas le
„ dits Dame Comtesse & Sieur Com
„ quittent & delaisent audit Duc de N
„ vernois present & acceptant, des terr
„ qui leur seront adjudgées & fonds d'ice
„ les jusques a la valeur de ce que defa
„ dra d'iceux cent cinquante mille livr
„ tou

„ tournois ou autres moindres sommes res-
„ pectivement en leurs cas; s'y a esté accor-
„ dé que leldites terres & fonds d'icelles qui
„ pourroint estre valuez pour ledit parfour-
„ nissement retourneront a ladite Damoi-
„ selle apres le deces dudit Sr. Duc pour
„ luy estre propres de son costé & ligne &
„ sans retardation de l'exécution des juge-
„ mens qui interviendront pour raison de
„ ce qui sera adjudgé outre & par dessus les-
„ dites sommes cedées & remises comme
„ dit est, & pour plus prompte execution
„ de ce que dessus en cas d'adjudication de
„ despens & restitution des fruits & bois
„ coupez leldites parties seront tenuës re-
„ spectivement satisfaire & demeurer aux
„ ordonnances du Roy sur le reglement
„ des liquidations des fruits, & les faire
„ taxer & liquider dedans un an apres
„ ladite adjudication: Aussi a esté accor-
„ dé que ou par l'issuë dudit proces, au-
„ cunes terres seroient adjudgées audit
„ Sieur Comte, qui sera tenu delaisser au-
„ dit Sr. Duc de Nivernois la moitié des-
„ dites terres a luy adjudgées, pour telle
„ somme & prix que sera advisé & arbitré
„ par madite Dame la Duchesse Douïarie-
„ re de Guise, & mondit Sieur le Reve-

„ rendiffime & Illuſtriffime le Cardinal de
„ Loraine, & a leur deſſaut par deux ou
„ trois autres perſonnes, dont les parties
„ ſeront tenues de convenir dedans trois
„ mois apres ladite aujudication, & ou-
„ tre ſera ledit Sieur Comte tenu de de-
„ laiſſer & ceder audit Sieur Duc de Ni-
„ vernois l'autre moitié deſdites terres a
„ luy adjudgées, en luy en baillant par iceluy
„ Sieur Duc recompense en autres terres
„ de pareille eſtimation & valeur; laquelle
„ eſtimation ſera arbitrée par madite Da-
„ me Douïariere de Guiſe, & mondit
„ Sieur le Cardinal ou autres dont les
„ parties conviendront comme dit eſt, &
„ juſques au payement deſdits deniers pour
„ le prix de la moitié deſdites terres, &
„ delivrance des terres pour recompense
„ de l'autre moitié, ledit Sieur Comte
„ jouira deſdites terres a luy adjudgées
„ ſans reſtiéution des fruits juſques au-
„ dit payement du prix & recompense
„ baillée.

„ Et auſſi a eſté accordé en faveur du-
„ dit Mariage, qui autrement n'eult eſté
„ fait, que ou ledit Sieur Comte decede-
„ roit ſans enfans procedez de ſon corps
„ & en loyal Mariage ſoit du preſent ou
„ d'au-

„ d'autre, que les choses adjudgées par l'is-
„ suë dudit proces, appartiendront & re-
„ tourneront a ladite Damoiselle & aux
„ siens & son costé & lignée, sauf tout-
„ tefois de reserve audit Sieur Comte d'en
„ pouvoir disposer jusques a la moitié des-
„ dites choses adjudgées seulement &c.

Il ne faut qu'avoir des yeux & lire ce
traitté de Mariage, pour estre convaincu
qu'incontestablement Anthoine de Croy
n'y donne a sa future epouse aucune ac-
tion ou pretention a la Charge du Duc
d'Arſchot son parent, mais seulement ce
qui luy devoit revenir par la decision du
proces qu'il avoit au Parlement contre le
Duc de Nevers tiers detenteur des terres
de la Reyne Germaine de Foix: outre
que le Prince de Portien scavoit bien, qu'il
n'avoit plus aucune action a la Charge
du Duc d'Arſchot a ce sujet, & qu'il en
avoit esté recompensé par la Baronnie de
Montcorné, comme il a esté dit c'y de-
vant.

Ce nonobstant, le Prince de Portien
estant mort sans delaisser enfant de sondit
Mariage, & Dame Catherinne de Cleves
sa vesue estant remariée a Messire Henry
de Lorraine Duc de Guise, elle fit un act

de reprise en son nom, tant contre le Duc d'Arſchor que contre les tiers detenteurs, & obtint un arrest de ſurrogation aux droits dudit feu Prince ſon Mari, ces ſortes d'arrests s'accordent ſans grande connoiſſance de cauſe, parce qu'ils ne portent aucun prejugué prejudiciable aux parties.

Le Duc d'Arſchor eſtant averty de ces nouvelles procedures fit faire des proteſtations de nullité par l'Ambaſſadeur d'Eſpagne a Paris en 1586. & 1587. & il en fit auſſi a Bruſelle le 7 de Juin 1587.

Le tiers detenteurs, ou pour mieu dire, le Duc de Nevers qui eſtoit la véritable partie contre qui la Duchefſe de Guiſe auroit pû eſtre endroit d'agir (ſuppoſant la validité des donations que luy avoit faittes le feu Prince de Portien) prit le 29 Feb. 1581. des lettres de reſciſſion contre les contracts de vente & de donation que la Reyne Germaine de Foix, avoit fait au profit de Guillaume de Croy Sieur de Chevres, pretendant, comme heritier de ladite Reyne, que ſi l'action de retrait lignager n'avoit pas lieu, il falloit d'ailleurs aneantir les contracts par voje de nullité attendu la ſurpriſe qui avoit eſté faite à ladite Dame Germaine, & la lezion très enorme qu'il y avoit.

Le

Le Duc de Nevers comme tiers détenteur des terres, & comme héritier de la-dite Reyne, fit ensuite une production nouvelle, tres ample & tres solide, & par laquelle il Justifioit si bien son droit touchant le Jugement des Dames, & le retrait lignager & feodal, comme aussi sur ce que les contractz faits au profit du Sr. de Chevres estoient vitiéz de surprise & de lezion & par consequent devoient estre rescindez & annullez; qu'il auroit esté impossible qu'il n'eut point gaigné son proces, & que certainement il ne se seroit pas trouvé de juge au monde, quelque devoüé ou assujetty qu'il auroit esté, qui auroit pû ou voulu rendre en cette cause un Jugement a l'avantage de la Duchesse de Guise, ainssi toutes les pretendues actions qu'elle vouloit poursuivre contre le Duc d'Arschot, se seroient evanouïes.

Pendant que ces procedures se continuoient, ou plutot que le Duc de Nevers comme tiers détenteur des susdites terres m'estoit son proces en estat d'estre jugé, (*car le Duc d'Arschot ne voulu jamais se soumettre a la Jurisdiction du Parlement*) les troubles & les Guerres civiles arriverent en

France vers l'année 1585. la Ville de Paris se declara contre le Roy, ainssi qu'un grand nombre des membres du Parlement, & la Guerre entre la France & l'Espagne se ralluma en l'année 1588.

La Duchesse de Guise profitant de la conjoncture trouva moyen d'ecarter les deux choses qui faisoient obstacle a ses desseins, scavoir la production faite par le Duc de Nevers, comme tiers detenteur & les lettres de rescission qu'il avoit obtenues a cette fin, elle se presenta en personne en la Cour du Parlement de Paris, assistée des Dames Duchesses de Nemours & de Montpensier & de son conseil, & la, le proces estant sur le bureau, elle declara qu'elle n'entendoit faire aucune demande n'y poursuite contre ledit Duc de Nivernois, attendu l'accord & transaction qui avoit esté faite entre eux.

En consequence de cette declaration la Duchesse de Guise n'ayant plus d'autre proces que celuy qu'elle vouloit avoir contre le Duc d'Arschot, elle se prevalu de l'occasion de la Guerre & des troubles qui luy donnoient une puissance presque absolue dans Paris & en special dans cette partie du Parlement qui y estoit restée & s'estoit

s'estoit delarée contre le Roy (car Sa Majesté avoit transferé son Parlement de Paris a Tours) & elle fit rendre un arrest le 4. Aout 1590. pendant le fort du siege de Paris, par lequel elle fit condamner ledit Duc d'Arſchot a luy faire partage des terres de la Reyne Germaine de Foix, luy en donner la moitié en l'estat qu'elles estoient en l'année 1529. & de luy en rendre & restituer les fruits depuis le 29 Juillet 1535. si mieu il n'aymoit de luy payer la juste valeur & estimation d'icelle moitié sur le pied de la valeur presente, deduction faite des impenses & meliorations utiles & necessaires, avec l'interest a raison du denier vingt depuis ledit Jour 29 Juillet 1535. surquoy il devoit obter endedans quatre mois.

Le Duc d'Arſchot ayant eu connoissance de cet arrest, il reitera ses protestations de nullité, mais cela n'empecha pas que la Duchesse de Guise ne continua tousjours ses poursuittes, en execution dudit pretendu arrest elle en fit rendre un autre le 9 Janvier 1593. aussi pendant les troubles & de la mesme puissance, par lequel a faute d'avoir opté par le Duc d'Arſchot, elle se fit referer l'option portée par l'arrest de 1590. & elle se fit donner acte de ce qu'elle acceptoit

l'estimation desdites terres avec l'intérest du prix auquel elle se trouveroit monter.

Elle n'avoit garde d'en user autrement & d'opter la propriété des terres avec la restitution des fruits, ces terres estoient dans sa Maison a titre d'heritiere de la Maison de Foix, & elle devoit y succéder apres la mort du Duc de Nevers, comme elle y a effectivement succédé.

Pendant ces poursuittes le decés du d'Ar-schot Philippes second du nom, survint en 1595. il laissa trois enfans de son Mariage, Charles, Anne & Margueritte de Croy, & comme la Duchesse de Guise reprit la continuation de ses poursuittes contre ledit Charles de Croy, celui-cy obtint du Roy d'Espagne, en 1596. la donation de ce que Sa Majesté avoit confisqué par le droit de la Guerre sur la Duchesse de Guise.

Mais toutes ces choses ayant esté faites de part & d'autre durant la Guerre, & la paix ayant esté conclüe a Vervins en 1598. on cru qu'il estoit juste de regler & de redresser, ce qui avoit esté fait par surprise pendant la Guerre, non seulement entre les sujets de la couronne de France & de celle d'Espagne en general, mais par

particulierement aussi ce qui s'estoit passé entre la Duchesse de Guise & le Duc d'Ar-schot : a cet effect l'on convint de deux articles differens dans le traité de paix.

Le premier est general pour tous les sujets & qui est contenu dans le traité porte, *que toutes sentences & jugemens rendus respectivement contre les sujets & serviteurs d'un costé & d'autre, tant en civil qu'en criminel, par conthumace & en l'absence des parties & icelles non ouyès a l'occasion de cette ditte Guerre, demeureront nuls, sans effect & comme non advenus, remettant lesdits sujets nonobstant tous empechemens aux droits qu'ils avoient avant la Guerre.*

L'autre particulier pour le Duc d'Ar-schot & qui est contenu dans les Articles joints audit traité porte, *que le Duc d'Ar-schot sera remis en possession & joüissance des choses que luy & le feu Duc son Pere ont possédé au Royaume de France avant la Guerre, & luy sera observé tout ce qui lui a esté accordé & a ses predecesseurs, par les traittez precedens, & s'il y avoit sentences ou jugemens donnez au prejudice des precedens traittez, nonobstant lesdittes sentences ou jugemens le droit dudit Sieur Duc d'Ar-schot demeurera en son entier.*

Il est indubitable qu'aux termes de ces deux Articles toutes les procédures qu'avoient esté faites par la Duchesse de Guise depuis l'an 1588. que la Guerre avoit commencé, estoient annullées & que par conséquent les arrestz qu'elle avoit obtenu contre le Duc d'Arschot en 1590. & 1593. estoient necessairement cassez, sur ce fondement les Ambassadeurs d'Espagne & des Paysbas qui estoient a la Cour de France, voulant en vertu de leur minister procurer l'entiere execution dudit traitté de paix, présenterent requette a Sa Majesté tres Chrestienne, le dernier de Janvier 1600. par laquelle ils demanderent la cassation desdits arrestz de 1590. & 1593. sur quoy intervint arrest du conseil de sadite Majesté le 9 Novembre 1602. portant qu'il y seroit pourvû lors que le Duc d'Arschot auroit luy-mesme donné sa requette, & affin de l'engager d'avantage a la presenter, la Duchesse de Guise obtint un autre arrest sur sa requette le 21 Fevrier 1603. portant que le Duc d'Arschot donneroit sa demande en cassation desdits arrestz dans un mois a peine qu'il seroit pourvû sur la requette de ladite Dame Duchesse de Guise.

Mais le Duc d'Arschot ne pouvant dou-
ter

er, (veu la conduite que tenoit le conseil de Sa Majesté T. C.) que l'on ne vouloit l'engager a demander ladite cassation que pour avoir occasion de la luy refuser, & pour avoir lieu de dire dans la suite, qu'il s'estoit luy-mesme departy de la disposition faite en sa faveur par les traittez de paix, il trouva a propos de s'en tenir ausdits traittez, & ne voulu pas donner sa requette en cassation n'y former aucune demande.

Sa prevoyance fut tres judicieuse & juste, car la Duchesse de Guise obtint un autre arrest contre lesdits Ambassadeurs le 30 Juin 1603. par lequel, en mesme temps, que par un premier chef on cassa ceux de 1590. & 1593. a l'egard du Roy de Navarre qui en avoit demandé la cassation pour son interest particulier (pour l'intelligence de cette circonstance il est a observer que le Roy de Navarre estoit intervenu au proces contre la Duchesse de Guise ayant obtenu des lettres de rescission pour faire annuler les contractz de l'an 1519. se disant heritier de la Reyne Germaine de Foix) on ordonna par le dernier chef que l'autre d'avoir satisfait par le Duc d'Arschot aux arrests de 1602. & 1603. il estoit permis

mis a la Duchesse de Guise de poursuivre au Parlement de Paris l'exécution des arrests de 1590. & 1593. & qu'a cet effect les deffences de se pourvoir au Parlement, s'il y en avoit, seroient levées.

Quoyque tous ces faits soient constamment veritables, on ne peut se resoudre a les croire que parce qu'il n'est pas possible d'en douter, tant il est extraordinaire & surprenant, que le conseil de S. M. T. C. & le Parlement de Paris aient si souvent donné les mains a l'infraction des traittez de paix, jurez & enregistrez au mesme Parlement, & encore dans le cas ou la justice estoit si evidemment pour le Duc d'Arschot.

La Duchesse de Guise ne manqua pas de profiter de cet arrest, elle travailla aussitot a procurer les éclaircissmens necessaires pour faire faire l'estimation des terres, & le 28 May 1610. elle obtint un arrest de liquidation par deffaut & malgré les protestations qui avoient esté faites par les Ambassadeurs d'Espagne en 1604. & 1606. par lequel arrest definitif, elle fit condamner le Duc d'Arschot a luy payer 404788. Frans pour la moitié de la propriété des fonds & domaines des terres y spécifiées &

& 1480851, flor. 5. Sols trois deniers pour les intereffs de ladite somme principale a raison du denier vingt depuis le 29 Juillet 1535. & d'ainssi continuer jusques a l'entier payement dudit principal &c.

Cet arrest est resté grand nombre d'années sans execution & enfin apres estre demeuré dans le silence & sans aucune poursuite depuis l'année 1610. jusques en l'année 1654. Messire Henry de Lorraine Duc de Guise fit transport au Sr. President de Bercy, de tous les droits, noms, raisons & actions, tant en principal qu'interests, fraix depens, fruits & revenus qui pouvoit luy appartenir en consequence des arrests des mois de Septembre 1549. 4. d'Aout 1590. 9. de Janvier 1593. & 28. de May 1610. rendus contre le Duc d'Ar-schot sans en rien reserver n'y excepter, & ce moyennant 60000. livres qu'il devoit audit Sieur de Bercy par promesses & obligations & en outre a la Charge que ledit Sieur de Bercy luy tiendrait compte de la moitié de tout ce qui proviendrait dudit transport apres avoir prealablement pris sur ladite moitié les fraix qu'il conviendrait faire pour la poursuite desdits droits.

Tel-

Tellement que le Duc de Guise, pour soixante mille livres une fois, dont il estoit redevable audit President de Bercy, ceda prez d'un milion a quoy la moitié de ses pretenduës action devoit monter en conformaité desdits arrests, sans que ledit President risqua rien, attendu que le Duc de Guise estoit tenu *præstare nomen bonum*, & qu'a faute de ce, ledit President avoit action de retour sur luy tant pour sondit Capital de 60000. que pour les fraix & depens qu'il auroit exposez; d'on se void que le Duc de Guise estimoit peu sesdites pretentions.

Ce transport ayant esté fait ledit Sieur de Bercy s'est contenté de le faire signifier le 16 de Novembre 1654. a Messire Philippes de Croy Prince de Chimay, en parlant a un particulier nommé la vanie, qui estoit en sentinelle aux portes de Luxembourg, & n'a pas fait d'autres poursuites jusques au traité de paix conclu entre les couronnes de France & d'Espagne, au mois de Novembre 1659. ce traité que l'on dit des Pyrenées contient deux Articles remarquables.

Le premier est l'art : 108 qui porte que le traité de Vervins est de nouveau confirmé &

approuvé en tous ses points comme s'il estoit inseré icy de mot a mot, sans y rien innover, n'y aux autres traittez precedens, qui tous demeureront en leur entier en tout ce a quoy il n'est point derogé par ce present traité.

Le deuxiesme qui est l'Article 109. est concû en ces termes, & pour le regard des choses contenues audit traité de 1598. & au precedent fait en l'année 1559. qui n'ont esté executées suivant ce qui est porté par iceux, l'execution en sera faite & parachevée en ce qui reste a executer & pour cet effect, seront deputez Commissaires de part & d'autre dans deux mois avec pouvoir suffisant pour convenir ensamble de toutes les choses qui resteront a executer, tant pour ce qui concerne l'intérest desdits Seigneurs Roys, que pour celuy des communautés & particuliers leurs sujets.

Quoy qu'au moyen de ces deux Articles dudit traité de paix qui confirmoient particulierement le traité de Vervins les arrests de 1590. & 1593. qui estoient le fondement des autres, fussent de nouveau déclaré nuls, c'est a dire tels qu'ils avoient esté de tous temps, neantmoins ledit President de Bercy, continua ses poursuittes & au commencement de l'année 1661. il fit assigner au Parlement de Paris ledit Prin-

ce de Chimay, pour voir declarer executeurs contre luy les arrestz des 7. Septembre 1549. 4. Aout 1590. 9. Janvier 1593 28. May 1610. en consequence se voir condamner a payer toutes & chacunes les sommes adjudgées par lesdits arrestz tant en principal, intersts, que fraix & depens & sur cette assignation ayant levé un premier deffaut au greff des presentations, faute de comparoir, il fit le 5. Mars 1661. readjourner ledit Sieur Prince de Chimay lequel n'ayant pas voulu reconnoitre la Jurisdiction du Parlement de Paris a cet egard, contre les dispositions des traittez de paix, s'est pourvû pardevers le Roy tres Chrestien & a obtenu arrest du conseil d'enhaut le 8. Avril 1661. par lequel S^{te} Majesté avant que de faire droit aux parties les a renvoyez par devant les Commissaires par elle deputez pour l'exécution du traité de paix de 1659. pour apres avoir esté par eux conferé sur les differends d'entre lesdites parties avec les Commissaires deputez de la part de S^{te} Majesté Catholique pour l'exécution du mesme traité, donner leur avis & pour iceluy ve estre ordonné par sadite Majesté tres Chrestienne ce qu'elle verroit estre juste & à propos & cependant deffences de faire poursuite.

ailleurs & au Parlement de Paris d'en prendre connoissance.

Le 26 May 1662. Sa Majesté tres Chrestienne rendit un autre arrest, par lequel elle renvoya purement & simplement les parties et leurs differents pardevant les Commissaires deputez pour l'exécution du traité de paix de 1659. pour parties ouïes ou deument appellées, estre par eux jugé sommairement, avec deffence de se pourvoir ailleurs a peine 10000. livres d'amende.

En consequence de cet arrest ledit Sieur Prince de Chimay, s'adressa ausdits Commissaires & ayant obtenu leur ordonnance le 20 d'Octobre 1662. il fit assigner ledit President de Bercy pour proceder pardevant eux sur la demande qu'il avoit formée au Parlement de Paris, & obtint deffaut contre luy le 23. de Novembre suivant, en vertu duquel il le fit reassigner, mais au lieu de comparoir pardevant les Commissaires ledit President de Bercy obtint un arrest par deffaut au Parlement de Paris le 28 d'Avril 1663. & par iceluy les arrests des années de 1549. 1590. 1593. 1610. ensamble le contract de Mariage de Damme Catherinne de Cleves Duchesse de Guise du 4. d'Octobre 1660. furent declarés

clarez executoirs contre ledit Sieur Prince de Chimay tant en principal qu'intérêts & depens.

Plus, ledit President Bercy trouva moyen nonobstant l'arrêt du 26 Mars 1662. de renouveler une instance au conseil d'en haut de Sa Majesté très Chrétienne & d'y obtenir contradictoirement l'arrêt du 26 d'Aout 1669. par lequel *ladite Majesté sans avoir égard à la requête du Sieur Prince de Chimay, renvoya les parties au Parlement de Paris pour y procéder suivant les derniers errements sans audit Sieur de Chimay à se pourvoir par requête civile contre les arrêts qui ont esté rendus et sans que le laps de temps puisse estre opposé.*

Cette specialité ou faveur apparente accordée au Prince de Chimay de se pourvoir par requête civile contre les arrêts qui ont esté rendus *sans que le laps de temps puisse estre opposé*, merite attention.

Le conseil de Sa Majesté très Chrétienne, reconnoit ouvertement par là que le Parlement de Paris n'avoit jamais esté le juge competent dudit différend d'entre la Duchesse de Guise & le Duc d'Arschot, car si le Parlement avoit

avoit eu droit d'en juger, il n'auroit pû estre accordé & permis au Prince de Chimay de se pourvoir par requette civile, apres un tel laps de temps, contre les arrests rendus, quoy qu'ils n'eussent esté rendus que par deffaut: cependant il renvoy ledit Prince de Chimay pardevant le mesme Parlement & donne par consequent execution ausdits arrests rendus par un juge incompetent, sans avoir aussi egard qu'il ne pouvoit estre au pouvoir de Sa Majesté tres Chretienne de rien decider au contraire des conventions des traittez de paix sans la participation & le concours de Sa Majesté Catholique.

Aussitot apres cet arrest le President de Bercy fit signifier au Prince de Chimay celuy qu'il avoit obtenu par deffaut contre luy le 28 d'Avril 1663. il luy fit faire commandement de payer le 13 de Septembre suivant, les sommes adjudgées par l'arrest de 1610. avec les interests encourus depuis lors, & ensuite pour commencement d'execution il fit saisir réellement la terre d'Avesne.

Mais les Princesses heritieres de la Maison de Guise, voyant que ces actions qu'elles avoient autrefois peu estimé, (tesmoin

Tom. IV. Z le

le transport fait en 1654. & dont on a c'y devant parlé, par Messire Henri de Lorraine au profit dudit President de Bercy) pouvoit cependant rapporter des sommes immenses par l'exécution desdits arrests, elles trouverent bon de les revindiquer; ce qui fait que S. A. R. le Duc d'Orleans se croit aujourd'huy en droit d'exercer les mesmes actions; & de poursuivre l'exécution des susdits arrests.

Les choses estant dans cette situation, & les exécutions se continuant par tout ou la Jurisdiction du Parlement de Paris pouvoit atteindre & mesme au de la, Messire Charles Louis Anthoine d'Alsace Prince de Chimay Moderne, & heritier mediat par benefice d'inventaire dudit Philippe de Croy Prince de Chimay, ou frappé & trop legerement intimidé par l'exécution desdits arrests, ou plutot pour d'autres raisons particulieres, qu'il sera necessaire d'eclaircir c'y apres, trouva bon de conclure par le moyen de son procureur, deux contrats du mesme Jour 26 Avril. 1698 avec les Commissaires a ce autorisez par S. A. R. Philippes Duc d'Orleans.

Par le premier de ces contrats, le Prince de Chimay Moderne en qualité d'heritier

tier par benefice d'inventaire, comme dit est, de Philippes de Croy Prince de Chimay, reconnoit d'estre redevable vers S. A. R. le Duc d'Orleans, de trois millions six cent soixante quatre mille sept cent seize livres dixnoeuf sol en vertu des susdits arrests, a l'execution desquels il se soumet, & consent en consequence que soit procedé a la vente par decret *au Parlement de Paris*, des terres d'Avesne, Chimay, Beaumont, Estrun, Esclaibes, & Sanzelles, situées en Haynaut & des terres de Commines & Hallewin situées en Flandre &c.

Par le second, & *sans lequel le premier n'auroit pas esté passé*, chose expressement stipulée & declarée pour fondement de ces conventions, apres qu'il a esté expose que ledit Prince de Chimay estoit aussi creancier pour huit cent mille livres & plus du Prince Ernest Dominic de Croy d'Arembergh heritier beneficiaire de Philippes de Croy Prince de Chimay son Pere, il est accordé que S. A. Royale agira au conseil privé du Roy tres Chrestien *pour faire cesser la Jurisdiction du Parlement de Tournay et pour faire confirmer la Jurisdiction du Parlement de Paris* pour la poursuite du decret desdites terres.

Qu'après que le decret des terres d'Avesne, Estrun, Sanzelles, Esclaibes, Commines & Hallewin, aura esté obtenu audit Parlement de Paris, les deux tiers du prix appartiendront a S. A. R. & l'autre tiers audit Prince de Chimay, *quand mesme il arriveroit que l'une des parties ne seroit pas utilement collocquée pour tout ou pour partie de sa creance ; chose à noter.*

Que si outre lescdites terres il s'en trouve d'autres sujettes aux droits & hypotecques tant du deu de S. A. R. que dudit Prince de Chimay & qu'il soit a propos d'en poursuivre les tiers detenteurs ou cöobligez pour obtenir le payement de ce qui se trouvera d'eu, ce qui en proviendra mesme tous les autres effects qui pourront estre recouvrez pour raison desdits droits & pretentions, il en appartiendra pareillement a S. A. R. les deux tiers & l'autre tiers au Prince de Chimay.

A l'egard des terres de Chimay & de Beaumont retournées par la paix sous la domination d'Espagne, il a esté convenu que soit que lescdites terres demeurent sous la domination d'Espagne ou qu'elles reviennent c'y apres sous celle de France, ce qui sera touché par S. A. R. du prix des-

desdites terres, en cas qu'elles soient vendues, ou par ledit Seigneur Prince de Chimay sera partagé également par moitié entre eux, mesme les jouïssances & fruits desdites terres de Chimay & Beaumont &c.

Il seroit inutile de représenter par detail tous les Articles de ces traittez, & toutes les precautions dont les contractans ont voulu convenir pour leurs avantages reciproques, mais il ne le sera pas de faire observer, que l'on y prend grand soin de stipuler que *S. A. R. fera cesser la Jurisdiction du Parlement de Tournay, et confirmer celle du Parlement de Paris*: & que le conseil de Monsieur le Duc d'Orleans n'auroit jamais consenty de faire un tel partage au Prince de Chimay, s'il avoit crû ses actions bien fondées, puis qu'il ne pouvoit douter que par un nouveau arrest dudit Parlement, il seroit déclaré premier & plus ancien creancier privilegié sur lesdites terres: Il ne sera pas non plus inutile de rapporter les raisons particulieres qui ont apparamment porté le Prince de Chimay a conclure ces traittez; elles sont qu'a son avenement a la succession il trouva lesdites terres saisies a la poursuite des creanciers, des Princes de Chi-

may ses predecesseurs, tellement que tous les revenus de ces terres se percevoient par lesdits creanciers qui sont en tres grand nombre & auxquels il est dû des arrerages immenses: il fut informé par ceux du conseil de Monsieur le Duc d'Orleans, que ce Prince ne trouvant plus d'opposition de sa part seroit preferé a tous les autres creanciers & emporteroit tous les revenus & tous les prix des terres en vertu des arrests du Parlement de Paris, & conformement aux usages dudit Parlement, ainssi par le moyen desdits traittez ou contractz, le Prince de Chimay, en se reconnoissant debiteur de trois millions six cent soixante quatre mille sept cent seize livres dix-neuf sols, qu'il ne devoit pas, se fait quarante ou cinquante mille livres de rente qu'il n'avoit pas, & s'en feroit mesme cent mille, si l'execution des susdits arrests se permettoit aussi avant que Monsieur le Duc d'Orleans le pouroit pretendre.

Ces traittez estant ainssi conclus, Monsieur le Duc d'Orleans fit assigner au Parlement de Paris tous ceux qu'il apprit avoit des actions & des pretentions sur lesdites terres & il obtint un arrest le 31. Juillet 1706. encor pendant la Guerre.

Par cet arrest entre autres choses, les arrests des sept Septembre 1549. quatre Aout 1590. dix-noeuf Janvier 1593. vingt-huit May 1610. et vingt-huit Avril 1663. ont esté declarez executoirs contre ledit Charles Louis Antoine d'Alsace Prince de Chimay, en consequence ledit Prince de Chimay a esté condamné de payer en tout a Monsieur le Duc d'Orleans la somme de 3717719, livres 19. sols pour Capital et interests escheus jusques audit jour ; plus il a esté ordonné que les terres de Chimay, Avesne, Beaumont Estrun, Esclaibes, Sanzelles, Commynes et Hallewin, demenreront et appartiendront en pleine propriété a Monsieur le Duc d'Orleans, en qualité de premier et plus ancien creancier privilegié sur lesdites terres, pour le prix et suivant l'estimation qui en sera faite par experts &c.

L'on reconnoit par l'arrest mesme, que Cezar d'Espinoy & consors avoint demandé d'estre receu en opposition aux arrests des quatre Aout 1590. dix-noeuf Janvier 1593. & vingt-huit May 1610. que Geoffroy Dominique de Bragelongne & consors avoint aussi formé leur demande a ce que Monsieur le Duc d'Orleans fut déclaré n'estre point creancier de la Maison de Croy d'Arschot, en

vertu desdits arrests des quatre Aout 1590. dix-neuf Janvier 1593. & autres qui ont suivi.

L'on a appris de plus que les avant-nommez d'Espinoy & Bragelongne & leurs consors avoient parfaitement bien estably leurs conclusions, tant sur ce que l'on à cy-devant raporté, que sur des tres solidés raisons de droit, que l'on obmet (attendu qu'il ne peut estre convenable que deduire icy la suite & la verité des faits) mais que le Parlement n'y avoit fait aucune attention, fondé apparament sur ce que lesdits d'Espinoy & Bragelongne ne povoint estre receu a contester & debattre à fond les pretentions de Monsieur le Duc d'Orleant veu qu'elles estoient reconnuës & avoüées par le Prince de Chimay l'un des heritiers ou biens-tenant de ladite Maison de Croy d'Arſchot, en effect le Parlement ne prononca rien depositif a cet egard, il se contenta de les mettre hors de cour.

Voila l'estat ou se trouve cette importante affaire & de tout ce que dessus il resulte.

I. Que n'y le Sieur de Chevres, n'y ses heritiers, n'ont pû, quelques instances qu'ils

qu'ils ayent faittes, parvenir a la possession des terres acquises de la Reyne Germaine de Foix.

II. Que Philippes de Croy, neveu & principal heritier dudit Sieur de Chevres, ainssi que les tuteurs des enfans du Sr. de l'Antrec, ont dû se soumettre au jugement arbitral des Dames Archiduchesse d'Autriche, & Duchesse d'Angoumois, assemblées a Cambray pour traiter de la paix.

III. Que nonobstant la rescission & l'annulation du partage de l'an 1528. le Comte de Seneghem n'a pû avoir d'autre action a la Charge du Duc d'Arfchot son frere, que pour sa part dans la somme de soixante dix mille escus d'or que ledit Duc d'Arfchot avoit receu en consequence du susdit jugement arbitral.

IV. Qu'apres l'arrest de 1551. obtenu par le Comte de Seneghem, il ne luy est plus resté aucune pretention contre son frere, a ce sujet.

V. Que le Prince de Portien fils dudit Comte de Seneghem n'a cédé ou donné a Dame Catherinne de Cleves son espouse, aucune action ou pretention a la Charge de la Maison de Croy d'Arfchot.

VI. Que le jugement arbitral desdites Dames Archiduchesse d'Autriche & Duchesse d'Angoumois, ayant esté confirmé en termes precis & formels par le traité de Cambray, & par plusieurs autres, est passé en loy incommutable & à force de droit publicq.

VII. Que ce n'a pas esté seulement avec beaucoup de justice, mais aussi avec beaucoup de prudence, ainssi que la suite l'a justifié, que les Ducs d'Arschot ont refusé de reconnoître la Jurisdiction du Parlement de Paris a cet egard.

VIII. Que les arrests dudit Parlement sur lesquels Monsieur le Duc d'Orleans fonde ses pretentions, ont esté rendus non seulement, par deffaut, pendant la Guerre & nonobstant les protestations & les fins de non recevoir soutenües par le Duc d'Ar-schot, mais aussi contre le droit des gens estably par les traittez de paix.

IX. Qu'il est inconcevable que la Duchesse de Guise auroit pû avec quelque apparence de justice pretendre du Duc d'Ar-schot, des terres que son Pere possedoit & qu'elle a herité depuis, comme aussi que ledit Duc d'Ar-schot auroit pû estre condamné de restituer des terres qu'il n'avoit jamais possedées n'y pû posseder.

X.

X. Qu'il est de mesme inconcevable que le Duc d'Arschot, pour soixante dix millè escus une fois qu'il auroit receu, & mesme esté condamné de recevoir, & dont trois quarts ou du moins la moitié luy appartenoint incontestablement, se seroit soumis a de telles actions ou pretentions, que tout son bien, (qui estoit neantmoins tres considerable) ne pouroit suffire pour y satisfaire.

XI. Que si les executions des arrests du Parlement de Paris ne sont pas arretées & empechées, les pretentions de S. A. R. le Duc d'Orleans augmenteront de telle sorte qu'elles enveloperont, les biens de quelques unes des plus grandes Maisons & entraineront la ruine de grand nombre d'autres familles des Pays-bas.

L'on peut arreter l'effect desdits arrests, ou en procurant qu'il soit estably un tribunal impartial authorisé de juger cette affaire à fond, la reprennant depuis son commencement, & remettant chacun dans ses droits & dans l'estat qu'il estoit en l'an 1520. ou en procurant en execution des precedens traittez, qu'il soit déclaré qu'apres le traité de Cambray, le Comte de Seneghem n'a pas eu d'autre action que pour sa

part en la susdite somme de 70000. escus payée au Duc d'Arfchor son frere, & qu'il soit denommé des Commissaires pour decider qu'elle parte le Comte de Seneghem a pû y pretendre; s'il en a esté payé; & si le Prince de Portien a donné ou cédé a Dame Catherine de Cleves sa femme quelques actions ou pretentions a la Charge de la Maison de Croy d'Arfchor.

Auquel sujet le Duc d'Arembergh demande l'honneur de la protection de Messieurs les Ministres Plenipotentiaires.

P O S T U L A T A

Specifica Circuli Suevici.

Præsuppositâ Satisfactione omnium Confœderatorum, salvisque iis, quæ tam Sacræ Cæsareæ Majestatis, quàm communi associatorum Circulorum nomine, in præsentî hoc Pacis Congressu jam exhibita fuerunt & exhibebuntur, pro Principibus ac Statibus hujus Circuli peculiari simulatione petitur.

Pro Episcopo Constantiensi, ut Celsissimus

Dox

Dominus Episcopus in exercitio quorumcunque Jurium & perceptione fructuum ac reddituum ad Episcopatum antiquitùs pertinentium tam in terris Imperii juxta tenorem Pacis Neomagensis, quàm imprimis in ditione suâ trans Rhenum & Lacum Bodanum sitâ, nullo amplius modo impediatur ac turbetur; & ut controversiæ, quæ ipsi ex aliquo tempore ab inclytis Helvetorum Cantonibus desuper motæ fuerunt, secundùm pacta fœdera, diu ante pacem Westphalicam inita, coram arbitris utrimque denominandis, quàm primum fieri id poterit, terminentur: interim verò hic, Articuli respectivè 6. & 61. dictæ pacificationis ita declarentur, quòd per eosdem jus aliquod vel Jurisdictio in Episcopi Constantiensis ditionem non concessa, nec quidquam fœderibus & pactis inter Episcopos Constantienses & Cantones Helvetiæ initis derogatum sit.

Pro Episcopo Augustano: ut maneat S^{mo}. Domino Episcopo & Episcopatui prædia Sirabeck & Hohenswangow, quæ ex decreto S. C. Majestatis cum Consensu Imperii, titulo maximè oneroso acquisivit.

Pro Domo Wirtembergica: ut fiat restitutio plenaria Principatûs Mompelgarden-

sis pro S^{mo}. Duce Leopoldo Eberhardo unà cum spectantibus ad eundem tam Comitatu Horburgensi, & Dominiis Reichenweyer, Granges, Clerval, & Passavaut, quæ non minus ac Principatus ipse, Sacro Romano Imperio immediatè suberunt, quàm Dynastiis liberis & omni superioritate gaudentibus, Hericourt, Chastelot, Blamont & Clemont in pristinum ac modo dictum immedietatis Statum tam in Ecclesiasticis, quam Politicis, inque omnia jura, Immunitates, prærogativas, possessiones & Reditus nullo usquam excepto, quæ antehac eò pertinuerunt, vel aliquali ratione pertinere debuerunt, abolitis penitus iis, quæ quocunque titulo, tempore ac modo in contrarium factæ vel prætenfæ fuerunt.

Detur quòque antè memorato Domini Duci justa Satisfactio de Urbe & munimentis Brisaci novi, quæ in Territorio Hosburgensi extructa sunt, deque damnis inde datis.

Pro Domo Badensi. Ut omnia ad utramque hanc Sereniss: Domum spectantia, quæ hoc bello occupata fuerunt, & adhuc sunt, eidem cum omni causâ restituantur, qualia sunt Munimentum Kehl cum ad-

jacenti Oppido ejusdem nominis, Territorium Fortalitii Ludoviciani & Sellingen-
sis, Præfectura Beinheimensis propè di-
ctum Fortalitium, & Dynastiæ Rode-
machern, Ufeldingen, & Hesperingen in
Ducatu Luxemburgico sitæ.

Pro Domo Ottingensi. Ut maneat penes
ipsam Oppidum Wemdingen cum Pagis
Laub & Ammerpach, quod antiquitus ad
eam spectabat: Ut remittantur etiam Co-
mites Ottingenses Lineæ Spihlbergensis
in possessionem feudi Hohen Landsperg
superioris Alsatix, jure sanguinis & sub-
stitutionis ad ipsos devoluti.

Pro Comitibus Fuggeranis: Ut restituan-
tur pariter in Dynastiam Weylerthal, ut
& in reliqua bona, quæ ad ipsos è familia
Baronum de Polveyl hereditario jure per-
venerunt.

Pro Civitate Augustana: Ut confirmatâ
Conventionne cum Administratione Cæ-
sarea in Ducatu Bavarico initâ, ipsi in
perpetuum cedatur Pagus Lechhausen, nec
non feuda Imperialia Haustetteu & Meh-
ringerau, propè Civitatem sita & à Sac:
Cæs: Maj: eidem indulta. Liberetur quo-
que à refusione 50m Imperialium, de qui-
bus obsides ejus, tempore evacuationis,
Stras-

Strasburgum abducti, ibidem fidejussoribus cavere coacti fuerunt.

Pro Civitate Donawertensi: Ut asseratur & confirmetur eidem antiqua libertas & immedietas ergà Sac: Rom: Imperium, cum sessione & Voto in Circulo Suevico, cui ex Decreto Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii reddita fuit, cum omnibus juribus, immunitatibus & privilegiis, præprimis quoad Commercia, quibus olim gavisa est & adhuc gaudet: approbatis & confirmatis Concessionibus & pactis à constitutâ Administratione in Bavarîâ desuper factis; abolitis, è contra ac remissis omnibus prætensionibus, quas Domus Bavarica huic Civitati vel sumptuum & Impensarum, vel quocunque alio nomine ac prætextu movere poterit.

Ut maneat in posterum Circulo Suevico incorporata Abbatia Keyfersheimensis, & Processus in Camera Imperiali, quæ jam Wezlariæ est, desuper moti, cassentur & aboleantur,

Ut in pristinum vigorem & observantiam reducantur & salva maneant omnia jura & privilegia, quæ non tantum Commerciorum intuitu Civitatibus Imperialibus in Regno Galliæ jam inde à tempo-

ribus Francisci Imi concessa & à præsenti adhuc Regis Christi: Majestate confirmata sunt, sed & veteres Libertates & Immunitates Academicæ, quibus Germanica Natio Aureolani & in aliis locis donata fuit.

Ut denique omnibus & singulis Circuli hujus Statibus ac Membris propter sumptus & damna durante hoc bello ipsis data, æqua & condigna detur satisfactio, præprimis cum restitutione ablatorum, quæ adhuc reperiuntur, & abolitione omnium quæ vel residuarum Contributionum, vel alio quocunque nomine prætendi poterunt: quorum omnium ulterior designatio uni cuique cujus interest reservatur. Ultrajecti ad Rhenum die Januarii Anni 1713.

*Franciscus Wilhelmus Schenck,
Liber Baro de Staffenberg.*

A. G. V. Heespen.

*A leurs Excellences Messieurs les
Plenipotentiaires de LL. HH. PP.
les Seigneurs Etats Generaux au
Congrez d'Utrecht.*

Le soufigné Envoié au Congrez d'Utrecht, chargé du Plein pouvoir de son Altesse Serenissime, Madame la Princesse d'Autriche, aiant fait incontestablement connoître à Vos Excellences la justice des Prétentions de cette Illustre Princesse, se croit encore obligé, pour mettre dans un plus grand jour les faits dont il s'agit, de leur faire observer, que la Dame Princesse d'Autriche est aujourd'hui la seule qui reste dans le monde, de ce grand Nom & de cette Illustre Maison: Que le Roi Charles II. de Glorieuse Mémoire son cher Seigneur & Oncle, se trouvant heritier de plusieurs Millions, de son Frere Dom Juan d'Autriche, le cher Seigneur & Père de ladite Dame Princesse, qui à cause du bas âge de la Princesse sa chère Fille, crût ne pouvoir mieux lui assûrer son heritage qu'en le remettant entre les mains de Sa Majesté le Roi son Frere,

Frere, afin que le tout fût conservé avec un très grand soin. A quoi, ce Grand Roi a bien voulu acquiescer, résolu d'observer religieusement les intentions dudit Dom Juan d'Autriche son Frere, & même de procurer dans la suite à sa chere Nièce un plus grand avantage pour le soutien de la dignité de son Nom, de son Rang & de sa Naissance. Mais l'impitoiable mort a enlevé ce Monarque avant qu'il ait eu le temps d'effectuer tout ce que la tendresse lui avoit inspiré de faire, pour cette Dame sa chere Nièce. Cependant il est évident que Sa Majesté Catholique de Glorieuse Mémoire ne s'est chargée de cette succession qu'en vue d'en faire la restitution à sa chere Nièce, lorsqu'elle auroit atteint l'age de discretion, ou de lui donner au moins un équivalent. C'est ce que Sa Majesté avoit déjà provisionnellement commencé d'effectuer, suivant le contenu de l'Acte ci-joint, émané de la Cour de Madrit, le 10. d'Octobre 1691. par lequel sadite Majesté lui donne sur les Terres de Weert, Nederweert, & Wissem, une Pension Annuelle de Huit mille deux cents cinquante florins, argent de change & de Brabant, hipotéquée sur le subside desdites

tes

tes Terres, pour l'Alimentation & le soutien provisionel de ladite Dame Princesse, Marie, Catherine, Elisabeth d'Aûtriche: Cét ordre fût promptement executé par le Marquis de Castanaga pour lors Gouverneur des Pais-Bas, selon les Loix & les formes requises. En sorte que ladite Rente a toujours été religieusement payée depuis le jour & date dudit Acte, & ainsi continuée & payée par le Recéveur Général; dont le tout lui a été passé à Compte, tant que le Roi Charles second, de Glorieuse Mémoire a vécu: Et ladite Hypothèque a été faite dans la forme la plus forte, & dans les termes les plus expressifs dont Sa Majesté ait pû se servir, selon les Loix & les Coûtumes de la Monarchie d'Espagne, qui ont toujours été, & sont actuellement observées dans les Pais-Bas Espagnols, ainsi qu'il est reconnu par tous les Jurisconsultes. De plus, Sa Majesté le Roi Philippe V. pendant sa possession du Haut Duché & Pais de Gueldres, & des susdites Terres de Weert, &c. a sans aucune difficulté reconnu le droit incontestable de cette inviolable hypothèque.

En vertu dequoi, Sa Majesté Catholique ordonna bien expressement, que les
or-

ordres du Feu Roi son Predécesseur, fussent observés & exécutés exactement, ce qui a été continué jusqu'à la rédition du dit Pais à L L. H H. P P. qui arriva l'an 1702. De sorte que la Dame Princesse d'Autriche a, depuis ce temps là, été frustrée de sa Rente & de son Alimentation, par ce que L L. H H. P P. ont séparé le revenu de ces Terres de Celles de Brabant, en y mettant leur Receveur M. van Afferde, à Ruremonde, qui a levé entierement les Revenus desdites Terres, au nom & pour le Compte de L L. H H. P P. On a réduit par là cette Illustre Princesse, dans une très grande calamité, puisqu'Elle s'est trouvé obligée de faire une réforme presque entière de toute sa Maison, & de s'engager dans des Dettes très considerables, pour lesquelles Elle se voit continuellement persecutée de ses Créanciers, ce qui est extrêmement dûr, pour une Dame, dont la Naissance est la plus distinguée de l'Univers; & qui est dans un âge avancé, retirée dans un Convent, ne se mêlant d'aucune affaire du monde, & qui se voit privée de tout le Patrimoine qui lui est incontestablement dû par raport à son Héritage; Et principalement du

du Roial apui qu'elle devoit naturellement attendre de son Seigneur & Cher Oncle, le Feu Roi, dont il ne lui reste pour tout Héritage, & Mémoire, que l'unique petite Rente, Hipotéquée sur les Terres de Weert, Nederweert & Wisseme. Mais L L. H H. P P. aiant reconnu la justice de la demande de cette Princesse, ont par leur équité ordinaire, resolu & conclu de faire paier desormais régulièrement ladite Rente, Hipotequée sur lesdites Terres de Weert, Nederweert & Wisseme, par le Receveur Général desdites Terres, ou, autres Receveurs à venir, de mois en mois, *à rata portione*, selon l'ordonnance & le contenu de l'Acte suivant, à continuer, jusqu'au dernier moment de la vie de ladite Dame Princesse: De lui faire incessamment paier les Arerages de ladite Rente, depuis l'an 1702. jusqu'à la date de la présente, faisant onze années d'Arérages, qui montent à la somme de Nonante mille, sept cens, cinquante florins, argent de change & de Brabant; & le restant d'un *Ajoute de costa*, de Huit mille Ecus, que le Feu Roi, son Seigneur, & cher Oncle lui avoit assigné sur les Pais-bas Espagnols; sur laquelle somme, L L. H H. P P.

P. P. ont déjà ordonné l'avancement de quelque bagatelle , selon qu'il est connu à leur Ministre, M. van den Berg, Résident à Bruxelles. Cependant le soussigné Envoié aiant fait une mûre réflexion sur la Généreuse résolution & l'équité de Leurs H H. P P. & connoissant à fond l'Etat & la situation des affaires des Pais-bas, qui sont beaucoup sur chargez , & sur lesquels L L. H H. P P. ont eu la bonté de déclarer vouloir donner leurs Ordres à leur susdit Ministre, pour procurer incessamment le paiement des Arérages de la susdite Rente, Hipotéquée sur les susdites Terres de Weert &c. au Pais de Gueldres, comme aussi le restant *de l'ajoute de costa*, qui est le seul paiement, qui doit être admis au Gouvernement des Pais-bas, le susdit soussigné Envoié croit, qu'il est de son devoir de remonter à L L. H H. P P. que la Régence des Pais-bas ne se voudra point charger d'aucun paiement, pour le Pais de Gueldres, d'où ladite Régence n'a jamais administré ni touché le moindre revenu dudit Pais, depuis la reddition de ce Duché à L L. H H. P P. qui y ont mis & établi leur Recéveur Général, lequel a levé tous les Revenus provenant
de

de la Terre Hipotéquée de Weert , Nederweert & Wissele. Par conséquent il est de droit & de justice que L. L. H. H. P. P. aiant profité généralement, comme actuellement ils profitent encore des Revenus des susdites Terres, de satisfaire & de paier aussi également les Hipotèques & charges, que le Roi Charles II. de Glorieuse Mémoire y a uniquement établies, pour la subsistance de la Dame, sa Chere Nièce; lequel paiement ne peut être ni changé de nature, ni engagé sous quelque prétexte que ce puisse être. Au contraire, il est de la justice, avant toute chose, que lesdits Revenus soient régulièrement paieés, sans contradiction quelconque.

Pour cet effet, le soussigné Envoié prie leurs Excellences, avec toute l'instance possible, de faire une sérieuse reflexion sur la justice de sa demande, afin qu'incessamment il soit ordonné au susdit Receveur Général, ou, à tout autre à venir, desdites Terres de Weert, Nederweert, & Wissele, de paier régulièrement de mois en mois, à *rata portione*, ladite Rente de Huit mille, deux cens, cinquante florins, argent de change, & de Brabant, la vie du.

touchant la Paix d'UTRECHT. 553

durant de ladite Dame Princesse; Et qu'il soit païé incessamment par LL. HH. PP. ou par leurs Ordres, les Arérages de la susdite somme de Nonante mille, sept cens, cinquante florins, argent de change, & de Brabant. Et enfin que l'ordre nécessaire à leur Ministre des Pais-bas Espagnols, pour le païement de *l'Ajoute de costà*, de Huit mille Écus soit promptement dépêché : par où LL. HH. PP. procureront par leur équité & justice ordinaire à son Altesse Sérenissime, Madame la Princesse d'Aûtriche, la satisfaction si longtemps désirée. *Fait à Utrecht le 22. Septembre. 1713.*

étoit signé

LE CHEVALIER FREDERICI DE
WEERTS.

C O P I E.

La Majesté ayant été servie par les Lettres Royales du dixieme d'Octobre seize cent Nonante un de faire mercede à Dame Marie Catherine Isabelle d'Autriche
Tom. IV. A a

che d'une pension annuelle de trois mille ducats de plate d'onze Reaux chacun par an sa vie durant, faisant monnoye de ce Pays, la somme de huit mille deux cent cinquante Livres du Prix de quarante gros Monnoye de Flandres la Livre à en être payée des dix huit mille florins dont a joui par an la feüe Dame Marie de Cardenas Princeſſe Douairiere de Chimay ſur le ſubſide des terres de Weert, Nederweert & Wiſſem. Son Excell. a pour & au nom de ſa Majeſté, par avis de ceux du Conſeil des Finances, ordonné & ordonne par cette à Jean René Bouwens vander Boyen Seigneur de Macquen Conſeiller & Receveur General de la Province de Guel-dres preſent ou autre à venir de payer annuellement des deniers de ladite contribution de Weert à ladite Dame Marie Catherine Iſabelle la dite ſomme de huit mille deux cent cinquante Livres dudit prix par an ſa vie durant en la même conformité que ladite Dame Marie de Cardena a jouy des dits dix huit mille florins, à ſavoir de mois en mois par égalle portion ou bien de trois en trois mois au choix de la dite Dame & parmi rapportant avec cette ou Copie authentique d'icelle pour un

touchant la Paix d'UTRECHT. 555

& la premiere fois & quittance y servante, & pour les autres fois quittance y servante tant seulement. Lui sera, tout ce qu'il aura payé en cette conformité passé & alloué en la depece de ses Comptes par le President & Gens de la Chambre des Comptes établie en Brabant, auxquels ladite Excell. ordonne d'ainfi le faire. Fait à Bruxelles le sixieme de Novembre seize cent Nonante & un. étoit paraphé C. D. Berght. V. signé le Marq. de Gastanaga; plus bas encor signé Comte de Bergeyck, le Comte de St. Pierre, V. vander Borch.

Accorde à son Original.

Quod attestor

S. F. MUSNIEX. Not. Publ.

Et au bas étoit la Legation de la justice de Bruxelles, avec le Sceau de ladite Ville.

Convention touchant le Commerce, dans les Pais-bas Espagnols.

Pour regler provisionnellement le Commerce, dans & par les Pays-Bas, tant ceux qu'on appelle Espagnols, que ceux qui ont été reconquis, & cedés, on est convenu.

I.

Que dans toutes les Places d'entrëe, & sortië des dits Pays-Bas Espagnols, soit reconquis, & cedés, les droits sur les Marchandises seront exigés, & payés, sur le pied qu'ils ont été exigés, & payés, dans l'année 1680.

I I.

Toutes sortes des Marchandises apportées par les sujets de la Grande Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont ei-devant jouï dudroit de Transit, en jouïront encore à l'avenir; & les Marchandises de la Grande Bretagne, & des Provinces-Uniës, qui ont joui de ce droit de Transit en jouïront aussi, quoi que ceux qui les apporteront ne fussent pas ni sujets de la Reine

ne de la Grande Bretagne, ni de Leurs Hautes Puissances, & ce droit n'excedera pas $2\frac{1}{2}$ pour cent.

I I I.

Que tout droit d'entr  e sur les Marchandises sortant des autres Parties des Pais-Bas Espagnols, & entrans dans ceux qu'on appelle reconquis & ced  s cessera, & que les sujets de la Grande Bretagne, & des Provinces-Unies, pour tout leur Commerce, de même que toute Marchandise de la Grande Bretagne & des Provinces-Unies, qui y pourroit être introduite par d'autres, seront d  s à present exempts de tout droit d'entr  e dans les dits pays reconquis, & ced  s.

I V.

Que les droits de Consommation dans les Villes & autres places du Pays reconquis & ced  , seront entierement les mêmes sur les denrées & Marchandises des uns & des autres, avec la même liberté de les vendre, & debiter, & que les dits droits ne surpasseront point ce qui a été perçu dans les dites Villes & places, avant la Conquête.

V.

Que le droit de forti   qu'on a exigé des

Marchandises sortant des Pais-Bas pour aller dans les nouvelles Conquêtes ou places cedées cessera des à present, comme aussi les Marchandises qui sortiront des dits Pais-Bas pour aller en France & autres Pays soit par les places nouvellement reconquises & cedées, ou autres, ne paieront qu'un seul droit de sortie, & le dit droit sera celui qu'on a païé dans l'année 1680. dans les Pais-Bas Espagnols. Et il ne sera pas permis pendant la durée de ce Reglement provisionel, d'exiger plus ou moins pour l'entréë, sortie, ou le Transit des Marchandises, que ce qui a été païé dans la dite année 1680.

V I.

Pour ce qui regarde le droit de Convoi, on le remette à la discussion des Ministres de la Reine de la Grande Bretagne & de Leurs Hautes Puissances à Bruxelles.

V I I.

La Reine de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances donneront des Ordres à Leurs Ministres à Bruxelles, de faire en sorte que tous & chacun des Articles de ce Réglement provisionel puissent être promptement mis en execution, & dûment observés. En

En foi de quoi, Nous avons signé le
present Acte, & y avons fait apposer les
Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le $\frac{1}{26}$ jour de Juillet de
l'an 1713.

(L.S.) John Bristol (L.S.) J. V. Randwijck.

C. P. S.

(L.S.) W. Buys.

(L.S.) Strafford.

(L.S.) B. V. Dussen.

(L.S.) N. Gheel v. Span-
broeck.

(L.S.) Baron de Reede de
Renswoude.

(L.S.) Graef V. Kniphuy-
sen.

R É P O N S E

*Au Memoire qui a été publié sur les
affaires de Dom François Pic, ci-
devant Duc de la Mirandole.*

Le Memoire touchant les interêts de
Dom François Pic, ci-devant Duc
de la Mirandole, imprimé dans le troi-
sième Tome des Actes & Memoires con-

cernant la Paix d'Utrecht contient deux Chefs. L'un qui regarde la Sentence du Conseil Aulique de Vienne, contre ledit François Pic, & la confiscation du Duché de la Mirandole; Et l'autre qui impute à Son Altesse Serenissime le Duc de Modene, d'avoir contribué à la ruine du même Dom Pic, & de s'être saisie de sa propre autorité, des biens qui lui appartenoient dans l'Etat de Correggio, Principauté de sadite Altesse de Modene.

Quant au premier point, c'est au Conseil Aulique, que l'on accuse d'injustice, de soutenir la validité de ses Décrets, & il ne sera pas nécessaire d'en prendre ici la défense. Ainsi cette Réponse audit Memoire, ne sera que pour faire connoître l'injustice des accusations que l'on y a faites contre Son Altesse Serenissime de Modene.

Et comme l'Auteur dudit Memoire se borne à dire en général, que Monsieur le Duc de Modene a contribué de plus d'une manière à la ruine de la Maison Pic, sans en specifier aucune, il suffiroit pour détruire une telle imputation, d'y opposer en général une négative formelle, & se passer de toute autre justification.

Mais

Mais bien au contraire, l'on peut dire que Son Altesse Serenissime de Modene a juste sujet de se plaindre, que lors que les Armes de la France se saisirent de ses Etats, Dom François Pic, & autres de sa Maison, demanderent des Pensions sur les Finances de la Chambre Ducale de Modene, qui leur furent accordées par la dite Puissance, & même ils prirent quelques Meubles de sadite Altesse, laquelle n'en a jamais fait de plainte, ni songé d'en témoigner aucun ressentiment contre la Maison Pic; & si l'on en parle ici, ce n'est que pour faire voir la conduite qu'elle a tenuë à l'égard de Son Altesse de Modene.

Que si on veut supposer que l'Auteur du Memoire en accusant le Serenissime Duc de Modene d'avoir contribué à la ruïne de Dom François Pic, ait eu en vûë l'acquisition que Son Altesse a faite de la Mirandole; en ce cas l'on veut bien éclaircir le public, par le récit véritable de ce qui s'est passé à l'occasion de cet Achat.

Il est donc nécessaire de sçavoir sur cela, que Monsieur le Duc de Modene ne songea à l'acquisition de ce Duché, qu'après que la Chambre Imperiale eut fait met-

tre à Milan des Affiches publiques pour en faire la vente ; & même seulement de puis qu'Elle eût appris que la Cour de Vienne l'avoit offerte à une Puissance d'Italie & qu'un autre Prince avoit fait des propositions pour l'acheter. Comme il n'étoit point de l'intérêt de Son Altesse de Modene, qu'une autre Puissance ou Prince eût acheté un Etat qui confinoit aux siens propres, on ne se doit pas étonner si Elle crût devoir prendre des mesures, qu'à cas que la Chambre Imperiale persistât faire vendre ce Duché, Elle en pût avoir la préférence.

Il faut encore remarquer que les Ministres des Puissances Maritimes, qui étoient à la Cour de Vienne, ayant eu connoissance des intentions de ladite Cour pour cette vente, & étant même pour lors occupés à chercher les moyens de faire marcher plusieurs Regimens de Troupes Imperiales, qui faute d'argent étoient encore le mois d'Avril dans les quartiers d'hiver en Italie, & sans apparence d'en pouvoir sortir, donnerent la pensée de cette acquisition au Ministre de Modene, à la même Cour de Vienne, & ensuite aux Ministres de Sa Majesté Imperiale, leur don

donnant à connoître qu'ils agissoient en cela du consentement de leurs Maîtres. De sorte que Son Altesse de Modene, par toutes les raisons ci-dessus rapportées, prit la résolution de convenir du Prix de ce Duché avec la Chambre Imperiale, & l'argent qu'Elle paya fut véritablement employé pour la Campagne des Troupes de l'Empereur, & avec l'agrément de ses Alliez, puis que cela regardoit particulièrement leur service. Mais l'Investiture de ce Duché ne fut donnée que l'année après par l'Empereur Joseph à Son Altesse de Modene, ayant voulu attendre le consentement des Serenissimes Electeurs de l'Empire, lequel ils donnerent tous dans les formes les plus amples, & sans aucune reserve, quoi que l'Auteur du Memoire ait bien voulu le nier par avance, ne se souciant pas s'il se trompoit lui-même ou non. Cette premiere Investiture a été ensuite confirmée par Sa Majesté Imperiale Charles VI. régnant; & voilà de quelle maniere & par quelles raisons Son Altesse Serenissime de Modene a fait l'acquisition du Duché de la Mirandole, & qu'il s'en trouve aujourd'hui le Maître.

Que

Que si l'imputation que l'on a faite à Monsieur le Duc de Modene, d'avoir contribué à la ruine de la Maison Pic est contre la vérité du Fait, ainsi qu'on vient de le faire voir; l'autre Point, de s'être saisi des biens que cette Famille avoit dans l'Etat de Correggio, l'est encore davantage.

L'Auteur de l'écrit qui a avancé cette accusation, devoit s'informer un peu mieux avant que de la débiter si hardiment qu'il a fait, & il auroit scû très-facilement que la Chambre Ducale de Modene ne s'est jamais saisie, ni non plus, a songé de se saisir d'aucuns biens ou fonds de Terre appartenans à la Maison Pic dans l'Etat de Correggio; mais il auroit appris que le Comte Jean Bellencini de Modene, ayant des prétensions contre la Chambre de la Mirandole, présenta des Suplications l'An 1707. à Sa Majesté Imperiale, laquelle délégua pour Juge le Comte de Castelbarco, son Commissaire général & Plenipotentiaire en Italie, & ledit Comte subdélégua pour Juges de ce Procès le Sieur de Rheinfeld, Secrétaire de l'Empereur, & le Docteur Cani son Auditeur, qui donnerent leur sentence en faveur du Com-

te

touchant la Paix d'UTRECHT. 565
le Bellencini le 2. Novembre 1707, & au
moyen de leur Lettre Requisitoire au Po-
destat de Correggio, selon l'usage des Es-
tats qui vivent en correspondance, il fut
mis Juridiquement en possession de ces
Biens, sans que Son Altesse de Modene y
ait eu aucune part, ni qu'aucuns de ses Mi-
nistres s'en soient mêlez; & cela a été fait
deux années & demie ou environ aupara-
vant la vente de la Mirandole.

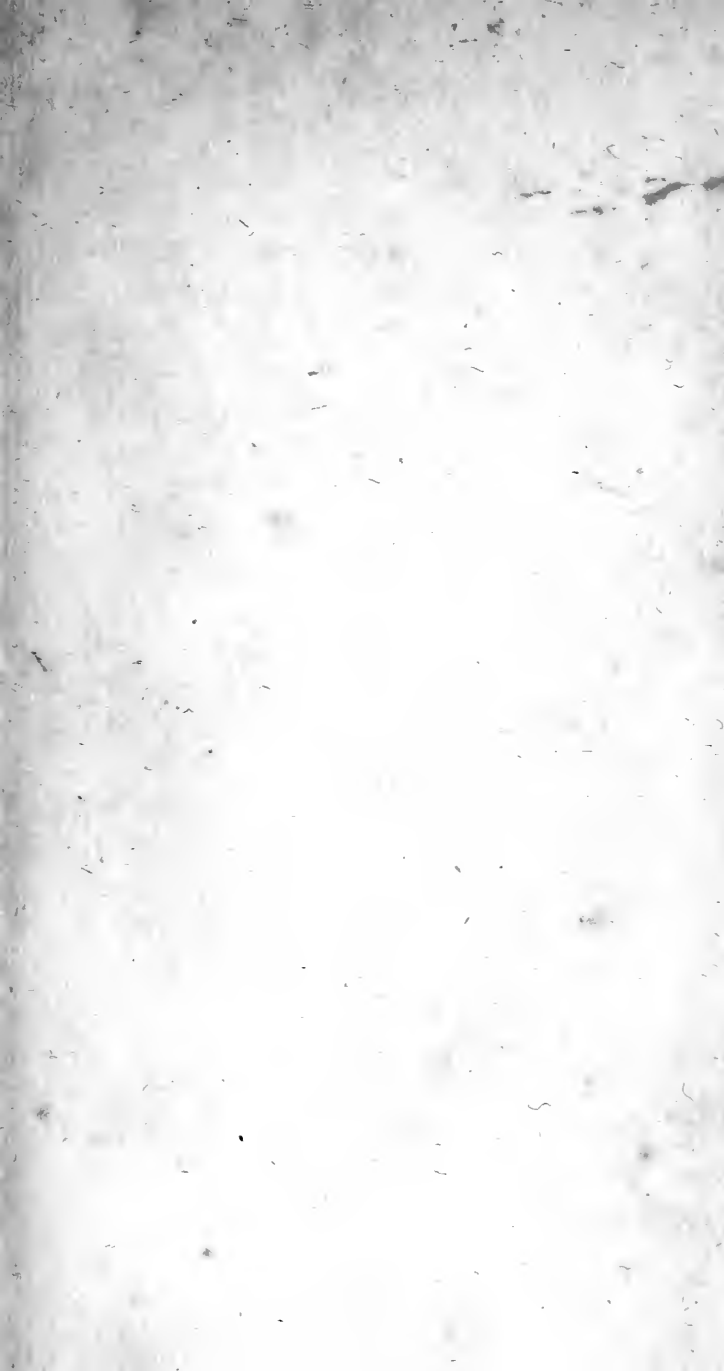
Mais ce n'est pas la seule faute que l'Au-
teur ait faite dans son Memoire, puisqu'il
y avance que Son Altesse de Modene est
Oncle Maternel de Dom François Pic,
quoi qu'il ne soit que Cousin de son Pere.

Toutes ces circonstances, & quelques
autres ignorées, ou déguisées à dessein,
font assez connoître, quelle foi l'on peut
donner à l'Auteur du Memoire, par lequel
il semble s'être flatté d'exciter par des ex-
pressions recherchées l'aversion du Public,
contre Son Altesse Serenissime de Modene,
& la compassion du Congrès d'Utrecht, en
faveur de Dom François Pic, sans se met-
tre en peine en aucune maniere, s'il arri-
veroit plutôt à son but par le moyen du
mensonge que de la vérité.









Cleaned & Oiled

August 1951

